

MONITEUR BELGE

BELGISCH STAATSBLAD

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002 publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2002.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse
www.moniteur.be

Direction du *Moniteur belge*, rue de Louvain 40-42,
1000 Bruxelles, tél. 02 552 22 11 - Conseiller : A. Van Damme

173e ANNEE



N. 187

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden
op : **www.staatsblad.be**

Bestuur van het *Belgisch Staatsblad*, Leuvenseweg 40-42,
1000 Brussel, tel. 02 552 22 11 - Adviseur : A. Van Damme

173e JAARGANG

MERCREDI 21 MAI 2003
PREMIERE EDITION

WOENSDAG 21 MEI 2003
EERSTE EDITIE

Le Moniteur belge du 20 mai 2003 comporte deux éditions, qui portent les numéros 185 et 186.

Het Belgisch Staatsblad van 20 mei 2003 bevat twee uitgaven, met als volgnummers 185 en 186.

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Gouvernements de Communauté et de Région
Communauté française
Ministère de la Communauté française

27 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale des milieux d'accueil, p. 27557.

24 MARS 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés, p. 27645.

24 MARS 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil d'urgence, p. 27646.

24 MARS 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative, p. 27647.

24 MARS 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres de premier accueil, p. 27648.

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnances en verordeningen

Gemeenschaps- en Gewestregeringen
Franse Gemeenschap
Ministerie van de Franse Gemeenschap

27 FEBRUARI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, bl. 27601.

24 MAART 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 19 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de gespecialiseerde opvangcentra, bl. 27645.

24 MAART 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor dringende opvang, bl. 27647.

24 MAART 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp, bl. 27648.

24 MAART 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor eerste opvang, bl. 27649.

*Gemeinschafts- und Regionalregierungen**Deutschsprachige Gemeinschaft**Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft*

2. DEZEMBER 2002 — Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2003, S. 27650.

*Communauté germanophone**Ministère de la Communauté germanophone*

2 DECEMBRE 2002. — Décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté germanophone pour l'année budgétaire 2003, p. 27708.

*Duitstalige Gemeenschap**Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap*

2 DECEMBER 2002. — Decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2003, bl. 27775.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 1986

[C — 2003/29199]

27 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale des milieux d'accueil

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la Convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993, modifié par les arrêtés des 11 juillet 1996 et 26 janvier 1998, portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993 fixant la contribution des parents ou de tiers dans les frais de séjour des enfants dans les crèches, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services de gardien(ne)s encadré(e)s à domicile subventionnés par l'Office;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 septembre 1994 fixant les conditions auxquelles doivent répondre les gardien(ne)s à domicile et les directeur(trice)s de maisons d'enfants ainsi que les modalités de la surveillance médicale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant diverses mesures en matière d'enfance;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2000 approuvant les critères prévus par l'Office de la Naissance et de l'Enfance de refus ou de retrait de l'autorisation de garde d'enfant de moins de 6 ans;

Vu l'avis du Conseil d'Administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française, le 19 décembre 2002, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 34.648/4, donné le 7 février 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il importe que les milieux d'accueil soient organisés dans un esprit de tolérance et d'ouverture, consacré notamment par les principes fondamentaux d'égalité et de non-discrimination, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et la recommandation du Conseil des Communautés européennes du 31 mars 1992 concernant la garde des enfants;

Considérant que l'accès à un milieu d'accueil de qualité est un droit pour l'enfant et que le milieu d'accueil doit lui permettre de s'épanouir sur le plan physique, psychologique et social, dans un cadre et selon un projet pédagogique approprié à son âge;

Considérant que les milieux d'accueil doivent permettre aux parents de concilier leurs responsabilités professionnelles, c'est-à-dire à la fois le travail, la formation professionnelle et la recherche d'emploi, leurs engagements sociaux et leurs responsabilités parentales;

Considérant qu'il convient de reconnaître le rôle de prévention sociale joué par les milieux d'accueil;

Considérant que le rôle des milieux d'accueil est complémentaire à celui de la famille et qu'ils doivent favoriser l'ouverture et l'écoute des parents;

Considérant que les milieux d'accueil doivent respecter les spécificités culturelles des enfants et être attentifs à leurs besoins spécifiques, notamment aux enfants porteurs d'un handicap;

Considérant qu'il convient de renforcer la cohérence de ce qui précède par la détermination de principes fondamentaux constituant la base commune aux différentes pratiques, dans la continuation des objectifs poursuivis par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil;

Considérant que la réglementation actuelle relative aux milieux d'accueil en Communauté française est éparse, et qu'il convient, dans un objectif de sécurité juridique, de la rassembler en un texte unique;

Considérant que les conclusions de la présidence espagnole, telles que formulées au Conseil européen de Barcelone les 15 et 16 mars 2002 fixent, dans le cadre de l'objectif « égalité des chances » en matière d'emploi, un objectif d'ici 2010 de structures d'accueil pour au moins 33 % des enfants âgés de moins de trois ans;

Considérant que l'actuelle offre d'accueil ne permet pas de rencontrer la demande en la matière, la priorité qui s'impose est d'augmenter le nombre de places d'accueil;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

LIVRE I^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

TITRE I^{er}. — Définitions, champ d'application et statut juridique des milieux d'accueil

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « le décret » : le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. »;

2° « l'Office » : l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

3° « Comité subrégional » : Comité subrégional de l'Office tel que visé par l'article 18 du décret;

4° « milieu d'accueil » : toute personne physique ou morale étrangère au milieu familial de vie de l'enfant qui accueille des enfants âgés de moins de six ans en externat et de manière régulière;

5° « milieu d'accueil subventionné » : milieu d'accueil bénéficiant des subventions de l'Office;

6° « parents » : la (les) personne(s) qui confie(nt) l'enfant au milieu d'accueil;

7° « code de qualité » : le code prévu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil;

8° « projet d'accueil » : le projet d'accueil établi en exécution de l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil;

9° « attestation de qualité » : l'attestation délivrée en exécution de l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil;

10° « autorisation » : la décision de l'Office préalable au fonctionnement de tout milieu d'accueil relevant de l'article 6, § 2, du décret, et attestant du respect des conditions prévues au Livre premier, Titre II, du présent arrêté;

11° « agrément » : la décision de l'Office attestant du respect par le milieu d'accueil des conditions prévues au Livre premier, Titre III, du présent arrêté et lui permettant de solliciter une subvention;

12° « taux d'occupation » : la mesure de l'occupation effective d'un milieu d'accueil par rapport au nombre d'enfants qu'il est susceptible d'accueillir;

13° « pouvoir organisateur » : la personne physique non conventionnée avec une personne morale ou la personne morale qui organise un milieu d'accueil;

14° « Directeur(trice) » : la personne chargée de la gestion journalière du milieu d'accueil;

15° « participation financière parentale » : l'intervention financière exigée des parents ou de tiers pour les frais de séjour dans le milieu d'accueil;

16° « le travailleur social » : un(e) infirmier(ère) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire ou un(e) assistant(e) social(e) chargé(e) notamment des prestations sociales au sein du milieu d'accueil;

17° « revenus du ménage » : les revenus nets globalisés des personnes qui assument les frais d'entretien de l'enfant;

18° « revenus à justifier » : toutes les ressources financières du ménage, à l'exclusion des allocations familiales et des interventions des pouvoirs publics dans les frais d'entretien d'un enfant placé en famille d'accueil;

19° « programmation des milieux d'accueil » : détermination par l'Office du nombre de nouvelles places subventionnables par type de milieu d'accueil et par zone géographique, dans la limite des crédits budgétaires disponibles;

20° « convention de collaboration » : toute convention visée aux articles 116 à 119;

21° « le Fonds » : le Fonds de solidarité et de développement de l'accueil de l'enfant;

22° « le Ministre » : le Ministre qui a l'Accueil des Enfants et les Missions confiées à l'Office dans ses compétences;

23° « le Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 2. Les milieux d'accueil sont :

1° « la crèche » : milieu d'accueil conçu pour accueillir en collectivité et en externat des enfants âgés de zéro à trente-six mois avec du personnel qualifié et dont l'accès ne peut être limité à une tranche d'âge plus restreinte;

2° « le préguardiennat » : milieu d'accueil conçu pour accueillir en collectivité et en externat des enfants âgés de dix-huit à trente-six mois avec du personnel qualifié et dont l'accès ne peut être limité à une tranche d'âge plus restreinte;

3° « la maison communale d'accueil de l'enfance » : milieu d'accueil conçu pour accueillir en collectivité et en externat des enfants âgés de zéro à six ans avec du personnel qualifié;

4° « la maison d'enfants » : milieu d'accueil conçu pour accueillir en collectivité et principalement en externat des enfants âgés de zéro à six ans;

5° « la crèche parentale » : milieu d'accueil conçu pour accueillir en collectivité et en externat des enfants de zéro à trente-six mois encadré en partie par du personnel qualifié et en partie par des parents;

6° « le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s » : service chargé d'organiser l'accueil des enfants âgés de zéro à six ans chez des accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s auprès dudit service. Ce service peut être une crèche ou une maison communale d'accueil de l'enfance;

7° « l'accueillant(e) d'enfants » : personne qui assure, de jour ou de nuit, à l'endroit où il (elle) réside habituellement, l'accueil des enfants âgés de zéro à six ans; l'accueillant(e) d'enfants est soit conventionné(e) auprès d'un service tel que visé au 6°, soit autonome;

8° tout autre milieu d'accueil organisant l'accueil d'enfants âgés de zéro à six ans de manière régulière sous une autre forme que celles visées ci-dessus, pour autant que celui-ci ne soit pas exclu par l'article 6, § 3, du décret.

Art. 3. Le milieu d'accueil est organisé et géré par une ou plusieurs personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public, dénommée(s) pouvoir organisateur.

Les statuts du pouvoir organisateur du milieu d'accueil, autre qu'une personne physique, ainsi que toute modification à ces statuts, sont portés à la connaissance de l'Office.

Art. 4. Si le milieu d'accueil est intégré dans un complexe social, éducatif, scolaire, hospitalier, administratif, industriel ou commercial, il est géré comme une entité distincte et tient une comptabilité distincte.

Dans cette hypothèse, le milieu d'accueil dispose d'un espace propre et géographiquement distinct.

Art. 5. La crèche, le préguardiennat et la crèche parentale ne peuvent poursuivre un but de lucre et sont gérés et organisés par une personne de droit public, par un établissement d'utilité publique ou par une association sans but lucratif.

La maison communale d'accueil de l'enfance est gérée par un ou par plusieurs pouvoirs publics, par une structure où les pouvoirs publics sont majoritaires ou par une association sans but lucratif ayant conclu une convention avec la commune, conformément au modèle établi par l'Office.

Le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s est un service à but non lucratif qui est soit un service organisé par une crèche ou une maison communale d'accueil de l'enfance agréée par l'Office, soit un service autonome agréé par l'Office et organisé par un pouvoir public subordonné, par une association de tels pouvoirs, par un établissement d'utilité publique ou par une association sans but lucratif.

TITRE II. — L'Autorisation

Art. 6. L'autorisation nominative préalable visée à l'article 6, § 2, du décret, est délivrée par l'Office dans les conditions énoncées ci-après et détermine, notamment, les locaux et la capacité d'accueil. Elle est incessible et revêt un caractère intuitu personnae.

CHAPITRE I^{er}. — Conditions générales

Section I^{re}. — Capacité d'accueil ou de fonctionnement

Art. 7. La crèche et le préguardiennat ont une capacité d'accueil de dix-huit places au moins et de quarante-huit places au plus.

Art. 8. La maison communale d'accueil de l'enfance a une capacité de douze places au moins et de vingt-quatre places au plus.

Art. 9. La maison d'enfants a une capacité d'accueil de neuf places au moins et de vingt-quatre places au plus.

Art. 10. La crèche parentale a une capacité d'accueil de quatorze places.

Art. 11. Le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s rattaché à une crèche ou une maison communale d'accueil de l'enfance comprend au moins cinq accueillant(e)s d'enfants. Les autres services d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s ont une capacité qui ne peut être inférieure à dix accueillant(e)s d'enfants.

Art. 12. L'accueillant(e) d'enfants a une capacité d'accueil de un à quatre enfants équivalents temps plein. Cette capacité d'accueil est fixée en tenant notamment compte des enfants de moins de trois ans de l'accueillant(e) d'enfants.

Le nombre d'enfants inscrit chez un(e) même accueillant(e) d'enfants ne peut en aucun cas dépasser le double de la capacité d'accueil autorisée.

Le nombre d'enfants accueillis simultanément est de maximum cinq.

Par dérogation à l'alinéa 3, ce nombre peut être porté à six si l'accueillant(e) d'enfants est agréé(e) pour quatre enfants équivalents temps plein et que le sixième enfant a entre deux ans et demi et 6 ans, qu'il a un lien de parenté avec un des autres enfants inscrits et qu'il est accueilli exclusivement avant et/ou après l'école.

Art. 13. A titre exceptionnel et sur demande expresse motivée du milieu d'accueil, l'Office peut accorder une dérogation aux seuils de capacité d'accueil définis ci-avant. Cette dérogation ne peut porter préjudice à la qualité de l'accueil et est subordonnée au respect des conditions fixées par l'Office.

Une dérogation est accordée pour les places réservées dans une maison d'enfants dans le cadre d'une convention de collaboration qui entraînent un dépassement du seuil de capacité définis à l'article 9. La maison d'enfants est tenue pour celles-ci d'assurer un encadrement par du personnel qui justifie de la formation de puéricultrice.

Section II. — Fonctionnement du milieu d'accueil

Art. 14. Le milieu d'accueil se soumet à la surveillance de l'Office. Afin d'assurer celle-ci ainsi que les missions d'accompagnement, de conseil et de contrôle, les agents de l'Office ont accès aux locaux où s'exerce l'accueil des enfants, durant les heures d'ouverture. Ils peuvent consulter tous les documents visés dans la présente section.

Art. 15. Le milieu d'accueil tient un registre des inscriptions et des présences.

Art. 16. Le milieu d'accueil tient un dossier contenant les documents requis ou délivrés en vertu du présent arrêté et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil.

Art. 17. Le milieu d'accueil rédige un règlement d'ordre intérieur selon le modèle type recommandé par l'Office, précisant les droits et obligations réciproques des parents et du milieu d'accueil.

Ce règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation de l'Office qui vérifie sa conformité avec la réglementation. Il est signé pour accord par les parents au moment de l'inscription de l'enfant.

Art. 18. Le milieu d'accueil veille à ce que ses infrastructures et équipements assurent aux enfants sécurité, salubrité, hygiène et espace, et soient de nature à favoriser leur bien-être et leur épanouissement, selon les modalités fixées par l'Office en vertu du code de qualité et approuvées par le Gouvernement.

Art. 19. Le milieu d'accueil contracte les assurances destinées à couvrir sa responsabilité civile du fait des biens ou des personnes dont il a la responsabilité en vertu des articles 1382 à 1385 du Code civil.

Art. 20. Le milieu d'accueil avertit par écrit l'Office préalablement à tout changement généralement quelconque pouvant avoir une conséquence significative sur les conditions d'accueil.

Art. 21. Le milieu d'accueil avertit l'Office de toute cessation temporaire ou définitive de ses activités, sauf pour cause de vacances annuelles.

Les modalités et le délai de la cessation d'activité d'un milieu d'accueil subventionné, de même que le changement de pouvoir organisateur ou de lieu d'implantation, font l'objet d'un accord entre le pouvoir organisateur et l'Office.

Section III. — Personnel du milieu d'accueil

Art. 22. Le milieu d'accueil, à l'exception de l'accueillant(e) d'enfants, désigne une personne physique qui assure sur place la gestion quotidienne, dénommée « Directeur(trice) ». Cette désignation est portée à la connaissance de l'Office.

Le (la) Directeur(trice) est notamment chargé(e) d'assurer le bon fonctionnement du milieu d'accueil et de veiller à l'élaboration et à la mise en application effective du projet d'accueil.

Art. 23. Le (la) Directeur(trice) est âgé(e) d'au moins vingt-et-un ans et le personnel d'encadrement d'au moins dix-huit ans.

L'âge maximum est fixé pour tous à soixante-cinq ans.

A titre exceptionnel, l'Office peut octroyer une dérogation à la limite d'âge maximum visée à l'alinéa 2 aux conditions qu'il détermine.

Art. 24. Le (la) Directeur(trice) et le personnel d'encadrement, de même que l'accueillant(e) d'enfants, justifient d'une formation ou d'une expérience utile en matière d'accueil d'enfants conformément à l'article 42. Ils ne peuvent exercer d'activité incompatible avec l'accueil d'enfants ou qui les empêcherait d'assurer l'encadrement des enfants pendant leurs heures de prestations.

Art. 25. Le milieu d'accueil, à l'exception des services d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s pour ses accueillant(e)s d'enfants, conclut avec chaque membre du personnel une convention prévoyant au moins la nature et la durée de celle-ci, la nature et le temps de prestation et la durée du préavis.

Le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s passe une convention avec l'accueillant(e) d'enfants conventionné(e). Cette convention est établie selon un modèle fourni par l'Office et soumise à l'approbation de l'Office.

*Section IV. — Dispositions médicales**Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 26. Selon les modalités définies par l'Office,

1° le milieu d'accueil soumet les enfants et la ou les personnes qui les encadrent à une surveillance de la santé conformément à la réglementation en vigueur;

2° les structures qui accueillent des enfants de zéro à trois ans veillent en outre à ce qu'une surveillance médicale préventive des enfants soit assurée;

3° sauf si une consultation médicale est organisée en son sein, le milieu d'accueil entretient un lien fonctionnel avec une consultation créée ou agréée par l'Office.

Art. 27. Pour chaque membre du personnel, ainsi que pour chaque accueillant(e) d'enfants et les personnes de plus de quinze ans faisant partie de son ménage, de même que pour toutes personnes appelées à être en contact fréquent avec les enfants accueillis, le milieu d'accueil, à l'exception de l'accueillant(e) d'enfants conventionnée, fournit aux échéances fixées ci-après ainsi qu'à tout moment à la demande de l'Office et selon les modalités fixées par lui :

1° la preuve de l'état d'immunité contre la rubéole lors de l'entrée en fonction;

2° un certificat médical annuel attestant qu'au moment de l'examen, il n'existe aucun signe d'affection physique ou psychique susceptible de présenter un danger pour les enfants accueillis, étant entendu que l'Office peut exiger qu'un certificat de santé physique et psychique complémentaire soit établi par un médecin spécialiste.

Toute modification importante de l'état de santé doit être signalée spontanément à l'Office.

Art. 28. Le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s produit pour chaque accueillant(e) d'enfants, et l'accueillant(e) d'enfants autonome pour ce qui le (la) concerne, la preuve que ses enfants de moins de six ans sont vaccinés selon le schéma élaboré par la Communauté française et recommandé par l'Office.

Sous-section II. — Dispositions spécifiques aux enfants

Art. 29. Dans le cadre de la surveillance médicale préventive, le carnet de l'enfant constitue un document de référence servant de liaison entre les différents intervenants et les parents. À cette fin, les parents veillent à ce qu'il accompagne toujours l'enfant.

Art. 30. Lorsqu'un enfant est confié à un milieu d'accueil, les parents fournissent au médecin de la structure un certificat médical spécifiant l'état de santé de l'enfant et, le cas échéant, les implications éventuelles sur les aspects collectifs de la santé. Le certificat médical précise également les vaccinations déjà réalisées.

Art. 31. Sauf décision médicale, laquelle est sur la demande du milieu d'accueil confirmée par le conseiller médical de la sub-région, tout enfant est vacciné selon les modalités déterminées par l'Office dans le cadre du schéma élaboré par la Communauté française. Les vaccinations sont pratiquées par le médecin de la consultation des nourrissons ou par un médecin choisi par les parents. Dans ce cas, les parents fournissent au milieu d'accueil la preuve des vaccinations.

Art. 32. Le milieu d'accueil ne peut accepter un enfant malade en son sein que selon les modalités et recommandations définies par l'Office et à la condition qu'un certificat médical atteste qu'au moment de l'examen, l'affection dont souffre l'enfant ne l'empêche pas de fréquenter le milieu d'accueil.

Art. 33. Dans le respect des conditions fixées par l'Office, l'accueil d'un enfant porteur d'un handicap est encouragé en vue de favoriser son intégration dans le respect de ses différences, pour autant que le milieu d'accueil remplisse des conditions suffisantes pour garantir la sécurité de l'enfant.

Section V. — Normes d'encadrement

Art. 34. L'encadrement des enfants au sein de la crèche est assuré par le personnel minimum suivant :

1° un(e) puériculteur(trice) équivalent temps plein pour sept enfants, la qualification de puériculteur(trice) pouvant toutefois, pour les enfants âgés de plus de dix-huit mois, être remplacée par celle d'aspirant(e) en nursing ou d'instituteur(trice) de l'enseignement maternel ou d'une autre qualification reconnue par le Gouvernement, pris avis de l'Office, sans pour autant que la proportion de puériculteur(trice) puisse être inférieure à la moitié du personnel affecté à l'encadrement des enfants de cet âge;

2° un(e) infirmier(ère) gradué(e) ou un(e) infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire équivalent temps plein pour une capacité de quarante-huit places ou occupé(e) à temps partiel suivant un horaire calculé en fonction de tranches complètes de douze places en vue d'assurer des prestations de surveillance et de soins;

3° un(e) infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire ou un(e) assistant(e) social(e) occupé(e) à mi-temps pour une capacité de quarante-huit places ou occupé(e) à temps réduit suivant un horaire calculé en fonction de tranches complètes de vingt-quatre places en vue d'assurer des prestations de type social.

Moyennant l'accord de l'Office, les prestations visées à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, peuvent faire l'objet d'une répartition différente selon les nécessités du service, en vue d'assurer un meilleur équilibre des fonctions, à condition qu'une telle répartition n'ait pas pour effet d'augmenter les prestations subventionnées et que le suivi médical et social reste assuré.

En vue de favoriser une pluridisciplinarité de l'encadrement, lorsqu'une structure dispose d'un encadrement médico-social supérieur à un équivalent temps plein, le milieu d'accueil est autorisé à remplacer, au maximum pour moitié, les prestations médico-sociales par du personnel titulaire d'une formation de niveau supérieure à finalité psychopédagogique, pour autant que le suivi médical et social reste assuré par du personnel qualifié.

Art. 35. L'encadrement des enfants au sein du prégardienat est assuré par le personnel minimum suivant :

1° un(e) puériculteur(trice) équivalent temps plein pour neuf enfants, la qualification d'un(e) puériculteur(trice) pouvant être remplacée par celle d'aspirant(e) en nursing ou d'instituteur(trice) de l'enseignement maternel ou d'une autre qualification reconnue par le Gouvernement, pris avis de l'Office, sans toutefois excéder la moitié du personnel;

2° un(e) infirmier(ère) gradué(e), gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire équivalent temps plein pour une capacité de quarante-huit places ou occupé(e) à temps partiel suivant un horaire calculé en fonction de tranches complètes de douze places en vue d'assurer des prestations de surveillance et de soins;

3° un(e) infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire ou un(e) assistant(e) social(e) occupé(e) à mi-temps pour une capacité de quarante-huit places ou occupé(e) à temps réduit, suivant un horaire calculé en fonction de tranches complètes de vingt-quatre places en vue d'assurer des prestations de type social.

Moyennant l'accord de l'Office, les prestations visées à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, peuvent faire l'objet d'une répartition différente selon les nécessités du service, en vue d'assurer un meilleur équilibre des fonctions, à condition qu'une telle répartition n'ait pas pour effet d'augmenter les prestations subventionnées et que le suivi médical et social reste assuré.

En vue de favoriser une pluridisciplinarité de l'encadrement, lorsqu'une structure dispose d'un encadrement médico-social supérieur à un équivalent temps plein, le milieu d'accueil est autorisé à remplacer, au maximum pour moitié, les prestations médico-sociales par du personnel titulaire d'une formation de niveau supérieur à finalité psychopédagogique, pour autant que le suivi médical et social reste assuré par du personnel qualifié.

Art. 36. L'encadrement des enfants au sein de la maison communale d'accueil de l'enfance est assuré par le personnel minimum suivant :

1° 2,5 équivalents temps plein de puériculteurs(trices) pour douze enfants;

2° 0,5 équivalent temps plein de puériculteur(trice) par groupe de trois places supplémentaires pour les maisons dont la capacité est supérieure à douze places; la qualification de puériculteur(trices) peut être remplacée par celle d'aspirant(e) en nursing ou d'instituteur(trice) de l'enseignement maternel, sans pour autant que la proportion de puériculteurs(trices) puisse être inférieure à la moitié du personnel affecté à l'encadrement des enfants;

3° 0,25 équivalent temps plein d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire, ou d'assistant(e) social(e) par tranche de douze places.

Art. 37. L'encadrement des enfants au sein d'une crèche parentale est assuré au minimum par du personnel équivalent à 3,5 temps plein. Dans le cadre de ce minimum de 3,5 équivalents temps plein, il y a au moins 1,75 équivalents temps de puériculteurs(trices) et 0,25 équivalent temps plein d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire ou d'assistant(e) social(e) et au plus 1,5 temps plein assuré par des parents.

Le pouvoir organisateur d'une crèche parentale veille à ce qu'un membre du personnel qualifié soit présent durant toutes les heures d'ouverture du milieu d'accueil.

Les parents qui participent à l'encadrement d'une crèche parentale assurent l'accueil au minimum une demi-journée et au maximum cinq demi-journées par semaine, à raison d'un maximum de douze parents.

Art. 38. L'encadrement des enfants au sein de la maison d'enfants est assuré par le personnel minimum suivant :

1° 1,5 équivalent temps plein pour une capacité de six à neuf enfants si un tiers des enfants a plus de dix-huit mois, en cas de dérogation à la capacité minimale accordée conformément à l'article 13;

2° 2 équivalents temps plein, pour une capacité de six à neuf enfants si plus de deux-tiers des enfants ont moins de dix-huit mois, en cas de dérogation à la capacité minimale accordée conformément à l'article 13;

3° 2 équivalents temps plein pour une capacité de neuf enfants;

4° 2, 5 équivalents temps plein pour une capacité de douze enfants;

5° 3 équivalents temps plein pour une capacité de quinze enfants;

6° 3,5 équivalents temps plein pour une capacité de dix-huit enfants;

7° 4 équivalents temps plein pour une capacité de vingt-et-un enfants;

8° 4,5 équivalents temps plein pour une capacité de vingt-quatre enfants.

Au delà de vingt-quatre enfants, il est procédé à une augmentation de l'encadrement de 0,5 équivalent temps plein par tranche de 3 enfants.

Un quart-temps de direction doit être prévu par tranche de douze places.

Art. 39. Pour assurer l'encadrement des accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s, le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s dispose du personnel minimum suivant :

1° un(e) infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire ou un(e) assistant(e) social(e) à temps plein pour une capacité de vingt accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s ou occupé(e) à temps partiel, suivant un horaire calculé en fonction de tranches de cinq accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s;

2° un(e) infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire ou un(e) assistant(e) social(e) occupé(e) à quart-temps par groupe de cinq accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s supplémentaires.

Art. 40. Pour l'application des articles 34, 1°, et 35, 1°, le personnel requis pour l'encadrement des enfants est augmenté, en cas de tranche entamée, d'un mi-temps lorsque la capacité agréée dépasse la moitié de la tranche.

Art. 41. L'encadrement des enfants chez l'accueillant(e) d'enfants est assuré par lui(elle) seul(e). Il ne peut y avoir de délégation de l'accueil des enfants à une autre personne que l'accueillant(e) d'enfants. Il (elle) peut néanmoins être assisté(e) par un(e) aidant(e).

Section VI. — Formation initiale

Art. 42. Pour les crèches, préguardiennats et maisons communales d'accueil de l'enfance, le(la) Directeur(trice) et les personnes qui assurent l'encadrement des enfants justifient de la formation d'infirmier(ère), d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire, d'assistant(e) social(e) ou de puériculteur(trice) ou d'une formation supérieure à finalité psychopédagogique. La qualification de puériculteur(trice) peut toutefois, pour l'encadrement des enfants âgés de plus de dix-huit mois, être remplacée par celle d'aspirant(e) en nursing, d'instituteur(trice) de l'enseignement maternel, sans toutefois que la proportion de puériculteur(trice) puisse être inférieure à la moitié du personnel affecté à l'encadrement des enfants de cet âge.

Pour les crèches parentales, le(la) Directeur(trice) et les personnes, autres que les parents, qui assurent l'encadrement des enfants justifient de la formation d'infirmier(ère), d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire, d'assistant(e) social(e) ou de puériculteur(trice) ou d'une formation supérieure à finalité psychopédagogique. Les parents qui assurent l'encadrement des enfants justifient d'une formation reconnue par le Gouvernement ou s'engagent à suivre dans l'année un module de formation accélérée reconnu par le Gouvernement.

Pour les maisons d'enfants, le(la) Directeur(trice) justifie d'une formation psycho-médico-sociale reconnue par le Gouvernement ou, à défaut, d'une expérience utile de cinq ans au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, dans la fonction de direction. Dans ce cas, le(la) Directeur(trice) s'engage à suivre dans les trois ans un module de formation accélérée reconnu par le Gouvernement. Le personnel d'encadrement des enfants justifie d'une formation reconnue par le Gouvernement ou, à défaut, d'une expérience utile de cinq ans au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, dans la fonction d'encadrement. Dans ce cas, le membre du personnel s'engage à suivre dans les trois ans un module de formation accélérée reconnu par le Gouvernement.

L'accueillant(e) d'enfants justifie d'une formation reconnue par le Gouvernement ou, à défaut, s'engage à suivre dans l'année un module de formation accélérée, de maximum 50 heures, reconnu par le Gouvernement.

La liste des formations reconnues par le Gouvernement est revue chaque année.

Section VII. — Formation continue

Art. 43. Tout milieu d'accueil assure la formation continue de son personnel notamment en l'inscrivant à des modules de formation compris dans un programme de formation continue arrêté au moins tous les trois ans par le Gouvernement, sur proposition de l'Office.

Ce programme est réalisé par l'Office, en partenariat avec des établissements d'enseignement de plein exercice et/ou de promotion sociale et les opérateurs de formations agréés par le Ministre de l'Enfance.

CHAPITRE II. — *Procédure d'autorisation*

Art. 44. § 1^{er}. La demande d'autorisation du milieu d'accueil est adressée à l'Office.

La demande est accompagnée des pièces suivantes :

1° pour le milieu d'accueil en tant que tel :

- a) la capacité d'accueil;
- b) un contrat d'assurance garantissant la responsabilité civile et professionnelle du milieu d'accueil et des personnes dont il répond;
- c) une proposition reprenant les lignes directrices du projet d'accueil conforme au code de qualité;
- d) un projet de règlement d'ordre intérieur;
- e) le cas échéant, la désignation du (de la) Directeur(trice), signée pour accord par celui(elle)-ci;
- f) s'il est constitué en personne morale de droit privé, les statuts de celle-ci et ses modifications éventuelles;
- g) une description et un plan des infrastructures;
- h) l'engagement d'organiser, au moins une fois par an, des réunions de parents ou toute autre forme de participation de ceux-ci;
- i) s'il est constitué sur base de l'article 119, § 2, les projets de convention de collaboration;

2° pour chaque membre du personnel, chaque accueillante, ainsi que pour chaque personne appelée à être en contact régulier avec les enfants accueillis, selon les modalités déterminées par l'Office :

a) un certificat de bonnes vie et mœurs exempt de condamnation ou de mesure d'internement pour faits de mœurs ou de violence à l'égard de mineurs et datant de moins de six mois au moment de l'introduction de la demande; ce certificat doit être renouvelé tous les cinq ans, ainsi que sur simple demande de l'Office;

b) la preuve de l'état d'immunité contre la rubéole;

c) un certificat médical annuel attestant qu'au moment de l'examen, il n'existe aucun signe d'affection physique ou psychique susceptible de représenter un danger pour les enfants accueillis, étant entendu que l'Office peut exiger qu'un certificat de santé physique et psychique soit établi par un médecin spécialiste, complémentarément à l'attestation du médecin traitant;

3° pour chaque accueillant(e) d'enfants, la preuve que ses enfants sont vaccinés selon les modalités déterminées par l'Office dans le cadre du schéma élaboré par la Communauté française, sauf décision médicale, laquelle est sur la demande de l'Office confirmée par le conseiller médical de la sub-région;

4° pour chaque accueillant(e) d'enfants conventionné(e) :

a) un rapport social complet du travailleur social du service d'accueillant(e)s d'enfants, après enquête au domicile du (de la) candidat(e) accueillant(e) d'enfants;

b) la convention passée entre le service et l'accueillant(e) d'enfants visée à l'article 25, alinéa 2.

§ 2. Pour chaque milieu d'accueil, un rapport d'enquête est établi par les agents compétents de l'Office.

Art. 45. Dans les quinze jours à dater de la demande, l'Office accuse réception du dossier complet auprès du milieu d'accueil. Le cas échéant, il informe celui-ci que le dossier n'est pas complet et identifie le ou les document(s) manquant(s).

Dans les quinze jours de la réception des documents manquants, l'Office en accuse réception auprès du milieu d'accueil.

Art. 46. Concomitamment à l'envoi de l'accusé de réception du dossier complet, l'Office sollicite l'avis du collège des bourgmestre et échevins compétent et des personnes désignées par l'Office.

Le collège des bourgmestre et échevins de la commune où s'effectue l'accueil dispose de trente jours à partir de la réception de la demande d'avis pour transmettre son avis à l'Office. À défaut de réponse dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Art. 47. L'Office statue sur la demande d'autorisation dans les soixante jours qui suivent l'introduction du dossier complet et communique immédiatement sa décision au milieu d'accueil et au collège des bourgmestre et échevins concerné.

CHAPITRE III. — *Modalités d'inscription de l'enfant*

Art. 48. A partir du sixième mois révolu de grossesse, les parents font, par écrit ou verbalement, une demande d'inscription de leur enfant dans le milieu d'accueil. Ils précisent le nombre probable de demi-jour par mois de présence de leur enfant et la date probable du début de l'accueil.

Chaque demande d'inscription est transcrite immédiatement, sous forme d'inscription en attente, dans le registre des inscriptions visé à l'article 15, dans l'ordre chronologique de son introduction. Le milieu d'accueil en délivre un accusé de réception.

Par dérogation aux alinéas 2 et 3, lorsque la demande des parents s'inscrit dans le cadre d'une convention de collaboration, celle-ci est transcrite immédiatement, sous forme d'inscription ferme, dans le registre des inscriptions à la date présumée du début de l'accueil.

Art. 49. L'Office est autorisé à prendre toute disposition ou toute modalité technique en vue d'informatiser et de centraliser les informations contenues dans les registres d'inscription visés à l'article 48.

Art. 50. § 1^{er}. Le milieu d'accueil notifie par écrit aux parents l'acceptation ou le refus motivé d'inscription dans un délai, lequel ne peut être supérieur à deux mois à dater de la demande d'inscription, fixé par l'Office et, en cas d'acceptation, leur demande de se désinscrire des milieux d'accueil où ceux-ci auraient une demande en attente. Si la demande initiale d'inscription est modifiée suite à la notification de l'acceptation ou du refus par le milieu d'accueil, celui-ci notifie l'acceptation ou le refus à l'égard de cette demande modifiée dans les dix jours ouvrables qui suivent.

L'inscription est transcrite immédiatement, sous forme d'inscription ferme, dans le registre des inscriptions à la date présumée du début de l'accueil.

Le milieu d'accueil remet aux parents le règlement d'ordre intérieur et le projet d'accueil, qu'ils doivent signer pour accord après en avoir pris connaissance.

§ 2. L'inscription de l'enfant ne peut être refusée sur la base de discriminations sociales, sexuelles ou raciales, pour autant que les parents acceptent de souscrire au projet d'accueil et au règlement d'ordre intérieur du milieu d'accueil.

Sans préjudice de l'alinéa premier, l'inscription de l'enfant doit se faire dans le respect de l'ordre de demande d'inscription dans le registre conformément à l'article 48, alinéa 3, pour autant que cela corresponde à l'offre d'accueil.

§ 3. Toute décision de refus d'inscription, notifiée aux parents sur un formulaire type dont le modèle est fourni par l'Office, précise le motif de refus, à savoir soit l'absence de place disponible à la date présumée du début de l'accueil, soit un motif lié à l'incompatibilité de la demande avec le projet d'accueil ou le règlement d'ordre intérieur du milieu d'accueil, lesquels ne peuvent disposer qu'une demande d'inscription soit refusée pour le motif que le nombre de journées est insuffisant si ce nombre est supérieur en moyenne mensuelle à 16 demi-journées, hors les mois de juillet et août. Le milieu d'accueil informe en outre les parents des autres milieux d'accueil susceptibles de rencontrer leur demande, conformément à l'article 20 du Code de qualité ainsi que du fait qu'il communique leur demande au comité subrégional aux fins d'être transcrite dans un registre des inscriptions en attente.

Art. 51. § 1^{er}. En cas de refus motivé d'inscription conformément à l'article 50, le milieu d'accueil informe le comité subrégional de sa région de la décision de refus.

Chaque comité subrégional centralise, pour ce qui le concerne, dans un registre des inscriptions en attente les refus d'inscription et gère celui-ci selon des modalités fixées par l'Office.

§ 2. Si un milieu d'accueil a une capacité d'accueil non occupée, il prend contact en premier lieu avec le comité subrégional de sa région pour voir s'il ne reste pas en attente des demandes d'inscription de parents qui s'étaient adressés à lui et qui se sont vu refuser l'inscription.

Dans l'affirmative, après avoir confirmé la demande des parents, le milieu transcrit dans son registre des inscriptions, sous forme d'inscription ferme, visé à l'article 50, alinéa 2, l'inscription réalisée conformément au présent chapitre et demande aux parents de se désinscrire des milieux d'accueil où ceux-ci auraient une demande en attente.

Dans la négative, le milieu d'accueil se réfère ensuite aux demandes d'inscription transcrites dans son registre des inscriptions, sous forme d'inscription en attente.

Enfin, si les inscriptions transcrites dans son registre des inscriptions, sous forme d'inscription en attente, ne lui permet pas de rencontrer cette capacité d'accueil non occupée, le milieu d'accueil prend contact avec le comité subrégional du lieu où il est implanté et/ou contigu à son lieu d'implantation. Ce(s) dernier(s) communique(nt) au milieu d'accueil le registre des inscriptions en attente.

Après avoir confirmé la demande des parents, le milieu d'accueil transcrit dans son registre des inscriptions, sous forme d'inscription ferme, visé à l'article 50, alinéa 2, l'inscription réalisée conformément au présent chapitre et demande aux parents de se désinscrire des milieux d'accueil où ceux-ci auraient une demande en attente.

§ 3. L'Office détermine les procédures d'actualisation des registres des inscriptions en attente, tant à l'égard des milieux d'accueil que des parents.

Art. 52. Les parents confirment la naissance de l'enfant au milieu d'accueil dans le mois de celle-ci.

Au delà du mois qui suit la date présumée de la naissance et si les parents n'ont pas annoncé la naissance, le milieu d'accueil adresse un rappel aux parents les invitant à confirmer l'inscription dans les quinze jours. A défaut de réponse à ce rappel, l'inscription ferme est annulée.

Art. 53. Au moment de la confirmation visée à l'article 52, alinéa 1^{er}, le milieu d'accueil demande aux parents une avance forfaitaire destinée à assurer la réservation de la place de l'enfant dans le milieu d'accueil et à garantir la bonne exécution des obligations financières des parents tout au long de l'accueil de l'enfant. Celle-ci correspond au maximum à un mois d'accueil, calculé sur la base de la fréquentation demandée et de la contribution financière des parents déterminée sur la base des revenus du ménage. Elle doit être restituée à la fin de l'accueil de l'enfant si toutes les obligations ont été exécutées, ou si l'entrée de l'enfant n'a pu avoir lieu en cas de force majeure et ce, dans un délai ne dépassant pas le mois.

L'inscription de l'enfant est définitive à partir du moment où les parents ont versé l'avance forfaitaire visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 54. Le milieu d'accueil adresse annuellement un rapport à l'Office sur les inscriptions effectuées et confirmées et celles qu'il a refusées, ainsi que sur les causes de ces refus.

Si l'Office est saisi d'une plainte ou s'il constate que le refus d'inscription n'est pas ou insuffisamment motivé, ou n'est pas fondé, il peut prendre toute mesure appropriée et, selon le cas ou la gravité du manquement, suspendre ou retirer l'autorisation, selon les modalités définies dans le présent arrêté.

Art. 55. Par dérogation aux articles 48 à 51, les milieux d'accueil visés à l'article 2, 1^o à 4^o et 8^o prévoient de réserver au moins 10 % de leur capacité totale en vue de rencontrer les besoins d'accueil résultant de situations particulières, notamment pour l'accueil d'enfants ayant un lien de parentalité avec un autre enfant inscrit. Celles-ci peuvent faire l'objet de modalités d'inscription et de réservation différentes de celles fixées aux dits articles.

Le pourcentage réservé, les situations particulières et les modalités d'inscription et de réservation visées à l'alinéa 1^{er} sont précisés dans le règlement d'ordre intérieur du milieu d'accueil. Si les places réservées en fonction de l'alinéa premier ou dans le cadre d'une convention de collaboration ne font pas l'objet d'une demande d'inscription quinze jours avant le début d'un mois, ces places ne sont plus obligatoirement réservées pour des besoins d'accueil résultant respectivement de situations particulières ou d'une convention de collaboration pour le mois à venir et sont attribuées en fonction du registre des inscriptions visé à l'article 15.

CHAPITRE IV. — *Refus, suspension et retrait de l'autorisation*

Art. 56. L'Office refuse l'autorisation s'il constate qu'une des conditions visées au présent Titre n'est pas respectée.

Il en informe le milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste. La lettre expose les motifs du refus d'autorisation et reproduit les dispositions du présent article et de l'article 57.

Le milieu d'accueil dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception du refus d'autorisation pour remédier aux éléments visés dans celui-ci.

Si, à l'échéance de ce délai, le milieu d'accueil ne s'est pas conformé à l'ensemble des conditions d'octroi de l'autorisation, l'Office confirme la décision de refus.

La décision confirmative motivée est notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste.

Art. 57. Un recours administratif est ouvert auprès du Conseil d'Administration de l'Office, contre la décision de refus d'autorisation.

Ce recours est introduit par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la réception de la décision de refus.

Après avoir pris connaissance des arguments exposés, par écrit ou oralement, à sa demande, par le représentant du pouvoir organisateur, le Conseil d'Administration de l'Office confirme le refus d'autorisation ou, le cas échéant, octroie l'autorisation.

Art. 58. Lorsque l'Office constate, après que l'autorisation a été délivrée, qu'une des conditions à l'octroi de celle-ci n'est plus respectée, il adresse au milieu d'accueil une mise en demeure de se conformer à ses obligations.

Art. 59. Le milieu d'accueil dispose d'un délai de trente jours pour se conformer aux injonctions de l'Office.

En cas d'urgence, la mise en demeure peut imposer au milieu d'accueil qu'il se conforme immédiatement aux injonctions formulées.

Art. 60. Si, à l'échéance des délais visés à l'article 59, le milieu d'accueil ne s'est pas conformé aux dispositions de la mise en demeure, l'Office suspend ou retire l'autorisation accordée au milieu d'accueil.

La décision de suspension ou de retrait est motivée et notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste. Elle entraîne la fermeture du milieu d'accueil dans les trente jours de sa notification, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 63.

En cas de suspension de l'autorisation, la décision indique la durée de la suspension, qui ne peut être supérieure à six mois.

Art. 61. § 1^{er}. Un recours administratif est ouvert auprès du Conseil d'Administration de l'Office, contre la décision de suspension ou de retrait de l'autorisation.

Ce recours doit être introduit par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la réception de la décision de suspension ou de retrait.

L'introduction du recours suspend les effets de la décision.

§ 2. Dans le mois de la réception du recours, le Conseil d'Administration de l'Office convoque un membre du pouvoir organisateur et/ou le(la) Directeur(trice) du milieu d'accueil, afin de lui(leur) permettre de faire valoir ses(leurs) observations.

La convocation se fait par voie recommandée à la poste.

Les personnes convoquées peuvent être accompagnées d'une personne de leur choix.

Un délai minimal de dix jours doit s'écouler entre la convocation et l'audition du(des) intéressé(s).

L'audition est tenue par le Conseil d'Administration de l'Office ou par les personnes désignées en son sein. A l'issue de celle-ci, un procès-verbal est dressé et signé par les personnes présentes.

§ 3. Après avoir entendu la(les) personne(s) convoquée(s), le Conseil d'Administration de l'Office peut encore accorder un ultime délai pour permettre au milieu d'accueil de se conformer à ses injonctions.

Dans cette hypothèse, il peut soit enjoindre au milieu d'accueil d'informer les parents des enfants accueillis de l'existence de la procédure engagée, selon les termes et modalités qu'il détermine au cas d'espèce, soit procéder lui-même à cette information.

§ 4. Au terme de la procédure, le Conseil d'Administration confirme ou infirme la décision de suspendre ou de retirer l'autorisation accordée au milieu d'accueil. Cette décision est motivée et notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste.

Art. 62. La suspension ou le retrait de l'autorisation entraîne la suspension ou le retrait de l'agrément et des subventions éventuellement octroyés au milieu d'accueil.

Art. 63. En cas d'urgence particulière, résultant d'un événement impérieux et imprévisible, ou de circonstances qui compromettent gravement la sécurité ou la santé des enfants, l'Office peut suspendre l'accueil de manière préventive.

Il en va de même si, à la suite de l'injonction visée à l'article 59, alinéa 2, le milieu d'accueil ne se conforme pas immédiatement aux mesures imposées.

La décision de l'Office est motivée.

Si les circonstances particulières visées au premier alinéa résultent du comportement du milieu d'accueil ou d'un membre de son personnel, la suspension de l'accueil peut être décidée avant même la mise en demeure visée à l'article 59.

La durée de la suspension préventive ne peut excéder deux mois.

Elle produit ses effets dès sa notification au milieu d'accueil qui doit alors immédiatement suspendre ses activités. Lorsque la notification a lieu par simple lettre, télécopie, courrier électronique ou autre moyen assimilé, elle est confirmée dans les cinq jours par lettre recommandée à la poste.

Art. 64. Un recours urgent est ouvert auprès du Conseil d'Administration de l'Office contre la décision de suspension provisoire, en vue de faire cesser la mesure de suspension.

Le recours urgent est adressé dans les cinq jours qui suivent la notification de la mesure de suspension.

Dans les quinze jours qui suivent la date de notification du recours urgent, le Conseil d'Administration ou les personnes désignées en son sein entendent un représentant du pouvoir organisateur et/ou le(la) Directeur(trice) du milieu d'accueil en ses (leurs) arguments. A l'issue de l'audition, un procès-verbal est dressé et signé par toutes les personnes présentes.

Dans le mois qui suit la date de notification du recours urgent, le Conseil d'Administration confirme ou, le cas échéant, suspend la mesure attaquée.

La décision du Conseil d'Administration est motivée et notifiée immédiatement au milieu d'accueil.

Art. 65. En cas de suspension ou de retrait de l'autorisation, l'Office met tout en oeuvre pour assurer l'accueil des enfants dans un autre milieu d'accueil.

TITRE III. — L'agrément

CHAPITRE I^{er}. — Conditions d'agrément

Art. 66. Le milieu d'accueil, préalablement autorisé par l'Office conformément aux dispositions du Titre II du présent Livre, peut faire l'objet d'un agrément par l'Office, aux conditions du présent chapitre.

Art. 67. Pour obtenir l'agrément, le milieu d'accueil doit :

1° disposer au préalable de l'attestation de qualité délivrée en vertu de l'arrêté du Gouvernement du 31 mai 1999 fixant le Code de qualité d'accueil;

2° être ouvert à l'accueil d'enfants nécessitant une attention particulière compte tenu de certains besoins ou situations spécifiques et à cette fin, justifier de sa capacité à offrir à ces enfants un accueil de qualité au sens du code de qualité; au cas où le milieu d'accueil estime ne pas pouvoir accueillir un tel enfant, il peut demander une dérogation à l'Office en motivant sa demande de manière expresse; l'Office communique sa décision dans les trente jours;

3° à l'exclusion des milieux d'accueil visés à l'article 2, 6°, accueillir les enfants au moins :

a) du lundi au vendredi;

b) durant dix heures par jour;

c) deux cent vingt jours par an;

4° assurer la participation du personnel assurant l'accueil et du personnel de direction aux modules de formation compris dans le programme de formation visé à l'article 43, alinéa 1^{er};

5° conclure avec les parents un contrat d'accueil selon le modèle établi par l'Office conformément à l'article 70;

6° solliciter auprès des parents des enfants accueillis une participation financière établie conformément aux règles établies dans le Livre IV du présent arrêté.

Art. 68. Sans préjudice de l'article 67, le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s doit, pour obtenir l'agrément :

1° assurer un accueil adéquat des enfants au domicile des accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s, en ce compris la continuité de l'accueil lors de l'indisponibilité temporaire d'un(e) accueillant(e) d'enfants conventionné(e)s faisant partie du service;

2° veiller au développement harmonieux et au bien-être des enfants accueillis en assurant l'encadrement continu des accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s;

3° disposer d'un secrétariat apte à recevoir les demandes d'accueil d'enfants et à y donner suite sans délai;

4° mettre à la disposition des accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s l'équipement de puériculture nécessaire à l'accueil des jeunes enfants.

Art. 69. L'Office peut dispenser le milieu d'accueil, non subventionné ou subventionné uniquement pour des places réservées dans le cadre d'une convention de collaboration, constitué en personne morale, de l'obligation prévue à l'article 67, 6°, si le milieu d'accueil prouve, aux termes d'une demande motivée, que le montant des subsides qu'il perçoit d'autres pouvoirs publics, sous quelque forme que ce soit, représente moins de 60 % de la masse salariale globale. Cette dispense ne vaut que pour une période d'un an renouvelable et exclusivement pour les places non subventionnées.

La masse salariale globale comprend les charges salariales brutes de l'ensemble du personnel en activité ainsi que les sommes versées pour les prestations exercées à titre d'indépendant.

La dispense visée à l'alinéa 1^{er} est octroyée moyennant les justificatifs comptables et preuves de paiement afférant à la masse salariale ou aux prestations indépendantes.

Art. 70. § 1^{er}. Le contrat d'accueil comprend notamment :

1° les dates de fermeture et/ou de congé du milieu d'accueil;

2° le modèle de fiche mensuelle de présence de l'enfant qui doit être complétée par les parents un mois avant son entrée en vigueur;

3° la possibilité de revoir de commun accord ses modalités, notamment si les conditions de l'accueil sont modifiées.

§ 2. Le modèle de fiche mensuelle de présence visée au § 1^{er}, 2^o, prévoit la possibilité pour les parents de ne pas pouvoir planifier mensuellement le nombre de demi-jours de présence. Dans ce cas, ledit modèle stipule les modalités de planification de présence de l'enfant.

§ 3. Le contrat d'accueil est conclu pour une période à définir de commun accord dans ledit contrat.

§ 4. Pour ce qui concerne les crèches parentales, le contrat d'accueil prévoit en outre les modalités et conditions de la participation des parents à l'encadrement, conformément aux dispositions prévues aux articles 37 et 106, alinéa 4.

§ 5. Sans préjudice du § 2, la fiche mensuelle de présence de l'enfant définit le nombre de demi-jours de présence de l'enfant que prévoient les parents sur une période mensuelle.

La fiche mensuelle de présence de l'enfant peut être revue de commun accord pendant le mois durant lequel elle s'applique.

Art. 71. Hormis les refus de prise en charge par le milieu d'accueil pour raisons de santé communautaire, d'une part, et les cas de force majeure et les circonstances exceptionnelles tels que arrêtés par le Gouvernement sur proposition de l'Office, d'autre part, en ce compris celles liées aux conditions d'emploi des parents et les journées d'absence des enfants sur la base de certificats médicaux, les parents respectent les jours de présence déterminés dans la fiche mensuelle de présence, qui sont facturés conformément à celle-ci.

Art. 72. Hormis les refus de prise en charge par le milieu d'accueil pour raisons de santé communautaire, les cas de force majeure, les circonstances exceptionnelles, en ce compris celles liées aux conditions d'emploi des parents et les journées d'absence des enfants sur la base de certificats médicaux, le milieu d'accueil peut, après avoir constaté durant deux mois que les parents ne respectent pas le contrat de garde visé à l'article 70, § 1^{er}, et/ou la fiche mensuelle de présence visée à l'article 70, § 5, mettre en demeure les parents par lettre recommandée.

La mise en demeure visée à l'alinéa premier indique le(s) élément(s) du contrat de garde et/ou de la fiche mensuelle de présence qui n'est (ne sont) pas respecté(s).

Si, dans les deux mois, le milieu d'accueil constate que le(s) élément(s) contenu(s) dans la mise en demeure n'est (ne sont) toujours pas respecté(s) ou que le contrat de garde n'a pas été modifié en fonction des éléments contenus dans la mise en demeure, il peut annuler le contrat.

CHAPITRE II. — *Procédure d'agrément*

Art. 73. La demande d'agrément du milieu d'accueil est adressée à l'Office.

La demande est accompagnée des pièces suivantes :

1° l'autorisation visée à l'article 6;

2° l'attestation de qualité;

3° la preuve du respect des règles contenues dans le présent arrêté pour le calcul de la participation financière parentale, sauf dérogation prévue à l'article 69.

Art. 74. Dans les quinze jours à dater de la demande, l'Office accuse réception du dossier complet de demande d'agrément auprès du milieu d'accueil. Le cas échéant, il informe celui-ci que le dossier n'est pas complet et identifie le ou les document(s) manquant(s).

Dans les quinze jours de la réception des documents manquants, l'Office en accuse réception auprès du milieu d'accueil.

Art. 75. L'Office statue sur la demande d'agrément dans les deux mois de l'accusé de réception du dossier complet et communique immédiatement sa décision au milieu d'accueil.

CHAPITRE III. — *Refus, suspension et retrait de l'agrément*

Art. 76. L'Office refuse l'agrément s'il constate qu'une des conditions visées au présent Titre n'est pas respectée.

Il en informe le milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste. La lettre expose les motifs du refus d'agrément et reproduit les dispositions du présent article et de l'article 77.

Le milieu d'accueil dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception du refus d'agrément pour remédier aux éléments visés dans celui-ci.

Si, à l'échéance de ce délai, le milieu d'accueil ne s'est pas conformé à l'ensemble des conditions d'octroi de l'agrément, l'Office confirme la décision de refus.

La décision confirmative est notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste.

Art. 77. Un recours administratif est ouvert auprès du Conseil d'Administration de l'Office, contre la décision de refus d'agrément.

Ce recours est introduit par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la réception de la décision de refus.

Le Conseil d'Administration de l'Office peut accorder au milieu d'accueil tout délai supplémentaire qu'il juge utile pour lui permettre de se conformer aux conditions d'octroi de l'agrément.

Après avoir pris connaissance des arguments exposés, par écrit ou oralement, à sa demande, par le représentant du pouvoir organisateur, et sans préjudice de l'alinéa précédent, le Conseil d'Administration de l'Office confirme le refus d'agrément ou, le cas échéant, octroie l'agrément.

Art. 78. Lorsque l'Office constate, après que l'agrément a été délivré, qu'une des conditions à l'octroi de celui-ci n'est plus respectée, il adresse au milieu d'accueil une mise en demeure de se conformer à ses obligations.

Art. 79. Le milieu d'accueil dispose d'un délai de trente jours pour se conformer aux injonctions de l'Office.

Art. 80. Si, à l'échéance du délai visé à l'article 79, le milieu d'accueil ne s'est pas conformé aux dispositions de la mise en demeure, l'Office suspend ou retire l'agrément accordé au milieu d'accueil.

La décision de suspension ou de retrait est motivée et notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste.

En cas de suspension de l'agrément, la décision indique la durée de la suspension, qui ne peut être supérieure à six mois.

Art. 81. § 1^{er}. Un recours administratif est ouvert auprès du Conseil d'Administration de l'Office, contre la décision de suspension ou de retrait de l'agrément.

Ce recours doit être introduit par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la réception de la décision de suspension ou de retrait.

L'introduction du recours suspend les effets de la décision.

§ 2. Dans le mois de la réception du recours, le Conseil d'Administration de l'Office convoque un membre du pouvoir organisateur et/ou le(la) Directeur(trice) du milieu d'accueil, afin de lui(leur) permettre de faire valoir ses(leurs) observations.

La convocation se fait par voie recommandée à la poste.

Les personnes convoquées peuvent être accompagnées d'une personne de leur choix.

Un délai minimal de dix jours doit s'écouler entre la convocation et l'audition de l'(des)intéressé(s).

L'audition est tenue par le Conseil d'Administration de l'Office ou par les personnes désignées en son sein. A l'issue de celle-ci, un procès-verbal est dressé et signé par les personnes présentes.

§ 3. Après avoir entendu la(les) personne(s) convoquée(s), le Conseil d'Administration de l'Office peut encore accorder un ultime délai pour permettre au milieu d'accueil de se conformer à ses injonctions.

Dans cette hypothèse, il peut soit enjoindre au milieu d'accueil d'informer les parents des enfants accueillis de l'existence de la procédure engagée, selon les termes et modalités qu'il détermine au cas d'espèce, soit procéder lui-même à cette information.

§ 4. Au terme de la procédure, le Conseil d'Administration confirme ou infirme la décision de suspendre ou de retirer l'agrément accordé au milieu d'accueil. Cette décision est motivée et notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste.

Art. 82. La suspension ou le retrait de l'agrément entraîne la suspension ou le retrait des subventions éventuellement octroyées au milieu d'accueil.

TITRE IV. — Contrôle périodique

Art. 83. Les agents de l'Office sont chargés de procéder à une évaluation régulière des conditions d'accueil, portant notamment sur l'épanouissement physique, psychique et social des enfants, en tenant compte de l'attente des parents.

Après chaque visite du milieu d'accueil, les agents rédigent un rapport d'évaluation qui est communiqué au milieu d'accueil et mentionne, le cas échéant, les délais octroyés au milieu d'accueil pour remédier aux éléments négatifs observés.

Art. 84. L'Office peut désigner un ou plusieurs experts dûment mandatés par lui afin d'évaluer si le milieu d'accueil, ou une personne, fait courir des risques particuliers aux enfants accueillis.

Le rapport d'expertise fait partie du dossier administratif du milieu d'accueil et lui est communiqué dès que celui-ci en exprime la demande.

TITRE V. — Relations avec les parents

Art. 85. Dans l'exercice de sa mission, l'Office considère les parents comme des partenaires.

Dans toutes les hypothèses susceptibles d'entraîner un retrait d'autorisation ou d'agrément, l'Office procède à une enquête auprès des parents, et ceux-ci sont tenus informés de toutes les décisions prises à cet égard.

LIVRE II. — REGLES, CONDITIONS ET MODALITES DE L'OCTROI DES SUBVENTIONS

TITRE I^{er}. — Dispositions communes aux différentes catégories de milieux d'accueil subventionnés

CHAPITRE I^{er}. — Conditions préalables

Art. 86. § 1^{er}. Pour bénéficier d'une subvention octroyée par l'Office, le milieu d'accueil doit répondre aux conditions préalables suivantes :

- 1° disposer de l'agrément délivré par l'Office;
- 2° répondre à l'appel d'offre et être retenu dans la programmation des milieux d'accueil selon les critères fixés dans le contrat de gestion de l'Office et dans les limites des crédits budgétaires y afférents;
- 3° par dérogation au 2°, s'il rencontre les dispositions relatives aux conventions de collaborations, s'inscrire dans la programmation fixée par l'Office dans la limite des crédits budgétaires y afférents;
- 4° par dérogation au 2°, s'il est en activité au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, avoir atteint le taux d'occupation minimum requis, au cours des cinq trimestres précédant l'inscription dans la programmation, hormis le troisième trimestre de l'année civile.

§ 2. Préalablement à l'octroi de toute subvention, l'Office constate que les conditions énoncées au § 1^{er} sont respectées.

Si tel est le cas, l'Office informe le milieu d'accueil qu'il a droit à l'octroi d'une subvention de fonctionnement à la date qu'il détermine, laquelle ne peut être antérieure à la date de prise de cours de la décision de programmation visée au § 1^{er}, 2° et 3°.

§ 3. La subvention est imputable au crédit inscrit au budget de l'Office.

§ 4. La subvention ne peut être octroyée que pour l'accueil des enfants dont l'âge ne dépasse pas trois ans.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'Office peut subventionner l'accueil d'enfants de plus de trois ans jusqu'à la rentrée scolaire la plus proche de leur date anniversaire, ainsi que, dans les conditions qu'il détermine, lorsque l'intérêt des enfants le requiert.

CHAPITRE II. — Conditions générales de fonctionnement

Art. 87. De manière à faciliter le contrôle de l'octroi des subventions, le milieu d'accueil suit les recommandations comptables et administratives établies par l'Office.

Il transmet à l'Office les demandes de subsides, un compte annuel d'exploitation ainsi qu'un cadastre de l'emploi, selon les modèles et aux échéances déterminés par l'Office.

Art. 88. Le milieu d'accueil subventionné réclame aux parents des enfants accueillis une participation financière établie conformément aux règles fixées dans le Livre IV du présent arrêté.

Art. 89. Sans préjudice des places réservées dans le cadre d'une convention de collaboration, lorsque le milieu d'accueil subventionné est créé essentiellement pour l'accueil d'enfants de membres du personnel d'une institution ou société publique ou privée, il est tenu de mettre les places non occupées à la disposition d'enfants autres que ceux des membres du personnel.

Art. 90. Le taux d'occupation s'établit par le rapport entre le nombre de journées de présence réelles au cours du trimestre, multiplié par cent d'une part, et le nombre de journées de fonctionnement du milieu d'accueil pendant le trimestre, le tout multiplié par la capacité agréée ou subventionnée du milieu d'accueil d'autre part.

Pour le calcul du taux d'occupation, il est tenu compte de la durée d'ouverture quotidienne du milieu d'accueil par référence à une journée de dix heures ainsi que d'une période de référence comprenant les cinq trimestres précédents celui au cours duquel le taux d'occupation est pris en considération, à l'exclusion du troisième trimestre de l'année civile.

Toute demi-journée de présence est assimilée à une journée complète.

TITRE II. — La crèche

Art. 91. § 1^{er}. La subvention est allouée à la crèche pour son personnel qualifié, dans le respect des conditions fixées aux §§ 2 et 3.

§ 2. Pour les puériculteurs(trices), la crèche se conforme au tableau suivant :

18-20 places :	2,5 temps puériculteur(trice)
21-24 places :	3 temps puériculteur(trice)
25-27 places :	3,5 temps puériculteur(trice)
28-31 places :	4 temps puériculteur(trice)
32-34 places :	4,5 temps puériculteur(trice)
35-38 places :	5 temps puériculteur(trice)
39-41 places :	5,5 temps puériculteur(trice)
42-45 places :	6 temps puériculteur(trice)
46-48 places :	6,5 temps puériculteur(trice)
pour 49 places :	7 temps puériculteur(trice)

A partir de quarante-neuf places, les normes mentionnées ci-avant sont augmentées d'un temps plein de puériculteur(trice) par tranche de sept places supplémentaires et d'un mi-temps pour la dernière tranche incomplète comptant au moins quatre places.

Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, les normes décrites dans le tableau ci-dessus peuvent être augmentées d'une demi-unité.

§ 3. Pour le personnel médico-social, les subventions de fonctionnement sont allouées selon les normes minimales d'encadrement définies à l'article 34, 2^e et 3^e. La dernière tranche incomplète peut, sur décision dûment motivée de l'Office, donner lieu à l'octroi de subventions pour un quart-temps de prestation supplémentaire.

Art. 92. Les subventions sont calculées en fonction de l'ensemble des charges réelles en rémunérations, selon les barèmes de référence déterminés par l'Office. Ces barèmes ne peuvent en aucun cas excéder ceux en vigueur pour les membres du personnel de l'Office.

Les subventions sont attribuées sur la base d'un forfait individualisé établi par l'Office et qui tient compte :

1° du barème déterminé pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions sur la base de l'ancienneté reconnue par l'Office, selon des règles qu'il détermine;

2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charges patronales extra-O.N.S.S.;

4° d'un forfait pour le pécule de vacances;

5° d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes;

6° d'un coefficient forfaitaire déterminé par l'Office pour les remplacements.

Les périodes d'absence du personnel subventionné, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office. Celui-ci contrôle si, en cas d'absence d'un membre du personnel qualifié, il est effectivement pourvu à son remplacement par une personne qualifiée. Au cas où le milieu d'accueil ne fournit pas la preuve du remplacement effectif du membre du personnel subsidié ou, le cas échéant, de l'impossibilité matérielle de le remplacer, l'Office peut procéder à l'application d'une des sanctions prévues par l'article 122.

Art. 93. Les subventions sont octroyées pour des unités de personnel effectivement en service et rémunérées par le pouvoir organisateur de la crèche. Elles sont réduites proportionnellement aux prestations partielles.

Sauf dérogation temporaire accordée par l'Office sur demande motivée du milieu d'accueil, sont déduites des subventions octroyées par l'Office les primes et les interventions dans le coût de l'emploi d'agents contractuels subventionnés pouvant être obtenues auprès des autorités compétentes en Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que les réductions de cotisations de sécurité sociale liées à ces primes et interventions en vue d'assurer le financement des compensations aux interventions du Fonds d'Equipements et de Services Collectifs pour l'accueil des enfants de moins de trois ans qui sont supprimés par la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales.

En cas de convention(s) de collaboration, la capacité subventionnée est réduite du nombre de places réservées par les employeurs et les montants visés aux articles 140 et 141 sont déduits des subventions octroyées par l'office.

En cas de cessation d'une convention de collaboration, le milieu d'accueil est inscrit prioritairement dans la programmation des milieux d'accueil jusqu'à concurrence de sa capacité d'accueil subventionnée avant application de l'alinéa précédent.

Art. 94. Les subventions sont versées trimestriellement à terme échu par l'Office, sur production, par le pouvoir organisateur, des documents requis.

Art. 95. Pour pouvoir obtenir la subvention, la crèche doit justifier, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un taux d'occupation au moins égal à 75.

Ce taux d'occupation est porté à 80 à dater du sixième trimestre suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Il peut être porté, après évaluation, à 85 à une date fixée par le Gouvernement, laquelle ne peut être antérieure au dixième trimestre suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour le calcul du taux d'occupation, il est fait application des dispositions de l'article 90 du présent arrêté.

Lorsqu'il n'est pas satisfait aux conditions du présent article, les subventions sont réduites à due concurrence, en prenant en considération le rapport entre le taux d'occupation et, respectivement, 75, 80 et 85.

Art. 96. Pour l'organisation de la surveillance médicale préventive périodique des enfants, les crèches peuvent bénéficier de subventions calculées sur la base de celles qui sont accordées aux consultations de nourrissons, selon les règles et modalités définies par l'Office et approuvées par le Gouvernement.

Elles peuvent également bénéficier de subsides pour la surveillance de la santé en collectivité, selon les conditions et modalités définies par l'Office et approuvées par le Gouvernement, et dans la mesure des crédits budgétaires disponibles.

TITRE III. — Le préguardiennat

Art. 97. § 1^{er}. La subvention est allouée au préguardiennat pour son personnel qualifié dans le respect des conditions fixées aux §§ 2 et 3 :

§ 2. Pour les puériculteur(trice)s breveté(e)s, le préguardiennat doit se conformer au tableau suivant :

18-22 places :	2 temps puériculteur(trice)
23-26 places :	2,5 temps puériculteur(trice)
27-31 places :	3 temps puériculteur(trice)
32-35 places :	3,5 temps puériculteur(trice)
36-40 places :	4 temps puériculteur(trice)
41-44 places :	4,5 temps puériculteur(trice)
45-48 places :	5 temps puériculteur(trice)

Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, les normes décrites dans le tableau ci-dessus peuvent être augmentées d'une demi-unité.

§ 3. Pour le personnel médico-social, les subventions de fonctionnement sont allouées selon les normes minimales d'encadrement définies à l'article 35, 2° et 3°. La dernière tranche incomplète peut, sur décision dûment motivée de l'Office, donner lieu à l'octroi de subventions pour un quart-temps de prestation supplémentaire.

Art. 98. Les subventions sont calculées en fonction de l'ensemble des charges réelles en rémunération, selon les barèmes de référence déterminés par l'Office. Ces barèmes ne peuvent en aucun cas excéder les barèmes en vigueur pour les membres du personnel de l'Office.

Les subventions sont attribuées sur la base d'un forfait individualisé établi par l'Office et qui tient compte :

1° du barème déterminé pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions sur la base de l'ancienneté reconnue par l'Office, selon des règles qu'il détermine;

2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charges patronales extra-O.N.S.S.;

4° d'un forfait pour le pécule de vacances;

5° d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes;

6° d'un coefficient forfaitaire déterminé par l'Office pour les remplacements.

Les périodes d'absence du personnel subventionné, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office. Celui-ci contrôle si, en cas d'absence d'un membre du personnel subventionné, il est effectivement pourvu à son remplacement par une personne qualifiée. Au cas où le milieu d'accueil ne fournit pas la preuve du remplacement effectif du membre du personnel subsidié ou, le cas échéant, de l'impossibilité matérielle de le remplacer, l'Office peut procéder à l'application d'une des sanctions prévues par l'article 122.

En cas de convention(s) de collaboration, la capacité subventionnée est réduite du nombre de places réservées par les employeurs et les montants visés aux articles 140 et 141 sont déduits des subventions octroyées par l'Office.

En cas de cessation d'une convention de collaboration, le milieu d'accueil est inscrit prioritairement dans la programmation des milieux d'accueil jusqu'à concurrence de sa capacité d'accueil subventionnée avant application de l'alinéa précédent.

Art. 99. Pour pouvoir obtenir la subvention, le préguardiennat doit justifier, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un taux d'occupation au moins égal à 65.

Ce taux d'occupation est porté à 70 à dater du sixième trimestre suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Il peut être porté, après évaluation, à 75 à une date fixée par le Gouvernement, laquelle ne peut être antérieure au dixième trimestre suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour le calcul du taux d'occupation, il est fait application des dispositions de l'article 90.

Lorsqu'il n'est pas satisfait aux conditions du présent article, les subventions sont réduites à due concurrence, en prenant en considération le rapport entre le taux d'occupation et, respectivement, 65, 70 et 75.

Art. 100. Pour l'organisation de la surveillance médicale préventive périodique des enfants, le préguardiennat peut bénéficier de subventions calculées sur la base de celles qui sont accordées aux consultations de nourrissons, selon les règles et modalités définies par l'Office et approuvées par le Gouvernement.

Ils peuvent également bénéficier de subsides pour la surveillance de la santé en collectivité, selon les conditions et modalités définies par l'Office et approuvées par le Gouvernement, et dans la mesure des crédits budgétaires disponibles.

TITRE IV. — La maison communale d'accueil de l'enfance

Art. 101. La maison communale d'accueil de l'enfance a une capacité subventionnée limitée à douze places.

Art. 102. § 1^{er}. La subvention octroyée à la maison communale d'accueil de l'enfance se compose des éléments suivants :

1° une somme forfaitaire équivalente à la participation financière des parents plafonnée à 18,66 euros par journée de présence d'enfant de moins de trois ans, après déduction de la participation financière des parents calculée conformément aux prescriptions du Livre IV; pour les enfants présentant des problèmes psychologiques, médicaux et/ou sociaux graves, il peut être octroyé, sur décision motivée de l'Office, une subvention majorée équivalente à 150 % de la somme forfaitaire;

2° une somme forfaitaire journalière de 1,83 euros par présence effective d'enfant de moins de trois ans pour frais de fonctionnement.

§ 2. Le montant forfaitaire visé au § 1^{er}, 1°, est lié à l'indice des prix à la consommation (indice santé); il correspond à l'indice en vigueur au 1^{er} novembre 2001.

Ce montant est majoré chaque année, au 1^{er} janvier, par la hausse exprimée en pourcentage de l'indice des prix à la consommation (indice santé) entre le 1^{er} novembre de l'année précédente et le 1^{er} novembre de l'année précédant cette dernière.

§ 3. Le montant forfaitaire visé au § 1^{er}, 2°, est lié à l'indice pris en considération pour l'indexation des salaires et traitements des services publics; il correspond à l'indice 1,2682 au 1^{er} juillet 2001.

Il est adapté chaque fois que l'indice — pivot afférent auxdits salaires et traitements est dépassé; toutefois, il n'entre en vigueur, selon le cas, qu'au début du trimestre au cours duquel le nouvel indice entre en vigueur, ou au début du trimestre qui suit, si le nouvel indice n'entre en vigueur qu'en cours de trimestre.

Art. 103. Une subvention est octroyée pour un quart-temps d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou d'infirmier(ère) gradué(e) spécialisé(e) en santé communautaire ou d'assistant(e) social(e) pour une capacité subventionnée de douze places.

Cette subvention est attribuée sur la base d'un forfait individualisé établi par l'Office et qui tient compte :

1° du barème déterminé pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions sur la base de l'ancienneté reconnue par l'Office, selon les règles qu'il détermine;

2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charge patronale extra-O.N.S.S.;

4° d'un forfait pour le pécule de vacances;

5° d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes;

6° d'un coefficient forfaitaire déterminé par l'Office pour les remplacements.

Les périodes d'absence du personnel subventionné, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office. Celui-ci contrôle si, en cas d'absence d'un membre du personnel qualifié, il est effectivement pourvu à son remplacement par une personne qualifiée. Au cas où le milieu d'accueil ne fournit pas la preuve du remplacement effectif du membre du personnel subsidié et, le cas échéant, de l'impossibilité matérielle de le remplacer, l'Office peut procéder à l'application d'une des sanctions à l'article 122.

En cas de convention(s) de collaboration, la capacité subventionnée est réduite du nombre de places réservées par les employeurs et les montants visés aux articles 140 et 141 sont déduits des subventions octroyées par l'Office.

En cas de cessation d'une convention de collaboration, le milieu d'accueil est inscrit prioritairement dans la programmation des milieux d'accueil jusqu'à concurrence de sa capacité d'accueil subventionnée avant application de l'alinéa précédent.

Art. 104. Les subventions sont versées trimestriellement à terme échu par l'Office, pour autant qu'il soit répondu aux conditions définies dans le présent arrêté.

Art. 105. La maison communale d'accueil de l'enfance peut se voir octroyer, dans le respect des modalités que l'Office détermine, une subvention pour l'occupation d'un(e) puériculteur(trice) à mi-temps, dans les limites de l'intervention organisée à cette fin par les autorités régionales.

TITRE V. — La crèche parentale

Art. 106. Une subvention est allouée à la crèche parentale pour son personnel, hormis les parents, tel que fixé à minima à l'article 37.

La subvention est calculée en fonction de l'ensemble des charges réelles en rémunérations, selon les barèmes de référence déterminés par l'Office. Ces barèmes ne peuvent en aucun cas excéder ceux en vigueur pour les membres du personnel de l'Office.

Cette subvention est attribuée sur la base d'un forfait individualisé établi par l'Office et qui tient compte :

1° du barème déterminé pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions sur la base de l'ancienneté reconnue par l'Office, selon des règles qu'il détermine;

2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charges patronales extra-O.N.S.S.;

4° d'un forfait pour le pécule de vacances;

5° d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes;

6° d'un coefficient forfaitaire déterminé par l'Office pour les remplacements.

Les périodes d'absence du personnel subventionné, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office. Celui-ci contrôle si, en cas d'absence d'un membre du personnel qualifié, il est effectivement pourvu à son remplacement par une personne qualifiée. Au cas où le milieu d'accueil ne fournit pas la preuve du remplacement effectif du membre du personnel subsidié ou, le cas échéant, de l'impossibilité matérielle de le remplacer, l'Office peut procéder à l'application d'une des sanctions prévues par l'article 122.

Les périodes d'absence d'un (de) parent(s) en charge de l'accueil des enfants, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office. Celui-ci contrôle si, en cas d'absence d'un (de) parent(s), il est effectivement pourvu à son(leur) remplacement soit par un(des) autre(s) parent(s), soit par une(des) personne(s) qualifiée(s). Au cas où le milieu d'accueil ne fournit pas la preuve du remplacement effectif ou, le cas échéant, de l'impossibilité matérielle de le remplacer, l'Office peut procéder à l'application d'une des sanctions prévues par l'article 122.

Art. 107. Les subventions sont octroyées pour des unités de personnel effectivement en service et rémunérées par le pouvoir organisateur de la crèche parentale. Elles sont réduites proportionnellement aux prestations partielles.

Art. 108. Les subventions sont versées trimestriellement à terme échu par l'Office, sur production, par le pouvoir organisateur, des documents requis.

Art. 109. Pour pouvoir obtenir la subvention, la crèche parentale doit justifier d'un taux d'occupation au moins égal à 80 à partir de son troisième trimestre de fonctionnement.

Ce taux d'occupation peut être porté, après évaluation, à 85 à une date fixée par le Gouvernement, laquelle ne peut être antérieure au dixième trimestre suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour le calcul du taux d'occupation, il est fait application des dispositions de l'article 90.

Lorsqu'il n'est pas satisfait aux conditions du présent article, les subventions sont réduites à due concurrence, en prenant en considération le rapport entre le taux d'occupation et, respectivement, 80 et 85.

Art. 110. Pour l'organisation de la surveillance médicale préventive périodique des enfants, les crèches parentales peuvent bénéficier de subventions calculées sur la base de celles qui sont accordées aux consultations de nourrissons, selon les règles et modalités définies par l'Office et approuvées par le Gouvernement.

Elles peuvent également bénéficier de subsides pour la surveillance de la santé en collectivité, selon les conditions et modalités définies par l'Office et approuvées par le Gouvernement, et dans la mesure des crédits budgétaires disponibles.

TITRE VI. — Le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s

CHAPITRE I^{er}. — Conditions de l'octroi de subventions à l'accueillant(e) d'enfants conventionné(e)

Art. 111. Pour l'accueillant(e) d'enfants conventionné(e), un système spécifique de calcul, appelé Unités de Temps de Travail (U.T.T.), visant notamment à gérer les demandes d'accueil à temps partiel, est appliqué par l'Office pour l'octroi des subventions.

Une unité de temps de travail équivaut à un demi-jour d'accueil.

L'accueillant(e) d'enfants conventionné(e) autorisé(e) à accueillir chaque jour ouvrable quatre enfants à temps plein peut comptabiliser au maximum 528 unités de temps de travail par trimestre de 66 jours ouvrables.

Le nombre trimestriel d'unités de temps de travail maximum est réduit proportionnellement lorsque l'accueillant(e) d'enfants conventionné(e) est autorisé(e) à accueillir moins de quatre enfants à temps plein ou en cas de prestations à temps partiel de l'accueillant(e) d'enfants conventionné(e).

Le maximum d'unité de temps de travail, tel que fixé aux alinéas 3 et 4, peut être dépassé de 10 % pour une durée maximale d'un trimestre sur l'année pour rencontrer des demandes exceptionnelles. Ce dépassement ne donne pas droit à l'intervention par journée de placement à domicile visée à l'article 114.

CHAPITRE II. — *Subventions*

Art. 112. Les subventions de fonctionnement pour les travailleurs sociaux, tels que fixés à l'article 39, sont calculées à raison de 100 % des charges réelles en rémunérations, selon les barèmes de référence déterminés par l'Office. Ces barèmes ne peuvent en aucun cas excéder les barèmes en vigueur pour les membres du personnel de l'Office.

Les subventions sont attribuées sur la base d'un forfait individualisé établi par l'Office et qui tient compte :

1° du barème déterminé pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions sur la base de l'ancienneté reconnue par l'Office, selon les règles qu'il détermine;

2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charge patronales extra-O.N.S.S.;

4° d'un forfait pour le pécule de vacances;

5° d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes;

6° d'un coefficient forfaitaire déterminé par l'Office pour les remplacements.

Les périodes d'absence du personnel subventionné, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office. Celui-ci contrôle si, en cas d'absence d'un membre du personnel qualifié, il est effectivement pourvu au remplacement de celui-ci par une personne qualifiée. Au cas où le milieu d'accueil ne fournit pas la preuve du remplacement effectif du personnel subsidié ou, le cas échéant, de l'impossibilité matérielle de le remplacer, l'Office peut procéder à l'application d'une des sanctions prévues à l'article 122.

Art. 113. Les subventions sont octroyées pour des unités de personnel effectivement en service et rémunérées par le pouvoir organisateur du service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s.

Elles sont réduites proportionnellement aux prestations partielles.

Art. 114. § 1^{er}. Les subventions accordées comprennent en outre :

1° une intervention par journée de placement à domicile;

2° une indemnité pour frais administratifs;

3° une indemnité pour les frais de déplacement du travailleur social;

4° une intervention couvrant les charges que le service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s doit assumer dans le cadre de l'application du statut social des accueillantes conventionnées;

§ 2. L'intervention par journée de placement visée au § 1^{er}, 1°, est fixée à 14,58 euros, dont il est déduit la participation financière des parents calculée conformément aux dispositions du Livre IV.

Pour les enfants présentant des problèmes psychologiques, médicaux ou sociaux graves, l'intervention par journée de placement est fixée à 150 % du montant fixé à l'alinéa précédent.

L'intervention de 14,58 euros définie à l'alinéa 1^{er} ainsi que l'intervention définie à l'alinéa 2 sont intégralement versées par le service à l'accueillant(e) d'enfants conventionné(e).

§ 3. L'indemnité pour frais administratifs visée au § 1^{er}, 2°, est fixée à 0,91 euros par enfant.

§ 4. L'indemnité pour frais de déplacement visée au § 1^{er}, 3°, est fixée à 55,41 euros par mois pour le(la) travailleur(euse) social(e) engagé(e) à temps plein. Elle est réduite proportionnellement pour le(la) travailleur(euse) social(e) engagé(e) à temps partiel.

§ 5. Le montant des interventions et indemnités visées aux § 1^{er} à 4 est lié à l'indice des prix à la consommation, pris en considération pour l'indexation des salaires et traitements des services publics; il correspond à l'indice 1,2682 au 1^{er} juillet 2001.

Ce montant est adapté chaque fois que l'indice - pivot afférent auxdits salaires et traitements est dépassé; toutefois, il n'entre en vigueur, selon le cas, qu'au début du trimestre au cours duquel le nouvel indice entre en vigueur, ou au début du trimestre qui suit, si le nouvel indice n'entre en vigueur qu'en cours de trimestre.

Art. 115. Les subventions visées aux articles 112 à 114 sont attribuées trimestriellement à terme échu.

TITRE VII. — Du conventionnement avec les employeurs

Art. 116. Sur base volontaire, les milieux d'accueil agréés visés à l'article 2, 1° à 4°, l'Office et tout employeur, public ou privé, peuvent passer une convention de collaboration qui prévoit la réservation de places d'accueil au bénéfice d'enfants de travailleurs de cet employeur en contrepartie du paiement par ce dernier d'une contribution selon les modalités fixées aux articles 133 et 134. Un employeur ne peut réserver une(des) place(s) d'accueil que dans le cadre d'une convention de collaboration.

Les milieux d'accueil autorisés peuvent également percevoir une aide financière de la part d'employeurs en vue de soutenir leur fonctionnement ou de contribuer au financement de travaux d'infrastructures ou d'aménagement de leurs locaux ou d'équipements. Cette aide financière n'ouvre pas le droit à la réservation de places par les employeurs au sein desdits milieux d'accueil. Les milieux d'accueil informent l'Office annuellement, selon des modalités déterminées par celui-ci, du montant et de la destination des aides perçues par employeur.

Le pouvoir organisateur du (des) milieu(x) d'accueil visé(s) aux alinéas précédents est distinct de celui (ceux) du (des) employeur(s) partenaire(s). En outre, les milieux d'accueil disposent d'infrastructures propres physiquement indépendantes du lieu de travail des personnes travaillant pour le(s) employeur(s) partenaire(s).

Art. 117. § 1^{er}. La convention de collaboration, établie sur la base d'un modèle délivré par l'Office, reprend, au minimum, les éléments suivants :

1° l'identité et l'objet social de l'employeur, lequel doit fournir une attestation prouvant qu'il est en ordre quant au paiement des cotisations de sécurité sociale, laquelle date au maximum d'un mois avant la date de signature de la convention;

2° l'identité du milieu d'accueil;

3° la fixation du nombre de places réservées dans le milieu d'accueil concerné et, tenant compte de ce nombre de places, le montant dû par l'employeur à cet effet;

4° les critères d'attribution des places réservées et la procédure prévue lors d'une demande d'un(e) travailleur(euse), afin de garantir le respect desdits critères;

5° la période de collaboration couverte par la convention, celle-ci ne pouvant être inférieure à deux ans;

6° les dates de la libération des montants au Fonds;

7° les motifs et modalités de rupture de la convention, ce sans préjudice des règles prévues par le code civil, notamment en cas d'inexécution des obligations contractuelles.

Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 17 est annexé à la convention de collaboration.

L'employeur soumet, pour accord, le projet de convention de collaboration aux organes de concertation sociale et, en l'absence de ces organes, aux travailleurs qui en sont informés par voie d'affichage ou par toute autre voie.

§ 2. Sans préjudice de l'article 48, en exécution de chaque convention, une fiche signalétique reprend en outre le(s) noms du (des) bénéficiaire(s) de la (des) place(s) d'accueil réservée(s), la date probable du début de l'accueil, l'échéance de ce bénéfice et le nombre de demi-jour par mois de présence de l'enfant. La fiche signalétique est cosignée par le milieu d'accueil, l'employeur et le travailleur.

§ 3. Toute modification d'un bénéficiaire d'une place d'accueil ne peut être opérée qu'après accord écrit entre le milieu d'accueil, le travailleur concerné et l'employeur ou, si le travailleur n'est plus sous contrat, durant la période du 1^{er} avril au 30 mai avec prise d'effet au plus tôt trois mois après la modification.

§ 4. Toute modification d'une fiche signalétique visée au § 2, est transmise à l'Office pour information avant sa prise d'effet.

Art. 118. Les places d'accueil réservées dans le cadre d'une convention de collaboration sont :

1° soit des places existantes subventionnées;

2° soit des places qui ne faisaient pas l'objet d'une autorisation ou d'un agrément dans les deux ans qui précèdent la signature de la convention de collaboration.

Art. 119. § 1^{er}. Par milieu d'accueil, le nombre de places réservées est fixé à maximum 25 % de la capacité agréée du milieu d'accueil.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le nombre de places réservées, arrondi à l'unité supérieure, est fixé à 66,6 % de la capacité agréée du milieu d'accueil aux conditions suivantes :

1° le milieu d'accueil a passé convention avec au moins trois employeurs.

Ce nombre de trois employeurs n'est pas requis si l'(les) employeur(s) est(sont) un(des) employeur(s) public(s) à qui le droit à la déduction fiscale des sommes investies dans le cadre d'une convention de collaboration n'est pas ouvert.

Ce nombre de trois employeurs peut également être réduit s'il n'y a pas assez de milieux d'accueil rencontrant la présente condition pour s'inscrire dans la programmation visée à l'article 86, § 1^{er}, 3°.

Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3, l'(les) employeur(s) ne peut(peuvent) avoir plus de 50 % de représentants au sein du pouvoir organisateur du milieu d'accueil;

2° le milieu d'accueil est créé afin d'honorer la(les) convention(s) visée(s) au 1°.

TITRE VIII. — Sanctions

Art. 120. Lorsque l'Office constate que le milieu d'accueil ne respecte pas les prescriptions du présent Livre ou les règlements adoptés par l'Office en vertu de celui-ci, il adresse au milieu d'accueil une mise en demeure de se conformer à ses obligations.

Art. 121. Le milieu d'accueil dispose d'un délai de trente jours pour se conformer aux injonctions de l'Office.

Art. 122. Si, à l'échéance du délai visé à l'article 121, le milieu d'accueil ne s'est pas conformé aux dispositions de la mise en demeure, l'Office peut adopter une des sanctions suivantes, en fonction de la gravité du manquement :

1° la suspension des subventions;

2° la retenue sur subventions;

3° le retrait des subventions.

Cette décision est motivée et notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste.

En cas de suspension des subventions, la décision indique la durée de la suspension, qui ne peut être supérieure à six mois.

Art. 123. § 1^{er}. Un recours administratif est ouvert auprès du Conseil d'Administration de l'Office, contre la sanction prise par l'Office.

Ce recours doit être introduit par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la notification de la sanction.

L'introduction du recours suspend les effets de la sanction.

§ 2. Dans le mois de la réception du recours, le Conseil d'Administration de l'Office convoque un membre du pouvoir organisateur et/ou le(la) Directeur(trice) du milieu d'accueil, afin de lui(leur) permettre de faire valoir ses(leurs) observations.

La convocation se fait par voie recommandée à la poste.

Les personnes convoquées peuvent être accompagnées d'une personne de leur choix.

Un délai minimal de dix jours doit s'écouler entre la convocation et l'audition de l'(des) intéressé(s).

L'audition est tenue par le Conseil d'Administration de l'Office ou par les personnes désignées en son sein. A l'issue de celle-ci, un procès-verbal est dressé et signé par les personnes présentes.

§ 3. Après avoir entendu la(les) personne(s) convoquée(s), le Conseil d'Administration de l'Office peut encore accorder un ultime délai pour permettre au milieu d'accueil de se conformer à ses injonctions.

§ 4. Au terme de la procédure, le Conseil d'Administration confirme ou infirme la sanction infligée au milieu d'accueil. Cette décision est motivée et notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste.

LIVRE III. — FONDS DE SOLIDARITE ET DE DEVELOPPEMENT DE L'ACCUEIL DE L'ENFANT

TITRE I^{er}. — Principes généraux

Art. 124. Un Fonds de solidarité et de développement de l'accueil de l'enfant est institué au sein de l'O.N.E.

Le Fonds ne dispose pas d'une personnalité juridique distincte de celle de l'Office. Le Fonds est notamment destiné à :

1° compenser depuis le 1^{er} janvier 1998 les interventions du Fonds des équipements et Services collectifs (FESC) organisées par l'arrêté royal du 25 septembre 1974 et supprimées par la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales au bénéfice des institutions de garde d'enfants âgés de 0 à 3 ans agréées par l'ONE;

2° développer l'offre d'accueil de l'enfant, notamment, sur base des contributions des employeurs.

Art. 125. Le Fonds est constitué :

1° des sommes provenant des déductions visées à l'article 93, alinéa 2 et du budget de l'Office, notamment celles allouées par les Régions, en vue de rencontrer l'article 124, 1°;

2° des sommes provenant des employeurs en application des conventions de collaboration, en application des articles 133 et 134;

3° des sommes provenant des dispositions visées à l'article 135.

Art. 126. Moyennant l'accord de l'Office, le droit de tirage d'A.C.S. (agents contractuels subventionnés) peut être exercé auprès des organismes compétents de la Région wallonne et de la région Bruxelles-Capitale, par les institutions agréées organisant l'accueil d'enfants âgés de 0 à 3 ans concernées par la suppression des interventions du FESC visées à l'article 124, alinéa 2, 1°.

Art. 127. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles constitués par les sommes visées à l'article 125, 1° et par tout autre mode de financement décidé par l'ONE, le Fonds octroie une subvention trimestrielle forfaitaire par place d'accueil agréée aux crèches et Maisons Communales d'Accueil de l'Enfance concernées par la perte des interventions du FESC.

§ 2. Dans la limite des crédits disponibles constitués par les sommes visées à l'article 125, 2°, le Fonds octroie, selon les règles de subvention correspondantes pour le milieu d'accueil concerné, une subvention pour les places d'accueil réservées par un (des) employeur(s) dans le cadre d'une ou plusieurs conventions de collaboration.

§ 3. Dans la limite des crédits disponibles constitués par les sommes visées à l'article 125, 3°, le Fonds octroie une subvention selon les règles de subvention correspondantes pour le milieu d'accueil concerné.

TITRE II. — Modalités relatives à la constitution du Fonds

CHAPITRE I^{er}. — De la solidarité

Art. 128. Sont visées par la constitution du Fonds, volet « solidarité », sur base de l'article 124, alinéa 2, 1°, toutes les structures d'accueil agréées, de type crèche, ayant une capacité de 24 places et plus en Wallonie, et de 42 places et plus à Bruxelles, ayant bénéficié des subsides du FESC en 1995 dans le cadre des missions classiques en application de l'arrêté royal du 25 septembre 1974 supprimé par la loi du 29 avril 1996.

Art. 129. Sauf dérogation temporaire accordée conformément à l'article 132, sont d'office déduites des subventions octroyées aux structures d'accueil visées dans le champ d'application, les primes, les interventions et réductions de cotisation de sécurité sociale afférentes à un nombre d'emplois A.C.S. (agents contractuels subventionnés) équivalents temps plein déterminé comme indiqué à l'article 130.

Les montants qui sont retranchés des subsides O.N.E. octroyés sur base du présent arrêté afin de constituer le Fonds sont au moins équivalents par emploi A.C.S. (agents contractuels subventionnés) à 20.237,63 euros en Région de Bruxelles-Capitale et à 18.998,56 euros en Région wallonne.

Ces montants forfaitaires peuvent être adaptés annuellement en tenant compte de l'évolution des primes, interventions et réductions de cotisations de sécurité sociale afférentes aux emplois A.C.S. (agents contractuels subventionnés) dans chacune des régions.

Les pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil en seront dans ce cas informés.

Les montants ainsi calculés au prorata du nombre d'équivalents temps plein sont déduits par l'ONE des subsides trimestriels, en ce compris les avances, à octroyer aux milieux d'accueil concernés afin de constituer le Fonds.

Art. 130. Les milieux d'accueil visés dans le champ d'application transforment un certain nombre d'agents contractuels en A.C.S. (agents contractuels subventionnés), en fonction de leur capacité agréée, pour compenser les déductions des subventions opérées par l'O.N.E., visées à l'article 125, 1°.

Chaque pouvoir organisateur de milieu d'accueil relevant du champ d'application tel que défini à l'article 128 dispose en conséquence d'un droit de tirage équivalent au nombre d'A.C.S. (agents contractuels subventionnés) équivalents temps plein déterminé selon le tableau figurant ci-après.

Il peut l'exercer auprès des organismes compétents en Région de Bruxelles-Capitale ou en Région wallonne à partir du 1^{er} février 1998, moyennant l'accord de l'O.N.E. sur bases des dispositions prises par les régions et la Communauté française ou l'Office en vue de régir les modalités d'engagement des A.C.S. (agents contractuels subventionnés).

Le nombre d'A.C.S. (agents contractuels subventionnés) équivalents temps plein se calcule, pour chaque milieu d'accueil concerné, selon le tableau suivant :

Capacité	Nombre d'A.C.S. 1/2 temps	A.C.S. ETP
Moins de 24 places	0	0
24 à 35 places	1	0.5
36 à 59 places	2	1
60 à 71 places	3	1.5
72 à 89 places	4	2
90 places et plus	5	2.5

Art. 131. Afin de sauvegarder les droits des travailleurs transformés en A.C.S. (agents contractuels subventionnés), et pour autant que leur employeur maintienne également leur droits en terme de rémunérations et d'ancienneté, l'O.N.E. garantit aux pouvoirs organisateurs, pour le calcul des subsides relatifs aux agents ainsi réengagés comme A.C.S. (agents contractuels subventionnés), à concurrence toutefois du nombre d'équivalents temps plein requis, le maintien de leurs droits en terme de barèmes et d'ancienneté reconnue.

Art. 132. Une dérogation temporaire peut être accordée, sur demande dûment motivée du pouvoir organisateur, par les organes de gestion de l'O.N.E., quant à l'obligation de réaliser la transformation d'agents contractuels en A.C.S. (agents contractuels subventionnés), pour tout ou en partie des équivalents temps plein requis lorsque le pouvoir organisateur apporte la preuve de l'impossibilité matérielle de procéder à la transformation d'agents contractuels en A.C.S. (agents contractuels subventionnés)

Cette impossibilité matérielle doit résulter de l'absence - totale ou partielle - de personnel contractuel susceptible soit de faire l'objet d'un préavis, soit de se trouver dans les conditions de chômage complet indemnisé requises à l'issue du préavis.

Dès qu'un membre du personnel peut être engagé comme A.C.S. (agents contractuels subventionnés), notamment en cas de départ naturel d'un agent sous statut, le pouvoir organisateur se doit de procéder à la transformation et en avvertir immédiatement l'ONE.

A défaut, il pourrait faire l'objet d'une sanction selon les modalités prévues aux articles 120 à 123.

CHAPITRE II. — *Du Développement*

Section 1^{re}. — Dans le cadre des conventions de collaboration

Art. 133. Par place d'accueil réservée dans le cadre d'une convention de collaboration, l'employeur verse un montant annuel forfaitaire de maximum € 6.280 au Fonds de Solidarité et de Développement de l'Accueil de l'Enfance, volet « conventions de collaboration ».

Le montant visé à l'alinéa précédent est dû par l'employeur au moins par tranches trimestrielles. Il est lié à l'indice des prix à la consommation (indice santé) et correspond à l'indice en vigueur au 1^{er} novembre 2001. Il est majoré chaque année, au 1^{er} janvier, par la hausse exprimée en pourcentage de l'indice des prix à la consommation (indice santé) entre le 1^{er} novembre de l'année précédente et le 1^{er} novembre de l'année précédant cette dernière.

Art. 134. Dans le cas de réservation de places dans le cadre d'une convention de collaboration avec une crèche ou un prégardien et par dérogation à l'article 133, ce montant forfaitaire peut être diminué au prorata des subventions qui couvrent du personnel visé aux articles 34 et 35 émanant d'autres niveaux de pouvoir que la Communauté française ou l'Office et affecté à cet effet par le milieu d'accueil.

Dans le cas de réservation de places par un employeur à qui le droit à la déduction fiscale des sommes investies dans le cadre d'une convention de collaboration n'est pas ouvert, le montant annuel forfaitaire visé à l'article 133, alinéa 1^{er}, est réduit de 13,5 %.

Section II. — Dans le cadre de la programmation

Art. 135. Les montants des cotisations perçues par l'Office sur base de l'article 157 et de l'article 159 sont versées dans le Fonds, volet « programmation », sous déduction des montants prélevés sur base de l'article 158.

Sont également versés dans le Fonds, volet « programmation », les montants déduits des subventions octroyées par l'Office en application des articles 93, alinéa 3, 98, alinéa 4 et 103, alinéa 4 lorsqu'il s'agit de places réservées dans le cadre d'une convention de collaboration visées à l'article 118, 1°.

TITRE III. — Redistribution par le Fonds*CHAPITRE I^{er}. — De la solidarité*

Art. 136. Est concernée par la redistribution par le Fonds, volet « solidarité », sous forme d'une subvention :

1° tout milieu d'accueil, de type crèche ou maison communale d'accueil de l'enfance agréée ou en voie d'agrément, au 31 décembre 1997, quelle que soit sa capacité;

2° pour autant qu'il en ait fait la demande et qui, en outre, a bénéficié en 1995 des subsides du FESC sur base de l'arrêté royal du 25 septembre 1974.

Art. 137. Le Fonds, volet « solidarité », redistribue aux milieux d'accueil visés dans le champ d'application une subvention trimestrielle calculée sur base d'un montant annuel forfaitaire par place obtenu par le rapport entre le montant des moyens disponibles du Fonds affectés à cet effet et le nombre total de places agréées ou en voie d'agrément, au 31 décembre 1997, en ce compris celles résultant de la programmation de juillet 1997.

Le montant annuel de la subvention forfaitaire est obtenu en multipliant ce montant forfaitaire annuel par place par le nombre de places afférentes au trimestre concerné, avec pour maximum le nombre de places agréées au 31 décembre de l'année 1997.

Le montant ainsi obtenu est toutefois plafonné au montant du subside versé par le FESC au milieu d'accueil concerné pour l'année 1995.

Art. 138. Pour chaque exercice civil, la liquidation de la subvention forfaitaire se fait, à terme échu, par trois tranches de 25 % du subside annuel, pour les trois premiers trimestres de l'année civile, le solde de l'exercice étant liquidé dans le courant du premier trimestre de l'année suivante.

*CHAPITRE II. — Du Développement**Section I^{re}. — Dans le cadre des conventions de collaboration*

Art. 139. Est concerné par la redistribution par le Fonds, volet « conventions de collaboration », sous forme d'une subvention, tout milieu d'accueil qui dispose de places réservées par un employeur dans le cadre d'une ou plusieurs convention(s) de collaboration.

Art. 140. § 1^{er}. Selon le type de milieu d'accueil visé à l'article 139, le Fonds, volet « conventions de collaboration », redistribue une subvention calculée selon les dispositions visées au Livre II.

Cette subvention est proportionnelle au nombre de places réservées dans le cadre d'une ou plusieurs conventions de collaboration par rapport à la capacité d'accueil subventionnée du milieu d'accueil concerné.

§ 2. Pour les milieux d'accueil subventionnés, lorsque l'augmentation du nombre de places réservées dans le cadre d'une(de) convention(s) de collaboration n'entraîne aucune augmentation de la subvention calculée selon les dispositions visées au Livre II, et pour les milieux d'accueil visés à l'article 2, 4°, une subvention forfaitaire de 5.410 euros est versée par place réservée.

Ce montant forfaitaire est lié à l'indice des prix à la consommation (indice santé); il correspond à l'indice en vigueur au 1^{er} novembre 2001. Il est majoré chaque année, au 1^{er} janvier, par la hausse exprimée en pourcentage de l'indice des prix à la consommation (indice santé) entre le 1^{er} novembre de l'année précédente et le 1^{er} novembre de l'année précédant cette dernière.

Art. 141. Dans le cas de réservation de places dans une crèche ou un préguardiennat et par dérogation à l'article 140, les subventions sont diminuées de la diminution visée à l'article 134.

Art. 142. Lorsqu'un employeur n'est plus en mesure d'honorer ses obligations dans le cadre d'une convention de collaboration, le Fonds assure le subventionnement des places réservées par cet employeur jusqu'au 30 juin suivant.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque l'intervention du Fonds prend effet entre le 1^{er} avril et le 30 juin, la période d'intervention du Fonds est fixée à trois mois.

Section II. — Dans le cadre de la programmation

Art. 143. Les montants visés à l'article 135 qui sont versés dans le Fonds, volet « programmation », sont affectés exclusivement au financement des places d'accueil subventionnées par l'Office selon les critères de programmation fixés dans le contrat de gestion de l'Office.

CHAPITRE III. — *Contrôle*

Art. 144. Le contrôle de l'office s'effectue de la même manière que pour les subsides ordinaires versés aux milieux d'accueil.

Art. 145. L'Office procède chaque trimestre à une évaluation financière des recettes et dépenses du Fonds. Dans le cas où cette évaluation révèle un écart entre les recettes et les dépenses du Fonds, l'Office prend les mesures nécessaires afin de combler cet écart et, le cas échéant, propose au Gouvernement une modification des dispositions du présent livre.

LIVRE IV. — LA PARTICIPATION FINANCIERE PARENTALE

TITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 146. Le montant de la participation financière parentale ou de tiers dans les frais de séjour des enfants accueillis dans tout milieu d'accueil agréé par l'Office est fixée conformément au barème en annexe.

Ce barème comporte une contribution minimale et une contribution maximale.

Le travailleur social attaché au milieu d'accueil peut accorder une dérogation au barème, sur la base d'un rapport écrit et après enquête sociale. Cette dérogation est portée à la connaissance de l'Office, qui peut en faire contrôler la validité par les agents désignés à cette fin.

Art. 147. Une contribution financière moyenne est calculée trimestriellement pour chaque crèche, préguardiennat, maison communale d'accueil de l'enfance, crèche parentale et service d'accueillantes conventionnées sur la base du nombre de journées et demi-journées de présence ou de présence assimilée.

Par journée de présence assimilée, on entend toute journée pour laquelle il y a eu perception de la contribution financière alors que l'enfant était absent, conformément à l'article 71.

Art. 148. Le barème figurant en annexe ainsi que les contributions minimale et maximale sont liés à l'indice des prix à la consommation.

L'adaptation s'effectue le 1^{er} janvier de chaque année selon la formule suivante :

$$\frac{\text{montant du barème} \times \text{nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Dans cette formule, l'indice de base est celui du mois de novembre 2001 et le nouvel indice est celui du mois de septembre de l'année précédant celle de l'adaptation.

Art. 149. Le montant de la contribution financière ne peut être inférieur à la contribution minimale par jour, ni supérieur à la contribution maximale.

Le montant de la contribution financière est fixé au maximum pour le ménage qui ne fournit pas la preuve de ses revenus.

Le montant de la contribution financière des pouvoirs publics qui demandent un placement est fixé au maximum.

TITRE II. — *Modalités de calcul de la participation financière des parents*

Art. 150. § 1^{er}. Le calcul de la participation financière des parents est basé sur les revenus mensuels nets cumulés du ménage.

Le mode de calcul des revenus mensuels nets cumulés du ménage et les documents devant être produits à cette fin sont déterminés par l'Office, par voie de circulaire.

§ 2. Toute modification significative de la situation sociale ou financière du ménage doit être signalée par les parents au milieu d'accueil dans un délai de quinze jours suivant sa survenance.

Cette déclaration entraîne l'adaptation du montant de la contribution financière à partir du mois suivant celle-ci.

La même procédure doit être suivie en cas de réception d'un nouveau document dont la production est requise pour le calcul de la contribution financière, conformément à la circulaire.

§ 3. La déclaration des revenus du ménage et les documents justificatifs doivent être conservés jusqu'à la fin de l'année suivant celle où l'enfant a quitté le milieu d'accueil.

Art. 151. La contribution financière des parents couvre la totalité des frais de séjour, à l'exclusion de la fourniture des aliments de régime et des médicaments, ainsi que des vêtements et des langes, s'ils sont fournis par le milieu d'accueil.

Aucun autre frais ne peut donner lieu à la perception d'une contribution financière.

Art. 152. En cas de fréquentation ne dépassant pas cinq heures par jour, la contribution financière des parents est fixée à 60 % du montant de la contribution normalement due.

La participation ne peut toutefois être inférieure à la contribution minimale fixée dans le barème.

Art. 153. § 1^{er}. Lorsque deux enfants d'un même ménage sont simultanément pris en charge dans un milieu d'accueil, la contribution financière due pour chaque enfant est réduite à 70 % de la participation normalement due.

Les absences motivées de l'un des enfants ne font pas perdre aux parents le bénéfice de cette mesure.

Le travailleur social vérifie la simultanéité du placement lorsque les deux enfants ne sont pas confiés au même milieu d'accueil.

§ 2. La participation financière des parents est, de même, réduite à 70 % pour tout enfant appartenant à un ménage comptant trois enfants.

L'enfant handicapé pour lequel des allocations familiales majorées sont perçues compte pour deux unités dans le calcul du nombre d'enfants faisant partie du ménage.

§ 3. La participation financière des parents est réduite de 10 % par demi-jour de présence d'un parent qui assure l'encadrement conformément à l'article 37 ou de 10 % pour les parents qui assurent des tâches administratives ou logistiques en faveur de la crèche parentale.

§ 4. La participation financière ne peut toutefois être inférieure à la contribution minimale fixée par le barème.

Art. 154. Les jours d'accueil prévus par la fiche mensuelle de présence du contrat d'accueil donnent lieu à perception d'une participation financière établie selon le barème, sauf les exceptions définies par l'article 71 du présent arrêté.

Le non-paiement de la participation financière par les parents peut, après enquête sociale, entraîner l'exclusion de l'enfant fréquentant le milieu d'accueil.

Art. 155. Le travailleur social du milieu d'accueil peut se faire assister de l'inspecteur - comptable de l'Office pour déterminer le montant de la participation financière.

TITRE III. — Sanctions

Art. 156. En cas de manquements du milieu d'accueil aux dispositions du présent Livre, l'Office peut appliquer les sanctions prévues à l'article 122, selon les modalités prévues aux articles 120 et suivants.

LIVRE V. — DE LA SOLIDARITE ENTRE MILIEUX D'ACCUEIL

Art. 157. Lorsque la contribution financière moyenne par jour et par enfant visée à l'article 147 dépasse un montant fixé par l'Office, lequel ne peut être supérieur à 10,44 euros, une cotisation est perçue par l'Office de la Naissance et de l'Enfance à charge de la crèche ou du préguardiennat, conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 158. Un montant est prélevé sur le produit de la cotisation perçue par l'Office de la Naissance et de l'Enfance sur base de l'article 157, en vue de garantir à chaque crèche et préguardiennat une contribution financière moyenne par jour et par enfant définie par l'Office, laquelle ne peut être inférieure à 8,06 euros.

Le montant minimal de la contribution financière moyenne garantie visée à l'alinéa 1^{er} est lié à l'indice des prix à la consommation (indice santé).

Art. 159. Lorsque la contribution financière moyenne visée à l'article 147 dépasse le montant de l'intervention par journée de placement visé à l'article 114, § 2, une cotisation, équivalente à la différence entre la contribution financière moyenne et ledit montant, est perçue par l'Office de la Naissance et de l'Enfance à charge du service d'accueillantes conventionnées.

Lorsque la contribution financière moyenne visée à l'article 147 dépasse le montant du plafond de subvention visé à l'article 102, § 1^{er}, 1°, une cotisation, équivalente à la différence entre la contribution financière moyenne et ledit montant, est perçue par l'Office de la Naissance et de l'Enfance à charge de la maison communale d'accueil de l'enfance.

LIVRE VI. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ABROGATOIRES ET FINALES

Art. 160. Pour les milieux d'accueil agréés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté qui ont une capacité supérieure à quarante huit places, pour les crèches et les préguardiennats, ou à vingt-quatre places, pour les maisons communales d'accueil de l'enfance ou les maisons d'enfants, il peut être dérogé aux maxima de capacité définis à l'article 7 à 9.

Art. 161. Les directeur(trice)s et le personnel d'encadrement des maisons d'enfants qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, possèdent moins de cinq ans d'expérience utile dans la fonction, disposent d'une période transitoire de cinq ans pour répondre aux conditions visées à l'article 42.

Les accueillantes qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont en fonction, ne sont pas tenues de rencontrer les dispositions visées à l'article 42.

Art. 162. Les accueillant(e)s d'enfants qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ont obtenu une dérogation à la capacité d'accueil maximale de trois enfants peuvent achever l'accueil des enfants en cours. Au terme de cet accueil, ils(elles) se conforment à la capacité d'accueil prévue par le présent arrêté, sans préjudice de l'article 13.

Art. 163. § 1^{er}. Les milieux d'accueil qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont agréés et subventionnés par l'Office, disposent d'une période transitoire d'un an à dater du jour de la publication du présent arrêté pour se conformer à l'article 67, 1^{er}. Pendant cette période, ils continuent à bénéficier de l'agrément et du subventionnement, sans préjudice toutefois de l'application des nouvelles modalités de calcul des subventions fixées par le présent arrêté.

§ 2. Les accueillant(e)s d'enfants qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ont reçu l'autorisation visée à l'article 6, § 2, du décret, bénéficient d'un régime comparable à celui organisé par le § 1^{er}.

§ 3. Les personnes qui sont titulaires du diplôme d'infirmier breveté ou d'infirmière brevetée et qui sont en activité au sein des milieux d'accueil subventionnés au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à y exercer leurs fonctions et à être subventionnées selon le barème y afférent, jusqu'à leur mise à la retraite ou leur départ du milieu d'accueil.

Art. 164. Par dérogation à l'article 51 et en attendant son entrée en vigueur, le milieu d'accueil tient son propre registre des inscriptions en attente.

Art. 165. L'article 3 de l'arrêté du 18 avril 2002 du Gouvernement de la Communauté française fixant une cotisation à charge des préguardiennats et crèches subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance est modifié comme suit : « Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2002 et les cesse le 30 juin 2003 ».

Art. 166. Sont abrogés :

1^o l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993, modifié par les arrêtés des 11 juillet 1996 et 26 janvier 1998, portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

2^o l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993 fixant la contribution des parents ou de tiers dans les frais de séjour des enfants dans les crèches, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services de gardien(ne)s encadré(e)s subventionnés par l'Office;

3^o l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 septembre 1994 fixant les conditions auxquelles doivent répondre les gardien(ne)s à domicile et les directeur(trice)s de maisons d'enfants ainsi que les modalités de la surveillance médicale;

4^o l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant diverses mesures en matière d'enfance;

5^o l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2000 approuvant les critères prévus par l'Office de la Naissance et de l'Enfance de refus ou de retrait de l'autorisation de garde d'enfant de moins de 6 ans.

Art. 167. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003, à l'exception de l'article 51 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2005, des articles 2, 6^o et 7^o, 12 et 111 à 114 qui entrent en vigueur le 1^{er} avril 2003 et de l'article 165 qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2003.

Art. 168. Le Ministre de l'Enfance, de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 février 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance,

J.-M. NOLLET

Annexe 1

Barème de la participation financière des parents aux frais de séjour des enfants

REVENUS NETS MENSUELS DU MENAGE			PARTICIPATION FINANCIERE DES PARENTS 2003			
			Journées complètes		Journées incomplètes	
	de	à	100 %	70 %	100 %	70 %
1	725,46	770,15	1,88	1,88	1,88	1,88
2	770,16	783,49	2,90	2,03	1,88	1,88
3	783,50	812,51	3,34	2,34	2,00	1,88
4	812,52	841,53	3,77	2,64	2,26	1,88
5	841,54	870,55	4,20	2,94	2,52	1,88
6	870,56	899,57	4,65	3,26	2,79	1,96
7	899,58	928,59	5,02	3,51	3,01	2,11
8	928,60	957,61	5,20	3,64	3,12	2,18
9	957,62	986,63	5,34	3,74	3,20	2,24
10	986,64	1 015,65	5,51	3,86	3,31	2,32
11	1 015,66	1 044,67	5,65	3,96	3,39	2,38
12	1 044,68	1 073,69	5,83	4,08	3,50	2,45
13	1 073,70	1 102,71	5,98	4,19	3,59	2,51
14	1 102,72	1 131,71	6,16	4,31	3,70	2,59
15	1 131,72	1 160,73	6,30	4,41	3,78	2,65
16	1 160,74	1 189,75	6,47	4,53	3,88	2,72
17	1 189,76	1 218,77	6,61	4,63	3,97	2,78
18	1 218,78	1 247,79	6,79	4,75	4,07	2,85
19	1 247,80	1 276,81	6,93	4,85	4,16	2,91
20	1 276,82	1 305,83	7,11	4,98	4,27	2,99
21	1 305,84	1 334,85	7,26	5,08	4,36	3,05
22	1 334,86	1 363,87	7,43	5,20	4,46	3,12
23	1 363,88	1 392,89	7,57	5,30	4,54	3,18
24	1 392,90	1 421,91	7,75	5,43	4,65	3,26
25	1 421,92	1 450,93	7,89	5,52	4,73	3,31
26	1 450,94	1 479,95	8,07	5,65	4,84	3,39
27	1 479,96	1 508,97	8,22	5,75	4,93	3,45
28	1 508,98	1 537,99	8,38	5,87	5,03	3,52
29	1 538,00	1 567,01	8,53	5,97	5,12	3,58
30	1 567,02	1 596,02	8,71	6,10	5,23	3,66
31	1 596,03	1 625,03	8,85	6,20	5,31	3,72
32	1 625,04	1 654,05	9,03	6,32	5,42	3,79
33	1 654,06	1 683,07	9,17	6,42	5,50	3,85
34	1 683,08	1 712,09	9,34	6,54	5,60	3,92
35	1 712,10	1 741,11	9,49	6,64	5,69	3,98
36	1 741,12	1 770,13	9,66	6,76	5,80	4,06
37	1 770,14	1 799,15	9,81	6,87	5,89	4,12
38	1 799,16	1 828,17	9,99	6,99	5,99	4,19
39	1 828,18	1 857,19	10,13	7,09	6,08	4,25
40	1 857,20	1 886,21	10,30	7,21	6,18	4,33
41	1 886,22	1 915,23	10,44	7,31	6,26	4,39
42	1 915,24	1 944,25	10,62	7,43	6,37	4,46
43	1 944,26	1 973,27	10,77	7,54	6,46	4,52
44	1 973,28	2 002,29	10,95	7,67	6,57	4,60
45	2 002,30	2 031,30	11,09	7,76	6,65	4,66
46	2 031,31	2 060,32	11,26	7,88	6,76	4,73
47	2 060,33	2 089,33	11,40	7,98	6,84	4,79

REVENUS NETS MENSUELS DU MENAGE			PARTICIPATION FINANCIERE DES PARENTS 2003			
			Journées complètes		Journées incomplètes	
	de	à	100 %	70 %	100 %	70 %
48	2 089,34	2 118,35	11,58	8,11	6,95	4,87
49	2 118,36	2 147,37	11,72	8,20	7,03	4,92
50	2 147,38	2 176,39	11,89	8,32	7,13	4,99
51	2 176,40	2 205,41	12,05	8,44	7,23	5,06
52	2 205,42	2 234,43	12,22	8,55	7,33	5,13
53	2 234,44	2 263,45	12,36	8,65	7,42	5,19
54	2 263,46	2 292,47	12,56	8,79	7,54	5,27
55	2 292,48	2 321,49	12,71	8,90	7,63	5,34
56	2 321,50	2 350,51	12,89	9,02	7,73	5,41
57	2 350,52	2 379,53	13,06	9,14	7,84	5,48
58	2 379,54	2 408,55	13,20	9,24	7,92	5,54
59	2 408,56	2 437,57	13,38	9,37	8,03	5,62
60	2 437,58	2 466,58	13,52	9,46	8,11	5,68
61	2 466,59	2 495,60	13,70	9,59	8,22	5,75
62	2 495,61	2 524,62	13,84	9,69	8,30	5,81
63	2 524,63	2 553,63	14,01	9,81	8,41	5,89
64	2 553,64	2 582,65	14,16	9,91	8,50	5,95
65	2 582,66	2 611,67	14,34	10,04	8,60	6,02
66	2 611,68	2 640,69	14,50	10,15	8,70	6,09
67	2 640,70	2 669,71	14,66	10,26	8,80	6,16
68	2 669,72	2 698,73	14,83	10,38	8,90	6,23
69	2 698,74	2 727,75	14,97	10,48	8,98	6,29
70	2 727,76	2 756,77	15,15	10,61	9,09	6,37
71	2 756,78	2 785,79	15,29	10,70	9,17	6,42
72	2 785,80	2 814,81	15,46	10,82	9,28	6,49
73	2 814,82	2 843,83	15,62	10,93	9,37	6,56
74	2 843,84	2 872,85	15,79	11,05	9,47	6,63
75	2 872,86	2 901,87	15,93	11,15	9,56	6,69
76	2 901,88	2 930,88	16,11	11,28	9,67	6,77
77	2 930,89	2 959,90	16,28	11,40	9,77	6,84
78	2 959,91	2 988,92	16,42	11,49	9,85	6,89
79	2 988,93	3 017,94	16,60	11,62	9,96	6,97
80	3 017,95	3 046,95	16,74	11,72	10,04	7,03
81	3 046,96	3 075,97	16,83	11,78	10,10	7,07
82	3 075,98	3 104,99	17,01	11,91	10,21	7,15
83	3 105,00	3 134,01	17,15	12,01	10,29	7,21
84	3 134,02	3 163,03	17,33	12,13	10,40	7,28
85	3 163,04	3 192,05	17,47	12,23	10,48	7,34
86	3 192,06	3 221,07	17,64	12,35	10,58	7,41
87	3 221,08	3 250,09	17,79	12,45	10,67	7,47
88	3 250,10	3 279,11	17,96	12,57	10,78	7,54
89	3 279,12	3 308,13	18,11	12,68	10,87	7,61
90	3 308,14	3 337,15	18,28	12,80	10,97	7,68
91	3 337,16	3 366,16	18,43	12,90	11,06	7,74
92	3 366,17	3 395,18	18,60	13,02	11,16	7,81
93	3 395,19	3 424,20	18,74	13,12	11,24	7,87
94	3 424,21	3 453,22	18,84	13,19	11,30	7,91
95	3 453,23	3 482,24	18,99	13,29	11,39	7,97
96	3 482,25	3 511,25	19,15	13,41	11,49	8,05

REVENUS NETS MENSUELS DU MENAGE			PARTICIPATION FINANCIERE DES PARENTS 2003			
			Journées complètes		Journées incomplètes	
	de	à	100 %	70 %	100 %	70 %
97	3 511,26	3 540,27	19,32	13,52	11,59	8,11
98	3 540,28	3 569,29	19,47	13,63	11,68	8,18
99	3 569,30	3 598,31	19,63	13,74	11,78	8,24
100	3 598,32	3 627,33	19,80	13,86	11,88	8,32
101	3 627,34	3 656,35	19,96	13,97	11,98	8,38
102	3 656,36	3 685,37	20,11	14,08	12,07	8,45
103	3 685,38	3 714,39	20,30	14,21	12,18	8,53
104	3 714,40	3 743,41	20,49	14,34	12,29	8,60
105	3 743,42	3 772,43	20,66	14,46	12,40	8,68
106	3 772,44	3 801,45	20,85	14,60	12,51	8,76
107	3 801,46	3 830,46	21,04	14,73	12,62	8,84
108	3 830,47	3 859,48	21,22	14,85	12,73	8,91
109	3 859,49	3 888,50	21,40	14,98	12,84	8,99
110	3 888,51	3 917,52	21,56	15,09	12,94	9,05
111	3 917,53	3 946,54	21,73	15,21	13,04	9,13
112	3 946,55	3 975,55	21,88	15,32	13,13	9,19
113	3 975,56	4 004,57	22,04	15,43	13,22	9,26
114	4 004,58	4 033,59	22,21	15,55	13,33	9,33
115	4 033,60	4 062,61	22,37	15,66	13,42	9,40
116	4 062,62	4 091,63	22,52	15,76	13,51	9,46
117	4 091,64	4 120,65	22,69	15,88	13,61	9,53
118	4 120,66	4 149,67	22,87	16,01	13,72	9,61
119	4 149,68	4 178,69	23,06	16,14	13,84	9,68
120	4 178,70	4 207,71	23,24	16,27	13,94	9,76
121	4 207,72	4 236,73	23,42	16,39	14,05	9,83
122	4 236,74	4 265,74	23,61	16,53	14,17	9,92
123	4 265,75	4 294,76	23,79	16,65	14,27	9,99
124	4 294,77	4 323,78	23,97	16,78	14,38	10,07
125	4 323,79	4 352,80	24,14	16,90	14,48	10,14
126	4 352,81	4 381,82	24,29	17,00	14,57	10,20
127	4 381,83	4 410,84	24,45	17,12	14,67	10,27
128	4 410,85	4 439,85	24,62	17,23	14,77	10,34
129	4 439,86	4 468,87	24,78	17,35	14,87	10,41
130	4 468,88	4 497,89	24,93	17,45	14,96	10,47
131	4 497,90	4 526,91	25,10	17,57	15,06	10,54
132	4 526,92	4 555,93	25,26	17,68	15,16	10,61
133	4 555,94	4 584,95	25,45	17,82	15,27	10,69
134	4 584,96	4 613,97	25,62	17,93	15,37	10,76
135	4 613,98	4 642,99	25,81	18,07	15,49	10,84
136	4 643,00	4 672,01	26,00	18,20	15,60	10,92
137	4 672,02	4 701,03	26,17	18,32	15,70	10,99
138	4 701,04	4 730,04	26,36	18,45	15,82	11,07
139	4 730,05		26,55	18,59	15,93	11,15

Vu pour être annexé à l'arrêté du 27 février 2003 du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale des milieux d'accueil.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance,
J.-M. NOLLET

Annexe 2

Rétrocession

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Rétro journalière	Soit
0,00	0,00	
10,53	0,00	0,000 %
10,55	0,02	0,190 %
10,57	0,04	0,378 %
10,59	0,06	0,567 %
10,61	0,08	0,754 %
10,63	0,10	0,941 %
10,65	0,12	1,127 %
10,67	0,14	1,312 %
10,69	0,16	1,497 %
10,71	0,18	1,681 %
10,73	0,20	1,864 %
10,75	0,22	2,047 %
10,77	0,24	2,228 %
10,79	0,26	2,410 %
10,81	0,28	2,590 %
10,83	0,30	2,770 %
10,85	0,32	2,949 %
10,87	0,34	3,128 %
10,89	0,36	3,306 %
10,91	0,38	3,483 %
10,93	0,40	3,660 %
10,95	0,42	3,836 %
10,97	0,44	4,011 %
10,99	0,46	4,186 %
11,01	0,48	4,360 %
11,03	0,50	4,533 %
11,05	0,52	4,706 %
11,07	0,54	4,878 %
11,09	0,56	5,050 %
11,11	0,58	5,221 %
11,13	0,60	5,391 %
11,15	0,62	5,561 %
11,17	0,64	5,730 %
11,19	0,66	5,898 %
11,21	0,68	6,066 %
11,23	0,70	6,233 %
11,25	0,72	6,400 %
11,27	0,74	6,566 %
11,29	0,76	6,732 %
11,31	0,78	6,897 %
11,33	0,80	7,061 %
11,35	0,82	7,225 %
11,37	0,84	7,388 %
11,39	0,86	7,550 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Rétro journalière	Soit
11,41	0,88	7,713 %
11,43	0,90	7,874 %
11,45	0,92	8,035 %
11,47	0,94	8,195 %
11,49	0,96	8,355 %
11,51	0,98	8,514 %
11,53	1,00	8,673 %
11,55	1,02	8,831 %
11,57	1,04	8,989 %
11,59	1,04	8,973 %
11,61	1,04	8,958 %
11,63	1,04	8,942 %
11,65	1,04	8,927 %
11,67	1,04	8,912 %
11,69	1,04	8,896 %
11,71	1,04	8,881 %
11,73	1,04	8,866 %
11,75	1,04	8,851 %
11,77	1,04	8,836 %
11,79	1,06	8,991 %
11,81	1,06	8,975 %
11,83	1,06	8,960 %
11,85	1,06	8,945 %
11,87	1,06	8,930 %
11,89	1,06	8,915 %
11,91	1,06	8,900 %
11,93	1,06	8,885 %
11,95	1,06	8,870 %
11,97	1,06	8,855 %
11,99	1,06	8,841 %
12,01	1,08	8,993 %
12,03	1,08	8,978 %
12,05	1,08	8,963 %
12,07	1,08	8,948 %
12,09	1,08	8,933 %
12,11	1,08	8,918 %
12,13	1,08	8,904 %
12,15	1,08	8,889 %
12,17	1,08	8,874 %
12,19	1,08	8,860 %
12,21	1,08	8,845 %
12,23	1,10	8,994 %
12,25	1,10	8,980 %
12,27	1,10	8,965 %
12,29	1,10	8,950 %
12,31	1,10	8,936 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Réto journalière	Soit
12,33	1,10	8,921 %
12,35	1,10	8,907 %
12,37	1,10	8,892 %
12,39	1,10	8,878 %
12,41	1,10	8,864 %
12,43	1,10	8,850 %
12,45	1,12	8,996 %
12,47	1,12	8,982 %
12,49	1,12	8,967 %
12,51	1,12	8,953 %
12,53	1,14	9,098 %
12,55	1,16	9,243 %
12,57	1,18	9,387 %
12,59	1,20	9,531 %
12,61	1,22	9,675 %
12,63	1,24	9,818 %
12,65	1,26	9,960 %
12,67	1,26	9,945 %
12,69	1,26	9,929 %
12,71	1,26	9,913 %
12,73	1,26	9,898 %
12,75	1,26	9,882 %
12,77	1,26	9,867 %
12,79	1,26	9,851 %
12,81	1,28	9,992 %
12,83	1,28	9,977 %
12,85	1,28	9,961 %
12,87	1,28	9,946 %
12,89	1,28	9,930 %
12,91	1,28	9,915 %
12,93	1,28	9,899 %
12,95	1,28	9,884 %
12,97	1,28	9,869 %
12,99	1,28	9,854 %
13,01	1,30	9,992 %
13,03	1,30	9,977 %
13,05	1,30	9,962 %
13,07	1,30	9,946 %
13,09	1,30	9,931 %
13,11	1,30	9,916 %
13,13	1,30	9,901 %
13,15	1,30	9,886 %
13,17	1,30	9,871 %
13,19	1,30	9,856 %
13,21	1,32	9,992 %
13,23	1,32	9,977 %
13,25	1,32	9,962 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFM moyenne	Réto journalière	Soit
13,27	1,32	9,947 %
13,29	1,32	9,932 %
13,31	1,32	9,917 %
13,33	1,32	9,902 %
13,35	1,32	9,888 %
13,37	1,32	9,873 %
13,39	1,32	9,858 %
13,41	1,34	9,993 %
13,43	1,34	9,978 %
13,45	1,34	9,963 %
13,47	1,34	9,948 %
13,49	1,34	9,933 %
13,51	1,34	9,919 %
13,53	1,36	10,052 %
13,55	1,38	10,185 %
13,57	1,40	10,317 %
13,59	1,42	10,449 %
13,61	1,44	10,580 %
13,63	1,46	10,712 %
13,65	1,48	10,842 %
13,67	1,50	10,973 %
13,69	1,50	10,957 %
13,71	1,50	10,941 %
13,73	1,50	10,925 %
13,75	1,50	10,909 %
13,77	1,50	10,893 %
13,79	1,50	10,877 %
13,81	1,50	10,862 %
13,83	1,52	10,991 %
13,85	1,52	10,975 %
13,87	1,52	10,959 %
13,89	1,52	10,943 %
13,91	1,52	10,927 %
13,93	1,52	10,912 %
13,95	1,52	10,896 %
13,97	1,52	10,880 %
13,99	1,52	10,865 %
14,01	1,54	10,992 %
14,03	1,54	10,976 %
14,05	1,54	10,961 %
14,07	1,54	10,945 %
14,09	1,54	10,930 %
14,11	1,54	10,914 %
14,13	1,54	10,899 %
14,15	1,54	10,883 %
14,17	1,54	10,868 %
14,19	1,56	10,994 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Rétro journalière	Soit
14,21	1,56	10,978 %
14,23	1,56	10,963 %
14,25	1,56	10,947 %
14,27	1,56	10,932 %
14,29	1,56	10,917 %
14,31	1,56	10,901 %
14,33	1,56	10,886 %
14,35	1,56	10,871 %
14,37	1,58	10,995 %
14,39	1,58	10,980 %
14,41	1,58	10,965 %
14,43	1,58	10,949 %
14,45	1,58	10,934 %
14,47	1,58	10,919 %
14,49	1,58	10,904 %
14,51	1,58	10,889 %
14,53	1,60	11,012 %
14,55	1,62	11,134 %
14,57	1,64	11,256 %
14,59	1,66	11,378 %
14,61	1,68	11,499 %
14,63	1,70	11,620 %
14,65	1,72	11,741 %
14,67	1,74	11,861 %
14,69	1,76	11,981 %
14,71	1,76	11,965 %
14,73	1,76	11,948 %
14,75	1,76	11,932 %
14,77	1,76	11,916 %
14,79	1,76	11,900 %
14,81	1,76	11,884 %
14,83	1,76	11,868 %
14,85	1,78	11,987 %
14,87	1,78	11,970 %
14,89	1,78	11,954 %
14,91	1,78	11,938 %
14,93	1,78	11,922 %
14,95	1,78	11,906 %
14,97	1,78	11,890 %
14,99	1,78	11,875 %
15,01	1,80	11,992 %
15,03	1,80	11,976 %
15,05	1,80	11,960 %
15,07	1,80	11,944 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFM moyenne	Réto journalière	Soit
15,09	1,80	11,928 %
15,11	1,80	11,913 %
15,13	1,80	11,897 %
15,15	1,80	11,881 %
15,17	1,82	11,997 %
15,19	1,82	11,982 %
15,21	1,82	11,966 %
15,23	1,82	11,950 %
15,25	1,82	11,934 %
15,27	1,82	11,919 %
15,29	1,82	11,903 %
15,31	1,82	11,888 %
15,33	1,82	11,872 %
15,35	1,84	11,987 %
15,37	1,84	11,971 %
15,39	1,84	11,956 %
15,41	1,84	11,940 %
15,43	1,84	11,925 %
15,45	1,84	11,909 %
15,47	1,84	11,894 %
15,49	1,84	11,879 %
15,51	1,86	11,992 %
15,53	1,88	12,106 %
15,55	1,90	12,219 %
15,57	1,92	12,331 %
15,59	1,94	12,444 %
15,61	1,96	12,556 %
15,63	1,98	12,668 %
15,65	2,00	12,780 %
15,67	2,02	12,891 %
15,69	2,02	12,874 %
15,71	2,04	12,985 %
15,73	2,04	12,969 %
15,75	2,04	12,952 %
15,77	2,04	12,936 %
15,79	2,04	12,920 %
15,81	2,04	12,903 %
15,83	2,04	12,887 %
15,85	2,06	12,997 %
15,87	2,06	12,980 %
15,89	2,06	12,964 %
15,91	2,06	12,948 %
15,93	2,06	12,932 %
15,95	2,06	12,915 %
15,97	2,06	12,899 %
15,99	2,06	12,883 %
16,01	2,08	12,992 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFM moyenne	Réto journalière	Soit
16,03	2,08	12,976 %
16,05	2,08	12,960 %
16,07	2,08	12,943 %
16,09	2,08	12,927 %
16,11	2,08	12,911 %
16,13	2,08	12,895 %
16,15	2,08	12,879 %
16,17	2,10	12,987 %
16,19	2,10	12,971 %
16,21	2,10	12,955 %
16,23	2,10	12,939 %
16,25	2,10	12,923 %
16,27	2,10	12,907 %
16,29	2,10	12,891 %
16,31	2,12	12,998 %
16,33	2,12	12,982 %
16,35	2,12	12,966 %
16,37	2,12	12,951 %
16,39	2,12	12,935 %
16,41	2,12	12,919 %
16,43	2,12	12,903 %
16,45	2,12	12,888 %
16,47	2,14	12,993 %
16,49	2,14	12,978 %
16,51	2,14	12,962 %
16,53	2,16	13,067 %
16,55	2,18	13,172 %
16,57	2,20	13,277 %
16,59	2,22	13,382 %
16,61	2,24	13,486 %
16,63	2,26	13,590 %
16,65	2,28	13,694 %
16,67	2,30	13,797 %
16,69	2,32	13,901 %
16,71	2,32	13,884 %
16,73	2,34	13,987 %
16,75	2,34	13,970 %
16,77	2,34	13,953 %
16,79	2,34	13,937 %
16,81	2,34	13,920 %
16,83	2,34	13,904 %
16,85	2,34	13,887 %
16,87	2,36	13,989 %
16,89	2,36	13,973 %
16,91	2,36	13,956 %
16,93	2,36	13,940 %
16,95	2,36	13,923 %
16,97	2,36	13,907 %
16,99	2,36	13,891 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PPF moyenne	Réto journalière	Soit
17,01	2,38	13,992 %
17,03	2,38	13,975 %
17,05	2,38	13,959 %
17,07	2,38	13,943 %
17,09	2,38	13,926 %
17,11	2,38	13,910 %
17,13	2,38	13,894 %
17,15	2,40	13,994 %
17,17	2,40	13,978 %
17,19	2,40	13,962 %
17,21	2,40	13,945 %
17,23	2,40	13,929 %
17,25	2,40	13,913 %
17,27	2,40	13,897 %
17,29	2,42	13,997 %
17,31	2,42	13,980 %
17,33	2,42	13,964 %
17,35	2,42	13,948 %
17,37	2,42	13,932 %
17,39	2,42	13,916 %
17,41	2,42	13,900 %
17,43	2,44	13,999 %
17,45	2,44	13,983 %
17,47	2,44	13,967 %
17,49	2,44	13,951 %
17,51	2,44	13,935 %
17,53	2,46	14,033 %
17,55	2,48	14,131 %
17,57	2,50	14,229 %
17,59	2,52	14,326 %
17,61	2,54	14,424 %
17,63	2,56	14,521 %
17,65	2,58	14,618 %
17,67	2,60	14,714 %
17,69	2,62	14,811 %
17,71	2,64	14,907 %
17,73	2,64	14,890 %
17,75	2,66	14,986 %
17,77	2,66	14,969 %
17,79	2,66	14,952 %
17,81	2,66	14,935 %
17,83	2,66	14,919 %
17,85	2,66	14,902 %
17,87	2,68	14,997 %
17,89	2,68	14,980 %
17,91	2,68	14,964 %
17,93	2,68	14,947 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFM moyenne	Rétro journalière	Soit
17,95	2,68	14,930 %
17,97	2,68	14,914 %
17,99	2,68	14,897 %
18,01	2,70	14,992 %
18,03	2,70	14,975 %
18,05	2,70	14,958 %
18,07	2,70	14,942 %
18,09	2,70	14,925 %
18,11	2,70	14,909 %
18,13	2,70	14,892 %
18,15	2,72	14,986 %
18,17	2,72	14,970 %
18,19	2,72	14,953 %
18,21	2,72	14,937 %
18,23	2,72	14,920 %
18,25	2,72	14,904 %
18,27	2,74	14,997 %
18,29	2,74	14,981 %
18,31	2,74	14,965 %
18,33	2,74	14,948 %
18,35	2,74	14,932 %
18,37	2,74	14,916 %
18,39	2,74	14,899 %
18,41	2,76	14,992 %
18,43	2,76	14,976 %
18,45	2,76	14,959 %
18,47	2,76	14,943 %
18,49	2,76	14,927 %
18,51	2,76	14,911 %
18,53	2,76	14,895 %
18,55	2,78	14,987 %
18,57	2,78	14,970 %
18,59	2,78	14,954 %
18,61	2,78	14,938 %
18,63	2,78	14,922 %
18,65	2,78	14,906 %
18,67	2,80	14,997 %
18,69	2,80	14,981 %
18,71	2,80	14,965 %
18,73	2,80	14,949 %
18,75	2,80	14,933 %
18,77	2,80	14,917 %
18,79	2,80	14,902 %
18,81	2,82	14,992 %
18,83	2,82	14,976 %
18,85	2,82	14,960 %
18,87	2,82	14,944 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFM moyenne	Réto journalière	Soit
18,89	2,82	14,929 %
18,91	2,82	14,913 %
18,93	2,82	14,897 %
18,95	2,84	14,987 %
18,97	2,84	14,971 %
18,99	2,84	14,955 %
19,01	2,84	14,940 %
19,03	2,84	14,924 %
19,05	2,84	14,908 %
19,07	2,86	14,997 %
19,09	2,86	14,982 %
19,11	2,86	14,966 %
19,13	2,86	14,950 %
19,15	2,86	14,935 %
19,17	2,86	14,919 %
19,19	2,86	14,904 %
19,21	2,88	14,992 %
19,23	2,88	14,977 %
19,25	2,88	14,961 %
19,27	2,88	14,946 %
19,29	2,88	14,930 %
19,31	2,88	14,915 %
19,33	2,88	14,899 %
19,35	2,90	14,987 %
19,37	2,90	14,972 %
19,39	2,90	14,956 %
19,41	2,90	14,941 %
19,43	2,90	14,925 %
19,45	2,90	14,910 %
19,47	2,92	14,997 %
19,49	2,92	14,982 %
19,51	2,92	14,967 %
19,53	2,92	14,951 %
19,55	2,92	14,936 %
19,57	2,92	14,921 %
19,59	2,92	14,906 %
19,61	2,94	14,992 %
19,63	2,94	14,977 %
19,65	2,94	14,962 %
19,67	2,94	14,947 %
19,69	2,94	14,931 %
19,71	2,94	14,916 %
19,73	2,94	14,901 %
19,75	2,96	14,987 %
19,77	2,96	14,972 %
19,79	2,96	14,957 %
19,81	2,96	14,942 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Réto journalière	Soit
19,83	2,96	14,927 %
19,85	2,96	14,912 %
19,87	2,98	14,997 %
19,89	2,98	14,982 %
19,91	2,98	14,967 %
19,93	2,98	14,952 %
19,95	2,98	14,937 %
19,97	2,98	14,922 %
19,99	2,98	14,907 %
20,01	3,00	14,993 %
20,03	3,00	14,978 %
20,05	3,00	14,963 %
20,07	3,00	14,948 %
20,09	3,00	14,933 %
20,11	3,00	14,918 %
20,13	3,00	14,903 %
20,15	3,02	14,988 %
20,17	3,02	14,973 %
20,19	3,02	14,958 %
20,21	3,02	14,943 %
20,23	3,02	14,928 %
20,25	3,02	14,914 %
20,27	3,04	14,998 %
20,29	3,04	14,983 %
20,31	3,04	14,968 %
20,33	3,04	14,953 %
20,35	3,04	14,939 %
20,37	3,04	14,924 %
20,39	3,04	14,909 %
20,41	3,06	14,993 %
20,43	3,06	14,978 %
20,45	3,06	14,963 %
20,47	3,06	14,949 %
20,49	3,06	14,934 %
20,51	3,06	14,920 %
20,53	3,06	14,905 %
20,55	3,08	14,988 %
20,57	3,08	14,973 %
20,59	3,08	14,959 %
20,61	3,08	14,944 %
20,63	3,08	14,930 %
20,65	3,08	14,915 %
20,67	3,10	14,998 %
20,69	3,10	14,983 %
20,71	3,10	14,969 %
20,73	3,10	14,954 %
20,75	3,10	14,940 %
20,77	3,10	14,925 %
20,79	3,10	14,911 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Rétro journalière	Soit
20,81	3,12	14,993 %
20,83	3,12	14,978 %
20,85	3,12	14,964 %
20,87	3,12	14,950 %
20,89	3,12	14,935 %
20,91	3,12	14,921 %
20,93	3,12	14,907 %
20,95	3,14	14,988 %
20,97	3,14	14,974 %
20,99	3,14	14,960 %
21,01	3,14	14,945 %
21,03	3,14	14,931 %
21,05	3,14	14,917 %
21,07	3,16	14,998 %
21,09	3,16	14,983 %
21,11	3,16	14,969 %
21,13	3,16	14,955 %
21,15	3,16	14,941 %
21,17	3,16	14,927 %
21,19	3,16	14,913 %
21,21	3,18	14,993 %
21,23	3,18	14,979 %
21,25	3,18	14,965 %
21,27	3,18	14,951 %
21,29	3,18	14,937 %
21,31	3,18	14,923 %
21,33	3,18	14,909 %
21,35	3,20	14,988 %
21,37	3,20	14,974 %
21,39	3,20	14,960 %
21,41	3,20	14,946 %
21,43	3,20	14,932 %
21,45	3,20	14,918 %
21,47	3,22	14,998 %
21,49	3,22	14,984 %
21,51	3,22	14,970 %
21,53	3,22	14,956 %
21,55	3,22	14,942 %
21,57	3,22	14,928 %
21,59	3,22	14,914 %
21,61	3,24	14,993 %
21,63	3,24	14,979 %
21,65	3,24	14,965 %
21,67	3,24	14,952 %
21,69	3,24	14,938 %
21,71	3,24	14,924 %
21,73	3,24	14,910 %
21,75	3,26	14,989 %
21,77	3,26	14,975 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Réto journalière	Soit
21,79	3,26	14,961 %
21,81	3,26	14,947 %
21,83	3,26	14,934 %
21,85	3,26	14,920 %
21,87	3,28	14,998 %
21,89	3,28	14,984 %
21,91	3,28	14,970 %
21,93	3,28	14,957 %
21,95	3,28	14,943 %
21,97	3,28	14,929 %
21,99	3,28	14,916 %
22,01	3,30	14,993 %
22,03	3,30	14,980 %
22,05	3,30	14,966 %
22,07	3,30	14,952 %
22,09	3,30	14,939 %
22,11	3,30	14,925 %
22,13	3,30	14,912 %
22,15	3,32	14,989 %
22,17	3,32	14,975 %
22,19	3,32	14,962 %
22,21	3,32	14,948 %
22,23	3,32	14,935 %
22,25	3,32	14,921 %
22,27	3,34	14,998 %
22,29	3,34	14,984 %
22,31	3,34	14,971 %
22,33	3,34	14,957 %
22,35	3,34	14,944 %
22,37	3,34	14,931 %
22,39	3,34	14,917 %
22,41	3,36	14,993 %
22,43	3,36	14,980 %
22,45	3,36	14,967 %
22,47	3,36	14,953 %
22,49	3,36	14,940 %
22,51	3,36	14,927 %
22,53	3,36	14,913 %
22,55	3,38	14,989 %
22,57	3,38	14,976 %
22,59	3,38	14,962 %
22,61	3,38	14,949 %
22,63	3,38	14,936 %
22,65	3,38	14,923 %
22,67	3,40	14,998 %
22,69	3,40	14,985 %
22,71	3,40	14,971 %
22,73	3,40	14,958 %
22,75	3,40	14,945 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Réto journalière	Soit
22,77	3,40	14,932 %
22,79	3,40	14,919 %
22,81	3,42	14,993 %
22,83	3,42	14,980 %
22,85	3,42	14,967 %
22,87	3,42	14,954 %
22,89	3,42	14,941 %
22,91	3,42	14,928 %
22,93	3,42	14,915 %
22,95	3,44	14,989 %
22,97	3,44	14,976 %
22,99	3,44	14,963 %
23,01	3,44	14,950 %
23,03	3,44	14,937 %
23,05	3,44	14,924 %
23,07	3,46	14,998 %
23,09	3,46	14,985 %
23,11	3,46	14,972 %
23,13	3,46	14,959 %
23,15	3,46	14,946 %
23,17	3,46	14,933 %
23,19	3,46	14,920 %
23,21	3,48	14,994 %
23,23	3,48	14,981 %
23,25	3,48	14,968 %
23,27	3,48	14,955 %
23,29	3,48	14,942 %
23,31	3,48	14,929 %
23,33	3,48	14,916 %
23,35	3,50	14,989 %
23,37	3,50	14,976 %
23,39	3,50	14,964 %
23,41	3,50	14,951 %
23,43	3,50	14,938 %
23,45	3,50	14,925 %
23,47	3,52	14,998 %
23,49	3,52	14,985 %
23,51	3,52	14,972 %
23,53	3,52	14,960 %
23,55	3,52	14,947 %
23,57	3,52	14,934 %
23,59	3,52	14,922 %
23,61	3,54	14,994 %
23,63	3,54	14,981 %
23,65	3,54	14,968 %
23,67	3,54	14,956 %
23,69	3,54	14,943 %
23,71	3,54	14,930 %
23,73	3,54	14,918 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Réto journalière	Soit
23,75	3,56	14,989 %
23,77	3,56	14,977 %
23,79	3,56	14,964 %
23,81	3,56	14,952 %
23,83	3,56	14,939 %
23,85	3,56	14,927 %
23,87	3,58	14,998 %
23,89	3,58	14,985 %
23,91	3,58	14,973 %
23,93	3,58	14,960 %
23,95	3,58	14,948 %
23,97	3,58	14,935 %
23,99	3,58	14,923 %
24,01	3,60	14,994 %
24,03	3,60	14,981 %
24,05	3,60	14,969 %
24,07	3,60	14,956 %
24,09	3,60	14,944 %
24,11	3,60	14,932 %
24,13	3,60	14,919 %
24,15	3,62	14,990 %
24,17	3,62	14,977 %
24,19	3,62	14,965 %
24,21	3,62	14,952 %
24,23	3,62	14,940 %
24,25	3,62	14,928 %
24,27	3,64	14,998 %
24,29	3,64	14,986 %
24,31	3,64	14,973 %
24,33	3,64	14,961 %
24,35	3,64	14,949 %
24,37	3,64	14,936 %
24,39	3,64	14,924 %
24,41	3,66	14,994 %
24,43	3,66	14,982 %
24,45	3,66	14,969 %
24,47	3,66	14,957 %
24,49	3,66	14,945 %
24,51	3,66	14,933 %
24,53	3,66	14,921 %
24,55	3,68	14,990 %
24,57	3,68	14,978 %
24,59	3,68	14,965 %
24,61	3,68	14,953 %
24,63	3,68	14,941 %
24,65	3,68	14,929 %
24,67	3,70	14,998 %
24,69	3,70	14,986 %
24,71	3,70	14,974 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFM moyenne	Réto journalière	Soit
24,73	3,70	14,962 %
24,75	3,70	14,949 %
24,77	3,70	14,937 %
24,79	3,70	14,925 %
24,81	3,72	14,994 %
24,83	3,72	14,982 %
24,85	3,72	14,970 %
24,87	3,72	14,958 %
24,89	3,72	14,946 %
24,91	3,72	14,934 %
24,93	3,72	14,922 %
24,95	3,74	14,990 %
24,97	3,74	14,978 %
24,99	3,74	14,966 %
25,01	3,74	14,954 %
25,03	3,74	14,942 %
25,05	3,74	14,930 %
25,07	3,76	14,998 %
25,09	3,76	14,986 %
25,11	3,76	14,974 %
25,13	3,76	14,962 %
25,15	3,76	14,950 %
25,17	3,76	14,938 %
25,19	3,76	14,927 %
25,21	3,78	14,994 %
25,23	3,78	14,982 %
25,25	3,78	14,970 %
25,27	3,78	14,958 %
25,29	3,78	14,947 %
25,31	3,78	14,935 %
25,33	3,78	14,923 %
25,35	3,80	14,990 %
25,37	3,80	14,978 %
25,39	3,80	14,967 %
25,41	3,80	14,955 %
25,43	3,80	14,943 %
25,45	3,80	14,931 %
25,47	3,82	14,998 %
25,49	3,82	14,986 %
25,51	3,82	14,975 %
25,53	3,82	14,963 %
25,55	3,82	14,951 %
25,57	3,82	14,939 %
25,59	3,82	14,928 %
25,61	3,84	14,994 %
25,63	3,84	14,982 %
25,65	3,84	14,971 %
25,67	3,84	14,959 %
25,69	3,84	14,947 %

TABLEAU DE RETROCESSION		
PFP moyenne	Réto journalière	Soit
25,71	3,84	14,936 %
25,73	3,84	14,924 %
25,75	3,86	14,990 %
25,77	3,86	14,979 %
25,79	3,86	14,967 %
25,81	3,86	14,955 %
25,83	3,86	14,944 %
25,85	3,86	14,932 %
25,87	3,88	14,998 %
25,89	3,88	14,986 %
25,91	3,88	14,975 %
25,93	3,88	14,963 %
25,95	3,88	14,952 %
25,97	3,88	14,940 %
25,99	3,88	14,929 %
26,01	3,90	14,994 %
26,03	3,90	14,983 %
26,05	3,90	14,971 %
26,07	3,90	14,960 %
26,09	3,90	14,948 %
26,11	3,90	14,937 %
26,13	3,90	14,925 %
26,15	3,92	14,990 %
26,17	3,92	14,979 %
26,19	3,92	14,968 %
26,21	3,92	14,956 %
26,23	3,92	14,945 %
26,25	3,92	14,933 %
26,27	3,94	14,998 %
26,29	3,94	14,987 %
26,31	3,94	14,975 %
26,33	3,94	14,964 %
26,35	3,94	14,953 %
26,37	3,94	14,941 %
26,39	3,94	14,930 %
26,41	3,96	14,994 %
26,43	3,96	14,983 %
26,45	3,96	14,972 %
26,47	3,96	14,960 %
26,49	3,96	14,949 %
26,51	3,96	14,938 %
26,53	3,96	14,926 %
26,55	3,98	14,991 %

Vu pour être annexé à l'arrêté du 27 février 2003 du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale des milieux d'accueil.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance,

J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1986

[C — 2003/29199]

27 FEBRUARI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het Internationaal Verdrag van 20 november 1989 inzake de Rechten van het Kind;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993, gewijzigd bij de besluiten van 11 juli 1996 en 26 januari 1998, houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn);

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 houdende vaststelling van de bijdrage van de ouders of van derden in de verblijfkosten van de kinderen in de crèches, peutertuinen, gemeentelijke huizen voor opvang van kinderen en in door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" gesubsidieerde diensten voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders thuis;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 september 1994 houdende vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalvaders en onthaalmoeders ten huize en de directeurs (directrices) van kindertehuizen moeten voldoen alsook de nadere regels van het medisch toezicht;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 houdende verschillende maatregelen inzake kindervelzijn;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2000 houdende goedkeuring van de criteria bepaald door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » inzake weigering of intrekking van de toelating om kinderen van minder dan 6 jaar onder bewaring te hebben;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 december 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2002 betreffende de vraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van maximum één maand;

Gelet op het advies 34.648/4 van de Raad van State, gegeven op 7 februari 2003, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het past dat de opvangvoorzieningen georganiseerd worden in een geest van verdraagzaamheid en bereidwilligheid onder meer bekrachtigd door de basisprincipes van gelijkheid en niet-discriminatie, gelet op het feit dat de wet van 30 juli 1981 ertoe strekt sommige door racisme en xenofobie ingegeven daden in te tomen en door de aanbeveling van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 31 maart 1992 betreffende de kinderbewaking;

Overwegende dat de toegang tot een kwaliteitsvolle opvangvoorziening een recht voor het kind is en dat de opvangvoorziening het kind de mogelijkheid moet bieden zich te ontplooien op lichamelijk, psychologisch en sociaal vlak, in een omgeving en een pedagogisch project aangepast aan zijn leeftijd;

Overwegende dat de opvangvoorzieningen de ouders de mogelijkheid moet bieden hun verantwoordelijkheden op beroepsvlak op te nemen, d.w.z. tegelijkertijd het werk, de beroepsopleiding en het zoeken naar werkgelegenheid, hun sociale inzet en hun verantwoordelijkheden als ouders;

Overwegende dat het past de taak inzake sociale voorzorg van de opvangvoorzieningen te erkennen;

Overwegende dat de taak van de opvangvoorzieningen deze van het gezin aanvult en dat zij de bereidwilligheid en het luisteren naar de ouders moeten bevorderen;

Overwegende dat de opvangvoorzieningen de culturele eigenheden van de kinderen in acht moeten nemen en dat zij moeten zorgen voor hun specifieke behoeften, inzonderheid voor gehandicapte kinderen;

Overwegende dat het past de coherentie van wat voorafgaat op te drijven door fundamentele principes te bepalen die de gemeenschappelijke basis vormen voor de verschillende praktijken, in de trend van de doelstellingen beoogd door het besluit van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang;

Overwegende dat de huidige reglementering betreffende de opvangvoorzieningen in de Franse Gemeenschap uiteenlopend is en dat het past, met het oog op rechtszekerheid, die reglementering in een enkele tekst op te nemen;

Overwegende dat de besluittrekkingen onder het Spaans voorzitterschap, zoals verwoord op de Europese Raad te Barcelona op 15 en 16 maart 2002 in het raam van het objectief « gelijke kansen » inzake werkgelegenheid van nu tot eind 2010 een doelstelling inzake opvangstructuren bepalen voor ten minste 33 % van de kinderen onder de drie jaar;

Overwegende dat het huidig opvangaanbod niet toelaat te beantwoorden aan de vraag terzake, is de dringende prioriteit het aantal opvangplaatsen te verhogen;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, Opvang en Opdrachten toegewezen aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

Na beraadslaging,

Besluit :

BOEK I. — ALGEMENE BEPALINGEN**TITEL I. — Bepalingen, toepassingsgebied en rechtstoestand van de opvangvoorzieningen****Artikel 1.** In de zin van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° « het decreet » : het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. »;

2° « de Dienst » : « l'Office de la Naissance et de l'Enfance »;

3° « Subregionaal Comité » : het subregionaal comité van de dienst zoals bedoeld bij artikel 18 van het decreet;

4° « opvangvoorziening » : iedere natuurlijke of rechtspersoon buiten verband met het familiaal levensmilieu van het kind en die kinderen onder de zes jaar in externaat regelmatig opvangt;

5° « gesubsidieerde opvangvoorziening » : opvangvoorziening die subsidies van de Dienst ontvangt;

6° « ouder(s) » : de persoon(personen) die het kind aan de opvangvoorziening toevertrouwt (vertrouwen);

7° « voorschriften voor een degelijke opvang » : de voorschriften bedoeld bij het besluit van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang;

8° « opvangproject » : het opvangproject opgesteld in uitvoering van artikel 19 van het besluit van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang;

9° « getuigschrift van degelijkheid » : getuigschrift uitgereikt in uitvoering van artikel 23 van het besluit van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang;

10° « toelating » : de beslissing van de Dienst voorafgaand aan de werking van elke opvangvoorziening die onder artikel 6, § 2 van het decreet valt en waaruit de naleving van de voorwaarden bedoeld bij het Eerste Boek, Titel II, van dit besluit blijkt;

11° « erkenning » : de beslissing van de Dienst waaruit de naleving door de opvangvoorziening van de voorwaarden bepaald bij Boek een, Titel III, van dit besluit blijkt en die haar toelaat een toelage aan te vragen;

12° « bezettingspercentage » : het cijfer van de werkelijke bezetting van een opvangvoorziening t.o.v. het aantal kinderen die zij kan opvangen;

13° « inrichtende macht » : de natuurlijke persoon die geen overeenkomst heeft gesloten met een rechtspersoon die een opvangvoorziening organiseert;

14° « directeur(-trice) » : de persoon belast met het dagelijks beheer van de opvangvoorziening;

15° « financiële bijdrage van de ouders » : de financiële tegemoetkoming vereist van de ouders of van derden in de verblijfskosten in de opvangvoorziening;

16° « de maatschappelijke werker » : een maatschappelijke werker(-ster) of gespecialiseerde werker(-ster) inzake communautaire gezondheid of een maatschappelijk assistent(e) inzonderheid belast met de sociale prestaties in de opvangvoorziening;

17° « inkomsten van het gezin » : de geglobaliseerde netto-inkomsten van de personen die instaan voor de onderhoudskosten van het kind;

18° « te verantwoorden inkomsten » : al de financiële middelen van het gezin, met uitzondering van de kindertoeslagen en de tussenkomsten van de openbare besturen in de onderhoudskosten van een kind in een opvanggezin geplaatst;

19° « programmering van de opvangvoorzieningen » : bepaling door de Dienst van het aantal nieuwe subsidieerbare plaatsen per type van opvangvoorziening en per geografische zone, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten;

20° « samenwerkingsovereenkomst » : elke overeenkomst bedoeld bij de artikelen 116 tot 119;

21° « het Fonds » : het Fonds voor Solidariteit en Ontwikkeling voor Kinderopvang;

22° « de Minister » : de Minister tot wiens bevoegdheid de Kinderopvang en de Opdrachten toegewezen aan de Dienst behoren;

23° « de Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. De opvangvoorzieningen zijn de volgende :

1° « de crèche » : opvangvoorziening ingericht om kinderen tussen nul en zesendertig maanden collectief en in externaat op te vangen met geschoold personeel en waartoe de toegang niet mag beperkt worden tot een lagere leeftijdscategorie;

2° « de peuterschool » : opvangvoorziening ingericht om kinderen tussen achttien en zesendertig maanden collectief en in externaat op te vangen met geschoold personeel en waartoe de toegang niet mag beperkt worden tot een lagere leeftijdscategorie;

3° « het gemeentelijk huis voor kinderopvang » : opvangvoorziening ingericht om kinderen tussen nul en zes jaar collectief en in externaat op te vangen met geschoold personeel;

4° « het kinderdagverblijf » : opvangvoorziening ingericht om kinderen tussen nul en zes jaar collectief en vooral in externaat op te vangen;

5° « ouderscrèche » : opvangvoorziening ingericht om kinderen tussen nul en zesendertig maanden collectief en in externaat op te vangen gedeeltelijk met geschoold personeel en gedeeltelijk door ouders;

6° « de dienst voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst » : dienst belast met de organisatie van de opvang van kinderen tussen nul en zes jaar door kinderopvang(-sters) die een overeenkomst hebben gesloten met bedoelde dienst. Deze dienst kan een crèche zijn of een gemeentelijk huis voor kinderopvang;

7° « de kinderopvang(-ster) » : de persoon die in de loop van de dag of 's nachts de opvang van kinderen tussen nul en zes jaar verzekert op de plaats waar hij (zij) gewoonlijk verblijft; de kinderopvang(-ster) is ofwel onder overeenkomst bij een dienst zoals bedoeld bij 6°, ofwel zelfstandig;

8° elke andere opvangvoorziening die de opvang van kinderen tussen nul en zes jaar regelmatig organiseert op een andere dan de hierboven bedoelde manieren, voor zover deze opvang niet uitgesloten is door artikel 6, § 3, van het decreet.

Art. 3. De opvangvoorziening wordt georganiseerd en beheerd door één of meer natuurlijke privaot- of publiekrechtelijke personen of rechtspersonen, inrichtende macht genoemd.

De statuten van de andere inrichtende macht van de opvangvoorziening dan een natuurlijke persoon, alsook elke wijziging aan die statuten, worden ter kennis van de dienst gebracht.

Art. 4. Indien de opvangvoorziening in een sociaal, educatief, school-, ziekenhuis-, administratief, nijverheids- of handelscomplex ingewerkt is, wordt zij beheerd als een afzonderlijke entiteit en houdt zij een afzonderlijke boekhouding bij.

In deze veronderstelling, beschikt de opvangvoorziening over een eigen en geografisch afgezonderde ruimte.

Art. 5. De crèche, de peuterschool en de ouderscrèche mogen geen winstoogmerk nastreven en worden beheerd en georganiseerd door een publiekrechtelijke persoon, door een inrichting van openbaar nut of door een vereniging zonder winstoogmerk.

Het gemeentelijk huis voor kinderopvang wordt beheerd door één of meer openbare besturen, door een structuur waarin de openbare besturen de meerderheid hebben of door een vereniging zonder winstoogmerk die een overeenkomst heeft gesloten met de gemeente, overeenkomstig het door de Dienst opgesteld model.

De dienst voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst is een dienst zonder winstoogmerk die ofwel een dienst is, georganiseerd door een crèche of een gemeentelijk huis voor kinderopvang erkend door de Dienst, ofwel een zelfstandige dienst erkend door de Dienst en georganiseerd door een ondergeschikt openbaar bestuur, door een vereniging van dergelijke besturen, door een inrichting van openbaar nut of door een vereniging zonder winstoogmerk.

TITEL II. — De machtiging

Art. 6. De voorafgaande nominale machtiging bedoeld bij artikel 6, § 2, van het decreet wordt toegekend door de Dienst onder de hierna vermelde voorwaarden en geeft inzonderheid de lokalen en de opvangcapaciteit op. Zij is onvervreemdbaar en de aard ervan is intuïtu personae.

HOOFDSTUK I. — Algemene voorwaarden

Afdeling I. — Opvang- of werkingscapaciteit

Art. 7. De crèche en de peuterschool hebben een opvangcapaciteit van ten minste achttien en ten hoogste achtenveertig plaatsen.

Art. 8. Het gemeentelijk huis voor kinderopvang heeft een opvangcapaciteit van ten minste twaalf en ten hoogste vierentwintig plaatsen.

Art. 9. Het kinderdagverblijf heeft een opvangcapaciteit van ten minste negen en ten hoogste vierentwintig plaatsen.

Art. 10. De ouderscrèche heeft een opvangcapaciteit van veertien plaatsen.

Art. 11. De dienst voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst verbonden aan een crèche of een gemeentelijk huis voor kinderopvang bestaat uit ten minste vijf kinderopvang(-sters). De overige diensten voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst hebben een capaciteit die niet lager dan tien kinderopvang(-sters) mag zijn.

Art. 12. De kinderopvang(-ster) heeft een opvangcapaciteit voor een tot vier kinderen wat overeenstemt met een voltijdse dagtaak. Deze opvangcapaciteit wordt bepaald met, onder andere, inachtneming van de kinderen van de kinderopvang(-ster) onder de drie jaar.

Het aantal kinderen ingeschreven bij eenzelfde kinderopvang(-ster) mag in geen geval hoger zijn dan het dubbel van de toegelaten opvangcapaciteit.

Men mag ten hoogste vijf kinderen tegelijkertijd opvangen.

Bij afwijking van lid 3 kan dit aantal verhoogd worden tot zes indien de kinderopvang(-ster) erkend is voor vier kinderen wat overeenstemt met een voltijdse dagtaak en indien het zesde kind tussen twee jaar en half en 6 jaar oud is, indien er een verwantschapsverband bestaat met een van de andere ingeschreven kinderen en indien het uitsluitend wordt opgevangen vóór en/of na de schooltijd.

Art. 13. Bij uitzondering en op uitdrukkelijk gemotiveerd verzoek van de opvangvoorziening kan de Dienst een afwijking toestaan van de hierboven bepaalde grenzen van de opvangcapaciteit. Deze afwijking kan geen nadeel betekenen voor de degelijkheid van de opvang en is onderworpen aan de naleving van de door de Dienst bepaalde voorwaarden.

Een afwijking wordt toegestaan voor de voorbehouden plaatsen in een kinderdagverblijf in het kader van een samenwerkingsovereenkomst die een overschrijding van de bij artikel 9 bepaalde capaciteitsgrens tot gevolg heeft. Het kinderdagverblijf is ertoe verplicht in een begeleiding voor deze plaatsen te voorzien met personeel dat een opleiding van kinderverzorgster heeft.

Afdeling II. — Werking van de opvangvoorziening

Art. 14. De Dienst oefent toezicht uit op de opvangvoorziening. Om dit toezicht evenals de opdrachten uit te voeren inzake begeleiding, raadgeving en toezicht, hebben de ambtenaren van de Dienst tijdens de openingsuren toegang tot de lokalen waarin de opvang van de kinderen verloopt. Zij mogen al de in deze afdeling bedoelde bescheiden inzien.

Art. 15. De opvangvoorziening houdt een register van de inschrijvingen en de aanwezigheden bij.

Art. 16. De opvangvoorziening houdt een dossier bij met de bescheiden die vereist of afgeleverd werden krachtens dit besluit en het besluit van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang.

Art. 17. De opvangvoorziening stelt een huishoudelijk reglement op volgens het type-model aangeraden door de Dienst, met nadere bepaling van de wederzijdse rechten en de plichten van de ouders en de opvangvoorziening.

Dit huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring aan de Dienst voorgelegd die de overeenstemming met de reglementering naziet. Het wordt voor akkoord door de ouders ondertekend wanneer het kind wordt ingeschreven.

Art. 18. De opvangvoorziening zorgt er voor dat er in veiligheid, zindelijkheid, hygiëne en ruimte is voorbehouden voor de kinderen in haar infrastructures en uitrustingen en dat zij hun welzijn en hun ontwikkeling in de hand werken, volgens de door de Dienst bepaalde nadere regels krachtens de voorschriften voor een degelijke opvang en goedgekeurd door de Regering.

Art. 19. De opvangvoorziening verzekert zich om haar wettelijke aansprakelijkheid te dekken voor de goederen of de personen waarvoor zij verantwoordelijk is krachtens de artikelen 1382 tot 1385 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 20. De opvangvoorziening verwittigt schriftelijk de Dienst vooraleer gelijk welke verandering te doen die een relevant gevolg kan hebben voor de opvangvoorwaarden.

Art. 21. De opvangvoorziening brengt de Dienst op de hoogte van elke tijdelijke of definitieve stopzetting van haar activiteiten, behoudens voor het jaarlijks verlof.

Er bestaat een afspraak tussen de inrichtende macht en de Dienst over de nadere regels en de termijn van de stopzetting van de activiteiten van een gesubsidieerde opvangvoorziening, evenals over de verandering van inrichtende macht of van vestigingsplaats.

Afdeling III. — Personeel van de opvangvoorziening

Art. 22. De opvangvoorziening, behoudens de kinderopvanger(-ster), stelt een natuurlijke persoon aan, « Directeur(-trice ») genoemd, die ter plaatse voor het dagelijks beheer zorgt. De Dienst wordt van deze aanstelling verwittigd.

De Directeur(-trice) heeft onder meer als taak te zorgen voor de goede werking van de opvangvoorziening en voor het ontwerpen en de werkelijke toepassing van het opvangproject.

Art. 23. De Directeur(-trice) is ten minste eenentwintig jaar oud en het begeleidingspersoneel ten minste achttien jaar.

De maximum leeftijd is voor iedereen vastgesteld op vijftenzestig jaar.

Bij uitzondering kan de Dienst een afwijking toestaan voor de maximum leeftijd bedoeld bij lid 2 volgens de voorwaarden die hij bepaalt.

Art. 24. De Directeur(-trice) en het begeleidingspersoneel alsook de kinderopvanger(-ster) moeten een opleiding of een nuttige ervaring inzake kinderopvang hebben opgedaan overeenkomstig artikel 42. Zij mogen geen activiteit uitvoeren die onverzoonbaar is met kinderopvang of die hen zou verhinderen de begeleiding van de kinderen te verzekeren tijdens hun prestatie-uren.

Art. 25. De opvangvoorziening, behoudens de diensten voor kinderopvangers(-sters) onder overeenkomst voor hun kinderopvangers(-sters), sluit met ieder personeelslid een overeenkomst af waarin ten minste de aard en de duur ervan, de aard en de prestatietijd en de duur van de vooropzeg worden voorzien.

De dienst voor kinderopvangers(-sters) onder overeenkomst sluit een overeenkomst af met de kinderopvanger onder overeenkomst (-ster). Deze overeenkomst is opgesteld volgens een model bezorgd door de Dienst en ter goedkeuring aan de Dienst voorgelegd.

Afdeling IV. — Medische bepalingen

Onderafdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 26. In naleving van de door de Dienst bepaalde nadere regels :

1° onderwerpt de opvangvoorziening de kinderen of de persoon (personen) die hen begeleiden aan een gezondheidscontrole, overeenkomstig de vigerende reglementering;

2° zorgen bovendien de structuren die kinderen tussen nul en drie jaar opvangen ervoor dat er een preventief medisch toezicht op de kinderen wordt uitgevoerd;

3° behoudens wanneer een medische consultatie in eigen huis wordt georganiseerd, onderhoudt de opvangvoorziening een functionele relatie met een door de Dienst opgerichte of erkende consultatie.

Art. 27. Aan ieder personeelslid, alsook aan iedere kinderopvanger(-ster) en aan de personen van meer dan vijftien jaar die deel uitmaken van zijn (haar) gezin, evenals aan al de personen die veelvuldige contacten met de opgevangen kinderen moeten hebben, bezorgt de opvangvoorziening het volgende, behoudens aan de kinderopvanger(-ster) onder overeenkomst, op de hierna bepaalde vervalttermijnen en ook op elk ogenblik dat de Dienst erom verzoekt en volgens de door hem bepaalde nadere regels :

1° het bewijs bij hun indienstreding van hun immuniteitstoestand t.o.v. de rode hond;

2° jaarlijks een medisch getuigschrift waaruit blijkt dat op het ogenblik van het onderzoek, er geen teken van lichamelijke of psychische aandoening bestaat die gevaar zou kunnen meebrengen voor de opgevangen kinderen, met dien verstande dat de Dienst kan eisen dat een bijkomend getuigschrift van lichamelijke of psychische gezondheidstoestand door een gespecialiseerde geneesheer wordt opgemaakt.

Elke belangrijke wijziging van de gezondheidstoestand moet spontaan aan de Dienst worden medegedeeld.

Art. 28. De dienst voor kinderopvangers(-sters) onder overeenkomst legt voor iedere kinderopvanger(-ster) en de zelfstandige kinderopvanger(-ster) wat hem (haar) betreft, het bewijs voor dat zijn (haar) kinderen onder de zes jaar gevaccineerd zijn volgens het schema opgesteld door de Franse Gemeenschap en aanbevolen door de Dienst.

Onderafdeling II. — Specifieke bepalingen voor de kinderen

Art. 29. In het kader van het preventief medisch toezicht, wordt het medisch boekje van het kind als een document gebruikt dat als band tussen de verschillende tussenkomende personen en de ouders dient. Daartoe zorgen de ouders ervoor dat het boekje altijd ter beschikking van het kind blijft.

Art. 30. Wanneer een kind aan een opvangvoorziening wordt toevertrouwd, bezorgen de ouders aan de structuurgeneesheer een medisch getuigschrift waarin de gezondheidstoestand van het kind wordt toegelicht en desgevallend de gebeurlijke implicaties i.v.m. de collectieve gezondheidsaspecten. Het medisch getuigschrift vermeldt eveneens de reeds uitgevoerde vaccinaties.

Art. 31. Behoudens medische beslissing, welke op het verzoek van de opvangvoorziening bevestigd wordt door de medisch adviseur van de subregio, wordt ieder kind gevaccineerd volgens de door de Dienst bepaalde nadere regels in het kader van het schema opgemaakt door de Franse Gemeenschap. De vaccinaties worden door de geneesheer van de consultatie voor zuigelingen gedaan of door een door de ouders gekozen geneesheer. In dat geval bezorgen de ouders aan de opvangvoorziening het bewijs van de vaccinaties.

Art. 32. De opvangvoorziening mag slechts een ziek kind in eigen milieu aanvaarden volgens de nadere regels en aanbevelingen bepaald door de Dienst en op voorwaarde dat een medisch getuigschrift getuigt dat op het ogenblik van het onderzoek, de aandoening waaraan het kind lijdt zijn verblijf in de opvangvoorziening niet belet.

Art. 33. In naleving van de door de Dienst bepaalde voorwaarden, wordt de opvang van een gehandicapt kind aangemoedigd om zijn integratie te bevorderen met inachtneming van zijn verschillen, voorzover dat de opvangvoorziening aan voldoende voorwaarden beantwoordt om de veiligheid van het kind te waarborgen.

Afdeling V. — Begeleidingsnormen.

Art. 34. De begeleiding van de kinderen binnen de crèche wordt door het volgende minimumpersoneel verzekerd :

1° een kinderverzorger(-ster) wiens (wier) prestaties overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor zeven kinderen; de hoedanigheid van kinderverzorger(-ster) kan evenwel voor de kinderen van boven de achttien maanden vervangen worden door die van aspirant-nursing of onderwijzer(-es) van het keuteronderwijs of door een andere door de Regering erkende hoedanigheid, na advies van de Dienst, zonder dat het percentage kinderverzorger(-ster) daarom lager mag zijn dan de helft van het personeel aangewezen voor de begeleiding van de kinderen van die leeftijd;

2° een gegradueerd verpleger (-ster) of een gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg wiens (wier) prestaties overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van achtenveertig plaatsen of deeltijds tewerkgesteld volgens een uurrooster berekend per volledige schijven van twaalf plaatsen om toezichts- en verzorgingsprestaties uit te voeren;

3° een gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg of een maatschappelijk assistent(e) deeltijds tewerkgesteld voor een capaciteit van achtenveertig plaatsen of tewerkgesteld met verminderde dagtaak volgens een uurrooster berekend per volledige schijven van vierentwintig plaatsen om prestaties van sociale aard uit te voeren.

Mits akkoord van de Dienst, kunnen de bij lid 1, 2° en 3°, bedoelde prestaties anders verdeeld worden volgens de dienstnoodwendigheden om een beter evenwicht van de ambten te verzekeren, op voorwaarde dat een dergelijke verdeling niet een verhoging van de gesubsidieerde prestaties tot gevolg heeft en dat de medische en sociale opvolging verzekerd blijft.

Om een multidisciplinariteit van de begeleiding te bevorderen wanneer een structuur over een medisch-sociale begeleiding beschikt die meer dan een volledige dagtaak omvat, mag de opvangvoorziening ten hoogste voor de helft de medisch-sociale prestaties door personeel vervangen titularis van een opleiding van hoger niveau met psychopedagogische finaliteit, voor zover de medisch-sociale opvolging verzekerd blijft door geschoold personeel.

Art. 35. De begeleiding van de kinderen in de peuterschool wordt verzekerd door ten minste het volgend personeel :

1° een kinderverzorger(-ster) wiens (wier) prestaties overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor negen kinderen; de hoedanigheid van kinderverzorger(-ster) kan vervangen worden door die van aspirant-nursing of onderwijzer(-es) van het kleuteronderwijs of door een andere door de Regering erkende hoedanigheid, na advies van de Dienst, zonder evenwel de helft van het personeel te overschrijden;

2° een gegradueerd verpleger(-ster) of een gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg wiens (wier) prestaties overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van achtenveertig plaatsen of deeltijds tewerkgesteld volgens een uurrooster berekend per volledige schijven van twaalf plaatsen om toezichts- en verzorgingsprestaties uit te voeren;

3° een gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg of een maatschappelijk assistent(e) halftijds tewerkgesteld voor een capaciteit van achtenveertig plaatsen of tewerkgesteld met verminderde dagtaak volgens een uurrooster berekend per volledige schijven van vierentwintig plaatsen om prestaties van sociale aard uit te voeren.

Mits akkoord van de Dienst, kunnen de bij lid 1, 2° en 3°, bedoelde prestaties anders verdeeld worden volgens de dienstnoodwendigheden om een beter evenwicht van de ambten te verzekeren, op voorwaarde dat een dergelijke verdeling niet een verhoging van de gesubsidieerde prestaties tot gevolg heeft en dat de medische en sociale opvolging verzekerd blijft.

Om een multidisciplinariteit van de begeleiding te bevorderen wanneer een structuur over een medisch-sociale begeleiding beschikt die meer dan een volledige dagtaak omvat, mag de opvangvoorziening ten hoogste voor de helft de medisch-sociale prestaties door personeel vervangen, titularis van een opleiding van hoger niveau met psychopedagogische finaliteit, voor zover de medisch-sociale opvolging verzekerd blijft door geschoold personeel.

Art. 36. De begeleiding van de kinderen in het gemeentelijk huis voor kinderopvang wordt verzekerd door tenminste het volgend personeel :

1° 2,5 betrekkingen die overeenstemmen met een volledige dagtaak kinderverzorgers(-sters) voor twaalf kinderen;

2° 0,5 betrekking die overeenstemt met een volledige dagtaak kinderverzorgers(-sters) per groep van drie bijkomende plaatsen voor de huizen met een capaciteit die groter is dan twaalf plaatsen; de hoedanigheid van kinderverzorger(-ster) kan vervangen worden door die van aspirant-nursing of onderwijzer(-es) van het kleuteronderwijs, zonder dat het percentage kinderverzorgers(-sters) daarom lager mag zijn dan de helft van het personeel aangewezen voor de begeleiding van de kinderen;

3° 0,25 betrekking die overeenstemt met een volledige dagtaak gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg, of van maatschappelijk assistent(e) per schijf van twaalf plaatsen.

Art. 37. De begeleiding van de kinderen in een ouderscrèche wordt verzekerd door personeel dat overeenstemt met ten minste 3,5 volledige dagtaken. In het kader van die minimale prestaties die overeenstemmen met 3,5 voltijdse dagtaken, zijn er prestaties bepaald die overeenstemmen met ten minste 1,75 tijden kinderverzorgers(-sters) en een prestatie die overeenstemt met 0,25 voltijdse dagtaak gegradueerde sociale verpleger(-ster) gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg of maatschappelijk assistent(e) en ten hoogste door de ouders verzekerde prestaties van 1,5 voltijdse dagtaak.

De inrichtende macht van een ouderscrèche zorgt ervoor dat een lid van het geschoold personeel aanwezig is gedurende al de openingsuren van de opvangvoorziening.

De ouders die deelnemen aan de begeleiding van een ouderscrèche zorgen ten minste een halve dag en ten hoogste vijf halve dagen per week voor de opvang, naar rata van maximum twaalf ouders.

Art. 38. De begeleiding van de kinderen in het kindershuis wordt verzekerd door tenminste het volgend personeel :

1° 1,5 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van zes tot negen kinderen indien een derde van de kinderen ouder is dan achttien maanden, ingeval van afwijking van de minimale capaciteit, toegekend overeenkomstig artikel 13;

2° 2 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van zes tot negen kinderen indien meer dan twee derde van de kinderen minder dan achttien maanden oud is, ingeval van afwijking van de minimale capaciteit, toegekend overeenkomstig artikel 13;

3° 2 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van negen kinderen;

4° 2,5 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van twaalf kinderen;

5° 3 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van vijftien kinderen;

6° 3,5 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van achttien kinderen;

7° 4 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van eenentwintig kinderen;

8° 4,5 prestaties die overeenstemmen met een voltijdse dagtaak voor een capaciteit van vierentwintig kinderen.

Boven de vierentwintig kinderen, wordt de begeleiding verhoogd met 0,5 prestatie die overeenstemt met een volledige dagtaak per schijf van 3 kinderen.

Er dient in een kwartijdse betrekking directie voorzien te worden per schijf van twaalf plaatsen.

Art. 39. Om de begeleiding van de kinderopvangs(-sters) onder overeenkomst te verzekeren, beschikt de dienst voor kinderopvangs(-sters) onder overeenkomst over ten minste het volgend personeel :

1° een gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg of een maatschappelijk assistent(e) met voltijdse dagtaak voor een capaciteit van twintig kinderopvangs(-sters) onder overeenkomst of deeltijds tewerkgesteld volgens een uurrooster berekend per schijven van vijf kinderopvangs(-sters) onder overeenkomst

2° een gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg of een maatschappelijk assistent(e) voor een vierde tijd tewerkgesteld per groep van vijf bijkomende kinderopvangs(-sters) onder overeenkomst.

Art. 40. Voor de toepassing van de artikelen 34, 1° en 35, 1°, wordt, in geval van een aangevatte schijf, het voor de begeleiding van de kinderen vereiste personeel verhoogd met een halftijdse betrekking wanneer de erkende capaciteit de helft van de schijf overtreft.

Art. 41. De begeleiding van de kinderen bij de kinderopvang(-ster) wordt verzekerd door hem (haar) alleen. Er kan geen sprake zijn van delegatie van de opvang van de kinderen aan een andere persoon dan de kinderopvang(-ster). Hij (zij) kan evenwel geholpen worden door een hulpkracht.

Afdeling VI. — Aanvankelijke opleiding

Art. 42. Voor de crèches, peuterspeelplaatsen en gemeentelijke opvangvoorzieningen voor kinderen, moeten de Directeur(-trice) en de personen die de kinderen begeleiden, een opleiding van verpleger(-ster), gegradueerd maatschappelijk verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg, maatschappelijk assistent(e) of kinderverzorger(-ster) hebben gevolgd of een hogere opleiding dan de psychopedagogische finaliteit. De hoedanigheid van kinderverzorger(-ster) kan vervangen worden door die van aspirant-nursing of onderwijzer(-es) van het kleuteronderwijs, zonder dat het percentage kinderverzorgers(-sters) daarom lager mag zijn dan de helft van het personeel aangewezen voor de begeleiding van de kinderen.

Voor de ouderscrèches, moeten de Directeur(-trice) en de andere personen dan de ouders die de kinderen begeleiden een opleiding van verpleger(-ster), gegradueerde maatschappelijke verpleger(-ster) of gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg, maatschappelijk assistent(e) of kinderverzorger(-ster) hebben gevolgd of een hogere opleiding dan de psychopedagogische finaliteit. De ouders die de kinderen begeleiden doen een opleiding geldend erkend door de Regering of verbinden zich tijdens het jaar een versnelde opleidingscursus te volgen erkend door de Regering.

Voor de kindertehuizen, doet de Directeur(-trice) een psycho-medische sociale opleiding in het directieambt gelden erkend door de Regering of, bij ontstentenis, een nuttige ervaring van vijf jaar op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit. In dat geval verbindt de Directeur(-trice) er zich toe binnen de drie jaar een versnelde opleidingscursus te volgen erkend door de Regering. Het begeleidingspersoneel van de kinderen doet een opleiding gelden erkend door de Regering of, bij ontstentenis, een nuttige ervaring van vijf jaar in het begeleidingsambt op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit. In dat geval verbindt het personeelslid er zich toe binnen het jaar een versnelde opleidingscursus te volgen erkend door de Regering.

De kinderopvang(-ster) doet een opleiding gelden erkend door de Regering of, bij ontstentenis, verbindt het personeelslid er zich toe binnen de drie jaar een versnelde opleidingscursus te volgen van ten hoogste 50 uren, erkend door de Regering.

De lijst van de opleidingen erkend door de Regering wordt elk jaar herzien.

Afdeling VI. — Doorgezette opleiding

Art. 43. Elke opvangvoorziening zorgt voor de voortgezette opleiding van haar personeel inzonderheid door de inschrijving van dit personeel voor opleidingscursussen vervat in een programma van voortgezette opleiding, dat ten minste om de drie jaar door de Regering op de voordracht van de Dienst wordt bepaald.

Dit programma is opgesteld door de Dienst, in partnerschap met de onderwijsinstellingen met volledig leerplan en/of sociale promotie en met de opleidingsoperators erkend door het Ministerie van Kinderwelzijn.

HOOFDSTUK II. — Machtigingsprocedure

Art. 44. § 1. De aanvraag tot machtiging van de opvangvoorziening wordt naar de Dienst gestuurd.

Bij de aanvraag worden de volgende stukken gevoegd :

1° voor de opvangvoorziening als dusdanig :

- a) de opvangcapaciteit;
- b) een verzekeringspolis waarbij de wettelijke en professionele aansprakelijkheid van de opvangvoorziening en van de personen voor wie zij instaat wordt verzekerd;
- c) een voorstel waarin de hoofdlijnen van het opvangproject worden vermeld, conform de voorschriften voor een degelijke opvang;
- d) een ontwerp van huishoudelijk reglement;
- e) desgevallend, de aanstelling van de Directeur(-trice) door hem (haar) voor akkoord ondertekend;
- f) indien zij zich privaatrechtelijk rechtspersoon heeft gesteld, de statuten ervan en haar eventuele wijzigingen;
- g) een beschrijving et een plan van de infrastructuur;
- h) de verbinding ten minste eenmaal per jaar vergaderingen te houden met de ouders of elk andere vorm van participatie van de ouders;
- i) indien zij opgericht is op basis van artikel 119, § 2, de projecten over een overeenkomst van samenwerking.

2° voor ieder personeelslid, iedere opvang(-ster), alsook voor iedere persoon die regelmatig contact met de opgevangen kinderen moeten hebben, volgens de door de Dienst bepaalde nadere regels :

a) een getuigschrift van goed zedelijk gedrag zonder de minste veroordeling of interneringsmaatregel voor zedenfeiten of geweldsdaden t.o.v. minderjarigen en die zich in een tijdsspanne van minder dan zes maanden hebben voorgedaan op het ogenblik van de indiening van de aanvraag; dit getuigschrift moet om de vijf jaar hernieuwd worden, evenals op gewoon verzoek van de Dienst;

b) het bewijs van de immuniteitstoestand tegen de rode hond;

c) voor iedere kinderopvang(-ster), het bewijs dat zijn (haar) kinderen gevaccineerd zijn volgens de door de Dienst bepaalde nadere regels in het kader van het schema ontworpen door de Franse Gemeenschap, behoudens medische beslissing, welke op het verzoek van de Dienst, bevestigd wordt door de medisch adviseur van de subregio;

3° voor iedere kinderopvang(-ster) onder overeenkomst :

a) een volledig sociaal verslag van de sociale werker van de dienst voor kinderopvang(-ster), na onderzoek ten huize van de kandidaat(-ate) kinderopvang(-ster);

b) de overeenkomst gesloten tussen de dienst en de kinderopvang(-ster), bedoeld bij artikel 25, lid 2;

§ 2. Voor elke opvangvoorziening, wordt een onderzoeksverslag opgesteld door de bevoegde ambtenaren van de Dienst.

Art. 45. Binnen de veertien dagen te rekenen vanaf de aanvraag, bericht de Dienst ontvangst van het volledig dossier bij de opvangvoorziening. Desgevallend, deelt hij haar mede dat het dossier onvolledig is en beschrijft het (de) ontbrekend(e) document(en).

Binnen de veertien dagen van de ontvangst van de ontbrekende documenten, bericht de Dienst er ontvangst van aan de opvangvoorziening.

Art. 46. Gelijktijdig met de verzending van het bewijs van ontvangst van het volledig dossier, verzoekt de Dienst om het advies van het bevoegd college van burgemeester en schepenen en van de personen aangesteld door de Dienst.

Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar de opvang plaatsgrijpt, heeft dertig dagen, te rekenen vanaf de ontvangst van het verzoek, om zijn advies aan de Dienst door te zenden. Bij ontstentenis van een antwoord binnen deze termijn, wordt het advies als gunstig beschouwd.

Art. 47. De Dienst beslist over het verzoek om machtiging binnen de zestig dagen die volgen de indiening van het volledig dossier et deelt onmiddellijk haar beslissing mede aan de opvangvoorziening en aan het betrokken college van burgemeester en schepenen.

HOOFDSTUK III. — *Nadere regels voor de inschrijving van het kind*

Art. 48. Vanaf de volle zesde maand van het zwangerschap, dienen de ouders schriftelijk of mondeling een aanvraag van inschrijving van hun kind in de opvangvoorziening in. Zij preciseren het aantal halve dagen per maand waarop hun kind waarschijnlijk aanwezig zal zijn en de dag waarop de opvang waarschijnlijk zal aanvangen.

Elke aanvraag van inschrijving wordt onmiddellijk geboekt in de vorm van een inschrijving op wachtlijst in het bij artikel 15 bedoeld inschrijvingsregister, in de chronologische volgorde van haar indiening. De opvangvoorziening bezorgt er een bewijs van ontvangst voor.

In afwijking van de leden 2 en 3, wanneer de aanvraag van de ouders wordt gedaan in het kader van een overeenkomst voor samenwerking, wordt die aanvraag onmiddellijk ingeschreven in de vorm van een definitieve inschrijving, in het inschrijvingsregister op de vermoedelijke datum waarop de opvang begint.

Art. 49. Het is de Dienst toegelaten elke schikking of elke technische nadere regel te treffen om de informatie die in de bij artikel 48 bedoelde inschrijvingsregisters staan te informatiseren en te centraliseren.

Art. 50. § 1. De opvangvoorziening geeft schriftelijk kennis aan de ouders van de aanvaarding of de gemotiveerde weigering van de inschrijving binnen een termijn die de twee maanden niet mag overschrijden te rekenen vanaf de aanvraag van de inschrijving, die bepaald wordt door de Dienst en, in geval van aanvaarding, neemt zij kennis van hun verzoek om zich te laten afschrijven in de opvangvoorzieningen waar een verzoek op wachtlijst van de ouders hangend zou zijn. Indien de eerste aanvraag tot inschrijving gewijzigd wordt ten gevolge van een kennisgeving van de aanvaarding of de weigering door de opvangvoorziening, geeft deze voorziening binnen de tien volgende werkdagen kennis van de aanvaarding of de weigering van die gewijzigde aanvraag.

De inschrijving wordt onmiddellijk ingeschreven in de vorm van een definitieve inschrijving, in het inschrijvingsregister op de vermoedelijke datum waarop de opvang begint.

De opvangvoorziening bezorgt aan de ouders het huishoudelijk reglement en het opvangproject, dat zij voor akkoord moeten ondertekenen na ervan kennis te hebben genomen.

§ 2. De inschrijving van het kind kan niet geweigerd worden op basis van sociale, seksuele of racistische discriminaties, voor zover de ouders aanvaarden het opvangproject en het huishoudelijk reglement van de opvangvoorziening te onderschrijven.

Onverminderd lid een, moet de inschrijving van het kind gedaan worden in naleving van de orde van de inschrijvingsaanvraag in het register overeenkomstig artikel 48, lid 3, voorzover dit overeenstemt met het opvangaanbod.

§ 3. Elke beslissing de inschrijving te weigeren, medegedeeld aan de ouders op een type-formulair waarvan het model door de Dienst wordt bezorgd, preciseert de reden van de weigering, te weten ofwel omdat er geen plaatsen beschikbaar zijn op de vermoedelijke datum waarop de opvang begint, ofwel een reden in verband met de onverzoenbaarheid van de aanvraag met het opvangproject of het huishoudelijk reglement van de opvangvoorziening, die niet mogen stellen dat een aanvraag tot inschrijving wordt geweigerd omdat het aantal dagen onvoldoende zou zijn indien dit aantal op maandelijks gemiddelde hoger is dan 16 halve dagen, buiten de maanden juli en augustus. De opvangvoorziening informeert daarenboven de ouders van de andere opvangvoorzieningen die hun aanvraag zouden kunnen inwilligen erover, overeenkomstig artikel 20 van de voorschriften voor een degelijke opvang evenals over het feit dat zij hun aanvraag doorzendt naar het subregionaal comité om in een inschrijvingsregister op wachtlijst te worden ingeschreven.

Art. 51. § 1. In geval van gemotiveerde weigering van de inschrijving, overeenkomstig artikel 50, geeft de opvangvoorziening het subregionaal comité van haar gewest kennis van de beslissing van de weigering.

Elk subregionaal comité centraliseert, wat dit comité betreft, de weigeringen van de inschrijving in een inschrijvingsregister en houdt het bij volgens de door de Dienst bepaalde nadere regels.

§ 2. Indien een opvangvoorziening een niet bezette opvangcapaciteit heeft, neemt zij vooreerst contact op met het subregionaal comité van haar gewest om te zien of er geen inschrijvingsaanvragen op wachtlijst overblijven van ouders die zich tot haar hadden gewend en aan wie de inschrijving werd geweigerd.

Zo ja, na bevestiging van de aanvraag van de ouders, schrijft de voorziening die inschrijving, uitgevoerd overeenkomstig dit hoofdstuk, in het inschrijvingsregister in de vorm van een definitieve inschrijving, bedoeld bij artikel 50, lid 2, en vraagt aan de ouders zich af te schrijven in de opvangvoorzieningen waar hun aanvraag op wachtlijst zou opgenomen zijn.

Zo niet schenkt de opvangvoorziening aandacht aan de inschrijvingsaanvragen die in haar register zijn opgenomen in de vorm van een aanvraag op wachtlijst.

Tenslotte, indien de inschrijvingen in haar register in de vorm van inschrijvingen op wachtlijst haar niet toelaten te beantwoorden aan deze niet bezette opvangcapaciteit, neemt de opvangvoorziening contact op met het subregionaal comité van de plaats waar zij gevestigd is en/of die zich in de buurt van haar vestigingsplaats bevindt. Deze comités geven kennis van het inschrijvingsregister op wachtlijst aan de opvangvoorziening.

Na bevestiging van de aanvraag van de ouders, schrijft de opvangvoorziening die inschrijving, uitgevoerd overeenkomstig dit hoofdstuk, in het inschrijvingsregister in de vorm van een definitieve inschrijving, bedoeld bij artikel 50, lid 2, en vraagt aan de ouders zich af te schrijven in de opvangvoorzieningen waar hun aanvraag op wachtlijst zou opgenomen zijn.

§ 3. De Dienst bepaalt de procedures om de inschrijvingsregisters op wachtlijst te actualiseren, zowel t.o.v. de opvangvoorzieningen als van de ouders.

Art. 52. De ouders bevestigen de geboorte van het kind bij de opvangvoorziening binnen de maand van de geboorte.

Na de maand die volgt op de vermoedelijke geboortedatum en indien de ouders de geboorten niet hebben gemeld, stuurt de opvangvoorziening een herinneringsschrijven aan de ouders met het verzoek de inschrijving binnen de veertien dagen te bevestigen. Krijgt men geen antwoord op dit schrijven, dan wordt de definitieve inschrijving geschrapt.

Art. 53. Op het ogenblik van de bij artikel 52, lid 1 bedoelde bevestiging, vraagt de opvangvoorziening aan de ouders een forfaitair voorschot om de reservatie van de plaats van het kind te verzekeren in de opvangvoorziening en om de goede uitvoering van de financiële verplichtingen van de ouders gedurende de hele duur van de opvang van het kind te waarborgen. Dit voorschot stemt overeen met ten hoogste een maand opvang, berekend op basis van het gevraagde aanwezigheidscijfer en de financiële bijdrage van de ouders die wordt vastgesteld op basis van de inkomens van het gezin. Het moet terugbetaald worden op het einde van de opvang van het kind indien alle verplichtingen werden nageleefd of indien de opvang niet mogelijk was door een geval van overmacht en dit binnen een termijn van minder dan een maand.

De inschrijving van het kind is definitief vanaf het ogenblik dat de ouders het bij lid 1 bedoeld forfaitair voorschot hebben gestort.

Art. 54. De opvangvoorziening stuurt jaarlijks een verslag naar de Dienst over de uitgevoerde en bevestigde inschrijvingen en over deze die zij heeft afgewezen alsook over de redenen van deze weigeringen.

Indien bij de Dienst een klacht wordt neergelegd of indien hij vaststelt dat de weigering van de inschrijving niet of onvoldoende gemotiveerd of ongegrond is, mag hij alle gepaste maatregelen nemen en naargelang van het geval of de ernst van de tekortkoming, de toelating opschorten of intrekken, volgens de in dit besluit bepaalde nadere regels.

Art. 55. In afwijking van de artikelen 48 tot 51, voorzien de opvangvoorzieningen bedoeld bij artikel 2, 1° tot 4° en 8° erin ten minste 10 % van hun totale capaciteit in reserve te houden om te beantwoorden aan de opvangbehoefte die voortvloeien uit bijzondere situaties en meer bepaald voor de opvang van kinderen die enig verwantschap met een ander ingeschreven kind hebben. Voor deze situaties zijn er voor de inschrijving en de reservatie andere nadere regels bepaald dan deze die in bedoelde artikelen zijn bepaald.

Het voorbehouden percentage, de bijzondere toestanden en de nadere regels voor de inschrijving en de reservatie bedoeld bij lid 1 worden nader bepaald in het huishoudelijk reglement van de opvangvoorziening.

Indien er voor de plaatsen, voorbehouden krachtens lid een of in het kader van een samenwerkingsovereenkomst, geen inschrijvingsaanvraag binnen de veertien dagen vóór de aanvang van een maand wordt ingediend, blijven die plaatsen niet meer verplichtend voorbehouden voor opvangbehoefte die respectievelijk voortvloeien uit buitengewone toestanden of uit een samenwerkingsovereenkomst in het vooruitzicht van de volgende maand en worden toegewezen volgens het in artikel 15 bedoeld inschrijvingsregister.

HOOFDSTUK IV. — *Weigering, opschorting en intrekking van de machtiging*

Art. 56. De Dienst weigert de machtiging indien hij vaststelt dat een van de bij deze Titel bedoelde voorwaarden niet wordt nageleefd.

Hij geeft er kennis van aan de opvangvoorziening bij een ter post aangetekende brief. In de brief worden de redenen van de weigering van de machtiging vermeld en worden de bepalingen van dit artikel en van artikel 57 aangehaald.

De opvangvoorziening heeft dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de weigering van de machtiging om de in de brief bedoelde elementen te verhelpen.

Indien op het verstrijken van deze termijn de opvangvoorziening zich niet heeft geschikt naar al de toekenningvoorwaarden, bevestigt de Dienst zijn beslissing tot weigering.

De gemotiveerde beslissing ter bevestiging wordt ter kennis gebracht van de opvangvoorziening bij een ter post aangetekende brief.

Art. 57. Administratief verhaal kan aangetekend worden bij de Raad van Bestuur van de Dienst tegen de beslissing tot weigering van de machtiging.

Dit verhaal wordt ingediend bij een ter post aangetekende brief binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van de beslissing tot weigering.

Na kennis te hebben genomen van de schriftelijke of mondelinge argumenten, aangevoerd op eigen verzoek door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht, bevestigt de Raad van Bestuur van de Dienst de weigering van de machtiging of kent, desgevallend, de machtiging toe.

Art. 58. Wanneer de Dienst vaststelt nadat de machtiging werd toegekend, dat een van de voorwaarden voor de toekenning ervan niet meer wordt nageleefd, stuurt hij aan de opvangvoorziening een aanmaning om haar verplichtingen na te leven.

Art. 59. De opvangvoorziening heeft dertig dagen tijd om zich te schikken naar de aanmaningen van de Dienst.

In spoedgeval, kan de aanmaning de opvangvoorziening ertoe verplichten zich onmiddellijk naar de geformuleerde aanmaningen te schikken.

Art. 60. Indien de opvangvoorziening zich bij het verstrijken van de bij artikel 59 bedoelde termijnen niet heeft geschikt naar de bepalingen van de aanmaning, schort of trekt de Dienst de aan de opvangvoorziening toegekende machtiging in.

De beslissing tot opschorting of intrekking wordt met redenen omkleed en ter kennis gebracht van de opvangvoorziening bij een ter post aangetekende brief. Zij heeft de sluiting van de opvangvoorziening tot gevolg binnen de dertig dagen die volgen op de kennisgeving ervan, onverminderd de bij artikel 63 bedoelde bepalingen.

In geval van opschorting van de machtiging, wordt in de beslissing de duur van de opschorting onder de zes maanden vermeld.

Art. 61. § 1. Administratief verhaal kan aangetekend worden bij de Raad van Bestuur van de Dienst tegen de beslissing tot opschorting of weigering van de machtiging.

Dit verhaal moet worden ingediend bij een ter post aangetekende brief binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van de beslissing tot opschorting of weigering.

De indiening van het verhaal schort de gevolgen van de beslissing op.

§ 2. Binnen de maand van de ontvangst van het verhaal, roept de Raad van Bestuur van de Dienst een lid van de inrichtende macht en/of de Directeur(-trice) van de opvangvoorziening op om hem (haar) toe te laten zijn (haar) opmerkingen te laten gelden.

De oproeping gebeurt bij een ter post aangetekend schrijven.

De opgeroepen personen mogen zich laten bijstaan door iemand naar vrije keuze.

Er moeten ten minste tien dagen verlopen zijn tussen de oproeping en het gehoor van de betrokkene(n).

Het gehoor wordt door de Raad van Bestuur van de Dienst of door personen aangeduid uit eigen midden verzekerd. Na afloop ervan, worden notulen opgesteld en ondertekend door de aanwezigen.

§ 3. Na de opgeroepen personen te hebben gehoord, kan de Raad van Bestuur van de Dienst nog een allerlaatst uitsel toestaan om de opvangvoorziening toe te laten zich te schikken naar zijn aanmaningen.

In deze veronderstelling kan hij ofwel de opvangvoorziening gelasten de ouders van de opgevangen kinderen in te lichten over het bestaan van de ingezette procedure, geformuleerd en volgens de nadere regels die hij in dit speciaal geval bepaalt, ofwel zelf deze informatie mededelen.

§ 4. Op het einde van de procedure, bevestigt of vernietigt de Raad van Bestuur de beslissing de aan de opvangvoorziening toegekende machtiging op te schorten of in te trekken. Deze beslissing wordt met redenen omkleed en bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht van de opvangvoorziening.

Art. 62. De opschorting of de intrekking van de machtiging heeft de opschorting of de intrekking van de erkenning en de eventueel aan de opvangvoorziening toegekende toelagen tot gevolg.

Art. 63. In geval van bijzondere hoogdringendheid, ten gevolge van een dwingende en onvoorzienbare gebeurtenis of omstandigheden die de veiligheid of de gezondheid van de kinderen ernstig in gevaar brengen, kan de Dienst de opvang preventief opschorten.

Hetzelfde gebeurt indien ten gevolge van de bij artikel 59, lid 2, bedoelde aanmaning, de opvangvoorziening zich niet onmiddellijk schikt naar de opgelegde maatregelen.

De beslissing van de Dienst wordt met redenen omkleed.

Indien de buitengewone omstandigheden, bedoeld bij lid een, voortvloeien uit het handelen van de opvangvoorziening of van een van haar personeelsleden, kan de opschorting van de opvang beslist worden zelfs vóór de bij artikel 59 bedoelde aanmaning.

De preventieve schorsing mag niet langer dan twee maanden duren.

Zij heeft uitwerking vanaf haar kennisgeving aan de opvangvoorziening die dan onmiddellijk haar activiteiten moet opschorten. Wanneer de kennisgeving gedaan wordt bij gewone brief, telecopie, elektronische briefwisseling of ander gelijkgesteld middel, wordt zij binnen de vijf dagen bij een ter post aangetekende brief bevestigd.

Art. 64. Dringend verhaal wordt aangetekend bij de Raad van Bestuur van de Dienst tegen de beslissing van voorlopige opschorting, om en einde te stellen aan de opschortingmaatregel.

Het dringend beroep wordt ingediend binnen de vijf dagen die volgen op de kennisgeving van de opschortingmaatregel.

Binnen de veertien dagen die volgen op de datum van de kennisgeving van het dringend beroep, bevestigt of desgevallend schort de Raad van Bestuur de aangevochten maatregel op.

De beslissing van de Raad van Bestuur wordt met redenen omkleed en onmiddellijk ter kennis gebracht van de opvangvoorziening.

Art. 65. In geval van opschorting of intrekking van de machtiging stelt de Dienst alles in het werk om de opvang van de kinderen in een andere opvangvoorziening te verzekeren.

TITEL III. — De erkenning

HOOFDSTUK I. — Voorwaarden voor de erkenning

Art. 66. De opvangvoorziening, voorafgaandelijk gemachtigd door de Dienst overeenkomstig de bepalingen van Titel I van dit Boek, kan door de Dienst worden erkend onder de voorwaarden van dit hoofdstuk.

Art. 67. Om de erkenning te bekomen, moet de opvangvoorziening :

1° op voorhand over het bekwaamheidsbewijs beschikken uitgereikt krachtens het besluit van 31 mei 1999 van de Regering houdende vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang;

2° toegankelijk zijn voor de opvang van kinderen die een bijzondere aandacht vereisen rekening houdend met sommige behoeften of specifieke toestanden en daartoe bewijzen bekwaam te zijn aan deze kinderen een kwaliteitsvolle opvang te bieden in de zin van de voorschriften voor een degelijke opvang; ingeval dat de opvangvoorziening oordeelt een dergelijk kind niet te kunnen opvangen, kan zij een afwijking aanvragen bij de Dienst mits uitdrukkelijke motivatie van haar verzoek; de Dienst geeft binnen de dertig dagen kennis van zijn beslissing;

3° met uitsluiting van de opvangvoorzieningen bedoeld bij artikel 2, 6°, de kinderen ten minste opvangen :

a) van maandag tot vrijdag;

b) gedurende tien uren per dag;

c) tweehonderd twintig dagen per jaar;

4° de deelneming verzekeren van het personeel dat zorgt voor de opvang en van het directiepersoneel aan de opleidingscursussen bedoeld in het opleidingsprogramma bedoeld bij artikel 43; lid 1;

5° met de ouders een opvangovereenkomst afsluiten volgens het model opgemaakt door de Dienst, overeenkomstig artikel 70;

6° aan de ouders van de opgevangen kinderen een financiële bijdrage vragen opgesteld overeenkomstig de regels, vastgesteld in boek IV van dit besluit.

Art. 68. Onverminderd artikel 67, moet de dienst voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst om erkenning te bekomen :

1° een gepaste opvang van de kinderen verzekeren in het huis van de kinderopvang(-sters) onder overeenkomst met inbegrip van de continuïteit van de opvang tijdens de tijdelijke onbeschikbaarheid van een kinderopvang(-ster) onder overeenkomst die deel uitmaakt van de dienst;

2° zorgen voor de harmonieuze ontwikkeling en het welzijn van de opgevangen kinderen door de ononderbroken begeleiding van de kinderopvang(-sters) onder overeenkomst te verzekeren;

3° over een secretariaat beschikken dat de aanvragen van kinderopvang kan ontvangen en er onverwijld gevolg kan aan geven;

4° de uitrusting van kinderopvoeder die nodig is voor de opvang van kleine kinderen ter beschikking stellen van de kinderopvang(-sters) onder overeenkomst.

Art. 69. De Dienst kan de opvangvoorziening, zonder subsidies of enkel gesubsidieerd voor plaatsen die voorbehouden zijn in het kader van een samenwerkingsovereenkomst, opgericht als rechtspersoon, vrijstellen van de verplichting bedoeld bij artikel 67, 6°, indien de opvangvoorziening op het einde van een gemotiveerde aanvraag het bewijs levert dat het bedrag van de toelagen die zij ontvangt van andere openbare besturen, onder gelijk welke vorm, overeenstemt met ten minste 60 % van de globale loonmassa. Deze vrijstelling is enkel geldig voor een jaar, hernieuwbaar en uitsluitend voor niet gesubsidieerde plaatsen.

De globale loonmassa omvat de brutoloonlasten van al het personeel in activiteit alsook de bedragen gestort voor de prestaties geleverd als zelfstandige.

De loonmassa bedoeld bij lid 1 wordt toegekend mits voorlegging van de boekhoudkundige bewijsstukken en betalingsbewijzen van de desbetreffende loonmassa of afzonderlijke prestaties.

Art. 70. § 1. De opvangovereenkomst bevat onder meer :

1° de sluitingsdatums en/of de datums van de verlofperiodes van de opvangvoorziening;

2° het model van de maandelijkse aanwezigheidsfiche van het kind die de ouders moeten invullen een maand vooraleer zij in toepassing wordt gebracht;

3° de mogelijkheid haar nadere regels in gezamenlijk overleg te herzien, meer bepaald indien de voorwaarden van de opvang worden gewijzigd.

§ 2. In het model van de maandelijkse aanwezigheidsfiche bedoeld bij § 1, 2°, is voor de ouders de mogelijkheid voorbehouden het aantal halve dagen aanwezigheid maandelijks niet te kunnen plannen. In dat geval worden in bedoeld model de nadere regels van de planning van de aanwezigheid van het kind nader bepaald.

§ 3. De opvangovereenkomst wordt gesloten voor een periode die na gezamenlijk overleg in deze overeenkomst moet vastgesteld worden.

§ 4. Wat de oudercrèches betreft worden bovendien in de opvangovereenkomst de nadere regels en de voorwaarden van de participatie van de ouders in de begeleiding voorzien, overeenkomstig de bepalingen bedoeld bij de artikelen 37 en 106, lid 4.

§ 5. Onverminderd § 2 wordt op de maandelijkse aanwezigheidsfiche van het kind het aantal halve dagen aanwezigheid bepaald die de ouders op een maandelijkse periode voorzien.

De maandelijkse aanwezigheidsfiche kan in gezamenlijk overleg worden herzien tijdens de maand waarin zij van toepassing is.

Art. 71. Behoudens de weigering door de opvangvoorziening het kind ten laste te nemen voor communautaire gezondheidsredenen enerzijds en de gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheden zoals bepaald door de Regering op de voordracht van de Dienst, anderzijds, met inbegrip van deze die verband houden met de arbeidsvoorwaarden van de ouders en de dagen afwezigheid van de kinderen op basis van medische getuigschriften, houden de ouders zich aan de aanwezigheidsdagen, vastgesteld op de maandelijkse aanwezigheidsfiche, die gefactureerd worden overeenkomstig deze fiche.

Art. 72. Behoudens de weigering door de opvangvoorziening het kind ten laste te nemen voor communautaire gezondheidsredenen, de gevallen van overmacht, de buitengewone omstandigheden, met inbegrip van deze die verband houden met de arbeidsvoorwaarden van de ouders en de dagen afwezigheid van de kinderen op basis van medische getuigschriften, kan de opvangvoorziening, nadat zij gedurende twee maanden vastgesteld heeft dat de ouders de bewakingsovereenkomst bedoeld bij artikel 70, § 1, en/of de maandelijkse aanwezigheidsfiche bedoeld bij artikel 70, § 5, niet naleven, de ouders bij een ter post aangetekende brief aanmanen.

De aanmaning bedoeld in lid een vermeldt het (de) element(en) van de bewakingsovereenkomst en/of de maandelijkse aanwezigheidsfiche die niet nageleefd wordt (worden).

Indien binnen de twee maanden de opvangvoorziening vaststelt dat het (de) gegeven(s) vermeld in de aanmaning nog altijd niet wordt (worden) nageleefd of dat de bewakingsovereenkomst niet werd gewijzigd t.o.v. van de gegevens vermeld in de aanmaning, kan zij de overeenkomst vernietigen.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de erkenning*

Art. 73. De aanvraag tot erkenning van de opvangvoorziening wordt naar de Dienst gestuurd.

Bij de aanvraag worden de volgende stukken gevoegd :

1° de machtiging bedoeld bij artikel 6;

2° het attest van de hoedanigheid;

3° het bewijs van de naleving van de regels vervat in dit besluit voor de berekening van de financiële participatie van de ouders, behoudens afwijking bedoeld bij artikel 69.

Art. 74. Binnen de veertien dagen te rekenen vanaf de aanvraag, meldt de Dienst goede ontvangst van het volledig dossier van de aanvraag tot erkenning bij de opvangvoorziening. Desgevallend, licht hij de voorziening in over het feit dat het dossier onvolledig is en beschrijft het (de) ontbrekend(e) document(en).

Binnen de veertien dagen na de ontvangst van de ontbrekende documenten, meldt de Dienst bij de opvangvoorziening er ontvangst van.

Art. 75. De Dienst beslist over de aanvraag tot erkenning binnen de twee maanden die volgen op het bewijs van ontvangst van het volledig dossier en deelt onmiddellijk zijn beslissing aan de opvangvoorziening mede.

HOOFDSTUK III. — *Weigering, opschorting en intrekking van de erkenning*

Art. 76. De Dienst weigert de machtiging indien hij vaststelt dat een van de bij deze Titel bedoelde voorwaarden niet wordt nageleefd.

Hij geeft er kennis van bij een ter post aangetekende brief aan de opvangvoorziening. In de brief worden de redenen van de weigering van de erkenning opgegeven en worden de bepalingen van dit artikel en van artikel 77 aangehaald.

De opvangvoorziening heeft dertig dagen tijd te rekenen vanaf de ontvangst van de weigering van de machtiging om de in de brief bedoelde elementen te verhelpen.

Indien na het verstrijken van deze termijn de opvangvoorziening zich niet heeft geschikt naar al de toekenningvoorwaarden van de erkenning, bevestigt de Dienst zijn beslissing tot weigering.

De gemotiveerde beslissing tot bevestiging wordt ter kennis gebracht van de opvangvoorziening bij een ter post aangetekende brief.

Art. 77. Administratief verhaal kan aangetekend worden bij de Raad van Bestuur van de Dienst tegen de beslissing tot weigering van de erkenning.

Dit verhaal wordt ingediend bij een ter post aangetekende brief binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van de beslissing tot weigering.

De Raad van Bestuur van de Dienst kan aan de opvangvoorziening gelijk welke bijkomende termijn toekennen die hij nodig acht om haar toe te laten zich te schikken naar de voorwaarden voor de toekenning van de erkenning.

Na kennis te hebben genomen van de schriftelijke of mondelinge argumenten, aangevoerd op eigen verzoek door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht en onverminderd vorig lid, bevestigt de Raad van Bestuur van de Dienst de weigering van de erkenning of kent, desgevallend, de erkenning toe.

Art. 78. Wanneer de Dienst vaststelt nadat de erkenning werd toegekend, dat een van de voorwaarden voor de toekenning ervan niet meer wordt nageleefd, stuurt hij aan de opvangvoorziening een aanmaning haar verplichtingen na te leven.

Art. 79. De opvangvoorziening heeft dertig dagen tijd om zich te schikken naar de aanmaningen van de Dienst.

Art. 80. Indien de opvangvoorziening zich na het verstrijken van de bij artikel 79 bedoelde termijnen niet heeft gedragen naar de bepalingen van de aanmaning, schorst of trekt de Dienst de erkenning in toegekend aan de opvangvoorziening.

De beslissing tot opschorting of intrekking wordt met redenen omkleed en ter kennis gebracht van de opvangvoorziening bij een ter post aangetekende brief.

Ingeval van opschorting van de erkenning, wordt in de beslissing de duur van de opschorting van dan zes maanden vermeld.

Art. 81. § 1. Administratief verhaal kan aangetekend worden bij de Raad van Bestuur van de Dienst tegen de beslissing tot opschorting of weigering van de erkenning.

Dit verhaal moet worden ingediend bij een ter post aangetekende brief binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van de beslissing tot opschorting of weigering.

De indiening van het verhaal schort de gevolgen van de beslissing op.

§ 2. Binnen de maand van de ontvangst van het verhaal, roept de Raad van Bestuur van de Dienst een lid van de inrichtende macht en/of de Directeur(-trice) van de opvangvoorziening op om hem (hen) toe te laten zijn (hun) opmerkingen te laten gelden.

De oproeping gebeurt bij een ter post aangetekend schrijven.

De opgeroepen personen mogen zich laten bijstaan door iemand naar vrije keuze.

Er moeten ten minste tien dagen verlopen zijn tussen de oproeping en het gehoor van de betrokkene(n).

Het gehoor wordt door de Raad van Bestuur van de Dienst of door personen aangeduid uit eigen midden verzekerd. Na afloop ervan, worden notulen opgesteld en ondertekend door de aanwezigen.

§ 3. Na de opgeroepen personen te hebben gehoord, kan de Raad van Bestuur van de Dienst nog een allerlaatst uitstel toestaan om de opvangvoorziening toe te laten zich te schikken naar zijn aanmaningen.

In deze veronderstelling kan hij ofwel de opvangvoorziening gelasten de ouders van de opgevangen kinderen in te lichten over het bestaan van de ingezette procedure, geformuleerd en volgens de nadere regels die hij in dit speciaal geval bepaalt, ofwel zelf deze informatie mededelen.

§ 4. Op het einde van de procedure, bevestigt of vernietigt de Raad van Bestuur de beslissing de aan de opvangvoorziening toegekende

erkenning op te schorten of in te trekken. Deze beslissing wordt met redenen omkleed en bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht van de opvangvoorziening.

Art. 82. De opschorting of de intrekking van de erkenning heeft de opschorting of de intrekking van de aan de opvangvoorziening eventuele toegekende toelagen tot gevolg.

TITEL IV. — Periodieke controle

Art. 83. De ambtenaren van de Dienst hebben als opdracht een regelmatige evaluatie uit te voeren van de opvangvoorwaarden, die onder meer betrekking hebben op de lichamelijke, psychische en sociale ontwikkeling van de kinderen, rekening houdend met de verwachtingen van de ouders.

Na elk bezoek van de opvangvoorziening, stellen de ambtenaren een evaluatieverslag op dat aan de opvangvoorziening wordt medegedeeld en waarin desgevallend de termijnen worden vermeld die werden toegekend aan de opvangvoorziening om de vastgestelde negatieve elementen te verhelpen.

Art. 84. De Dienst mag een of meer deskundigen aanstellen die hij behoorlijk heeft gemachtigd om te zien of de opvangvoorziening of een of andere persoon bijzondere gevaren aan de opgevangen kinderen doet lopen.

Het expertiseverslag is een deel van het administratief dossier van de opvangvoorziening en wordt haar medegedeeld zodra zij ervoor de aanvraag doet.

TITEL V. — Betrekkingen met de ouders

Art. 85. In de uitvoering van zijn opdracht, beschouwt de Dienst de ouders als partners.

In al de hypothesen die een intrekking van de machtiging of de erkenning zouden kunnen tot gevolg hebben, stelt de Dienst een onderzoek bij de ouders in, en deze worden op de hoogte gehouden van al de beslissingen die hieromtrent worden genomen.

BOEK II. — REGELS, VOORWAARDEN EN NADERE REGELS VOOR DE TOEKENNING VAN DE TOELAGEN

TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de categorieën van gesubsidieerde opvangvoorzieningen

HOOFDSTUK I. — Voorafgaande voorwaarden

Art. 86. § 1. Om een door de Dienst toegekende toelagen te ontvangen moet de opvangvoorziening aan de volgende voorafgaande voorwaarden beantwoorden :

1° over de door de Dienst uitgereikte erkenning beschikken;

2° gevolg geven aan de offerte-aanvraag en in aanmerking komen voor de programmering van de opvangvoorzieningen volgens de criteria bepaald in het beheercontract van de Dienst binnen de perken van de desbetreffende begrotingskredieten;

3° in afwijking van 2°, indien zij beantwoordt aan de beschikkingen over de samenwerkingsovereenkomsten, zich schikken naar de door de Dienst bepaalde programmering binnen de perken van de desbetreffende begrotingskredieten;

4° in afwijking van 2°, indien zij werkzaam is op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit, het vereiste minimaal bezettingscijfer bereikt hebben tijdens de vijf trimesters die de invoering in de programmering voorafgaan, behoudens het derde trimester van het burgerlijk jaar.

§ 2. Vooraleer enige toelage toe te kennen, vergewist de Dienst zich dat de in § 1 vermelde voorwaarden nageleefd zijn.

Zo ja, deelt de Dienst de opvangvoorziening mede dat zij recht heeft op de toekenning van een werkingstoelage op de datum die hij bepaalt, die de datum van de inwerkingtreding van de beslissing betreffende de programmering bedoeld bij § 1, 2° en 3°, niet mag voorafgaan.

§ 3. De toelage is aanrekenbaar op het krediet ingeschreven op de begroting van de Dienst.

§ 4. De toelage mag slechts toegekend worden voor de opvang van de kinderen die niet ouder zijn dan drie jaar.

In afwijking van vorig lid, kan de Dienst de opvang van kinderen van meer dan drie jaar betoelagen tot op het ogenblik van de heropening van de scholen die het dichtst bij hun verjaardag valt, alsook onder de voorwaarden die hij bepaalt, wanneer het belang van de kinderen het vereist.

HOOFDSTUK II. — Algemene werkingsvoorwaarden

Art. 87. Om het toezicht op de toekenning van de toelagen te vergemakkelijken, volgt de opvangvoorziening de boekhoudkundige en administratieve aanbevelingen opgesteld door de Dienst.

Zij stuurt naar de Dienst de aanvragen voor toelagen, een jaarlijkse exploitatierekening alsook een kadaster van de werkgelegenheid door volgens de modellen en de vervaltermijnen door de Dienst bepaald.

Art. 88. De gesubsidieerde opvangvoorziening vraagt aan de ouders van de opgevangen kinderen een financiële tussenkomst berekend overeenkomstig de regels bepaald in Boek IV van dit besluit.

Art. 89. Onverminderd de plaatsen voorbehouden in het kader van een samenwerkingsovereenkomst, wanneer de gesubsidieerde opvangvoorziening vooral opgericht is voor de opvang van kinderen van personeelsleden van een inrichting of openbare of private vereniging, is zij ertoe verplicht de niet-bezette plaatsen ter beschikking te stellen van andere kinderen dan deze van de personeelsleden.

Art. 90. Het bezettingscijfer wordt berekend volgens de verhouding tussen het aantal werkelijke aanwezigheidsdagen tijdens het trimester, vermenigvuldigd met honderd, enerzijds, en het aantal werkingsdagen van de opvangvoorziening tijdens het trimester, het geheel vermenigvuldigd met de erkende of gesubsidieerde capaciteit van de opvangvoorziening, anderzijds.

Voor de berekening van het bezettingscijfer wordt er rekening gehouden met de duur van de dagelijkse opening van de opvangvoorziening bij vergelijking met een dag van tien uren alsook van een vergelijkingsperiode bestaande uit de vijf trimesters die het trimester voorafgaan waarin het bezettingscijfer in rekening wordt genomen, met uitsluiting van de derde trimester van het burgerlijk jaar.

Elke halve dag aanwezigheid wordt gelijkgesteld met een volledige dag.

TITEL II. — De crèche

Art. 91. § 1. De toelage wordt aan de crèche toegekend voor zijn geschoold personeel, in naleving van de in §§ 2 en 3 bepaalde voorwaarden.

§ 2. Voor de kinderverzorgers(-sters) wordt voor de crèche de volgende tabel in acht genomen :

18-20 plaatsen	2,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
21-24 plaatsen	3 werktijden kinderverzorger(-ster)
25-27 plaatsen	3,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
28-31 plaatsen	4 werktijden kinderverzorger(-ster)
32-34 plaatsen	4,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
35-38 plaatsen	5 werktijden kinderverzorger(-ster)
39-41 plaatsen	5,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
42-45 plaatsen	6 werktijden kinderverzorger(-ster)
46-48 plaatsen	6,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
Voor 49 plaatsen	7 werktijden kinderverzorger(-ster)

Vanaf negenenveertig plaatsen worden de voormelde normen verhoogd met een voltijdse vetrekking van kinderverzorger(-ster) per schijf van zeven bijkomende plaatsen en een halftijdse betrekking voor de laatste onvolledige schijf die ten minste vier plaatsen telt.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kunnen de normen beschreven in de voormelde tabel met een halve eenheid verhoogd worden.

§ 3. Voor het medisch-sociaal personeel worden de werkingstoelagen toegekend volgens de minimale begeleidingsnormen bepaald bij artikel 34, 2° en 3°. Voor de laatste onvolledige schijf kunnen, op een door de Dienst behoorlijk gemotiveerde beslissing, toelagen toegekend worden voor een bijkomende deeltijdse voor een vierde betrekking.

Art. 92. De toelagen worden berekend volgens de totaliteit van de werkelijke bezoldigingslasten, volgens de verwijzingsschalen die door de Dienst worden bepaald. Deze schalen mogen in geen geval hoger zijn dan deze van toepassing voor de personeelsleden van de Dienst.

De toelagen worden toegekend op basis van een geïndividualiseerd forfaitair bedrag berekend door de Dienst en dat rekening houdt met :

- 1° de schaal bepaald voor elke personeelscategorie die toelagen kan bekomen op basis van de door de Dienst erkende anciënniteit volgens bepaalde regels die hij vaststelt;
- 2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;
- 3° 2,5 % van de brutobezoldiging voor werkgeverslasten buiten- RMZ;
- 4° een vast bedrag voor het vakantiegeld;
- 5° een vast bedrag voor de eindejaarspremie en de desbetreffende lasten RMZ;
- 6° een forfaitair coëfficiënt bepaald door de Dienst voor de vervangingen.

De afwezigheidsperiodes van het gesubsidieerd personeel, behoudens de verlofperiodes, moeten aan de Dienst medegedeeld worden. Deze controleert of bij afwezigheid van een geschoold personeelslid, er effectief wordt voorzien in zijn vervanging door een geschoold persoon. Ingeval de opvangvoorziening het bewijs niet levert van de effectieve vervanging van het gesubsidieerd personeelslid of, desgevallend, van de materiële onmogelijkheid het lid te vervangen, kan de Dienst een van de bij artikel 122 voorziene straffen toepassen.

Art. 93. De toelagen worden toegekend voor de personeelseenheden die effectief in dienst zijn en bezoldigd door de inrichtende macht van de crèche. Zij worden verminderd in verhouding tot de deeltijdse prestaties.

Behoudens tijdelijke afwijking toegestaan door de Dienst op gemotiveerd verzoek van de opvangvoorziening, worden afgetrokken van de door de Dienst toegekende toelagen, de premies en de tussenkomsten in de kosten van het ambt van gesubsidieerde contractuele ambtenaren die kunnen bekomen worden bij de bevoegde overheden in het Waalse Gewest en in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest alsook de inkortingen op de bijdragen voor sociale zekerheid verbonden aan deze premies en tussenkomsten om de financiering van de compensaties voor de tussenkomsten van het Fonds voor Uitrustingen en Collectieve Diensten te verzekeren voor de opvang van kinderen onder de drie jaar die afgeschaft worden door de wet van 29 april 1996 houdende maatschappelijke bepalingen.

In geval van samenwerkingsovereenkomst(en), wordt de gesubsidieerde capaciteit verminderd met het aantal plaatsen voorbehouden door de werknemers en de bij de artikelen 140 en 141 bedoelde bedragen worden afgetrokken van de door de dienst toegekende toelagen.

In geval van stopzetting van een samenwerkingsovereenkomst wordt de opvangvoorziening prioritair ingeschreven in de programmering van de opvangvoorzieningen tot het passend bedrag van haar gesubsidieerde opvangcapaciteit vóór de toepassing van vorig lid.

Art. 94. De toelagen worden per trimester door de Dienst na verlopen termijn gestort op voorlegging door de inrichtende macht van de vereiste bescheiden.

Art. 95. Om de toelage te bekomen, moet de crèche op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit een bezettingscijfer ten minste gelijk aan 75 bewijzen.

Dit bezettingscijfer wordt op 80 gebracht vanaf het zesde trimester dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit. Na evaluatie kan het op 85 gebracht worden op een door de Regering bepaalde datum die niet vóór de tiende trimester dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit mag vallen.

Voor de berekening van het bezettingscijfer worden de bepalingen van artikel 90 van dit besluit toegepast.

Wanneer niet wordt voldaan aan de voorwaarden van dit artikel, worden de toelagen tot het verschuldigd bedrag verminderd, rekening houdend met de verhouding tussen het bezettingscijfer en respectievelijk 75, 80 en 85.

Art. 96. Voor de organisatie van het periodiek preventief medisch toezicht op de kinderen kunnen de crèches toelagen krijgen die berekend worden op basis van deze die toegekend worden voor de consultaties van de zuigelingen, volgens de regels en de nadere regels bepaald door de Dienst en goedgekeurd door de Regering.

Zij kunnen ook toelagen ontvangen voor het toezicht op de gezondheid in collectiviteit volgens de voorwaarden en de nadere regels bepaald door de Dienst en goedgekeurd door de Regering en in de mate van de beschikbare begrotingskredieten.

TITEL III. — De peutertuin

Art. 97. § 1. De toelage wordt toegekend aan de peutertuin voor zijn geschoold personeel in naleving van de in §§ 2 en 3 bepaalde voorwaarden.

§ 2. Voor de gebrevetteerde kinderverzorgers(-sters) moet de peutertuin zich schikken naar de volgende tabel :

18-22 plaatsen	2 werktijden kinderverzorger(-ster)
23-26 plaatsen	2,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
27-31 plaatsen	3 werktijden kinderverzorger(-ster)
32-35 plaatsen	3,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
36-40 plaatsen	4 werktijden kinderverzorger(-ster)
41-44 plaatsen	4,5 werktijden kinderverzorger(-ster)
45-48 plaatsen	5 werktijden kinderverzorger(-ster)

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kunnen de normen beschreven in de voormelde tabel met een halve eenheid verhoogd worden.

§ 3. Voor het medisch-sociaal personeel worden de werkingstoelagen toegekend volgens de minimale begeleidingsnormen bepaald bij artikel 35, 2° en 3°. Voor de laatste onvolledige schijf kunnen, op een door de Dienst behoorlijk gemotiveerde beslissing, toelagen toegekend worden voor een bijkomende deeltijdse voor een vierde betrekking.

Art. 98. De toelagen worden berekend volgens de totaliteit van de werkelijke bezoldigingslasten, volgens de verwijzingschalen die door de Dienst worden bepaald. Deze schalen mogen in geen geval hoger zijn dan deze van toepassing voor de personeelsleden van de Dienst.

De toelagen worden toegekend op basis van een geïndividualiseerd forfaitair bedrag berekend door de Dienst en dat rekening houdt met :

1° de schaal bepaald voor elke personeelscategorie die toelagen kan bekomen op basis van de door de Dienst erkende anciënniteit volgens bepaalde regels die hij vaststelt;

2° de werkgeverslasten berekend op de bruto-bezoldiging;

3° 2,5 % van de bruto-bezoldiging voor werkgeverslasten buiten- RMZ;

4° een vast bedrag voor het vakantiegeld;

5° een vast bedrag voor de eindejaarspremie en de desbetreffende RMZ-lasten;

6° een forfaitair coëfficiënt voor de vervangingen bepaald door de Dienst.

De afwezigheidsperiodes van het gesubsidieerd personeel, behoudens de verlofperiodes, moeten aan de Dienst medegedeeld worden. Deze controleert of bij afwezigheid van een geschoold personeelslid, er effectief wordt voorzien in zijn vervanging door een geschoold persoon. Ingeval de opvangvoorziening het bewijs niet levert van de effectieve vervanging van het gesubsidieerd personeelslid of, desgevallend, van de materiële onmogelijkheid het lid te vervangen, kan de Dienst een van de bij artikel 122 voorziene straffen toepassen.

In geval van samenwerkingsovereenkomst(en), wordt de gesubsidieerde capaciteit verminderd met het aantal plaatsen voorbehouden door de werknemers en de bij de artikelen 140 en 141 bedoelde bedragen worden afgetrokken van de door de Dienst toegekende toelagen.

In geval van stopzetting van een samenwerkingsovereenkomst wordt de opvangvoorziening prioritair ingeschreven in de programmering van de opvangvoorzieningen tot haar passende gesubsidieerde opvangcapaciteit vóór de toepassing van vorig lid.

Art. 99. Om de toelage te bekomen, moet de peuterschool op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit een bezettingscijfer ten minste gelijk aan 55 bewijzen.

Dit bezettingscijfer wordt op 70 gebracht vanaf het zesde trimester dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit. Na evaluatie kan het op 75 gebracht worden op een door de Regering bepaalde datum die niet vóór het tiende trimester dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit mag vallen.

Voor de berekening van het bezettingscijfer worden de bepalingen van artikel 90 van dit besluit toegepast.

Wanneer niet wordt voldaan aan de voorwaarden van dit artikel, worden de toelagen tot het verschuldigd bedrag verminderd, rekening houdend met de verhouding tussen het bezettingscijfer en respectievelijk 65, 70 en 75.

Art. 100. Voor de organisatie van het periodiek preventief medisch toezicht op de kinderen kan de peuterschool toelagen krijgen berekend op basis van deze die toegekend worden voor de consultaties van de zuigelingen, volgens de regels en de nadere regels bepaald door de Dienst en goedgekeurd door de Regering.

Zij kunnen ook toelagen ontvangen voor het toezicht op de gezondheid in collectiviteit volgens de voorwaarden en de nadere regels bepaald door de Dienst en goedgekeurd door de Regering en in de mate van de beschikbare begrotingskredieten.

TITEL IV. — Het gemeentelijk huis voor kinderopvang

Art. 101. Het gemeentelijk huis voor kinderopvang heeft een gesubsidieerde capaciteit beperkt tot twaalf plaatsen.

Art. 102. § 1. De toelage toegekend aan het gemeentelijk huis voor kinderopvang bestaat uit de volgende elementen :

1° een vast bedrag dat overeenstemt met de financiële tussenkomst van de ouders met een hoogtelimiet van 18,66 euro per dag aanwezigheid voor een kind onder de drie jaar, na aftrek van de financiële participatie van de ouders, berekend overeenkomstig de voorschriften van Boek IV; voor de kinderen met ernstige psychologische, medische en/of sociale stoornissen kan op gemotiveerde beslissing van de Dienst een verhoogde toelage worden toegekend die overeenstemt met 150 % van het vaste bedrag;

2° een dagelijks vast bedrag van 1,83 euro per effectieve aanwezigheid van een kind onder de drie jaar voor werkingskosten.

§ 2. Het vaste bedrag bedoeld bij § 1, 1°, is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen (index gezondheid); het stemt overeen met het indexcijfer van toepassing op 1 november 2001.

Dit bedrag wordt jaarlijks verhoogd op 1 januari door de verhoging uitgedrukt in percentage van het indexcijfer van de consumptieprijzen (index gezondheid) tussen 1 november van het vorige jaar en 1 november van het jaar tevoren.

§ 3. Het vaste bedrag bedoeld bij § 1, 2°, is gekoppeld aan het indexcijfer in acht genomen voor de indexering van de wedden en lonen van de overheidsdiensten; het stemt overeen met het indexcijfer 1,2682 op 1 juli 2001.

Het wordt aangepast telkens dat de spilindex betreffende bedoelde lonen en wedden overschreden wordt; het treedt evenwel slechts in werking naargelang van het geval, bij het begin van het trimester waarin de nieuwe index in werking treedt, of bij het begin van het trimester dat volgt, indien de nieuwe index slechts in de loop van het trimester in werking treedt.

Art. 103. Een toelage wordt toegekend voor een deeltijds voor een vierde betrekking van gegradueerde sociale verpleger(-ster) of gegradueerde verpleger(-ster) gespecialiseerd in communautaire gezondheid of maatschappelijk assistent(e) voor een gesubsidieerde capaciteit van twaalf plaatsen.

Deze toelage wordt toegekend op basis van een geïndividualiseerd forfaitair bedrag berekend door de Dienst en dat rekening houdt met :

1° de schaal bepaald voor elke personeelscategorie die toelagen kan bekomen op basis van de door de Dienst erkende anciënniteit volgens bepaalde regels die hij vaststelt;

2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;

3° 2,5 % van de bruto-bezoldiging voor werkgeverslasten buiten RMZ;

4° een vast bedrag voor het vakantiegeld;

5° een vast bedrag voor de eindejaarspremie en de desbetreffende RMZ-lasten;

6° een forfaitaire coëfficiënt voor de vervangingen bepaald door de Dienst.

De afwezigheidsperiodes van het gesubsidieerd personeel, behoudens de verlofperiodes, moeten aan de Dienst medegedeeld worden. Deze controleert of bij afwezigheid van een gesubsidieerd personeelslid, er effectief wordt voorzien in zijn vervanging door een geschoold persoon. Ingeval de opvangvoorziening het bewijs niet levert van de effectieve vervanging van het gesubsidieerd personeelslid of, desgevallend, van de materiële onmogelijkheid het lid te vervangen, kan de Dienst een van de bij artikel 122 voorziene straffen toepassen.

In geval van samenwerkingsovereenkomst(en), wordt de gesubsidieerde capaciteit verminderd met het aantal plaatsen voorbehouden door de werknemers en de bij de artikelen 140 en 141 bedoelde bedragen worden afgetrokken van de door de Dienst toegekende toelagen.

In geval van stopzetting van een samenwerkingsovereenkomst wordt de opvangvoorziening prioritair ingeschreven in de programmering van de opvangvoorzieningen tot haar passende gesubsidieerde opvangcapaciteit vóór de toepassing van vorig lid.

Art. 104. De toelagen worden per trimester door de Dienst na verlopen termijn gestort voor zover wordt voldaan aan de in dit besluit bepaalde voorwaarden.

Art. 105. Aan het gemeentelijk huis voor kinderopvang kan, in naleving van de nadere regels bepaald door de Dienst, een toelage voor de halftijdse tewerkstelling van een kinderopvoeder(-ster) worden toegekend binnen de perken van de tussenkomst daartoe door de gewestelijke autoriteiten georganiseerd.

TITEL V. — De ouderscrèche

Art. 106. De toelage wordt toegekend aan de ouderscrèche voor haar personeel, de ouders uitgezonderd, zoals a minima bepaald bij artikel 37.

De toelage wordt berekend volgens de totaliteit van de werkelijke bezoldigingslasten, volgens de verwijzingschalen die door de Dienst worden bepaald. Deze schalen mogen in geen geval hoger zijn dan deze van toepassing voor de personeelsleden van de Dienst.

Deze toelage wordt toegekend op basis van een geïndividualiseerd forfaitair bedrag berekend door de Dienst en dat rekening houdt met :

- 1° de schaal bepaald voor elke personeelscategorie die toelagen kan bekomen op basis van de door de Dienst erkende anciënniteit volgens bepaalde regels die hij vaststelt;
- 2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;
- 3° 2,5 % van de bruto-bezoldiging voor werkgeverslasten buiten- RMZ;
- 4° een vast bedrag voor het vakantiegeld;
- 5° een vast bedrag voor de eindejaarspremie en de desbetreffende RMZ-lasten;
- 6° een forfaitaire coëfficiënt voor de vervangingen bepaald door de Dienst

De afwezigheidsperiodes van het gesubsidieerd personeel, behoudens de verlofperiodes, moeten aan de Dienst medegedeeld worden. Deze controleert of bij afwezigheid van een geschoold personeelslid, er effectief wordt voorzien in zijn vervanging door een geschoold persoon. Ingeval de opvangvoorziening het bewijs niet levert van de effectieve vervanging van het gesubsidieerd personeelslid of, desgevallend, van de materiële onmogelijkheid het lid te vervangen, kan de Dienst een van de bij artikel 122 voorziene straffen toepassen.

De afwezigheidsperiodes van ouders belast met de opvang van de kinderen, behoudens de verlofperiodes, moeten aan de Dienst medegedeeld worden. Deze controleert of bij afwezigheid van een (meer) ouder(s), er effectief wordt voorzien in zijn (hun) vervanging ofwel door een ander ouder(andere ouders), ofwel door een geschoold persoon(geschoolde personen). Ingeval de opvangvoorziening het bewijs niet levert van de effectieve vervanging of, desgevallend, van de materiële onmogelijkheid die persoon (personen) te vervangen, kan de Dienst een van de bij artikel 122 voorziene straffen toepassen.

Art. 107. De toelagen worden toegekend voor de personeelseenheden die effectief in dienst zijn en bezoldigd door de inrichtende macht van de ouderscrèche. Zij worden verminderd in verhouding tot de deeltijdse prestaties.

Art. 108. De toelagen worden per trimester door de Dienst na verlopen termijn gestort op voorlegging door de inrichtende macht van de vereiste bescheiden.

Art. 109. Om de toelage te kunnen bekomen, moet de ouderscrèche een bezettingscijfer ten minste gelijk aan 80 bewijzen vanaf het derde trimester van haar werking.

Dit bezettingscijfer kan, na evaluatie, op 85 gebracht worden op een door de Regering bepaalde datum die niet mag vallen vóór het tiende trimester dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit.

Voor de berekening van het bezettingscijfer worden de bepalingen van artikel 90 toegepast.

Wanneer niet wordt voldaan aan de voorwaarden van dit artikel, worden de toelagen tot het verschuldigd bedrag verminderd, rekening houdend met de verhouding tussen het bezettingscijfer en respectievelijk 80 en 85.

Art. 110. Voor de organisatie van het periodiek preventief medisch toezicht op de kinderen kunnen de ouderscrèches toelagen krijgen die berekend worden op basis van deze die toegekend worden voor de consultaties van de zuigelingen, volgens de regels en de nadere regels bepaald door de Dienst en goedgekeurd door de Regering.

Zij kunnen ook toelagen ontvangen voor het toezicht op de gezondheid in collectiviteit volgens de voorwaarden en de nadere regels bepaald door de Dienst en goedgekeurd door de Regering en in de mate van de beschikbare begrotingskredieten.

TITEL VI. — De dienst voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst**HOOFDSTUK I. — Voorwaarden voor de toekenning van toelagen aan de kinderopvang(-ster) onder overeenkomst**

Art. 111. Voor de kinderopvang(-ster) onder overeenkomst wordt er voor de toekenning van toelagen een specifiek berekeningstelsel door de Dienst toegepast. Eenheden van Arbeidstijd (E.A.T.) genoemd, onder meer bedoeld om de aanvragen voor deeltijdse opvang te beheren.

Een eenheid van arbeidstijd stemt overeen met een halve dag opvang.

De kinderopvang onder overeenkomst (-ster) gemachtigd om elke werkdag vier kinderen voltijds op te vangen mag ten hoogste 528 eenheden van arbeidstijd per trimester van 66 werkdagen in rekening brengen.

Het maximumaantal eenheden van arbeidstijd per trimester wordt evenredig verminderd wanneer het de kinderopvang(-ster) onder overeenkomst toegelaten is minder dan vier kinderen voltijds op te vangen of in geval van deeltijdse prestaties van de kinderopvang(-ster) onder overeenkomst.

Het maximum aantal eenheden van arbeidstijd, zoals bepaald bij leden 3 en 4 mag met 10 % overschreden worden voor een maximale duur van een trimester per jaar om te beantwoorden aan buitengewone aanvragen. Deze overschrijding geeft geen recht op de tussenkomst per plaatsingsdag thuis, bedoeld bij artikel 114.

HOOFDSTUK II. — Toelagen

Art. 112. De werkingstoelagen voor de sociale werkers, zoals vastgesteld bij artikel 39, worden berekend naar rata van 100 % van de werkelijke bezoldigingslasten die door de Dienst worden bepaald. Deze schalen mogen in geen geval de schalen overschrijden die van toepassing zijn op de personeelsleden van de Dienst.

Deze toelagen worden toegekend op basis van een geïndividualiseerd forfaitair bedrag opgemaakt door de Dienst en dat rekening houdt met :

- 1° de schaal bepaald voor elke personeelscategorie die toelagen kan bekomen op basis van de door de Dienst erkende anciënniteit volgens bepaalde regels die hij vaststelt;
- 2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;
- 3° 2,5 % van de brutobezoldiging voor werkgeverslasten buiten RMZ;
- 4° een vast bedrag voor het vakantiegeld;
- 5° een vast bedrag voor de eindejaarspremie en de desbetreffende RMZ-lasten;
- 6° een forfaitaire coëfficiënt voor de vervangingen bepaald door de Dienst.

De afwezigheidsperiodes van het gesubsidieerd personeel, behoudens de verlofperiodes, moeten aan de Dienst medegedeeld worden. Deze controleert of bij afwezigheid van een geschoold personeelslid, er effectief wordt voorzien in zijn vervanging door een geschoold persoon. Ingeval de opvangvoorziening het bewijs niet levert van de effectieve vervanging van het gesubsidieerd personeelslid of, desgevallend, van de materiële onmogelijkheid het lid te vervangen, kan de Dienst een van de bij artikel 122 bepaalde straffen toepassen.

Art. 113. De toelagen worden toegekend voor de personeelseenheden die effectief in dienst zijn en door de inrichtende macht van de dienst voor kinderopvangs(-sters) onder overeenkomst bezoldigd.

Zij worden evenredig met de deeltijdse prestaties verminderd.

Art. 114. § 1. De toegekende toelagen omvatten bovendien :

1° een tussenkomst per plaatsingsdag thuis;

2° een vergoeding voor administratiekosten;

3° een vergoeding voor de reiskosten van de sociale werker :

4° een tussenkomst tot dekking van de lasten waarvoor de dienst voor kinderopvangs(-sters) onder overeenkomst moet opkomen in het kader van de toepassing van het sociaal statuut van de onder overeenkomst kinderopvangsters;

§ 2. De tussenkomst per plaatsingsdag bedoeld bij § 1, 1°, is vastgesteld op 14,58 euro waarvan de financiële participatie van de ouders berekend overeenkomstig de bepalingen van Boek IV afgehouden wordt.

Voor de kinderen met ernstige psychologische, medische en of sociale stoornissen wordt de tussenkomst per plaatsingsdag vastgesteld op 150 % van het in het vorig lid bepaald bedrag.

De in lid 1 bepaalde tussenkomst van 14,58 euro alsook de in lid 2 bepaalde tussenkomst worden integraal door de dienst aan de kinderopvangster(-ster) onder overeenkomst gestort.

§ 3. De vergoeding voor administratiekosten bedoeld bij § 1, 2° wordt vastgesteld op 0,91 euro per kind.

§ 4. De vergoeding voor reiskosten bedoeld bij § 1, 3° wordt vastgesteld op 55,41 euro per maand voor de sociale werker(-ster) met voltijdse betrekking. Zij wordt evenredig verminderd voor de sociale werker(-ster) met deeltijdse betrekking.

§ 5. Het bedrag van de tussenkomsten en vergoedingen bedoeld bij § 1 tot 4 is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat in rekening wordt genomen voor de indexering van de lonen en de wedden in de overheidsdiensten; het stemt overeen met het indexcijfer 1,2682 op 1 juli 2001.

Dit bedrag wordt aangepast telkens de spilindex die bedoelde lonen en wedden beïnvloedt overschreden wordt; het treedt evenwel slechts in werking naargelang het geval, bij het begin van het trimester waarin de nieuwe index in werking treedt, of bij het begin van het trimester dat volgt, indien de nieuwe index slechts in de loop van het trimester in werking treedt.

Art. 115. De bij de artikelen 112 tot 114 bedoelde toelagen worden per trimester na verlopen termijn toegekend.

TITEL VII. — De overeenkomst met de werkgevers

Art. 116. Op vrijwillige basis kunnen de erkende opvangvoorzieningen bedoeld bij artikel 2, 1° tot 4°, met de Dienst en met iedere werkgever, publieke of private, een samenwerkingsovereenkomst sluiten waarin voorzien is dat er opvangplaatsen worden voorbehouden voor kinderen van werknemers van deze werkgever die als tegenprestatie hiervoor een bijdrage betaalt volgens de bij de artikelen 133 en 134 bepaalde nadere regels. Een werkgever mag slechts in het kader van een samenwerkingsovereenkomst een opvangplaats (meer opvangplaatsen) voorbehouden.

De erkende opvangvoorzieningen mogen ook een financiële tegemoetkoming van werkgevers ontvangen om hun werking te ondersteunen of om mee te werken aan de financiering van infrastructuur- of verbouwingswerken van hun lokalen of van uitrustingen. Deze financiële tegemoetkoming kent de werkgevers het recht niet toe plaatsen voor te behouden binnen bedoelde opvangvoorzieningen. De opvangvoorzieningen geven jaarlijks de Dienst kennis, volgens de door hem bepaalde nadere regels, van het bedrag en de bestemming van de per werkgever ontvangen tegemoetkomingen.

De inrichtende macht van de in vorige leden bedoelde opvangvoorziening(en) is afgescheiden van de opvangvoorziening(en) van de werkgever(s)-partner(s). Bovendien, beschikken de opvangvoorzieningen over eigen infrastructuren die helemaal afgescheiden zijn van de werkplaats van de personen die voor de werkgever(s)-partner(s) werken.

Art. 117. § 1. In de samenwerkingsovereenkomst opgesteld op basis van een model bezorgd door de Dienst zijn ten minste de volgende elementen vermeld :

1° de identiteit en de sociale reden van de werkgever die een attest moet bezorgen waarbij wordt verzekerd dat hij in orde is inzake betaling van de bijdragen voor maatschappelijke zekerheid en dat ten hoogste een maand vóór de datum van de ondertekening van de overeenkomst werd afgeleverd.;

2° de identiteit van de opvangvoorziening;

3° de vaststelling van het aantal plaatsen voorbehouden in de betrokken opvangvoorziening en, rekening gehouden met dit aantal plaatsen, het door de werkgever daartoe verschuldigd bedrag;

4° de criteria tot toekenning van de voorbehouden plaatsen en de voorziene procedure bij een aanvraag van een werknemer(-ster) om de naleving van bedoelde criteria te waarborgen;

5° de periode van samenwerking gedekt door de overeenkomst, deze mag niet korter dan twee jaar zijn;

6° de datums waarop de bedragen van het Fonds vrijkomen;

7° de redenen en de nadere regels om de overeenkomst te verbreken, en dit onverminderd de regels bepaald in het burgerlijk wetboek, inzonderheid ingeval van niet-nakoming van de contractuele verplichtingen.

Het huishoudelijk reglement bedoeld bij artikel 17 gaat als bijlage bij de samenwerkingsovereenkomst.

De werkgever legt ter goedkeuring het project van samenwerkingsovereenkomst voor aan de organen voor sociaal overleg en, bij ontstentenis van deze organen, aan de werknemers die erover ingelicht worden via aanplakbrieven of op gelijk welk andere manier.

§ 2. Onverminderd artikel 48, in uitvoering van elke overeenkomst, worden bovendien op een signalementkaart de naam (namen) van de begunstigde(n) van de voorbehouden opvangplaats(en), de waarschijnlijke datum van het begin van de opvang, de vervaldatum van dit voordeel en het aantal halve dagen aanwezigheid per maand van het kind vermeld. De signalementkaart wordt mede-ondertekend door de opvangvoorziening, de werkgever en de werknemer.

§ 3. Elke wijziging van een begunstigde die een opvangplaats heeft bekommen mag slechts aangebracht worden mits schriftelijk akkoord tussen de opvangvoorziening, de betrokken werknemer en de werkgever of, indien de werknemer niet meer onder contract is, tijdens de periode van 1 april tot 30 mei met uitwerking ten vroegste drie maanden na de wijziging.

§ 4. Elke wijziging van een signalementkaart bedoeld bij § 2, wordt ter informatie vóór de uitwerking doorgestuurd.

Art. 118. De opvangplaatsen voorbehouden in het kader van een samenwerkingsovereenkomst zijn :

1° ofwel gesubsidieerde bestaande plaatsen;

2° ofwel plaatsen waarvoor een machtiging of een erkenning binnen de twee jaar die de ondertekening van de samenwerkingsovereenkomst voorafgaan niet nodig was.

Art. 119. § 1. Per opvangvoorziening wordt het aantal voorbehouden plaatsen vastgesteld op ten hoogste 25 % van de erkende capaciteit van de opvangvoorziening.

§ 2. In afwijking van § 1, wordt het aantal voorbehouden plaatsen, naar boven afgerond, vastgesteld op 66,6 % van de erkende capaciteit van de opvangvoorziening mits naleving van de volgende voorwaarden :

1° de opvangvoorziening heeft een overeenkomst gesloten met ten minste drie werkgevers.

Dit aantal van drie werkgevers is niet vereist indien de werkgever(s) een (van de) overheidswerkgever(s) is (zijn) aan wie het recht op fiscale aftrek van de bedragen, geïnvesteerd in het kader van een samenwerkingsovereenkomst, niet gegund is.

Dit aantal van drie werkgevers kan eveneens verlaagd worden indien er niet genoeg opvangvoorzieningen zijn die beantwoorden aan deze voorwaarde om zich te schikken naar de programmering bedoeld bij artikel 86, § 1, 3°.

In de bij de leden 2 en 3 bedoelde gevallen, mag (mogen) de werkgever(s) niet meer dan 50 % vertegenwoordigers tellen binnen de inrichtende macht van de opvangvoorziening;

2° de opvangvoorziening wordt opgericht om de bij 1° bedoelde overeenkomst(en) na te leven.

TITEL VIII. — Straffen

Art. 120. Wanneer de Dienst vaststelt dat de opvangvoorziening de voorschriften van dit Boek of de regelingen aangenomen door de Dienst krachtens dit Boek niet naleeft, dan stuurt hij naar de opvangvoorziening een aanmaning om haar verplichtingen na te komen.

Art. 121. De opvangvoorziening heeft dertig dagen tijd om zich naar de aanmaningen van de Dienst te schikken.

Art. 122. Indien op de bij artikel 121 bedoelde vervallen termijn de opvangvoorziening zich niet geschikt heeft naar de bepalingen van de aanmaning, kan de Dienst een van de volgende straffen toepassen, volgens de ernst van de tekortkoming :

1° de opschorting van de toelagen;

2° de inhouding op toelagen;

3° de intrekking van de toelagen.

Deze beslissing wordt met redenen omkleed en per ter post aangetekende brief ter kennis gebracht van de opvangvoorziening.

Worden de toelagen opgeschort, dan wordt op de beslissing de duur van de opschorting vermeld die niet langer dan zes maanden mag duren.

Art. 123. § 1. Een administratief verhaal wordt aangetekend bij de Raad van Bestuur van de Dienst tegen de straf van de Dienst.

Dit verhaal moet per ter post aangetekende brief ingediend worden binnen de dertig dagen die volgen op de kennisgeving van de straf.

De indiening van het verhaal schort de gevolgen van de straf op.

§ 2. Binnen de maand die volgt op de ontvangst van het verhaal, roept de Raad van Bestuur van de Dienst een lid van de inrichtende macht en/of de Directeur(-trice) van de opvangvoorziening op om hem (haar) toe te laten zijn (haar) opmerkingen te laten gelden.

Men wordt bij een ter post aangetekende brief opgeroepen.

De opgeroepen personen mogen zich laten bijstaan door iemand naar vrije keuze.

Een minimale termijn van tien dagen moet verlopen zijn tussen de oproeping en het gehoor van de betrokkene(n).

Het gehoor wordt door de Raad van Bestuur van de Dienst of door de personen aangesteld in zijn midden verleend. Op het einde ervan worden notulen opgemaakt en door de aanwezige personen ondertekend.

§ 3. Na de opgeroepen persoon (personen) te hebben gehoord, kan de

Raad van Bestuur van de Dienst nog een allerlaatste uitstel toekennen om de opvangvoorziening de gelegenheid te geven zich te schikken naar zijn aanmaningen.

§ 4. Op het einde van de procedure, bevestigt of vernietigt de Raad van Bestuur de aan de opvangvoorziening opgelegde straf. Deze beslissing wordt met redenen omkleed en met een ter post aangetekende brief ter kennis van de opvangvoorziening gebracht.

BOEK III. — FONDS VOOR SOLIDARITEIT EN ONTWIKKELING VAN KINDEROPVANG**TITEL I. — Algemene principes**

Art. 124. Er wordt een Fonds voor Solidariteit en Ontwikkeling voor Kinderopvang opgericht binnen de « O.N.E. ».

Het Fonds heeft geen rechtspersoonlijkheid afgezonderd van deze van de Dienst. Het Fonds is onder meer bestemd om :

1° sedert 1 januari 1998 de tegemoetkomingen te compenseren van het Fonds voor uitrusting en collectieve diensten (« FESC ») ingesteld bij koninklijk besluit van 25 september 1974 en afgeschaft bij de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen ten voordele van de door de « O.N.E. » erkende inrichtingen voor bewaking van kinderen tussen 0 en 3 jaar;

2° het aanbod van kinderopvang uit te breiden, inzonderheid op basis van de bijdragen van de werkgevers.

Art. 125. Het Fonds wordt gespijsd door :

1° de bedragen opgebracht door de inhoudingen bedoeld bij artikel 93, lid 2, en de begroting van de Dienst, inzonderheid deze toegekend door de Gewesten, om te voldoen aan artikel 124, 1°;

2° de bedragen gestort door de werkgevers in toepassing van de samenwerkingsovereenkomsten, in toepassing van de artikelen 133 en 134;

3° de bedragen opgebracht door de bepalingen bedoeld bij artikel 135.

Art. 126. Mits toestemming van de Dienst, kan het recht GeCo's (gesubsidieerde contractuelen) aan te werven uitgeoefend worden bij de bevoegde instellingen van het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest door de erkende inrichtingen die de opvang organiseren van kinderen tussen 0 en 3 jaar en die betrokken zijn bij de afschaffing van de tegemoetkomingen van de « FESC » bedoeld bij artikel 124, lid 2, 1°.

Art. 127. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten bestaande uit de bij artikel 125, 1°, bedoelde bedragen en uit elk andere door de « ONE » besliste financieringswijze, kent het Fonds een vaste trimestriële toelage toe per erkende opvangplaats aan de crèches en Gemeentelijke huizen voor kinderopvang die door het verlies van de tussenkomsten van de « FESC » getroffen zijn.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare kredieten bestaande uit de bij artikel 125, 2° bedoelde bedragen, kent het Fonds, volgens de overeenstemmende regels tot betoelaging voor de betrokken opvangvoorziening een toelage toe voor de opvangplaatsen voorbehouden door een werkgever (werkgevers) in het kader van een of meer samenwerkingsovereenkomsten.

§ 3. Binnen de perken van de beschikbare kredieten bestaande uit de bij artikel 125, 3°, bedoelde bedragen, kent het Fonds een toelage toe volgens de overeenstemmende regels tot betoelaging voor de betrokken opvangvoorziening.

TITEL II. — Nadere regels i.v.m. het aanleggen van het fonds**HOOFDSTUK I. — De solidariteit**

Art. 128. Hebben belang bij het aanleggen van het Fonds, luik « solidariteit », op basis van artikel 124, lid 2, 1°, alle erkende opvangstructuren, van het type crèche, die in Wallonië een capaciteit van 24 plaatsen en meer bieden en van 42 plaatsen en meer in Brussel, die in 1995 toelagen van de « FESC » hebben ontvangen in het kader van de klassieke opdrachten in toepassing van het koninklijk besluit van 25 september 1974 ingetrokken bij de wet van 29 april 1996.

Art. 129. Behoudens tijdelijke afwijking toegestaan overeenkomstig artikel 132, worden van ambtswege in vermindering gebracht van de toelagen toegekend aan de opvangstructuren bedoeld in het toepassingsgebied, de premies, tegemoetkomingen en verminderingen van bijdragen voor maatschappelijke zekerheid die de betrekkingen van GeCo's (gesubsidieerde contractuelen)betreffen en die overeenstemmen met een volledig dagtaak, zoals vermeld bij artikel 130.

De bedragen toegekend op basis van dit besluit om het Fonds aan te leggen en die afgetrokken worden van de toelagen van de « ONE », stemmen ten minste overeen per GeCo-betrekking (gesubsidieerde contractuelen) met 2.0237,63 euro in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en met 18.998,56 euro in het Waalse Gewest.

Deze vaste bedragen kunnen jaarlijks aangepast worden rekening houdend met de evolutie van de premies, tegemoetkomingen en verminderingen van bijdragen voor maatschappelijke zekerheid die de betrekkingen van GeCo's (gesubsidieerde contractuelen)in elk gewest betreffen. De inrichtende machten van de opvangvoorzieningen worden er in dat geval van verwittigd.

De bedragen die zo worden berekend naar rata van het aantal overeenstemmende voltijdse betrekkingen worden door de « ONE » in mindering gebracht van de trimestriële toelagen, met inbegrip van de voorschotten, die moeten toegekend worden aan de betrokken opvangvoorzieningen om het Fonds aan te leggen.

Art. 130. De opvangvoorzieningen bedoeld in het toepassingsgebied schakelen een bepaald aantal contractuelen om in gesubsidieerde contractuelen in verhouding met hun erkende capaciteit om de bij artikel 125, 1° bedoelde aftrekkingen op de toelagen door de « ONE » te compenseren.

Elke inrichtende macht van een opvangvoorziening die behoort tot het toepassingsgebied zoals bepaald bij artikel 128 heeft bij gevolg het recht een aantal personen tewerk te stellen dat overeenstemt met het aantal gesubsidieerde contractuelen met volledige dagtaak dat volgens de hieronder vermelde tabel is bepaald.

Zij kan dat recht vanaf 1 februari 1998 uitoefenen bij de bevoegde inrichtingen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest of in het Waalse Gewest mits toestemming van de « ONE » op basis van de door de gewesten en de Franse Gemeenschap of door de Dienst genomen schikkingen om de nadere regels inzake aanwerving van de gesubsidieerde contractuelen te beheren.

Het aantal gesubsidieerde contractuelen die overeenstemmen met een volledige dagtaak wordt voor elke betrokken opvangvoorziening berekend volgen hierna volgende tabel :

Capaciteit	Aantal halftijdse GeCo's	GeCo's met volledig dagtaak
Minder dan 24 plaatsen	0	0
24 tot 35 plaatsen	1	0,5
36 tot 59 plaatsen	2	1
60 tot 71 plaatsen	3	1,5
72 tot 89 plaatsen	4	2
90 plaatsen en meer	5	2,5

Art. 131. Om de rechten van de werknemers die werden omgevormd in gesubsidieerde contractuelen te vrijwaren, en voorzover hun werkgever hun rechten op vlak van bezoldigingen en anciënniteit eveneens behoudt, waarborgt de « ONE » de inrichtende machten het behoud van hun rechten op vlak van weddeschalen en erkende anciënniteit wat de berekening van de toelagen betreft voor de aldus als gesubsidieerde contractuelen opnieuw aangeworven ambtenaren, naar rata evenwel van het aantal vereiste betrekkingen met volledige dagtaak.

Art. 132. Een tijdelijke afwijking kan door de beheersorganen van de « ONE » toegestaan worden op behoorlijk gemotiveerd verzoek van de inrichtende macht, wat de verplichting betreft de omschakeling van contractuelen in gesubsidieerde contractuelen te verwezenlijken, voor het geheel of een gedeelte van de werknemers met een vereiste volledige dagtaak wanneer de inrichtende macht bewijst dat het materieel onmogelijk is de omschakeling van contractuelen naar gesubsidieerde contractuelen te verwezenlijken.

Deze materiële onmogelijkheid moet het gevolg zijn van de — volledige of gedeeltelijke — afwezigheid van contractueel personeel aan wie ofwel een vooropzeg kan gegeven worden ofwel beantwoordt aan de voorwaarden voor volledig vergoede werkloosheid die op het einde van de vooropzeg zijn vereist.

Zodra een personeelslid kan aangeworven worden als gesubsidieerde contractueel, meer bepaald bij natuurlijke afvloeiing van een statutaire ambtenaar, is de inrichtende macht ertoe verplicht de omschakeling uit te voeren en onmiddellijk de « ONE » ervan te verwittigen.

Bij verstek, kan zij een straf oplopen volgens de in de artikelen 120 tot 123 voorziene nadere regels.

HOOFDSTUK II. — *De ontwikkeling*

Afdeling I. — In het kader van de samenwerkingsovereenkomsten

Art. 133. Per opvangplaats voorbehouden in het kader van een samenwerkingsovereenkomst, stort de werkgever een jaarlijks vast bedrag van ten hoogste 6.280 € aan het Fonds voor Solidariteit en Ontwikkeling van Kinderopvang, luik « samenwerkingsovereenkomsten ».

Het bij vorig lid bedoeld bedrag is door de werkgever ten minste per trimestriële schijven verschuldigd. Het is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) en stemt overeen met het indexcijfer van toepassing op 1 november 2001. Elk jaar wordt het bedrag op 1 januari verhoogd door de verhoging uitgedrukt in percentage van het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) tussen 1 november van het vorige jaar en 1 november van het jaar dat dit jaar voorafgaat.

Art. 134. Ingeval plaatsen worden voorbehouden in het kader van een samenwerkingsovereenkomst met een crèche of een peuterspeelplaats, kan dit vast bedrag verminderd worden naar rata van de toelagen die bij de artikelen 34 en 35 bedoeld personeel dekken en die door andere overheidsinstanties dan de Franse Gemeenschap of de Dienst worden toegekend en die daartoe door de opvangvoorziening wordt bestemd.

Ingeval plaatsen worden voorbehouden door een werkgever aan wie het recht op fiscale inkorting van de geïnvesteerde bedragen in het kader van een samenwerkingsovereenkomst niet wordt gegund, wordt het jaarlijks vast bedrag bedoeld bij artikel 133, lid 1 met 13,5 % ingekort.

Afdeling II. — In het kader van de programmering

Art. 135. De bedragen van de bijdragen geïnd door de Dienst op basis van artikel 157 en van artikel 159 zijn in het fonds gestort, luik « programmering » met aftrek van de bedragen opgenomen op basis van artikel 158.

Worden eveneens in het fonds gestort, luik « programmering » de bedragen afgetrokken van de toelagen toegekend door de Dienst in toepassing van de artikelen 93, lid 3, 98, lid 4 en 103, lid 4, wanneer het plaatsen betreft die voorbehouden zijn in het kader van een samenwerkingsovereenkomst bedoeld bij artikel 118, 1°.

TITEL III. — *Herverdeling door het Fonds*

HOOFDSTUK I. — De solidariteit

Art. 136. Wordt betrokken bij de herverdeling door het Fonds, luik « solidariteit », in de vorm van subsidie :

1° elke opvangvoorziening, op 31 december 1997 erkend of op het punt erkend te worden, van het type crèche of gemeentelijk huis voor kinderopvang, ongeacht haar capaciteit.

2° voorzover zij erom verzocht heeft en die bovendien in 1995 toelagen van de « FESC » heeft ontvangen op basis van het koninklijk besluit van 25 september 1974.

Art. 137. Het Fonds, luik « solidariteit », herverdeelt aan de opvangvoorzieningen bedoeld in het toepassingsgebied, een trimestriële toelage berekend op basis van een jaarlijks vast bedrag per bekomen plaats volgens de verhouding tussen het bedrag van de beschikbare middelen van het Fonds die daartoe zijn bestemd en het totaal aantal plaatsen, op 31 december 1997 erkend of op het punt erkend te worden, met inbegrip van de plaatsen bezorgd door de programmering van juli 1997.

Het jaarlijks bedrag van de vaste toelage wordt bekomen door dit jaarlijks vast bedrag per plaats te vermenigvuldigen met het aantal plaatsen die het betrokken trimester betreffen, met als maximum het aantal plaatsen erkend op 31 december 1997.

De hoogtelimiet van het aldus bekomen bedrag wordt evenwel vastgesteld op het bedrag van de toelage gestort door de « FESC » aan de betrokken opvangvoorziening voor het jaar 1995.

Art. 138. Voor elk kalenderjaar wordt de vaste toelage uitbetaald op vervallen termijn in drie schijven van 25 % van de jaarlijkse toelage voor de eerste drie trimesters van het kalenderjaar, het saldo van het jaar wordt uitbetaald in de loop van het eerste trimester van het volgend jaar.

HOOFDSTUK II. — *De Ontwikkeling*

Afdeling I. — In het kader van de samenwerkingsovereenkomsten

Art. 139. Is betrokken bij de herverdeling door het Fonds, luik « samenwerkingsovereenkomsten », in de vorm van een toelage, elke opvangvoorziening die over plaatsen beschikt voorbehouden door een werkgever in het kader van een of meer samenwerkingsovereenkomsten.

Art. 140. § 1. Volgens het type van opvangvoorziening bedoeld bij artikel 139, herverdeelt het Fonds, luik « samenwerkingsovereenkomsten », een toelage berekend volgens de bepalingen bedoeld in Boek II.

Deze toelage is evenredig met het aantal plaatsen voorbehouden in het kader van een of meer samenwerkingsovereenkomsten in verhouding met de gesubsidieerde opvangcapaciteit van de betrokken opvangvoorziening.

§ 2. Wat de gesubsidieerde opvangvoorzieningen betreft, wanneer de verhoging van het aantal plaatsen, voorbehouden in het kader van een of meer samenwerkingsovereenkomsten, geen enkele verhoging van de toelage tot gevolg heeft berekend volgens de bepalingen bedoeld in Boek II en voor de opvangvoorzieningen bedoeld bij artikel 2, 4°, wordt er een vaste toelage van 5410 euro gestort per voorbehouden plaats.

Dit vast bedrag is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijs (gezondheidsindex); het stemt overeen met het indexcijfer van toepassing op 1 november 2001. Elk jaar wordt het bedrag op 1 januari verhoogd door de verhoging uitgedrukt in percentage van het indexcijfer van de consumptieprijs (gezondheidsindex) tussen 1 november van het vorige jaar en 1 november van het jaar dat dit jaar voorafgaat.

Art. 141. In het geval van voorbehoud van de plaatsen in een crèche of een peuterspeelplaats en in afwijking van artikel 140, worden de toelagen ingekort met de vermindering bedoeld bij artikel 134.

Art. 142. Wanneer een werkgever zijn verplichtingen in het kader van een samenwerkingsovereenkomst niet meer kan naleven, zorgt het Fonds voor de betoelaging van de door deze werkgever voorbehouden plaatsen tot volgende 30 juni.

In afwijking van vorig lid, wanneer de tussenkomst van het Fonds uitwerking heeft tussen 1 april en 30 juni, wordt de periode van tussenkomst van het fonds vastgesteld op drie maanden.

Afdeling II. — In het kader van de programmering

Art. 143. De bij artikel 135 bedoelde bedragen die in het Fonds, luik « programmering », worden gestort, zijn uitsluitend voorbehouden voor de financiering van de opvangplaatsen gesubsidieerd door de Dienst volgens de programmeringscriteria bepaald in het beheerscontract van de Dienst.

HOOFDSTUK III. — *Toezicht*

Art. 144. Het toezicht op de Dienst wordt op dezelfde manier uitgevoerd als voor de gewone toelagen die aan de opvangvoorzieningen worden gestort.

Art. 145. De Dienst maakt elk trimester een financiële schatting van de inkomsten en de uitgaven van het Fonds. Ingeval uit deze evaluatie blijkt dat er een tekort bestaat tussen de inkomsten en de uitgaven van het Fonds, neemt de Dienst de nodige maatregelen om dit verschil aan te zuiveren en desgevallend, stelt aan de Regering een wijziging van de bepalingen van dit boek voor.

BOEK IV. — DE FINANCIËLE PARTICIPATIE VAN DE OUDERS

TITEL I. — *Algemene bepalingen*

Art. 146. Het bedrag van de financiële participatie van de ouders of van derden in de verblijfkosten van de kinderen opvangen in gelijk welke door de Dienst erkende opvangvoorziening wordt bepaald overeenkomstig de schaal als bijlage.

Deze schaal bevat een minimale en een maximale bijdrage.

De maatschappelijke werker toegevoegd aan de opvangvoorziening kan een afwijking van de schaal toestaan op basis van een schriftelijk verslag en na sociaal onderzoek. Deze afwijking wordt ter kennis van de Dienst gebracht die de geldigheid ervan kan laten controleren door daartoe aangestelde ambtenaren.

Art. 147. Een gemiddelde financiële bijdrage wordt trimestrieel berekend voor elke crèche, peuterspeelplaats, gemeentelijk huis voor kinderopvang, ouderscrèche en dienst voor onder overeenkomst opvang op basis van het aantal dagen en halve dagen aanwezigheid of daarmee gelijkgestelde aanwezigheid.

Onder daarmee gelijkgestelde aanwezigheid wordt verstaan elke dag waarvoor de financiële bijdrage werd geïnd, ofschoon het kind afwezig was, overeenkomstig artikel 71.

Art. 148. De schaal als bijlage alsook de minimale en maximale bijdragen zijn gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijs.

De aanpassing heeft plaats op 1 januari van elk jaar volgens de formule :

$$\frac{\text{bedrag van de schaal X nieuwe index}}{\text{basisindex}}$$

In deze formule is de basisindex deze van de maand november 2001 en de nieuwe deze van de maand september van het jaar dat het jaar van de aanpassing voorafgaat.

Art. 149. Het bedrag van de financiële bijdrage mag niet lager zijn dan de minimale bijdrage per dag, noch hoger dan de maximale bijdrage.

Het bedrag van de financiële bijdrage wordt vastgesteld op het maximum voor het gezin dat het bewijs van zijn inkomsten niet levert.

Het bedrag van de financiële bijdrage van de openbare besturen die een plaatsing aanvragen is op het maximum vastgesteld.

TITEL II. — Nadere regels voor de berekening van de financiële participatie van de ouders

Art. 150. § 1. De financiële participatie van de ouders wordt berekend op basis van de gecumuleerde maandelijkse netto-inkomsten van het gezin.

De berekeningswijze van de gecumuleerde maandelijkse netto inkomsten van het gezin en de documenten die daartoe moeten worden voorgelegd worden door de Dienst via een omzendbrief bepaald.

§ 2. Elke belangrijke wijziging van de sociale of geldelijke toestand van het gezin moet door de ouders aan de opvangvoorziening medegedeeld worden binnen de veertien dagen die volgen op de verandering.

Deze aangifte heeft de aanpassing van het bedrag van de financiële bijdrage vanaf de daarop volgende maand tot gevolg.

Dezelfde procedure moet gevolgd worden wanneer een nieuw document wordt ontvangen dat moet voorgelegd worden voor berekening van de financiële bijdrage overeenkomstig de omzendbrief.

§ 3. De aangifte van de inkomsten van het gezin en de bewijsdocumenten moeten bewaard blijven tot het einde van het jaar dat volgt op het jaar waarin het kind de opvangvoorziening heeft verlaten.

Art. 151. De financiële participatie van de ouders dekt al de verblijfkosten, met uitsluiting van het regimevoedsel en de geneesmiddelen, alsook de kleren en de luiers indien zij door de opvangvoorziening worden bezorgd.

Geen enkele financiële tussenkomst mag geïnd worden voor gelijk welke andere kosten.

Art. 152. Indien het verblijf van het kind niet meer dan vijf uren per dag bedraagt, wordt de financiële participatie van de ouders vastgesteld op 60 % van het bedrag van de normaal verschuldigde bijdrage.

De participatie kan evenwel lager zijn dan de minimale bijdrage die in deze schaal wordt vastgesteld.

Art. 153. § 1. Wanneer een opvangvoorziening twee kinderen van eenzelfde gezin tegelijkertijd opvangt, wordt de financiële participatie die voor ieder kind verschuldigd is, tot 70 % van de normaal verschuldigde participatie herleid.

De gemotiveerde afwezigheden van een van de kinderen hebben voor de ouders geen verlies van het voordeel van deze maatregel tot gevolg.

De sociale werker controleert de gelijktijdigheid van de plaatsing wanneer beide kinderen niet aan dezelfde opvangvoorziening worden toevertrouwd.

§ 2. De financiële participatie van de ouders is ook herleid tot 70 % voor ieder kind dat deel uitmaakt van een gezin van drie kinderen.

Het gehandicapte kind voor wie verhoogde kinderbijslagen worden ontvangen telt voor twee eenheden in de berekening van het aantal kinderen die deel uitmaken van het gezin.

§ 3. De financiële participatie van de ouders wordt met 10 % verminderd per halve dag aanwezigheid van een ouder die zich gelast met de begeleiding overeenkomstig artikel 37 of met 10 % voor de ouders die zich gelasten met de administratieve of logistieke taken voor de ouderscrèche.

§ 4. De financiële participatie mag evenwel niet lager zijn dan de minimale bijdrage bepaald door de schaal.

Art. 154. Voor de opvangdagen bepaald op de aanwezigheidsfiche van de maand van het opvangcontract wordt er een financiële participatie geïnd berekend volgens de schaal, behoudens de uitzonderingen bepaald bij artikel 71 van dit besluit.

De niet-betaling door de ouders van de financiële participatie kan, na maatschappelijk onderzoek, de uitsluiting van het kind dat in de opvangvoorziening verblijft tot gevolg hebben.

Art. 155. De sociaal werker van de opvangvoorziening kan zich laten bijstaan door de inspecteur-rekenplichtige van de dienst om het bedrag van de financiële participatie te berekenen.

TITEL III. — Straffen

Art. 156. Ingeval van tekortkomingen van de opvangvoorziening t.o.v. de bepalingen van dit Boek, kan de Dienst de bij artikel 122 bedoelde straffen toepassen, volgens de in de artikelen 120 en volgende voorziene nadere regels.

BOEK IV. — DE SOLIDARITEIT ONDER OPVANGVOORZIENINGEN

Art. 157. Wanneer de gemiddelde financiële participatie per dag en per kind bedoeld bij artikel 147 een door de Dienst bepaald bedrag overschrijdt, dat niet hoger mag zijn dan 10,44 euro, wordt er een bijdrage geïnd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » ten laste van de crèche of de peutertuin, overeenkomstig de tabel als bijlage bij dit besluit.

Art. 158. Een bedrag wordt geïnd op de opbrengst van de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » ontvangen bijdrage op basis van artikel 157 om aan elke crèche en peutertuin een gemiddelde financiële bijdrage per dag en per kind te waarborgen, berekend door de Dienst die niet minder dan 8,06 euro mag zijn.

Het minimaal bedrag van de gewaarborgde gemiddelde financiële bijdrage bedoeld bij lid 1 is gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen (gezondheidsindex).

Art. 159. Wanneer de gemiddelde financiële bijdrage bedoeld bij artikel 147 het bedrag overschrijdt van de tussenkomst per dag plaatsing, bedoeld bij artikel 114, § 2, wordt er door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » ten laste van de dienst voor onder overeenkomst opvangsters een bijdrage geïnd die overeenstemt met het verschil tussen de gemiddelde financiële bijdrage en bedoeld bedrag.

Wanneer de gemiddelde financiële bijdrage, bedoeld bij artikel 147, de hoogtelimiet van de bijdrage overschrijdt bedoeld bij artikel 102, § 1, 1°, wordt er door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » ten laste van het gemeentelijk huis voor kinderopvang een bijdrage geïnd die overeenstemt met het verschil tussen de gemiddelde financiële bijdrage en bedoeld bedrag.

BOEK VI. — OVERGANGS-, OPHEFFINGS- EN SLOTBEPALINGEN

Art. 160. Voor de opvangvoorzieningen erkend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit die een hogere capaciteit hebben dan achtenveertig plaatsen voor de crèches en de peutertuinen of vierentwintig plaatsen voor de gemeentelijk huizen voor kinderopvang of de kindertehuizen, kan er afwijking toegekend worden van de maxima capaciteiten bepaald bij de artikelen 7 tot 9.

Art. 161. De directeurs(-trices) en het begeleidingspersoneel van de kindertehuizen die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit minder dan vijf jaar nuttige ervaring in het ambt tellen, hebben een overgangperiode van vijf jaar om zich te schikken naar de in artikel 42 bedoelde voorwaarden.

De opvangsters die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit werkzaam zijn, zijn er niet toe verplicht aan de bij artikel 42 bedoelde voorwaarden te beantwoorden.

Art. 162. De kinderopvangsters die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit een afwijking van de maximale opvangcapaciteit van drie kinderen hebben bekomen, mogen de kinderopvang die aan de gang is beëindigen. Op het einde van die opvang, schikken zij zich naar de opvangcapaciteit bepaald in dit besluit, onverminderd artikel 13.

Art. 163. § 1. De opvangvoorzieningen erkend en gesubsidieerd door de Dienst op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit hebben een overgangperiode van een jaar, te rekenen vanaf de dag waarop dit besluit wordt bekendgemaakt om zich te schikken naar artikel 67, 1°. Tijdens die periode behouden zij hun erkenning en hun subsidies, onverminderd evenwel de toepassing van de nieuwe nadere regels voor de berekening van de toelagen bepaald bij dit besluit.

§ 2. De kinderopvangsters die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit de toelating bedoeld bij artikel 6, § 2, het decreet hebben gekregen genieten een stelsel vergelijkbaar met dit georganiseerd bij § 1.

§ 3. De personen titularis van een diploma van gebrevetteerd verpleger(-ster) en die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit in de gesubsidieerde opvangvoorzieningen werken, blijven daar hun ambt uitoefenen en blijven gesubsidieerd volgens de desbetreffende schaal tot hun pensioenstelling of hun vertrek van de opvangvoorziening.

Art. 164. In afwijking van artikel 51 en in afwachting van de inwerkingtreding ervan, houdt de opvangvoorziening haar eigen register van de inschrijvingen op wachtlijst.

Art. 165. Artikel 3 van het besluit van 18 april 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van een bijdrage ten laste van de peutertuinen en crèches gesubsidieerd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » wordt als volgt gewijzigd : Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002 en houdt op uitwerking te hebben op 30 juni 2003. ».

Art. 166. Worden opgeheven :

1° het besluit van 29 maart 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van 11 juli 1996 en 26 januari 1998, houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

2° het besluit van 29 maart 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de bijdrage van de ouders of van derden in de verblijfkosten van de kinderen in de crèches, peutertuinen, gemeentelijke huizen voor opvang van kinderoen en in door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" gesubsidieerde diensten voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders;

3° het besluit van 23 september 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalmoeders thuis en de directeurs(-trices) van kindertehuizen moeten voldoen alsook de nadere regels van het medisch toezicht;

4° het besluit van 11 juni 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende verschillende maatregelen inzake kindertewelzijn;

5° het besluit van 15 juli 2000 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van de criteria bepaald door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » inzake weigering of intrekking van de toelating om kinderen van minder dan 6 jaar onder bewaking te hebben.

Art. 167. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2003, behoudens artikel 51 dat in werking treedt op 1 september 2005, de artikelen 2, 6° en 7°, 12 en 111 tot 114 die in werking treden op 1 april 2003 en artikel 165 dat in werking treedt op 1 januari 2003.

Art. 168. De Minister van Kinderwelzijn, Opvang en Opdrachten toegewezen aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 februari 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

Bijlage 1

Weddeschaal van de financiële participatie van de ouders in de verblijfkosten van de kinderen

MAANDELIJKE NETTO INKOMSTEN VAN HET GEZIN			FINANCIELE PARTICIPATIE VAN DE OUDERS 2003			
			Volledige dagen		Onvolledige dagen	
	van	tot	100 %	70 %	100 %	70 %
1	725,46	770,15	1,88	1,88	1,88	1,88
2	770,16	783,49	2,90	2,03	1,88	1,88
3	783,50	812,51	3,34	2,34	2,00	1,88
4	812,52	841,53	3,77	2,64	2,26	1,88
5	841,54	870,55	4,20	2,94	2,52	1,88
6	870,56	899,57	4,65	3,26	2,79	1,96
7	899,58	928,59	5,02	3,51	3,01	2,11
8	928,60	957,61	5,20	3,64	3,12	2,18
9	957,62	986,63	5,34	3,74	3,20	2,24
10	986,64	1 015,65	5,51	3,86	3,31	2,32
11	1 015,66	1 044,67	5,65	3,96	3,39	2,38
12	1 044,68	1 073,69	5,83	4,08	3,50	2,45
13	1 073,70	1 102,71	5,98	4,19	3,59	2,51
14	1 102,72	1 131,71	6,16	4,31	3,70	2,59
15	1 131,72	1 160,73	6,30	4,41	3,78	2,65
16	1 160,74	1 189,75	6,47	4,53	3,88	2,72
17	1 189,76	1 218,77	6,61	4,63	3,97	2,78
18	1 218,78	1 247,79	6,79	4,75	4,07	2,85
19	1 247,80	1 276,81	6,93	4,85	4,16	2,91
20	1 276,82	1 305,83	7,11	4,98	4,27	2,99
21	1 305,84	1 334,85	7,26	5,08	4,36	3,05
22	1 334,86	1 363,87	7,43	5,20	4,46	3,12
23	1 363,88	1 392,89	7,57	5,30	4,54	3,18
24	1 392,90	1 421,91	7,75	5,43	4,65	3,26
25	1 421,92	1 450,93	7,89	5,52	4,73	3,31
26	1 450,94	1 479,95	8,07	5,65	4,84	3,39
27	1 479,96	1 508,97	8,22	5,75	4,93	3,45
28	1 508,98	1 537,99	8,38	5,87	5,03	3,52
29	1 538,00	1 567,01	8,53	5,97	5,12	3,58
30	1 567,02	1 596,02	8,71	6,10	5,23	3,66
31	1 596,03	1 625,03	8,85	6,20	5,31	3,72
32	1 625,04	1 654,05	9,03	6,32	5,42	3,79
33	1 654,06	1 683,07	9,17	6,42	5,50	3,85
34	1 683,08	1 712,09	9,34	6,54	5,60	3,92
35	1 712,10	1 741,11	9,49	6,64	5,69	3,98
36	1 741,12	1 770,13	9,66	6,76	5,80	4,06
37	1 770,14	1 799,15	9,81	6,87	5,89	4,12
38	1 799,16	1 828,17	9,99	6,99	5,99	4,19
39	1 828,18	1 857,19	10,13	7,09	6,08	4,25
40	1 857,20	1 886,21	10,30	7,21	6,18	4,33
41	1 886,22	1 915,23	10,44	7,31	6,26	4,39
42	1 915,24	1 944,25	10,62	7,43	6,37	4,46
43	1 944,26	1 973,27	10,77	7,54	6,46	4,52
44	1 973,28	2 002,29	10,95	7,67	6,57	4,60
45	2 002,30	2 031,30	11,09	7,76	6,65	4,66
46	2 031,31	2 060,32	11,26	7,88	6,76	4,73
47	2 060,33	2 089,33	11,40	7,98	6,84	4,79

MAANDELIJKE NETTO INKOMSTEN VAN HET GEZIN			FINANCIELE PARTICIPATIE VAN DE OUDERS 2003			
			Volledige dagen		Onvolledige dagen	
	van	tot	100 %	70 %	100 %	70 %
48	2 089,34	2 118,35	11,58	8,11	6,95	4,87
49	2 118,36	2 147,37	11,72	8,20	7,03	4,92
50	2 147,38	2 176,39	11,89	8,32	7,13	4,99
51	2 176,40	2 205,41	12,05	8,44	7,23	5,06
52	2 205,42	2 234,43	12,22	8,55	7,33	5,13
53	2 234,44	2 263,45	12,36	8,65	7,42	5,19
54	2 263,46	2 292,47	12,56	8,79	7,54	5,27
55	2 292,48	2 321,49	12,71	8,90	7,63	5,34
56	2 321,50	2 350,51	12,89	9,02	7,73	5,41
57	2 350,52	2 379,53	13,06	9,14	7,84	5,48
58	2 379,54	2 408,55	13,20	9,24	7,92	5,54
59	2 408,56	2 437,57	13,38	9,37	8,03	5,62
60	2 437,58	2 466,58	13,52	9,46	8,11	5,68
61	2 466,59	2 495,60	13,70	9,59	8,22	5,75
62	2 495,61	2 524,62	13,84	9,69	8,30	5,81
63	2 524,63	2 553,63	14,01	9,81	8,41	5,89
64	2 553,64	2 582,65	14,16	9,91	8,50	5,95
65	2 582,66	2 611,67	14,34	10,04	8,60	6,02
66	2 611,68	2 640,69	14,50	10,15	8,70	6,09
67	2 640,70	2 669,71	14,66	10,26	8,80	6,16
68	2 669,72	2 698,73	14,83	10,38	8,90	6,23
69	2 698,74	2 727,75	14,97	10,48	8,98	6,29
70	2 727,76	2 756,77	15,15	10,61	9,09	6,37
71	2 756,78	2 785,79	15,29	10,70	9,17	6,42
72	2 785,80	2 814,81	15,46	10,82	9,28	6,49
73	2 814,82	2 843,83	15,62	10,93	9,37	6,56
74	2 843,84	2 872,85	15,79	11,05	9,47	6,63
75	2 872,86	2 901,87	15,93	11,15	9,56	6,69
76	2 901,88	2 930,88	16,11	11,28	9,67	6,77
77	2 930,89	2 959,90	16,28	11,40	9,77	6,84
78	2 959,91	2 988,92	16,42	11,49	9,85	6,89
79	2 988,93	3 017,94	16,60	11,62	9,96	6,97
80	3 017,95	3 046,95	16,74	11,72	10,04	7,03
81	3 046,96	3 075,97	16,83	11,78	10,10	7,07
82	3 075,98	3 104,99	17,01	11,91	10,21	7,15
83	3 105,00	3 134,01	17,15	12,01	10,29	7,21
84	3 134,02	3 163,03	17,33	12,13	10,40	7,28
85	3 163,04	3 192,05	17,47	12,23	10,48	7,34
86	3 192,06	3 221,07	17,64	12,35	10,58	7,41
87	3 221,08	3 250,09	17,79	12,45	10,67	7,47
88	3 250,10	3 279,11	17,96	12,57	10,78	7,54
89	3 279,12	3 308,13	18,11	12,68	10,87	7,61
90	3 308,14	3 337,15	18,28	12,80	10,97	7,68
91	3 337,16	3 366,16	18,43	12,90	11,06	7,74
92	3 366,17	3 395,18	18,60	13,02	11,16	7,81
93	3 395,19	3 424,20	18,74	13,12	11,24	7,87
94	3 424,21	3 453,22	18,84	13,19	11,30	7,91
95	3 453,23	3 482,24	18,99	13,29	11,39	7,97
96	3 482,25	3 511,25	19,15	13,41	11,49	8,05

MAANDELIJKE NETTO INKOMSTEN VAN HET GEZIN			FINANCIELE PARTICIPATIE VAN DE OUDERS 2003			
			Volledige dagen		Onvolledige dagen	
	van	tot	100 %	70 %	100 %	70 %
97	3 511,26	3 540,27	19,32	13,52	11,59	8,11
98	3 540,28	3 569,29	19,47	13,63	11,68	8,18
99	3 569,30	3 598,31	19,63	13,74	11,78	8,24
100	3 598,32	3 627,33	19,80	13,86	11,88	8,32
101	3 627,34	3 656,35	19,96	13,97	11,98	8,38
102	3 656,36	3 685,37	20,11	14,08	12,07	8,45
103	3 685,38	3 714,39	20,30	14,21	12,18	8,53
104	3 714,40	3 743,41	20,49	14,34	12,29	8,60
105	3 743,42	3 772,43	20,66	14,46	12,40	8,68
106	3 772,44	3 801,45	20,85	14,60	12,51	8,76
107	3 801,46	3 830,46	21,04	14,73	12,62	8,84
108	3 830,47	3 859,48	21,22	14,85	12,73	8,91
109	3 859,49	3 888,50	21,40	14,98	12,84	8,99
110	3 888,51	3 917,52	21,56	15,09	12,94	9,05
111	3 917,53	3 946,54	21,73	15,21	13,04	9,13
112	3 946,55	3 975,55	21,88	15,32	13,13	9,19
113	3 975,56	4 004,57	22,04	15,43	13,22	9,26
114	4 004,58	4 033,59	22,21	15,55	13,33	9,33
115	4 033,60	4 062,61	22,37	15,66	13,42	9,40
116	4 062,62	4 091,63	22,52	15,76	13,51	9,46
117	4 091,64	4 120,65	22,69	15,88	13,61	9,53
118	4 120,66	4 149,67	22,87	16,01	13,72	9,61
119	4 149,68	4 178,69	23,06	16,14	13,84	9,68
120	4 178,70	4 207,71	23,24	16,27	13,94	9,76
121	4 207,72	4 236,73	23,42	16,39	14,05	9,83
122	4 236,74	4 265,74	23,61	16,53	14,17	9,92
123	4 265,75	4 294,76	23,79	16,65	14,27	9,99
124	4 294,77	4 323,78	23,97	16,78	14,38	10,07
125	4 323,79	4 352,80	24,14	16,90	14,48	10,14
126	4 352,81	4 381,82	24,29	17,00	14,57	10,20
127	4 381,83	4 410,84	24,45	17,12	14,67	10,27
128	4 410,85	4 439,85	24,62	17,23	14,77	10,34
129	4 439,86	4 468,87	24,78	17,35	14,87	10,41
130	4 468,88	4 497,89	24,93	17,45	14,96	10,47
131	4 497,90	4 526,91	25,10	17,57	15,06	10,54
132	4 526,92	4 555,93	25,26	17,68	15,16	10,61
133	4 555,94	4 584,95	25,45	17,82	15,27	10,69
134	4 584,96	4 613,97	25,62	17,93	15,37	10,76
135	4 613,98	4 642,99	25,81	18,07	15,49	10,84
136	4 643,00	4 672,01	26,00	18,20	15,60	10,92
137	4 672,02	4 701,03	26,17	18,32	15,70	10,99
138	4 701,04	4 730,04	26,36	18,45	15,82	11,07
139	4 730,05		26,55	18,59	15,93	11,15

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 27 februari 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

Bijlage 2

Retrocessie

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
0,00	0,00	
10,53	0,00	0,000 %
10,55	0,02	0,190 %
10,57	0,04	0,378 %
10,59	0,06	0,567 %
10,61	0,08	0,754 %
10,63	0,10	0,941 %
10,65	0,12	1,127 %
10,67	0,14	1,312 %
10,69	0,16	1,497 %
10,71	0,18	1,681 %
10,73	0,20	1,864 %
10,75	0,22	2,047 %
10,77	0,24	2,228 %
10,79	0,26	2,410 %
10,81	0,28	2,590 %
10,83	0,30	2,770 %
10,85	0,32	2,949 %
10,87	0,34	3,128 %
10,89	0,36	3,306 %
10,91	0,38	3,483 %
10,93	0,40	3,660 %
10,95	0,42	3,836 %
10,97	0,44	4,011 %
10,99	0,46	4,186 %
11,01	0,48	4,360 %
11,03	0,50	4,533 %
11,05	0,52	4,706 %
11,07	0,54	4,878 %
11,09	0,56	5,050 %
11,11	0,58	5,221 %
11,13	0,60	5,391 %
11,15	0,62	5,561 %
11,17	0,64	5,730 %
11,19	0,66	5,898 %
11,21	0,68	6,066 %
11,23	0,70	6,233 %
11,25	0,72	6,400 %
11,27	0,74	6,566 %
11,29	0,76	6,732 %
11,31	0,78	6,897 %
11,33	0,80	7,061 %
11,35	0,82	7,225 %
11,37	0,84	7,388 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
11,39	0,86	7,550 %
11,41	0,88	7,713 %
11,43	0,90	7,874 %
11,45	0,92	8,035 %
11,47	0,94	8,195 %
11,49	0,96	8,355 %
11,51	0,98	8,514 %
11,53	1,00	8,673 %
11,55	1,02	8,831 %
11,57	1,04	8,989 %
11,59	1,04	8,973 %
11,61	1,04	8,958 %
11,63	1,04	8,942 %
11,65	1,04	8,927 %
11,67	1,04	8,912 %
11,69	1,04	8,896 %
11,71	1,04	8,881 %
11,73	1,04	8,866 %
11,75	1,04	8,851 %
11,77	1,04	8,836 %
11,79	1,06	8,991 %
11,81	1,06	8,975 %
11,83	1,06	8,960 %
11,85	1,06	8,945 %
11,87	1,06	8,930 %
11,89	1,06	8,915 %
11,91	1,06	8,900 %
11,93	1,06	8,885 %
11,95	1,06	8,870 %
11,97	1,06	8,855 %
11,99	1,06	8,841 %
12,01	1,08	8,993 %
12,03	1,08	8,978 %
12,05	1,08	8,963 %
12,07	1,08	8,948 %
12,09	1,08	8,933 %
12,11	1,08	8,918 %
12,13	1,08	8,904 %
12,15	1,08	8,889 %
12,17	1,08	8,874 %
12,19	1,08	8,860 %
12,21	1,08	8,845 %
12,23	1,10	8,994 %
12,25	1,10	8,980 %
12,27	1,10	8,965 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
12,29	1,10	8,950 %
12,31	1,10	8,936 %
12,33	1,10	8,921 %
12,35	1,10	8,907 %
12,37	1,10	8,892 %
12,39	1,10	8,878 %
12,41	1,10	8,864 %
12,43	1,10	8,850 %
12,45	1,12	8,996 %
12,47	1,12	8,982 %
12,49	1,12	8,967 %
12,51	1,12	8,953 %
12,53	1,14	9,098 %
12,55	1,16	9,243 %
12,57	1,18	9,387 %
12,59	1,20	9,531 %
12,61	1,22	9,675 %
12,63	1,24	9,818 %
12,65	1,26	9,960 %
12,67	1,26	9,945 %
12,69	1,26	9,929 %
12,71	1,26	9,913 %
12,73	1,26	9,898 %
12,75	1,26	9,882 %
12,77	1,26	9,867 %
12,79	1,26	9,851 %
12,81	1,28	9,992 %
12,83	1,28	9,977 %
12,85	1,28	9,961 %
12,87	1,28	9,946 %
12,89	1,28	9,930 %
12,91	1,28	9,915 %
12,93	1,28	9,899 %
12,95	1,28	9,884 %
12,97	1,28	9,869 %
12,99	1,28	9,854 %
13,01	1,30	9,992 %
13,03	1,30	9,977 %
13,05	1,30	9,962 %
13,07	1,30	9,946 %
13,09	1,30	9,931 %
13,11	1,30	9,916 %
13,13	1,30	9,901 %
13,15	1,30	9,886 %
13,17	1,30	9,871 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
13,19	1,30	9,856 %
13,21	1,32	9,992 %
13,23	1,32	9,977 %
13,25	1,32	9,962 %
13,27	1,32	9,947 %
13,29	1,32	9,932 %
13,31	1,32	9,917 %
13,33	1,32	9,902 %
13,35	1,32	9,888 %
13,37	1,32	9,873 %
13,39	1,32	9,858 %
13,41	1,34	9,993 %
13,43	1,34	9,978 %
13,45	1,34	9,963 %
13,47	1,34	9,948 %
13,49	1,34	9,933 %
13,51	1,34	9,919 %
13,53	1,36	10,052 %
13,55	1,38	10,185 %
13,57	1,40	10,317 %
13,59	1,42	10,449 %
13,61	1,44	10,580 %
13,63	1,46	10,712 %
13,65	1,48	10,842 %
13,67	1,50	10,973 %
13,69	1,50	10,957 %
13,71	1,50	10,941 %
13,73	1,50	10,925 %
13,75	1,50	10,909 %
13,77	1,50	10,893 %
13,79	1,50	10,877 %
13,81	1,50	10,862 %
13,83	1,52	10,991 %
13,85	1,52	10,975 %
13,87	1,52	10,959 %
13,89	1,52	10,943 %
13,91	1,52	10,927 %
13,93	1,52	10,912 %
13,95	1,52	10,896 %
13,97	1,52	10,880 %
13,99	1,52	10,865 %
14,01	1,54	10,992 %
14,03	1,54	10,976 %
14,05	1,54	10,961 %
14,07	1,54	10,945 %
14,09	1,54	10,930 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
14,11	1,54	10,914 %
14,13	1,54	10,899 %
14,15	1,54	10,883 %
14,17	1,54	10,868 %
14,19	1,56	10,994 %
14,21	1,56	10,978 %
14,23	1,56	10,963 %
14,25	1,56	10,947 %
14,27	1,56	10,932 %
14,29	1,56	10,917 %
14,31	1,56	10,901 %
14,33	1,56	10,886 %
14,35	1,56	10,871 %
14,37	1,58	10,995 %
14,39	1,58	10,980 %
14,41	1,58	10,965 %
14,43	1,58	10,949 %
14,45	1,58	10,934 %
14,47	1,58	10,919 %
14,49	1,58	10,904 %
14,51	1,58	10,889 %
14,53	1,60	11,012 %
14,55	1,62	11,134 %
14,57	1,64	11,256 %
14,59	1,66	11,378 %
14,61	1,68	11,499 %
14,63	1,70	11,620 %
14,65	1,72	11,741 %
14,67	1,74	11,861 %
14,69	1,76	11,981 %
14,71	1,76	11,965 %
14,73	1,76	11,948 %
14,75	1,76	11,932 %
14,77	1,76	11,916 %
14,79	1,76	11,900 %
14,81	1,76	11,884 %
14,83	1,76	11,868 %
14,85	1,78	11,987 %
14,87	1,78	11,970 %
14,89	1,78	11,954 %
14,91	1,78	11,938 %
14,93	1,78	11,922 %
14,95	1,78	11,906 %
14,97	1,78	11,890 %
14,99	1,78	11,875 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
15,01	1,80	11,992 %
15,03	1,80	11,976 %
15,05	1,80	11,960 %
15,07	1,80	11,944 %
15,09	1,80	11,928 %
15,11	1,80	11,913 %
15,13	1,80	11,897 %
15,15	1,80	11,881 %
15,17	1,82	11,997 %
15,19	1,82	11,982 %
15,21	1,82	11,966 %
15,23	1,82	11,950 %
15,25	1,82	11,934 %
15,27	1,82	11,919 %
15,29	1,82	11,903 %
15,31	1,82	11,888 %
15,33	1,82	11,872 %
15,35	1,84	11,987 %
15,37	1,84	11,971 %
15,39	1,84	11,956 %
15,41	1,84	11,940 %
15,43	1,84	11,925 %
15,45	1,84	11,909 %
15,47	1,84	11,894 %
15,49	1,84	11,879 %
15,51	1,86	11,992 %
15,53	1,88	12,106 %
15,55	1,90	12,219 %
15,57	1,92	12,331 %
15,59	1,94	12,444 %
15,61	1,96	12,556 %
15,63	1,98	12,668 %
15,65	2,00	12,780 %
15,67	2,02	12,891 %
15,69	2,02	12,874 %
15,71	2,04	12,985 %
15,73	2,04	12,969 %
15,75	2,04	12,952 %
15,77	2,04	12,936 %
15,79	2,04	12,920 %
15,81	2,04	12,903 %
15,83	2,04	12,887 %
15,85	2,06	12,997 %
15,87	2,06	12,980 %
15,89	2,06	12,964 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
15,91	2,06	12,948 %
15,93	2,06	12,932 %
15,95	2,06	12,915 %
15,97	2,06	12,899 %
15,99	2,06	12,883 %
16,01	2,08	12,992 %
16,03	2,08	12,976 %
16,05	2,08	12,960 %
16,07	2,08	12,943 %
16,09	2,08	12,927 %
16,11	2,08	12,911 %
16,13	2,08	12,895 %
16,15	2,08	12,879 %
16,17	2,10	12,987 %
16,19	2,10	12,971 %
16,21	2,10	12,955 %
16,23	2,10	12,939 %
16,25	2,10	12,923 %
16,27	2,10	12,907 %
16,29	2,10	12,891 %
16,31	2,12	12,998 %
16,33	2,12	12,982 %
16,35	2,12	12,966 %
16,37	2,12	12,951 %
16,39	2,12	12,935 %
16,41	2,12	12,919 %
16,43	2,12	12,903 %
16,45	2,12	12,888 %
16,47	2,14	12,993 %
16,49	2,14	12,978 %
16,51	2,14	12,962 %
16,53	2,16	13,067 %
16,55	2,18	13,172 %
16,57	2,20	13,277 %
16,59	2,22	13,382 %
16,61	2,24	13,486 %
16,63	2,26	13,590 %
16,65	2,28	13,694 %
16,67	2,30	13,797 %
16,69	2,32	13,901 %
16,71	2,32	13,884 %
16,73	2,34	13,987 %
16,75	2,34	13,970 %
16,77	2,34	13,953 %
16,79	2,34	13,937 %
16,81	2,34	13,920 %
16,83	2,34	13,904 %
16,85	2,34	13,887 %
16,87	2,36	13,989 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
16,89	2,36	13,973 %
16,91	2,36	13,956 %
16,93	2,36	13,940 %
16,95	2,36	13,923 %
16,97	2,36	13,907 %
16,99	2,36	13,891 %
17,01	2,38	13,992 %
17,03	2,38	13,975 %
17,05	2,38	13,959 %
17,07	2,38	13,943 %
17,09	2,38	13,926 %
17,11	2,38	13,910 %
17,13	2,38	13,894 %
17,15	2,40	13,994 %
17,17	2,40	13,978 %
17,19	2,40	13,962 %
17,21	2,40	13,945 %
17,23	2,40	13,929 %
17,25	2,40	13,913 %
17,27	2,40	13,897 %
17,29	2,42	13,997 %
17,31	2,42	13,980 %
17,33	2,42	13,964 %
17,35	2,42	13,948 %
17,37	2,42	13,932 %
17,39	2,42	13,916 %
17,41	2,42	13,900 %
17,43	2,44	13,999 %
17,45	2,44	13,983 %
17,47	2,44	13,967 %
17,49	2,44	13,951 %
17,51	2,44	13,935 %
17,53	2,46	14,033 %
17,55	2,48	14,131 %
17,57	2,50	14,229 %
17,59	2,52	14,326 %
17,61	2,54	14,424 %
17,63	2,56	14,521 %
17,65	2,58	14,618 %
17,67	2,60	14,714 %
17,69	2,62	14,811 %
17,71	2,64	14,907 %
17,73	2,64	14,890 %
17,75	2,66	14,986 %
17,77	2,66	14,969 %
17,79	2,66	14,952 %
17,81	2,66	14,935 %
17,83	2,66	14,919 %
17,85	2,66	14,902 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
17,87	2,68	14,997 %
17,89	2,68	14,980 %
17,91	2,68	14,964 %
17,93	2,68	14,947 %
17,95	2,68	14,930 %
17,97	2,68	14,914 %
17,99	2,68	14,897 %
18,01	2,70	14,992 %
18,03	2,70	14,975 %
18,05	2,70	14,958 %
18,07	2,70	14,942 %
18,09	2,70	14,925 %
18,11	2,70	14,909 %
18,13	2,70	14,892 %
18,15	2,72	14,986 %
18,17	2,72	14,970 %
18,19	2,72	14,953 %
18,21	2,72	14,937 %
18,23	2,72	14,920 %
18,25	2,72	14,904 %
18,27	2,74	14,997 %
18,29	2,74	14,981 %
18,31	2,74	14,965 %
18,33	2,74	14,948 %
18,35	2,74	14,932 %
18,37	2,74	14,916 %
18,39	2,74	14,899 %
18,41	2,76	14,992 %
18,43	2,76	14,976 %
18,45	2,76	14,959 %
18,47	2,76	14,943 %
18,49	2,76	14,927 %
18,51	2,76	14,911 %
18,53	2,76	14,895 %
18,55	2,78	14,987 %
18,57	2,78	14,970 %
18,59	2,78	14,954 %
18,61	2,78	14,938 %
18,63	2,78	14,922 %
18,65	2,78	14,906 %
18,67	2,80	14,997 %
18,69	2,80	14,981 %
18,71	2,80	14,965 %
18,73	2,80	14,949 %
18,75	2,80	14,933 %
18,77	2,80	14,917 %
18,79	2,80	14,902 %
18,81	2,82	14,992 %
18,83	2,82	14,976 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
18,85	2,82	14,960 %
18,87	2,82	14,944 %
18,89	2,82	14,929 %
18,91	2,82	14,913 %
18,93	2,82	14,897 %
18,95	2,84	14,987 %
18,97	2,84	14,971 %
18,99	2,84	14,955 %
19,01	2,84	14,940 %
19,03	2,84	14,924 %
19,05	2,84	14,908 %
19,07	2,86	14,997 %
19,09	2,86	14,982 %
19,11	2,86	14,966 %
19,13	2,86	14,950 %
19,15	2,86	14,935 %
19,17	2,86	14,919 %
19,19	2,86	14,904 %
19,21	2,88	14,992 %
19,23	2,88	14,977 %
19,25	2,88	14,961 %
19,27	2,88	14,946 %
19,29	2,88	14,930 %
19,31	2,88	14,915 %
19,33	2,88	14,899 %
19,35	2,90	14,987 %
19,37	2,90	14,972 %
19,39	2,90	14,956 %
19,41	2,90	14,941 %
19,43	2,90	14,925 %
19,45	2,90	14,910 %
19,47	2,92	14,997 %
19,49	2,92	14,982 %
19,51	2,92	14,967 %
19,53	2,92	14,951 %
19,55	2,92	14,936 %
19,57	2,92	14,921 %
19,59	2,92	14,906 %
19,61	2,94	14,992 %
19,63	2,94	14,977 %
19,65	2,94	14,962 %
19,67	2,94	14,947 %
19,69	2,94	14,931 %
19,71	2,94	14,916 %
19,73	2,94	14,901 %
19,75	2,96	14,987 %
19,77	2,96	14,972 %
19,79	2,96	14,957 %
19,81	2,96	14,942 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
19,83	2,96	14,927 %
19,85	2,96	14,912 %
19,87	2,98	14,997 %
19,89	2,98	14,982 %
19,91	2,98	14,967 %
19,93	2,98	14,952 %
19,95	2,98	14,937 %
19,97	2,98	14,922 %
19,99	2,98	14,907 %
20,01	3,00	14,993 %
20,03	3,00	14,978 %
20,05	3,00	14,963 %
20,07	3,00	14,948 %
20,09	3,00	14,933 %
20,11	3,00	14,918 %
20,13	3,00	14,903 %
20,15	3,02	14,988 %
20,17	3,02	14,973 %
20,19	3,02	14,958 %
20,21	3,02	14,943 %
20,23	3,02	14,928 %
20,25	3,02	14,914 %
20,27	3,04	14,998 %
20,29	3,04	14,983 %
20,31	3,04	14,968 %
20,33	3,04	14,953 %
20,35	3,04	14,939 %
20,37	3,04	14,924 %
20,39	3,04	14,909 %
20,41	3,06	14,993 %
20,43	3,06	14,978 %
20,45	3,06	14,963 %
20,47	3,06	14,949 %
20,49	3,06	14,934 %
20,51	3,06	14,920 %
20,53	3,06	14,905 %
20,55	3,08	14,988 %
20,57	3,08	14,973 %
20,59	3,08	14,959 %
20,61	3,08	14,944 %
20,63	3,08	14,930 %
20,65	3,08	14,915 %
20,67	3,10	14,998 %
20,69	3,10	14,983 %
20,71	3,10	14,969 %
20,73	3,10	14,954 %
20,75	3,10	14,940 %
20,77	3,10	14,925 %
20,79	3,10	14,911 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
20,81	3,12	14,993 %
20,83	3,12	14,978 %
20,85	3,12	14,964 %
20,87	3,12	14,950 %
20,89	3,12	14,935 %
20,91	3,12	14,921 %
20,93	3,12	14,907 %
20,95	3,14	14,988 %
20,97	3,14	14,974 %
20,99	3,14	14,960 %
21,01	3,14	14,945 %
21,03	3,14	14,931 %
21,05	3,14	14,917 %
21,07	3,16	14,998 %
21,09	3,16	14,983 %
21,11	3,16	14,969 %
21,13	3,16	14,955 %
21,15	3,16	14,941 %
21,17	3,16	14,927 %
21,19	3,16	14,913 %
21,21	3,18	14,993 %
21,23	3,18	14,979 %
21,25	3,18	14,965 %
21,27	3,18	14,951 %
21,29	3,18	14,937 %
21,31	3,18	14,923 %
21,33	3,18	14,909 %
21,35	3,20	14,988 %
21,37	3,20	14,974 %
21,39	3,20	14,960 %
21,41	3,20	14,946 %
21,43	3,20	14,932 %
21,45	3,20	14,918 %
21,47	3,22	14,998 %
21,49	3,22	14,984 %
21,51	3,22	14,970 %
21,53	3,22	14,956 %
21,55	3,22	14,942 %
21,57	3,22	14,928 %
21,59	3,22	14,914 %
21,61	3,24	14,993 %
21,63	3,24	14,979 %
21,65	3,24	14,965 %
21,67	3,24	14,952 %
21,69	3,24	14,938 %
21,71	3,24	14,924 %
21,73	3,24	14,910 %
21,75	3,26	14,989 %
21,77	3,26	14,975 %
21,79	3,26	14,961 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
21,81	3,26	14,947 %
21,83	3,26	14,934 %
21,85	3,26	14,920 %
21,87	3,28	14,998 %
21,89	3,28	14,984 %
21,91	3,28	14,970 %
21,93	3,28	14,957 %
21,95	3,28	14,943 %
21,97	3,28	14,929 %
21,99	3,28	14,916 %
22,01	3,30	14,993 %
22,03	3,30	14,980 %
22,05	3,30	14,966 %
22,07	3,30	14,952 %
22,09	3,30	14,939 %
22,11	3,30	14,925 %
22,13	3,30	14,912 %
22,15	3,32	14,989 %
22,17	3,32	14,975 %
22,19	3,32	14,962 %
22,21	3,32	14,948 %
22,23	3,32	14,935 %
22,25	3,32	14,921 %
22,27	3,34	14,998 %
22,29	3,34	14,984 %
22,31	3,34	14,971 %
22,33	3,34	14,957 %
22,35	3,34	14,944 %
22,37	3,34	14,931 %
22,39	3,34	14,917 %
22,41	3,36	14,993 %
22,43	3,36	14,980 %
22,45	3,36	14,967 %
22,47	3,36	14,953 %
22,49	3,36	14,940 %
22,51	3,36	14,927 %
22,53	3,36	14,913 %
22,55	3,38	14,989 %
22,57	3,38	14,976 %
22,59	3,38	14,962 %
22,61	3,38	14,949 %
22,63	3,38	14,936 %
22,65	3,38	14,923 %
22,67	3,40	14,998 %
22,69	3,40	14,985 %
22,71	3,40	14,971 %
22,73	3,40	14,958 %
22,75	3,40	14,945 %
22,77	3,40	14,932 %
22,79	3,40	14,919 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
22,81	3,42	14,993 %
22,83	3,42	14,980 %
22,85	3,42	14,967 %
22,87	3,42	14,954 %
22,89	3,42	14,941 %
22,91	3,42	14,928 %
22,93	3,42	14,915 %
22,95	3,44	14,989 %
22,97	3,44	14,976 %
22,99	3,44	14,963 %
23,01	3,44	14,950 %
23,03	3,44	14,937 %
23,05	3,44	14,924 %
23,07	3,46	14,998 %
23,09	3,46	14,985 %
23,11	3,46	14,972 %
23,13	3,46	14,959 %
23,15	3,46	14,946 %
23,17	3,46	14,933 %
23,19	3,46	14,920 %
23,21	3,48	14,994 %
23,23	3,48	14,981 %
23,25	3,48	14,968 %
23,27	3,48	14,955 %
23,29	3,48	14,942 %
23,31	3,48	14,929 %
23,33	3,48	14,916 %
23,35	3,50	14,989 %
23,37	3,50	14,976 %
23,39	3,50	14,964 %
23,41	3,50	14,951 %
23,43	3,50	14,938 %
23,45	3,50	14,925 %
23,47	3,52	14,998 %
23,49	3,52	14,985 %
23,51	3,52	14,972 %
23,53	3,52	14,960 %
23,55	3,52	14,947 %
23,57	3,52	14,934 %
23,59	3,52	14,922 %
23,61	3,54	14,994 %
23,63	3,54	14,981 %
23,65	3,54	14,968 %
23,67	3,54	14,956 %
23,69	3,54	14,943 %
23,71	3,54	14,930 %
23,73	3,54	14,918 %
23,75	3,56	14,989 %
23,77	3,56	14,977 %
23,79	3,56	14,964 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
23,81	3,56	14,952 %
23,83	3,56	14,939 %
23,85	3,56	14,927 %
23,87	3,58	14,998 %
23,89	3,58	14,985 %
23,91	3,58	14,973 %
23,93	3,58	14,960 %
23,95	3,58	14,948 %
23,97	3,58	14,935 %
23,99	3,58	14,923 %
24,01	3,60	14,994 %
24,03	3,60	14,981 %
24,05	3,60	14,969 %
24,07	3,60	14,956 %
24,09	3,60	14,944 %
24,11	3,60	14,932 %
24,13	3,60	14,919 %
24,15	3,62	14,990 %
24,17	3,62	14,977 %
24,19	3,62	14,965 %
24,21	3,62	14,952 %
24,23	3,62	14,940 %
24,25	3,62	14,928 %
24,27	3,64	14,998 %
24,29	3,64	14,986 %
24,31	3,64	14,973 %
24,33	3,64	14,961 %
24,35	3,64	14,949 %
24,37	3,64	14,936 %
24,39	3,64	14,924 %
24,41	3,66	14,994 %
24,43	3,66	14,982 %
24,45	3,66	14,969 %
24,47	3,66	14,957 %
24,49	3,66	14,945 %
24,51	3,66	14,933 %
24,53	3,66	14,921 %
24,55	3,68	14,990 %
24,57	3,68	14,978 %
24,59	3,68	14,965 %
24,61	3,68	14,953 %
24,63	3,68	14,941 %
24,65	3,68	14,929 %
24,67	3,70	14,998 %
24,69	3,70	14,986 %
24,71	3,70	14,974 %
24,73	3,70	14,962 %
24,75	3,70	14,949 %
24,77	3,70	14,937 %
24,79	3,70	14,925 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
24,81	3,72	14,994 %
24,83	3,72	14,982 %
24,85	3,72	14,970 %
24,87	3,72	14,958 %
24,89	3,72	14,946 %
24,91	3,72	14,934 %
24,93	3,72	14,922 %
24,95	3,74	14,990 %
24,97	3,74	14,978 %
24,99	3,74	14,966 %
25,01	3,74	14,954 %
25,03	3,74	14,942 %
25,05	3,74	14,930 %
25,07	3,76	14,998 %
25,09	3,76	14,986 %
25,11	3,76	14,974 %
25,13	3,76	14,962 %
25,15	3,76	14,950 %
25,17	3,76	14,938 %
25,19	3,76	14,927 %
25,21	3,78	14,994 %
25,23	3,78	14,982 %
25,25	3,78	14,970 %
25,27	3,78	14,958 %
25,29	3,78	14,947 %
25,31	3,78	14,935 %
25,33	3,78	14,923 %
25,35	3,80	14,990 %
25,37	3,80	14,978 %
25,39	3,80	14,967 %
25,41	3,80	14,955 %
25,43	3,80	14,943 %
25,45	3,80	14,931 %
25,47	3,82	14,998 %
25,49	3,82	14,986 %
25,51	3,82	14,975 %
25,53	3,82	14,963 %
25,55	3,82	14,951 %
25,57	3,82	14,939 %
25,59	3,82	14,928 %
25,61	3,84	14,994 %
25,63	3,84	14,982 %
25,65	3,84	14,971 %
25,67	3,84	14,959 %
25,69	3,84	14,947 %
25,71	3,84	14,936 %
25,73	3,84	14,924 %
25,75	3,86	14,990 %
25,77	3,86	14,979 %

TABEL VOOR RETROCESSIE		
Gemidd. FPO	Dagelijkse retrocessie	d.w.z.
25,79	3,86	14,967 %
25,81	3,86	14,955 %
25,83	3,86	14,944 %
25,85	3,86	14,932 %
25,87	3,88	14,998 %
25,89	3,88	14,986 %
25,91	3,88	14,975 %
25,93	3,88	14,963 %
25,95	3,88	14,952 %
25,97	3,88	14,940 %
25,99	3,88	14,929 %
26,01	3,90	14,994 %
26,03	3,90	14,983 %
26,05	3,90	14,971 %
26,07	3,90	14,960 %
26,09	3,90	14,948 %
26,11	3,90	14,937 %
26,13	3,90	14,925 %
26,15	3,92	14,990 %
26,17	3,92	14,979 %
26,19	3,92	14,968 %
26,21	3,92	14,956 %
26,23	3,92	14,945 %
26,25	3,92	14,933 %
26,27	3,94	14,998 %
26,29	3,94	14,987 %
26,31	3,94	14,975 %
26,33	3,94	14,964 %
26,35	3,94	14,953 %
26,37	3,94	14,941 %
26,39	3,94	14,930 %
26,41	3,96	14,994 %
26,43	3,96	14,983 %
26,45	3,96	14,972 %
26,47	3,96	14,960 %
26,49	3,96	14,949 %
26,51	3,96	14,938 %
26,53	3,96	14,926 %
26,55	3,98	14,991 %

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 27 februari 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 1987

[2003/29230]

24 MARS 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, modifié par les décrets des 6 avril 1998, 5 mai 1999 et 29 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2000, du 2 mai 2002 et du 16 octobre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'Aide à la Jeunesse, donné le 25 juin 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 janvier 2003;

Vu la délibération du gouvernement de la Communauté française du 30 janvier 2003 sur demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 19 février 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 2003,

Arrête :

Article unique. L'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés, est rapporté.

Bruxelles, le 24 mars 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1987

[2003/29230]

24 MAART 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 19 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de gespecialiseerde opvangcentra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de decreten van 6 april 1998, 5 mei 1999 en 29 maart 2001;

Gelet op het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de besluiten van 15 juni 2000, 2 mei 2002 en 16 oktober 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de gespecialiseerde opvangcentra;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor Hulpverlening aan de Jeugd, gegeven op 25 juni 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 december 2002;
 Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 januari 2003;
 Gelet op de beraadslaging van 30 januari 2003 van de Regering over het verzoek om advies aan de Raad van State binnen een termijn van niet langer dan een maand;
 Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 19 februari 2003, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;
 Op de voordracht van de Minister tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort;
 Gelet op de beraadslaging van 13 maart 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Enig artikel. artikel 9, § 1, lid 2, van het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de gespecialiseerde opvangcentra wordt ingetrokken.

Brussel, 24 maart 2003.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
 De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
 Mevr. N. MARECHAL

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 1988

[2003/29227]

24 MARS 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil d'urgence

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, modifié par les décrets des 6 avril 1998, 5 mai 1999 et 29 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2000, du 2 mai 2002 et du 16 octobre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil d'urgence;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'Aide à la Jeunesse, donné le 25 juin 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 janvier 2003;

Vu la délibération du gouvernement de la Communauté française du 30 janvier 2003 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 19 février 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 2003,

Arrête :

Article unique. L'article 10, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil d'urgence, est rapporté.

Bruxelles, le 24 mars 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
 La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
 Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1988

[2003/29227]

24 MAART 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor dringende opvang

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de decreten van 6 april 1998, 5 mei 1999 en 29 maart 2001;

Gelet op het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de besluiten van 15 juni 2000; 2 mei 2002 en 16 oktober 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor dringende opvang;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor Hulpverlening aan de Jeugd, gegeven op 25 juni 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 december 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 januari 2003;

Gelet op de beraadslaging van 30 januari 2003 van de Regering over het verzoek om advies aan de Raad van State binnen een termijn van niet langer dan een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 19 februari 2003, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van 13 maart 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Enig artikel. Artikel 12, lid 2, van het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor dringende opvang gezin wordt ingetrokken.

Brussel, 24 maart 2003.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hulpverlening en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 1989

[2003/29228]

24 MARS 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, modifié par les décrets des 6 avril 1998, 5 mai 1999 et 29 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2000, du 2 mai 2002 et du 16 octobre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'Aide à la Jeunesse, donné le 25 juin 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 janvier 2003;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 30 janvier 2003 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 19 février 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 2003,

Arrête :

Article unique. L'article 15, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative, est rapporté.

Bruxelles, le 24 mars 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1989

[2003/29228]

24 MAART 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de decreten van 6 april 1998, 5 mei 1999 en 29 maart 2001;

Gelet op het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de besluiten van 15 juni 2000, 2 mei 2002 en 16 oktober 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor Hulpverlening aan de Jeugd, gegeven op 25 juni 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 december 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 januari 2003;

Gelet op de beraadslaging van 30 januari 2003 van de Regering over het verzoek om advies aan de Raad van State binnen een termijn van niet langer dan een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 19 februari 2003, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van 13 maart 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Enig artikel. Artikel 15, lid 2, van het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp wordt ingetrokken.

Brussel, 24 maart 2003.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 1990

[2002/29229]

24 MARS 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres de premier accueil

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, modifié par les décrets des 6 avril 1998, 5 mai 1999 et 29 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2000, du 2 mai 2002 et du 16 octobre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres de premier accueil;

Vu l'avis du Conseil Communautaire de l'Aide à la Jeunesse, donné le 25 juin 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 janvier 2003;

Vu la délibération du gouvernement de la Communauté française du 30 janvier 2003 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 19 février 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 mars 2003,

Arrête :

Article unique. L'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres de premier accueil, est rapporté.

Bruxelles, le 24 mars 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1990

[2002/29229]

24 MAART 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor eerste opvang

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de decreten van 6 april 1998, 5 mei 1999 en 29 maart 2001;

Gelet op het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de besluiten van 15 juni 2000, 2 mei 2002 en 16 oktober 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor eerste opvang;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor Hulpverlening aan de Jeugd, gegeven op 25 juni 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 december 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 januari 2003;

Gelet op de beraadslaging van 30 januari 2003 van de Regering over het verzoek om advies aan de Raad van State binnen een termijn van niet langer dan een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 19 februari 2003, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van 13 maart 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Enig artikel. Artikel 10, § 1, lid 2, van het besluit van 15 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van de toekenning van toelagen aan de centra voor eerste opvang wordt ingetrokken.

Brussel, 24 maart 2003.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2003 — 1991

[2003/33017]

2. DEZEMBER 2002 — Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2003 (1)

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Für die auf das Haushaltsjahr 2003 entfallenden Ausgaben werden Haushaltsmittel in folgender Höhe zur Verfügung gestellt:

(x 1.000 Euro)

	2003
Nichtaufgegliederte Mittel	126.027
Aufgegliederte Mittel:	
Verpflichtungsermächtigungen	11.215
Ausgabenermächtigungen	8.954

Diese Haushaltsmittel sind in Anhang I - Aufstellungen a) und b) nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen aufgeführt.

Artikel 2 - Die Einnahmen und Ausgaben der Haushaltsfonds sowie deren Saldi am Anfang und am Ende des entsprechenden Haushaltsjahres werden folgendermaßen geschätzt:

(x 1.000 Euro)

	Saldo am 01.01.2003	Einnahmen 2003	Variable Kredite 2003	Saldo am 31.12.2003
Haushaltsfonds	543	4.809	4.969	383

Die detaillierte Auflistung der Haushaltsfonds ist im Anhang I c) aufgeführt.

Artikel 3 - In Abweichung von Artikel 34 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates werden nur die verfügbaren nichtaufgegliederten Mittel des Haushaltsjahres 2003 auf das nächste Haushaltsjahr übertragen, die am 31. Dezember 2003 festgelegt sind.

Die anderen verfügbaren nichtaufgegliederten Mittel verfallen automatisch am 31. Dezember 2003.

Artikel 4 - Der zum Jahresende endgültig verfallene Teil der übertragenen festgelegten nichtaufgegliederten Mittel wird im darauffolgenden Jahr in den Amortisierungsfonds eingespeist.

Artikel 5 - In Abweichung von Artikel 15 des Grundgesetzes vom 29. Oktober 1846 über den Rechnungshof können jedem der außerordentlichen Buchhalter der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft Geldvorschüsse bis zu einem Höchstbetrag von 1,9 Millionen € und

jedem außerordentlichen Buchhalter des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft Geldvorschüsse bis zu einem Höchstbetrag von 2,9 Millionen € gewährt werden.

Dürfen mit diesen Vorschüssen bestritten werden, alle laufenden Ausgaben und Kapitalausgaben der Deutschsprachigen Gemeinschaft in allen Organisationsbereichen bis zu einem Höchstbetrag von 10.000 €. Diese Ausgaben sind nicht dem vorherigen Visum des Festlegungskontrolleurs unterworfen.

Artikel 6 - Die Gehaltssubventionen für Personen in Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen, die Gehaltssubventionen an Personalmitglieder der Musikakademie der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die Gehälter der Lehrpersonen und des Unterhaltspersonals in den Schulen, die Ausgaben in Ausführung des Dekretes vom 25. Juni 1996 über das Laufbahnende sowie über einen Sonderurlaub wegen verkürzter Dienstleistungen im Unterrichtswesen und in den psycho-medizinisch-sozialen Zentren sowie zur Abänderung von Artikel 10 des Königlichen Erlasses Nr. 63 vom 20. Juli 1982 zur Abänderung der Bestimmungen der Besoldungsstatute, die auf das Unterrichtspersonal und das ihm gleichgestellte Personal des Vollzeitunterrichts und des Weiterbildungs- oder Teilzeitunterrichts Anwendung finden, sowie die Gehälter des Personals des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft können in Form von festen Ausgaben ausgezahlt werden.

Artikel 7 - Die Entschädigungen für Bestattungskosten, die Geburtszulagen und die Prämien können in der gleichen Weise wie die Entgelte der Begünstigten gezahlt werden.

Artikel 8 - In Abweichung von Artikel 76 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates wird in der Rechnungslegung zur Ausführung des Haushalts kein Unterschied mehr gemacht zwischen den Ursprüngen der Leistungen.

Artikel 9 - Die Regierung wird ermächtigt, das von der Deutschsprachigen Gemeinschaft angekaufte Material Vereinen, Vereinigungen und Einrichtungen zu den von ihr festgelegten Bedingungen auszuleihen.

Artikel 10 - In Abweichung von Artikel 15 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates dürfen für die gehaltsbezogenen Zuweisungen im Unterrichtsbereich Neuverteilungen auch zwischen mehreren Programmen desselben Organisationsbereiches vorgenommen werden.

Artikel 11 - In Abweichung von Artikel 15 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates dürfen für die Ausgabeermächtigungen Neuverteilungen auch zwischen mehreren Programmen und mehreren Organisationsbereichen vorgenommen werden, wenn es sich hierbei um Ausgaben handelt, die im Infrastrukturplan aufgenommen sind. Die Regierung begründet die vorgenommene Neuverteilung aufgrund des schnelleren oder langsameren Ausführungsrhythmus der Arbeiten.

Artikel 12 - Die Auszahlungen der noch offenstehenden Verpflichtungen, die im Laufe der vorherigen Haushaltsjahre festgelegt wurden zu Lasten von Verpflichtungsermächtigungen der Zuweisungen, deren Nummerierung inzwischen abgeändert wurde oder die in andere Zuweisungen aufgenommen wurden, dürfen den entsprechenden Programmmitteln und Zuweisungen für das laufende Haushaltsjahr angerechnet werden.

Artikel 13 – Die Regierung kann beschließen, die Festlegungen verfallen zu lassen, die vor dem 1. Januar 1998 getätigt wurden und die bis zum 31. Dezember 2003 nicht beansprucht wurden.

Die Regierung übermittelt dem Rat unmittelbar eine Übersicht über die auf diese Weise verfallenen Festlegungen und die entsprechenden Projekte.

Artikel 14 - In Ausführung von Artikel 12 Absatz 3 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates können folgende Zuschüsse zuerkannt werden:

ORGANISATIONSBEREICH 20 - MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT			
Programm 00: Allgemeine laufende Ausgaben			
20	00	33.01	Beteiligung der Deutschsprachigen Gemeinschaft an den Kosten der Gewerkschaftsdelegationen
20	00	33.03	Subvention an die VoE Sozialdienst des Personals des Ministeriums und der Regierungskabinette der Deutschsprachigen Gemeinschaft
20	00	45.40	Zahlung des Verantwortlichkeitsbeitrags - Bereich Ministerium und Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft
Programm 11: Außenbeziehungen und Kommunikation			
20	11	33.01	Subventionen im Rahmen der Zusammenarbeit zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und den anderen Gemeinschaften und Regionen
20	11	33.03	Subvention an die Vereinigung "Internationaler Musikwettbewerb Königin Elisabeth von Belgien", Preis der Deutschsprachigen Gemeinschaft
20	11	33.04	Subventionen im Rahmen der Außenbeziehungen und der Kommunikation
20	11	33.05	Subvention der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Ausstellung „Belgissimo“
20	11	33.81	Subventionen an das "Belgische Haus" in Köln
20	11	35.30	Subventionen an die Euregio Maas-Rhein
20	11	35.31	Subventionen an die G.m.b.H. "Europäisches Tourismusinstitut an der Universität Trier"
20	11	35.43	Beiträge der Deutschsprachigen Gemeinschaft an internationale Organisationen

ORGANISATIONSBEREICH 30 - UNTERRICHT, AUSBILDUNG UND ARBEITSBESCHAFFUNG			
Programm 11: Allgemeine Initiativen			
30	11	33.01	Subvention an die VoE "Patienten: Rat und Treff" für die Initiative "Unterricht für kranke Kinder"
30	11	33.02	Subventionen an Vereinigungen
30	11	33.40	Subventionen zugunsten der VoE "Pädagogisches Zentrum"
30	11	33.42	Subventionen zur Förderung des Schulsports
30	11	41.20	Subventionen an Hochschulen und Universitäten des Gemeinschaftsunterrichtswesens
30	11	41.30	Subventionen an Hochschulen und Universitäten des freien subventionierten Unterrichtswesens
30	11	41.40	Subventionen an die Schulen und das psycho-medizinisch-soziale Zentrum des Gemeinschaftsunterrichtswesens mit Ausnahme der Hochschulen und Universitäten
30	11	43.26	Subventionen an die Schulen und das psycho-medizinisch-soziale Zentrum des offiziellen subventionierten Unterrichtswesens
30	11	44.30	Subventionen an die Schulen und das psycho-medizinisch-soziale Zentrum des freien subventionierten Unterrichtswesens
Programm 12: Schülerbeförderung			
30	12	34.01	Rückzahlung Fahrscheine (Abonnements TEC)
Programm 21: Kunstunterricht			
30	21	43.51	Funktionssubventionen zugunsten der Interkommunalen Musikakademie der Deutschsprachigen Gemeinschaft
30	21	63.51	Ausstattungssubventionen zugunsten der Interkommunalen Musikakademie der Deutschsprachigen Gemeinschaft
Programm 22: Außerschulische Aus- und Fortbildung im Bereich Mittelstand und Landwirtschaft			

30	22	33.21	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen zugunsten von Vereinigungen, die in den Bereichen Mittelstand oder Landwirtschaft tätig sind
30	22	33.30	Subventionen zur Förderung junger Selbständiger und Hilfskräfte
30	22	34.40	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen zugunsten von Privatpersonen, die in den Bereichen Mittelstand oder Landwirtschaft tätig sind
30	22	34.41	Subventionen zugunsten von Privatpersonen im Zusammenhang mit der beruflichen Aus- und Weiterbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen
30	22	52.11	Ausstattungssubventionen für die Zentren für Aus- und Weiterbildung des Mittelstandes
30	22	61.43	Ausrüstungssubventionen für die außerschulische Ausbildung
Programm 23: Beschäftigung, Umschulung, Fernkurse und Koordination im Bereich der beruflichen Ausbildung			
30	23	33.01	Subventionen im Rahmen des EU-Programmes LIFE
30	23	33.02	Subventionen an Vereinigungen und privatrechtliche Einrichtungen im Zusammenhang mit Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen
30	23	33.04	Subventionen im Rahmen der Kompetenz Beschäftigung zur Unterstützung von Pilotprojekten, Initiativen des GABB, der Sozialökonomie und von Studien
30	23	33.05	Subventionen im Rahmen des Europäischen Sozialfonds 1994-1999
30	23	33.06	Subventionen im Rahmen des Europäischen Sozialfonds 2000-2006
30	23	33.07	Subventionen im Rahmen von Begleitplänen der Föderalregierung
30	23	33.08	Subventionen zur Koordination im Bereich der Beschäftigung und der beruflichen Ausbildung von Arbeitnehmern
30	23	33.09	Subventionen an die ostbelgische Wirtschaftsförderungsgesellschaft

30	23	33.80	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen: Bereich Beschäftigung und Ausbildung von Arbeitnehmern
30	23	41.41	Subventionen an den WSR (Wirtschafts- und Sozialrat)
30	23	43.01	Subventionen an Gemeinden und öffentliche Einrichtungen im Zusammenhang mit Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen
30	23	52.10	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung für VoEs, die Initiativen im Bereich Umschulung und Beschäftigung von Arbeitslosen ergreifen
30	23	52.11	Ausstattungssubventionen für VoEs, die Initiativen im Bereich Umschulung und Beschäftigung von Arbeitslosen ergreifen
30	23	52.12	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung für den Infrastrukturpool
30	23	52.13	Ausrüstungssubventionen für den Infrastrukturpool
30	23	63.21	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im Bereich Beschäftigung und Berufliche Ausbildung
Programm 24: Schulbauten			
30	24	43.26	Subventionen zum Anmieten von Gebäuden im Bereich des offiziellen subventionierten Unterrichtswesens
30	24	44.30	Subventionen zum Anmieten von Gebäuden (Fertigbauten) im Bereich des freien subventionierten Unterrichtswesens
30	24	63.23	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im offiziellen subventionierten Unterrichtswesen
30	24	64.10	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im freien subventionierten Unterrichtswesen
ORGANISATIONSBEREICH 40 - JUGEND, VOLKS- UND ERWACHSENENBILDUNG, KULTUR, SPORT, TOURISMUS			
Programm 11: Jugend			
40	11	33.23	Subventionen zugunsten der VoE "Jugendbüro der Deutschsprachigen Gemeinschaft"

40	11	33.24	Subventionen für die Ausbildung und Weiterbildung von Animatoren im Bereich der Jugend
40	11	33.25	Subventionen für besondere Initiativen im Bereich der Jugend
40	11	33.80	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen im Bereich Jugend
40	11	52.11	Ausrüstungssubventionen für privatrechtliche Jugendorganisationen, Jugendzentren und Jugenddiensten
40	11	63.20	Ausrüstungssubventionen für Jugendeinrichtungen der Gemeinden
Programm 12: Volks- und Erwachsenenbildung			
40	12	33.23	Subventionen zugunsten des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung
40	12	33.24	Subventionen zugunsten der VoE "Verbraucherschutzzentrale Ostbelgien"
40	12	33.25	Subventionen für die Ausbildung und Weiterbildung von Animatoren im Bereich der Volks- und Erwachsenenbildung sowie der Kreativen Ateliers
40	12	33.26	Subventionen für besondere Initiativen im Bereich der Volks- und Erwachsenenbildung
40	12	33.27	Subventionen für besondere Initiativen im Bereich der Kreativen Ateliers
40	12	33.28	Subventionen der Agentur für nachhaltige Entwicklung
40	12	33.80	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen: Bereich Volks- und Erwachsenenbildung und Kreative Ateliers
40	12	52.11	Ausrüstungssubventionen für privatrechtliche Organisationen der Volks- und Erwachsenenbildung und Kreative Ateliers
40	12	63.20	Ausrüstungssubventionen für Volks- und Erwachsenenbildungseinrichtungen und Kreative Ateliers der Gemeinden

Programm 13: Kultur			
40	13	33.23	Subventionen zugunsten der Föderation als regionaler Verband
40	13	33.25	Funktionssubventionen für privatrechtliche Kulturzentren
40	13	33.26	Funktionssubventionen für Vereinigungen, die Musik, Theater, Tanz, Literatur und bildende Künste fördern
40	13	33.27	Subventionen zugunsten von Museen und für Tätigkeiten im Zusammenhang mit Archäologie, Kunsterbe, Geschichte und Heimatkunde und von allgemeinen populärwissenschaftlichen Tätigkeiten
40	13	33.28	Subventionen zur Förderung und Verbreitung der Literatur, der Musik, der Bühnenkünste, der Filmkunst und der bildenden Künste sowie zur Organisation von bildenden Veranstaltungen, Ausstellungen, Ausbildungs- und Fortbildungskursen im Bereich Kultur
40	13	33.29	Personalsubventionen zur Professionalisierung im Kulturbereich
40	13	33.80	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen: Bereich Kultur
40	13	34.31	Subventionen, Stipendien und Beihilfen zugunsten von Künstlern und Wissenschaftlern
40	13	43.22	Subventionen für Kulturzentren der Gemeinden
40	13	52.11	Ausrüstungssubventionen für privatrechtliche Kulturorganisationen und Verbände, für privatrechtliche Museen sowie für privatrechtliche Institutionen und Organisationen, die in den Bereichen Archäologie und Kunsterbe, Geschichte und Heimatkunde sowie im populärwissenschaftlichen Bereich tätig ist
40	13	52.13	Subventionen zugunsten von privatrechtlichen Organisationen für Maßnahmen zum Erhalt des Kulturerbes
40	13	63.20	Ausrüstungssubventionen für Kultureinrichtungen der Gemeinden
40	13	63.22	Subventionen zugunsten von Gemeinden für Maßnahmen zum Erhalt des Kulturerbes
40	13	63.52	Subventionen zugunsten von Kirchenfabriken für Maßnahmen zum Erhalt des Kulturerbes

Programm 14: Bibliothekswesen und Medien			
40	14	33.01	Subventionen an den Belgischen Berufsjournalistenverband
40	14	33.02	Subventionen für Nachrichtentätigkeiten von Privatsendern
40	14	33.22	Funktionssubventionen für Bibliotheken von Krankenhäusern und Altersheimen, sowie Fachbibliotheken
40	14	33.23	Funktionssubventionen für den Verband der Bibliothekare
40	14	33.24	Funktionssubventionen zugunsten von Offenen Kanälen
40	14	33.25	Subventionen für besondere Initiativen im Bereich des Bibliotheks- und Medienwesens
40	14	33.26	Subventionen für Kinos
40	14	33.27	Subventionen an die Agentur für Neue Medien
40	14	52.11	Ausrüstungssubventionen für privatrechtliche Bibliotheken
40	14	63.20	Ausrüstungssubventionen für öffentliche Bibliotheken der Gemeinden
Programm 16: Sport			
40	16	33.41	Subventionen für besondere Initiativen im Bereich des Behindertensports und des Seniorensports
40	16	33.42	Subventionen für regionale Sportorganisationen, die im Breitensport tätig sind
40	16	33.48	Subventionen für das Nationale COIB sowie das BOIK der Deutschsprachigen Gemeinschaft
40	16	33.80	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen: Bereich Sport
40	16	52.11	Ausrüstungssubventionen für privatrechtliche Sportorganisationen und Sportstätten
40	16	63.22	Ausrüstungssubventionen für Sportinfrastrukturen von Gemeinden
Programm 17: Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität			

40	17	33.21	Subventionen für regionale Zusammenschlüsse von Verkehrsvereinen, provinzielle Touristikverbände sowie Touristikbünde und -vereinigungen
40	17	33.23	Subventionen für VoEs, die die Leitung touristischer Einrichtungen der Gemeinschaft oder regionaler Gästebetreuung wahrnehmen bzw. in deren Verwaltungsrat die Regierung einen Vertreter entsendet
40	17	33.25	Mitgliedsbeiträge für nationale Tourismuseinrichtungen
40	17	33.26	Subventionen für das Verkehrsamt der Ostkantone
40	17	33.27	Subventionen in Bezug auf das Umweltamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft und zur Förderung der Lebensqualität
40	17	33.28	Subventionen für internationale Tourismuseinrichtungen: Beitragsleistungen, Beteiligungen
40	17	33.29	Subventionen für Vereinigungen im Bereich des Sozialtourismus: Miete und Werbung
40	17	35.20	Übertragungen zugunsten ausländischer Behörden innerhalb der EU im Rahmen von Interreg III-Projekten
40	17	33.80	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen: Bereich Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität
40	17	45.23	Subventionen an das "Office de Promotion du Tourisme" (OPT)
40	17	43.00	Übertragungen zugunsten von Provinzen und Gemeinden im Rahmen von Interreg III-Projekten
40	17	52.10	Unterstützung im Rahmen der Bestimmungen über die Bewilligung von Subventionen zur Förderung des Sozialtourismus
40	17	52.11	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von privatrechtlichen Infrastrukturen im Bereich Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität mit Ausnahme der Einrichtungen für Sozialtourismus
40	17	52.13	Ausrüstungssubventionen für privatrechtliche Verkehrsvereine für deren Ausgaben im Bereich Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität

40	17	52.14	Ausrüstungs- und Ausstattungssubventionen für die Vennbahn V.o.E. sowie für Ausgaben, die für die Aufrechterhaltung des Fahrbetriebes der Vennbahn notwendig sind
40	17	63.01	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Infrastrukturen von Gemeinden im Bereich Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität
40	17	63.22	Ausrüstungssubventionen für Gemeinden, für deren Ausgaben im Bereich Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität
Programm 18: Gemeinschaftszentren			
40	18	33.02	Subventionen zugunsten der VoE "Haus Ternell"
40	18	41.40	Subventionen für Gemeinschaftszentren
40	18	41.41	Funktionsdotation an das Begegnungszentrum Burg-Reuland
Programm 19: Freizeitgestaltung			
40	19	33.21	Subventionen zugunsten von Amateurvereinigungen im Bereich der Landwirtschaft und des Tierschutzes sowie zugunsten von Vereinigungen im Bereich Freizeitgestaltung
40	19	33.22	Subventionen für Initiativen im Bereich Freizeitgestaltung
40	19	52.11	Ausrüstungssubventionen für privatrechtliche Vereinigungen im Bereich der Freizeitgestaltung
40	19	63.22	Ausrüstungssubventionen im Bereich der Freizeitgestaltung der Gemeinden
Programm 21: Denkmal- und Landschaftsschutz sowie Ausgrabungen und Naturpflege			
40	21	33.22	Subventionen für besondere Initiativen im Bereich des Denkmal- und Landschaftsschutzes, Ausgrabungen und Naturpflege
40	21	52.10	Subventionen für Instandsetzungsarbeiten an nicht unter Denkmalschutz stehenden schützenswerten Objekten im Besitz privatrechtlicher Personen
40	21	53.10	Subventionen für Instandsetzungsarbeiten an nicht unter Denkmalschutz stehenden schützenswerten Objekten im Besitz von natürlichen Personen
40	21	63.22	Subventionen für Instandsetzungsarbeiten an nicht unter Denkmalschutz stehenden schützenswerten Objekten im Besitz von Gemeinden

40	21	63.52	Subventionen für Instandsetzungsarbeiten an nicht unter Denkmalschutz stehenden schützenswerten Objekten im Besitz von Kirchenfabriken
ORGANISATIONSBEREICH 50 - FAMILIE, SENIOREN, GESUNDHEIT UND SOZIALES			
Programm 11: Familie und Senioren			
50	11	33.01	Vorhaben mit Modellcharakter im Bereich der Dienste zu Hause
50	11	33.02	Subventionen für Tätigkeiten im Bereich der Senioren
50	11	33.03	Subventionen an die Dienste der häuslichen Betreuung
50	11	33.05	Subventionen für Organisationen, deren Zielsetzung in der individuellen und/oder allgemeinen Beratung im Bereich des Familienlebens stehen
50	11	33.06	Koordination in der Heimpflege
50	11	33.07	Maßnahmen im Bereich der Wohnungsanpassung
50	11	33.08	Subventionen an den Palliativpflegeverband
50	11	33.09	Subventionen für die Kleinkindbetreuung
50	11	33.10	Subventionen für neue Initiativen im Bereich der Kleinkindbetreuung
50	11	33.11	Allgemeine laufende Ausgaben für Ferientaufenthalte von Gruppen und/oder von bedürftigen Familien
50	11	33.80	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen
50	11	43.22	Subventionen an Öffentliche Sozialhilfezentren für Senioren- und Familienhilfsdienste
50	11	43.23	Maßnahmen im Bereich der Wohnungsanpassung
50	11	52.11	Subventionen an Vereinigungen ohne Erwerbszweck für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Kinderkrippen, Kindertagesstätten und Heimen für Mütter sowie Beratungsstätten für Familien
50	11	52.12	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung in Bezug auf Senioreneinrichtungen

50	11	52.13	Ausstattungssubventionen für Alten- und Pflegeheime
50	11	52.14	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Alten- und Pflegeheimen und betreuten Wohnungen
50	11	52.15	Ausrüstungssubventionen für Alten- und Pflegeheime
50	11	52.16	Ausrüstungssubventionen an Vereinigungen ohne Erwerbszweck von Kinderkrippen, Kindertagesstätten und Heimen für Mütter sowie Beratungsstätten für Familien
50	11	52.21	Ausrüstungssubventionen für Senioreneinrichtungen
50	11	63.21	Subventionen an öffentliche Einrichtungen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Senioreneinrichtungen
50	11	63.22	Ausrüstungssubventionen für Senioreneinrichtungen
50	11	63.23	Ausstattungssubventionen für Alten- und Pflegeheime
50	11	63.24	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Alten- und Pflegeheimen
50	11	63.27	Ausrüstungssubventionen an öffentliche Einrichtungen von Kinderkrippen, Kindertagesstätten und Heimen für Mütter sowie Beratungsstätten für Familien
Programm 13: Behindertenbereich			
50	13	33.01	Subventionen für Ferien- und Studienreisen von Behinderten
50	13	33.02	Subventionen für besondere Initiativen für die soziale und berufliche Integration von Behinderten
50	13	33.03	Subventionen jeglicher Art zur Förderung der internationalen und zwi- schengemeinschaftlichen Beziehungen im Behindertenbereich
50	13	41.40	Dotation für die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit Behinderung
50	13	61.41	Kapitaldotation für die Dienststelle für Personen mit Behinderung zur Finanzierung von Infrastrukturmaßnahmen
Programm 14: Besondere Hilfe für Kinder, Jugendliche und junge Erwachsene			
50	14	33.01	Unterstützung von Projekten im Bereich der Jugendhilfe

50	14	35.31	Unterbringung von Kindern und Jugendlichen im Ausland
50	14	43.22	Subventionen bei den laufenden Ausgaben für Minderjährige im Zentrum Mosaik
50	14	52.10	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Infrastrukturen im Bereich der Jugendhilfe
50	14	52.22	Ausrüstungssubventionen für Organisationen im Bereich der Jugendhilfe
50	14	63.21	Subventionen an untergeordnete Behörden für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im Bereich der Jugendhilfe
50	14	63.22	Ausrüstungssubventionen im Bereich der Jugendhilfe der untergeordneten Behörden
Programm 15: Aufnahme, Soziale Hilfe und Lebensbewältigung			
50	15	33.01	Subventionen für Organisationen, die im Sozialbereich tätig sind
50	15	33.02	Subventionen für die Integration von Gastarbeitern, Flüchtlingen und Mitbürgern, die aus der Dritten Welt stammen
50	15	33.04	Subventionen an Vereinigungen, die im Bereich der Betreuung und der sozialen Wiedereingliederung von Strafgefangenen, Angehörigen von Strafgefangenen und Opfern von Straftaten tätig sind
50	15	33.05	Subventionen im Bereich der Entwicklungshilfe, zur Förderung der Völkerverständigung und der Wahrung der Menschenrechte sowie humanitäre Hilfe in Krisengebieten
50	15	33.20	Subventionen für Personal, allgemeine laufende Ausgaben des S.P.Z. "Beratung und Lebenshilfe"
50	15	33.27	Subventionen für die Suchtvorbeugung an die "Arbeitsgemeinschaft für Suchtvorbeugung und Lebensbewältigung"
50	15	33.80	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen
50	15	34.31	Unvorhergesehene Ausgaben für soziale Härtefälle
50	15	43.21	Ausgaben im Bereich des Sonderfonds für Sozialhilfe
50	15	43.22	Mietsubventionen an ÖSHZ für die Unterbringung von Bedürftigen

50	15	52.11	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im sozialen Bereich
50	15	52.21	Ausrüstungssubventionen im sozialen Bereich
50	15	63.21	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im sozialen Bereich
50	15	63.22	Ausrüstungssubventionen im sozialen Bereich
Programm 16: Gesundheitswesen			
50	16	33.01	Subventionen an Organisationen, die im Bereich der Gesundheitsfürsorge tätig sind
50	16	33.02	Fortbildung für Notärzte, Krankenpfleger, Hebammen, medizinisches Hilfspersonal, Seniorenbetreuer und Sanitäter
50	16	33.04	Subventionen für zahngesundheitliche Untersuchungen in den Schulen
50	16	33.05	Subventionen für schulärztliche Überwachung
50	16	43.20	Subventionen für schulärztliche Überwachung an Gemeinden
50	16	43.52	Subventionen für die Betreibung der Notarztwagendienste
50	16	52.11	Subventionen an VoEs für den Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Sondereinrichtungen für die Volksgesundheit
50	16	52.21	Subventionen für den Ankauf von Fahrzeugen und Material für den medizinischen Bereich
50	16	53.25	Ausstattungssubventionen für Krankenhäuser
50	16	53.26	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im Krankenhausbereich
50	16	63.21	Subventionen an Gemeinden für den Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Sondereinrichtungen für die Volksgesundheit
50	16	63.22	Subventionen für den Ankauf von Fahrzeugen und Material für den medizinischen Bereich
50	16	74.22	Ankauf von Material im Bereich der Volksgesundheit

Artikel 15 - Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 41 und 50 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates können Zahlungsanweisungen im Bereich Infrastrukturen bis zu 90 % der jeweils festgelegten Summe ohne vorheriges Visum des Rechnungshofes ausgezahlt werden.

Diese Regelung kann Anwendung finden auf alle Projekte, bei denen die Gesamtintervention der Deutschsprachigen Gemeinschaft mindestens 150.000 € beträgt, und dies in folgenden aufgegliederten Zuweisungen:

OB	PR	Zuweisung
30	23	52.10
30	23	52.12
30	23	52.13
30	23	52.14
30	23	63.21
30	24	63.23
30	24	64.10
30	24	72.10
40	11	52.12
40	11	52.13
40	11	52.14
40	11	63.21
40	11	63.22
40	12	52.12
40	12	52.13
40	12	63.21
40	12	63.22
40	13	52.12
40	13	52.14
40	13	63.21
40	13	63.23
40	14	52.12
40	14	63.21
40	14	63.22
40	16	52.12
40	16	52.13
40	16	63.21
40	16	63.22
40	17	51.01
40	17	51.02
40	17	51.03
40	17	52.10
40	17	52.11
40	17	52.15
40	17	63.01
40	17	72.11
40	18	65.20

40	18	71.01
40	18	72.10
40	18	72.12
40	19	52.12
40	19	52.13
40	19	63.21
40	19	63.22
40	21	52.10
40	21	53.10
40	21	53.11
40	21	63.21
40	21	63.22
40	21	63.51
50	11	52.11
50	11	52.12
50	11	52.14
50	11	52.17
50	11	52.22
50	11	63.21
50	11	63.23
50	11	63.24
50	11	63.28
50	11	63.29
50	13	52.11
50	13	63.01
50	14	52.10
50	14	52.23
50	14	63.21
50	14	63.23
50	15	52.11
50	15	52.22
50	15	63.21
50	15	63.23
50	16	52.11
50	16	53.25
50	16	53.26
50	16	63.21

Artikel 16 – Die Regierung wird ermächtigt, die im Organisationsbereich 60, Programm 12 vorgesehenen Mittel auf Zuweisungen in ihrer jeweiligen Kategorie (nichtaufgegliederte und aufgegliederte Mittel) zu verteilen. Eine Liste der durchgeführten Verteilung wird dem Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Information zugesandt.

Artikel 17 - Die Haushalte der Dienste mit autonomer Geschäftsführung und der Dienste mit getrennter Geschäftsführung sind dem vorliegenden Dekret als Anhang II beigelegt.

Artikel 18 - Die Regierung berechtigt die Dienste mit autonomer Geschäftsführung, ihre Mittel bei von der Regierung anerkannten Finanzeinrichtungen zinsbringend anzulegen.

Der Zinsertrag wird im Haushalt dieser Dienste mit autonomer Geschäftsführung in den Einnahmen aufgeführt.

Artikel 19 - Dieses Dekret tritt am 1. Januar 2003 in Kraft.

a) Haushalt 2003 - Zusammenfassung

Organisationsbereich Programm	NAM	VE	AE
Organisationsbereich 01 - Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft			
Programm 00: Dotation	3.300	0	0
Gesamtbetrag Organisationsbereich 01	3.300	0	0
Organisationsbereich 10 - Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft			
Programm 00: Allgemeine laufende Ausgaben	2.443	0	0
Programm 01: Personalkosten von Freigestellten aus dem Unterrichtswesen	85	0	0
Gesamtbetrag Organisationsbereich 10	2.528	0	0
Organisationsbereich 20 - Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft			
Programm 00: Allgemeine laufende Ausgaben	8.253	0	0
Programm 11: Aussenbeziehungen und Kommunikation	368	0	0
Programm 12: Studien und Untersuchungen	120	0	0
Gesamtbetrag Organisationsbereich 20	8.741	0	0
Organisationsbereich 30 - Unterricht, Ausbildung und Arbeitsbeschaffung			
Programm 00: Gehaltsgebundene Ausgaben im Unterrichtswesen	2.888	0	0
Programm 01: Gehaltskosten im Bereich PMS	969	0	0
Programm 02: Gehaltskosten im Regelgrundschulwesen	23.184	0	0
Programm 03: Gehaltskosten im Regelsekundarschulwesen	26.230	0	0
Programm 04: Gehaltskosten im Universitäts- und Hochschulwesen	1.750	0	0
Programm 05: Gehaltskosten im Sonderschulwesen	4.182	0	0
Programm 06: Gehaltskosten im Bereich Kunstunterricht	1.127	0	0
Programm 07: Gehaltskosten im Fortbildungsschulwesen	999	0	0
Programm 08: Freistellungen im Unterrichtswesen	1.821	0	0
Programm 11: Allgemeine Initiativen	762	0	0
Programm 12: Schülerbeförderung	753	0	0
Programm 13: Psycho-medizinisch-soziale Zentren	151	0	0
Programm 14: Regelgrundschulwesen	2.102	0	0
Programm 15: Regelsekundarschulwesen	3.482	0	0
Programm 16: Hochschulwesen und Universitäten	203	0	0
Programm 17: Sonderschulwesen	525	0	0
Programm 18: Schulische Weiterbildung (Abendschulen)	77	0	0
Programm 19: Studienbeihilfen, Stipendien und wissenschaftliche Forschung	257	0	0
Programm 21: Kunstunterricht	31	4	4
Programm 22: Außerschulische Aus- und Fortbildung im Bereich Mittelstand und Landwirtschaft	2.486	0	0
Programm 23: Beschäftigung, Umschulung, Fernkurse und Koordination im Bereich der beruflichen Ausbildung	12.303	149	104
Programm 24: Schulbauten	250	4.386	3.163
Gesamtbetrag Organisationsbereich 30	86.532	4.539	3.271

a) Haushalt 2003 - Zusammenfassung

Organisationsbereich 40 - Jugend, Volks- und Erwachsenenbildung, Kultur, Sport, Tourismus			
Programm 11: Jugend	1.013	204	145
Programm 12: Volks- und Erwachsenenbildung	1.545	35	26
Programm 13: Kultur	973	280	202
Programm 14: Bibliothekswesen und Medien	827	48	35
Programm 15: BRF	4.420	0	0
Programm 16: Sport	669	523	380
Programm 17: Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität	741	551	393
Programm 18: Gemeinschaftszentren	314	1.345	957
Programm 19: Freizeitgestaltung	25	2	2
Programm 21: Denkmal- und Landschaftsschutz, Ausgrabungen und Naturpflege	184	401	280
Gesamtbetrag Organisationsbereich 40	10.711	3.389	2.420
Organisationsbereich 50 - Familie, Senioren, Gesundheit und Soziales			
Programm 11: Familie und Senioren	2.645	451	313
Programm 13: Behindertenbereich	6.550	423	296
Programm 14: Besondere Hilfe für Kinder, Jugendliche und junge Erwachsene	2.250	0	0
Programm 15: Aufnahme, Soziale Hilfe und Lebensbewältigung	2.105	21	15
Programm 16: Gesundheitswesen	662	2.292	2.254
Gesamtbetrag Organisationsbereich 50	14.212	3.187	2.878
Organisationsbereich 60 - Schatzamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft			
Programm 00: Laufende Verrichtungen des Schatzamtes	3	0	0
Programm 12: Rücklage	0	100	385
Gesamtbetrag Organisationsbereich 60	3	100	385
Gesamtbetrag Kapitel I	126.027	11.215	8.954

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM Euro*1000	VE Euro*1000	AE Euro*1000
		EWK	FUNK					
Organisationsbereich 01 - Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft								
Programm 00: Dotation								
01	00	41.40	01.10		Dotation für den Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft	3.250		
01	00	61.41	01.10		Außergewöhnliche Dotation an den Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Infrastrukturvorhaben	50		
Gesamtbetrag Programm 00						3.300	0	0
Gesamtbetrag Organisationsbereich 01						3.300	0	0
Organisationsbereich 10 - Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft								
Programm 00: Allgemeine laufende Ausgaben								
10	00	11.11	01.10	ABC	Gehälter der Minister und der Mitarbeiter der Regierung	1.640		
10	00	11.20	01.10	ABC	Sozialabgaben Arbeitgeberanteil	220		
10	00	12.11	01.10	ABC	Allgemeine laufende Ausgaben	500		
10	00	12.13	01.10	ABC	Leasingkosten	33		
10	00	74.10	01.10	ABC	Ankauf von Beförderungsmitteln	25		
10	00	74.22	01.10	ABC	Ankauf von Maschinen und Mobiliar	25		
Gesamtbetrag Programm 00						2.443	0	0
Programm 01: Personalkosten von Freigestellten aus dem Unterrichtswesen								
10	01	11.11	01.10	ABC	Gehälter von freigestelltem Personal aus dem Unterrichtswesen das in einem Regierungskabinett tätig ist	81		
10	01	11.20	01.10	ABC	Sozialabgaben Arbeitgeberanteil für freigestelltes Personal aus dem Unterrichtswesen das in einem Regierungskabinett tätig ist	4		
Gesamtbetrag Programm 01						85	0	0
Gesamtbetrag Organisationsbereich 10						2.528	0	0

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung			Bezeichnung	NAM Euro*1000	VE Euro*1000	AE Euro*1000
		EWK	FUNK	Min				
Organisationsbereich 20 - Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft								
Programm 00: Allgemeine laufende Ausgaben								
20	00	11.11	01.33	A	Gehälter des Personals des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft	5.290		
20	00	11.20	01.33	A	Sozialabgaben des Arbeitsgebers	1.232		
20	00	12.11	01.30	A	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich Ministerium	1.262		
20	00	12.12	01.30	A	Miete von Immobilien für die verschiedenen Dienststellen des Ministeriums	83		
20	00	12.13	01.30	A	Leasingkosten	130		
20	00	33.01	01.30	A	Beteiligung der Deutschsprachigen Gemeinschaft an den Kosten der Gewerkschaftsdelegationen	28		
20	00	33.03	01.30	A	Subvention an die VoE Sozialdienst des Personals des Ministeriums und der Regierungskabinette der Deutschsprachigen Gemeinschaft	60		
20	00	45.40	01.33	A	Zahlung des Verantwortlichkeitsbeitrags - Bereich Ministerium und Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft	13		
20	00	74.10	01.30	A	Ankauf von Beförderungsmitteln	30		
20	00	74.22	01.30	A	Ankauf von Maschinen und Mobiliar	125		
Gesamtbetrag Programm 00						8.253	0	0
Programm 11: Aussenbeziehungen und Kommunikation								
20	11	12.11	08.00	A	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich der Aussenbeziehungen und der Kommunikation	200		
20	11	33.01	08.00	A	Subventionen im Rahmen der Zusammenarbeit zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und den anderen Gemeinschaften und Regionen	5		
20	11	33.02	08.00	A	Subventionen im Rahmen der Zusammenarbeit zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaft betreffend die Gemeinden Plombières, Welkenraedt, Baelen, Waimes und Malmedy	5		
20	11	33.03	08.10	A	Subvention an die Vereinigung "Internationaler Musikwettbewerb Königin Elisabeth von Belgien", Preis der Deutschsprachigen Gemeinschaft	10		
20	11	33.04	01.40	A	Subventionen im Rahmen der Aussenbeziehungen und der Kommunikation	25		
20	11	33.05	01.40	A	Subvention der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Ausstellung "Belgissimo"	25		

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK			Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
20	11	33.81	01.40	A	Subventionen an das "Belgische Haus" in Köln	0		
20	11	35.30	01.40	A	Subventionen an die Euregio Maas-Rhein	69		
20	11	35.31	11.60	A	Subventionen an die G.m.b.H. "Europäisches Tourismusinstitut an der Universität Trier"	19		
20	11	35.43	01.40	A	Beiträge der Deutschsprachigen Gemeinschaft an internationale Organisationen	10		
20	11	81.42	11.60	A	Beteiligung der Deutschsprachigen Gemeinschaft an die Euregionale 2008 Agentur GmbH	0		
Gesamtbetrag Programm 11						368	0	0
Programm 12: Studien und Untersuchungen								
20	12	12.11	04.60	ABC	Studien und Untersuchungen in den Bereichen Tourismus, Soziales, Familie, Volksgesundheit, Jugendschutz, Kultur und Sport, Unterricht und Ausbildung	120		
Gesamtbetrag Programm 12						120	0	0
Gesamtbetrag OB 20						8.741	0	0
Organisationsbereich 30 - Unterricht, Ausbildung und Arbeitsbeschaffung								
Programm 00: Gehaltsgebundene Ausgaben im Unterrichtswesen								
30	00	11.11	04.00	B	Vorstreckung der Bezüge der bezuschussten Vertragsangestellten	638		
30	00	11.12	04.00	B	Löhne und Entschädigungen des Begleitpersonals in den Schülerbussen	52		
30	00	11.20	04.00	B	Sozialabgaben - Arbeitgeberanteil für das Begleitpersonal in den Schülerbussen	21		
30	00	11.31	04.00	B	Zahlung der Kinderzulagenbeträge und Geburtsprämien des Lehr-, Erziehungshilfs-, Verwaltungs- und Unterhaltspersonals sowie des technischen Personals des PMS-Zentrums (aller Schulnetze)	2.034		
30	00	12.11	04.00	B	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich Unterrichtspersonal	45		
30	00	45.40	04.00	B	Zahlung des Verantwortlichkeitsbeitrags - Bereich Unterrichtswesen	98		
30	00	45.41	04.00	B	Rückerstattung der Prämien für Laufbahnunterbrechung an ONEM	0		
Gesamtbetrag Programm 00						2.888	0	0
Programm 01: Gehaltskosten im Bereich PMS								

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM Euro*1000	VE Euro*1000	AE Euro*1000
		EWK	FUNK					
30	01	01.01	05.10	B	Sozialplan und Vorruhestandsregelung im Bereich PMS	48		
30	01	11.11	05.10	B	Gehälter und Entschädigungen des Verwaltungspersonals sowie des technischen Personals des PMS-Zentrums im Gemeinschaftsunterrichtswesen	387		
30	01	11.20	05.10	B	Sozialabgaben - Arbeitgeberlasten des Verwaltungspersonals sowie des technischen Personals des PMS-Zentrums im Gemeinschaftsunterrichtswesen	53		
30	01	43.24	05.10	B	Gehaltssubventionen an die offiziellen subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des PMS-Zentrums	223		
30	01	43.25	05.10	B	Pensionssubventionen an die offiziellen subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des PMS-Zentrums	30		
30	01	44.10	05.10	B	Gehaltssubventionen an die freien subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des PMS-Zentrums	201		
30	01	44.20	05.10	B	Pensionssubventionen an die freien subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des PMS-Zentrums	27		
Gesamtbetrag Programm 01						969	0	0
Programm 02: Gehaltskosten im Regelgrundschulwesen								
30	02	01.01	04.20	B	Sozialplan und Vorruhestandsregelung im Bereich Grundschulwesen	1.598		
30	02	11.11	04.20	B	Gehälter und Entschädigungen des Lehr-, Erziehungshilfs-, Verwaltungs- und Unterhaltungspersonals sowie des technischen Personals des Grundschulwesens	4.047		
30	02	11.20	04.20	B	Sozialabgaben - Arbeitgeberlasten des Lehr-, Erziehungshilfs-, Verwaltungs- und Unterhaltungspersonals sowie des technischen Personals des Grundschulwesens	552		
30	02	43.24	04.20	B	Gehaltssubventionen an die offiziellen subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Grundschulwesens	13.621		
30	02	43.25	04.20	B	Pensionssubventionen an die offiziellen subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Grundschulwesens	1.893		
30	02	44.10	04.20	B	Gehaltssubventionen an die freien subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Grundschulwesens	1.296		
30	02	44.20	04.20	B	Pensionssubventionen an die freien subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Grundschulwesens	177		
Gesamtbetrag Programm 02						23.184	0	0
Programm 03: Gehaltskosten im Regelsekundarschulwesen								

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM Euro*1000	VE Euro*1000	AE Euro*1000
		EWK	FUNK					
30	03	01.01	04.30	B	Sozialplan und Vorruhestandsregelung im Bereich Sekundarschulwesens	884		
30	03	11.11	04.30	B	Gehälter und Entschädigungen des Lehr-, Erziehungshilfs-, Verwaltungs- und Unterhaltspersonals sowie des technischen Personals des Sekundarschulwesens	11.212		
30	03	11.20	04.30	B	Sozialabgaben - Arbeitgeberlasten des Lehr-, Erziehungshilfs-, Verwaltungs- und Unterhaltspersonals sowie des technischen Personals des Sekundarschulwesens	1.529		
30	03	43.24	04.30	B	Gehaltssubventionen an die offiziellen subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Sekundarschulwesens	107		
30	03	43.25	04.30	B	Pensionssubventionen an die offiziellen subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Sekundarschulwesens	15		
30	03	44.10	04.30	B	Gehaltssubventionen an die freien subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Sekundarschulwesens	10.942		
30	03	44.20	04.30	B	Pensionssubventionen an die freien subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Sekundarschulwesens	1.541		
Gesamtbetrag Programm 03						26.230	0	0
Programm 04: Gehaltskosten im Universitäts- und Hochschulwesens								
30	04	01.01	04.44	B	Sozialplan und Vorruhestandsregelung im Bereich Universitäts- und Hochschulwesens	30		
30	04	11.11	04.44	B	Gehälter und Entschädigungen des Lehr-, Erziehungshilfs-, Verwaltungs- und Unterhaltspersonals sowie des technischen Personals des Universitäts- und Hochschulwesens	917		
30	04	11.20	04.44	B	Sozialabgaben - Arbeitgeberlasten des Lehr-, Erziehungshilfs-, Verwaltungs- und Unterhaltspersonals sowie des technischen Personals des Universitäts- und Hochschulwesens	125		
30	04	44.10	04.44	B	Gehaltssubventionen an die freien subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Universitäts- und Hochschulwesens	597		
30	04	44.20	04.44	B	Pensionssubventionen an die freien subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Universitäts- und Hochschulwesens	81		
Gesamtbetrag Programm 04						1.750	0	0
Programm 05: Gehaltskosten im Sonderschulwesens								
30	05	01.01	04.36	B	Sozialplan und Vorruhestandsregelung im Bereich Sonderschulwesens	119		
30	05	11.11	04.36	B	Gehälter und Entschädigungen des Lehr-, Erziehungshilfs-, Verwaltungs- und Unterhaltspersonals sowie des technischen Personals des Sonderschulwesens	3.140		

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM Euro*1000	VE Euro*1000	AE Euro*1000
		EWK	FUNK					
30	05	11.20	04.36	B	Sozialabgaben - Arbeitgeberlasten des Lehr-, Erziehungshilfs-, Verwaltungs- und Unterhaltspersonals sowie des technischen Personals des Sonderschulwesens	456		
30	05	44.10	04.36	B	Gehaltssubventionen an die freien subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Sonderschulwesens	411		
30	05	44.20	04.36	B	Pensionssubventionen an die freien subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Sonderschulwesens	56		
Gesamtbetrag Programm 05						4.182	0	0
Programm 06: Gehaltskosten im Bereich Kunstunterricht								
30	06	43.24	04.50	B	Gehaltssubventionen an die Interkommunale "Musikakademie der Deutschsprachigen Gemeinschaft"	992		
30	06	43.25	04.50	B	Pensionssubventionen an die Interkommunale "Musikakademie der Deutschsprachigen Gemeinschaft"	135		
Gesamtbetrag Programm 06						1.127	0	0
Programm 07: Gehaltskosten im Fortbildungsschulwesen								
30	07	01.01	04.50	B	Sozialplan und Vorruhestandsregelung im Bereich Fortbildungsschulwesen	30		
30	07	11.11	04.50	B	Gehälter und Entschädigungen des Lehr-, Erziehungshilfs-, Verwaltungs- und Unterhaltspersonals im Fortbildungsschulwesen	550		
30	07	11.20	04.50	B	Sozialabgaben - Arbeitgeberanteil für das Lehr-, Erziehungshilfs-, Verwaltungs- und Unterhaltspersonal im Fortbildungsschulwesen	75		
30	07	43.24	04.50	B	Gehaltssubventionen an die offiziellen subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Fortbildungsschulwesens	227		
30	07	43.25	04.50	B	Pensionssubventionen an die offiziellen subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Fortbildungsschulwesens	31		
30	07	44.10	04.50	B	Gehaltssubventionen an die freien subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Fortbildungsschulwesens	76		
30	07	44.20	04.50	B	Pensionssubventionen an die freien subventionierten Schuleinrichtungen sowie für das technische Personal des Fortbildungsschulwesens	10		
Gesamtbetrag Programm 07						999	0	0
Programm 08: Freistellungen im Unterrichtswesen								
30	08	11.11	04.00	B	Gehälter und Entschädigungen der Sonderbeauftragten ernannt als Direktions-, Lehr-, Erziehungs- und Hilfspersonals	1.095		

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM Euro*1000	VE Euro*1000	AE Euro*1000
		EWK	FUNK					
30	08	11.20	04.00	B	Sozialabgaben - Arbeitgeberanteil für Sonderbeauftragte als Lehr-, Erziehungs- und Hilfspersonal	149		
30	08	43.24	04.00	B	Gehaltssubventionen an die offiziellen subventionierten Schuleinrichtungen für Sonderbeauftragte	144		
30	08	43.25	04.00	B	Pensionssubventionen an die offiziellen subventionierten Schuleinrichtungen für Sonderbeauftragte	20		
30	08	44.10	04.00	B	Gehaltssubventionen an die freien subventionierten Schuleinrichtungen für Sonderbeauftragte	363		
30	08	44.20	04.00	B	Pensionssubventionen an die freien subventionierten Schuleinrichtungen für Sonderbeauftragte	50		
Gesamtbetrag Programm 08						1.821	0	0
Programm 11: Allgemeine Initiativen								
30	11	12.11	04.00	B	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich Unterrichtswesen	522		
30	11	33.01	04.00	B	Subvention an die VoE "Patienten: Rat und Treff" für die Initiative "Unterricht für kranke Kinder"	5		
30	11	33.02	04.00	B	Subventionen an Vereinigungen	9		
30	11	33.40	04.00	B	Subventionen zugunsten der VoE "Pädagogisches Zentrum"	40		
30	11	33.42	04.00	B	Subventionen zur Förderung des Schulsports	10		
30	11	41.20	04.00	B	Subventionen an Hochschulen und Universitäten des Gemeinschaftsunterrichtswesens	7		
30	11	41.30	04.00	B	Subventionen an Hochschulen und Universitäten des freien subventionierten Unterrichtswesens	7		
30	11	41.40	04.00	B	Subventionen an die Schulen und das psycho-medizinisch-soziale Zentrum des Gemeinschaftsunterrichtswesens mit Ausnahme der Hochschulen und Universitäten	62		
30	11	43.26	04.00	B	Subventionen an die Schulen und das psycho-medizinisch-soziale Zentrum des offiziellen subventionierten Unterrichtswesens	46		
30	11	44.30	04.00	B	Subventionen an die Schulen und das psycho-medizinisch-soziale Zentrum des freien subventionierten Unterrichtswesens	54		
30	11	63.21	04.00	B	Subventionen für Initiativen im OSU	0		
Gesamtbetrag Programm 11						762	0	0
Programm 12: Schülerbeförderung								
30	12	12.11	04.00	B	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich der Schülerbeförderung	580		
30	12	12.21	04.00	B	Rückzahlung TEC	162		

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK					
30	12	34.01	06.36	B	Rückzahlung Fahrscheine (Abonnements TEC)	11		
30	12	74.10	06.36	B	Ankauf von Beförderungsmitteln	0		
Gesamtbetrag Programm 12						753	0	0
Programm 13: Psycho-medizinisch-soziale Zentren								
30	13	41.40	05.10	B	Funktionsdotation	92		
30	13	43.26	05.10	B	Funktionssubvention an das offizielle subventionierte Unterrichtswesen	29		
30	13	44.31	05.10	B	Funktionssubvention an das freie subventionierte Unterrichtswesen	30		
Gesamtbetrag Programm 13						151	0	0
Programm 14: Regelgrundschulwesen								
30	14	41.40	04.20	B	Funktionsdotation	206		
30	14	43.20	04.20	B	Subventionen für die Zahlung der Mittagsaufsicht in den offiziellen subventionierten Schulen	78		
30	14	43.26	04.20	B	Funktionssubvention an das offizielle subventionierte Unterrichtswesen	1.652		
30	14	44.30	04.20	B	Subventionen für die Zahlung der Mittagsaufsicht in den freien subventionierten Schulen	9		
30	14	44.31	04.20	B	Funktionssubvention an das freie subventionierte Unterrichtswesen	157		
Gesamtbetrag Programm 14						2.102	0	0
Programm 15: Regelsekundarschulwesen								
30	15	41.40	04.30	B	Funktionsdotation	1.814		
30	15	44.31	04.30	B	Funktionssubvention an das freie subventionierte Unterrichtswesen	1.668		
Gesamtbetrag Programm 15						3.482	0	0
Programm 16: Hochschulwesen und Universitäten								
30	16	41.40	04.44	B	Funktionsdotation	113		
30	16	44.31	04.44	B	Funktionssubvention an das freie subventionierte Unterrichtswesen	90		
Gesamtbetrag Programm 16						203	0	0

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung			Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK				Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
Programm 17: Sonderschulwesen									
30	17	41.40	04.36		B	Funktionsdotation	492		
30	17	44.30	04.36		B	Subventionen für die Zahlung der Mittagsaufsicht in den freien subventionierten Schulen	3		
30	17	44.31	04.36		B	Funktionssubvention an das freie subventionierte Unterrichtswesen	30		
Gesamtbetrag Programm 17							525	0	0
Programm 18: Schulische Weiterbildung (Abendschulen)									
30	18	41.40	04.00		B	Funktionsdotation	43		
30	18	43.26	04.00		B	Funktionssubvention an das offizielle subventionierte Unterrichtswesen	24		
30	18	44.31	04.00		B	Funktionssubvention an das freie subventionierte Unterrichtswesen	10		
Gesamtbetrag Programm 18							77	0	0
Programm 19: Studienbeihilfen, Stipendien und wissenschaftliche Forschung									
30	19	12.11	04.32		B	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich der Studienbeihilfen, der Stipendien und der wissenschaftlichen Forschung	2		
30	19	34.40	04.32		B	Subventionen für Weiterbildungsaufenthalte im In- und Ausland	1		
30	19	34.41	04.32		B	Stipendien für Inhaber einer Hochschul- oder Universitätsdiploms	4		
30	19	34.42	04.32		B	Subventionen zu Gunsten von jungen Forschern und Studenten für wissenschaftliche Aufträge	2		
30	19	34.43	04.32		B	Studienbeihilfen für Schüler und Studenten	248		
Gesamtbetrag Programm 19							257	0	0
Programm 21: Kunstunterricht									
30	21	12.11	04.50		B	Allgemeine laufende Ausgaben in Zusammenhang mit der Musikakademie der Deutschsprachigen Gemeinschaft	4		
30	21	43.51	04.50		B	Funktionssubventionen zugunsten der Interkommunalen Musikakademie der Deutschsprachigen Gemeinschaft	27		
30	21	63.51	04.50		B	Ausstattungssubventionen zugunsten der Interkommunalen Musikakademie der Deutschsprachigen Gemeinschaft		4	4
Gesamtbetrag Programm 21							31	4	4

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK			Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
Programm 22: Außerschulische Aus- und Fortbildung im Bereich Mittelstand und Landwirtschaft								
30	22	12.11	04.50	B	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich außerschulische Aus- und Fortbildung	10		
30	22	33.21	04.50	B	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen zugunsten von Vereinigungen, die in den Bereichen Mittelstand oder Landwirtschaft tätig sind	8		
30	22	33.22	04.50	B	Subventionen zugunsten von Vereinigungen im Zusammenhang mit der beruflichen Aus- und Weiterbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen	58		
30	22	33.30	04.50	B	Subventionen zur Förderung junger Selbständiger und Hilfskräfte	10		
30	22	34.40	04.50	B	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen zugunsten von Privatpersonen, die in den Bereichen Mittelstand oder Landwirtschaft tätig sind	0		
30	22	34.41	04.50	B	Subventionen zugunsten von Privatpersonen im Zusammenhang mit der beruflichen Aus- und Weiterbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen	0		
30	22	41.41	04.50	B	Dotation zugunsten des Instituts für die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand	2.388		
30	22	52.10	04.50	B	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung der Zentren für Aus- und Weiterbildung des Mittelstandes			
30	22	52.11	04.50	B	Ausrüstungssubventionen für die Zentren für Aus- und Weiterbildung des Mittelstandes	12		
30	22	52.12	04.50	B	Ausstattungssubventionen für die Zentren für Aus- und Weiterbildung des Mittelstandes			
30	22	61.43	04.50	B	Ausrüstungssubventionen für die außerschulische Ausbildung	0		
30	22	61.44	04.50	B	Ausstattungssubventionen für die außerschulische Ausbildung			
Gesamtbetrag Programm 22						2.486	0	0
Programm 23: Beschäftigung, Umschulung, Fernkurse und Koordination im Bereich der beruflichen Ausbildung								
30	23	12.11	06.43	A	Allgemeine laufende Ausgaben in Bezug auf die Beschäftigung und die berufliche Aus- und Weiterbildung	37		
30	23	33.01	06.43	A	Subventionen im Rahmen des EU-Programmes LIFE	137		
30	23	33.02	06.43	A	Subventionen an Vereinigungen und privatrechtliche Einrichtungen im Zusammenhang mit Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen	3.439		

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK			Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
30	23	33.03	06.43	A	Subventionen im Rahmen des Systems der Dienstleistungsschecks und nachbarschaftlicher Hilfeleistungen	248		
30	23	33.04	06.43	A	Subventionen im Rahmen der Kompetenz Beschäftigung zur Unterstützung von Pilotprojekten, Initiativen des GABB, der Sozialökonomie und von Studien	124		
30	23	33.05	06.43	A	Subventionen im Rahmen des Europäischen Sozialfonds 1994-1999	0		
30	23	33.06	06.43	A	Subventionen im Rahmen des Europäischen Sozialfonds 2000-2006	1.779		
30	23	33.07	06.43	A	Subventionen im Rahmen von Begleitplänen der Föderalregierung	446		
30	23	33.08	06.43	A	Subventionen zur Koordination im Bereich der Beschäftigung und der beruflichen Ausbildung von Arbeitnehmern	0		
30	23	33.09	06.43	A	Subventionen an die ostbelgische Wirtschaftsförderungsgesellschaft	136		
30	23	33.80	06.43	A	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen : Bereich Beschäftigung und Ausbildung von Arbeitnehmern	5		
30	23	41.40	06.43	A	Dotation an das Arbeitsamt	3.347		
30	23	41.41	06.43	A	Subventionen an den WSR (Wirtschafts- und Sozialrat)	218		
30	23	43.01	06.43	A	Subventionen an Gemeinden und öffentliche Einrichtungen im Zusammenhang mit Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen	2.261		
30	23	52.10	06.43	A	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung für VoEs, die Initiativen im Bereich Umschulung und Beschäftigung von Arbeitslosen ergreifen		149	104
30	23	52.11	06.43	A	Ausrüstungssubventionen für VoEs, die Initiativen im Bereich Umschulung und Beschäftigung von Arbeitslosen ergreifen	2		
30	23	52.12	06.43	AB	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung für den Infrastrukturpool			
30	23	52.13	06.43	AB	Ausrüstungssubventionen für den Infrastrukturpool	0		
30	23	52.14	06.43	AB	Ausstattungssubventionen für den Infrastrukturpool			
30	23	52.15	06.43	A	Ausstattungssubventionen für VoEs, die Initiativen im Bereich Umschulung und Beschäftigung von Arbeitslosen ergreifen			
30	23	61.41	06.43	A	Außergewöhnliche Dotation an das Arbeitsamt			
30	23	61.42	06.43	A	Kapitaldotation an das Arbeitsamt	124		
30	23	63.21	06.43	A	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im Bereich Beschäftigung und Berufliche Ausbildung			

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung			Bezeichnung	NAM Euro*1000	VE Euro*1000	AE Euro*1000
		EWK	FUNK	Min				
Gesamtbetrag Programm 23						12.303	149	104
Programm 24: Schulbauten								
30	24	12.11	04.00	B	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich Schulbauten	86		
30	24	12.21	04.00	B	Allgemeine Unkosten zugunsten von öffentlichen Verwaltungen und Dienststellen	5		
30	24	43.13	04.00	B	Zinssubventionen für das offiziell subventionierte Unterrichtswesen	44		
30	24	43.26	04.00	B	Subventionen zum Anmieten von Gebäuden im Bereich des offiziellen subventionierten Unterrichtswesens	0		
30	24	44.30	04.00	B	Subventionen zum Anmieten von Gebäuden (Fertigbauten) im Bereich des freien subventionierten Unterrichtswesens	0		
30	24	63.21	04.00	B	Ausgaben für die Ausrüstung für das offizielle subventionierte Unterrichtswesen	4		
30	24	63.22	04.00	B	Ausgaben für die Ausstattung für das offizielle subventionierte Unterrichtswesen		90	90
30	24	63.23	04.00	B	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im offiziellen subventionierten Unterrichtswesen		1.024	717
30	24	64.10	04.00	B	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im freien subventionierten Unterrichtswesen		1.460	1.022
30	24	64.20	04.00	B	Ausgaben für die Ausrüstung für das freie subventionierte Unterrichtswesen	10		
30	24	64.21	04.00	B	Ausgaben für die Ausstattung für das freie subventionierte Unterrichtswesen		90	90
30	24	72.10	04.00	B	Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im Gemeinschaftsunterrichtswesen		1.592	1.114
30	24	74.22	04.00	B	Ausgaben für die Ausrüstung für das Gemeinschaftsunterrichtswesen	101		
30	24	74.23	04.00	B	Ausgaben für die Ausstattung für das Gemeinschaftsunterrichtswesen		130	130
30	24	74.30	04.00	B	Einregistrierungskosten bei Ankäufen von Gebäuden und Geländen (Grundstücken) für das Gemeinschaftsunterrichtswesen	0		
Gesamtbetrag Programm 24						250	4.386	3.163
Gesamtbetrag Organisationsbereich 30						86.532	4.539	3.271
Organisationsbereich 40 - Jugend, Volks- und Erwachsenenbildung, Kultur, Sport, Tourismus								
Programm 11: Jugend								

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK			Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
40	11	12.11	08.20	C	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich Jugend	25		
40	11	33.20	08.20	C	Subventionen für die Kosten von Personal, das bei Jugendorganisationen, Jugendzentren und Jugenddiensten tätig ist	424		
40	11	33.21	08.20	C	Funktionssubventionen zugunsten von Jugendorganisationen, Jugendzentren und Jugenddiensten	261		
40	11	33.23	08.20	C	Subventionen zugunsten der VoE "Jugendbüro der Deutschsprachigen Gemeinschaft"	265		
40	11	33.24	08.20	C	Subventionen für die Ausbildung und Weiterbildung von Animatoren im Bereich der Jugend	25		
40	11	33.25	08.20	C	Subventionen für besondere Initiativen im Bereich der Jugend	5		
40	11	33.80	08.20	C	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen im Bereich Jugend	3		
40	11	52.11	08.20	C	Ausrüstungssubventionen für privatrechtliche Jugendorganisationen, Jugendzentren und Jugenddienste	5		
40	11	52.12	08.20	C	Subventionen Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im Bereich der privatrechtlichen Jugendinfrastrukturen		109	76
40	11	52.13	08.20	C	Subvention für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung für die VoE "Jugendbüro der Deutschsprachigen Gemeinschaft"			
40	11	52.14	08.20	C	Ausstattungssubventionen für privatrechtliche Jugendorganisationen, Jugendzentren und Jugenddiensten		2	2
	11	63.20	08.20	C	Ausrüstungssubventionen für Jugendeinrichtungen der Gemeinden	0		
40	11	63.21	08.20	C	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im Bereich der Jugendinfrastrukturen von Gemeinden		87	61
40	11	63.22	08.20	C	Ausstattungssubventionen für Jugendeinrichtungen der Gemeinden		6	6
Gesamtbetrag Programm 11						1.013	204	145
Programm 12: Volks- und Erwachsenenbildung								
40	12	12.11	08.20	C	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich Volks- und Erwachsenenbildung, Kreative Ateliers und nachhaltige Entwicklung	34		
40	12	33.20	08.20	C	Subventionen für die Kosten von Personal, das bei Volks- und Erwachsenenbildungsorganisationen oder Kreativen Ateliers tätig ist	705		
40	12	33.21	08.20	C	Funktionssubventionen zugunsten von Volks- und Erwachsenenbildungsorganisationen und -initiativen	253		

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK			Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
40	12	33.22	08.20	C	Funktionssubventionen zugunsten von Kreativen Ateliers und Initiativen im Bereich der Kreativen Ateliers	57		
40	12	33.23	08.20	C	Subventionen zugunsten des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung	54		
40	12	33.24	08.20	C	Subventionen zugunsten der VoE "Verbraucherschutzzentrale Ostbelgien"	184		
40	12	33.25	08.20	C	Subventionen für die Ausbildung und Weiterbildung von Animatoren im Bereich der Volks- und Erwachsenenbildung sowie der Kreativen Ateliers	14		
40	12	33.26	08.20	C	Subventionen für besondere Initiativen im Bereich der Volks- und Erwachsenenbildung	107		
40	12	33.27	08.20	C	Subventionen für besondere Initiativen im Bereich der Kreativen Ateliers	20		
40	12	33.28	08.20	C	Subventionen zugunsten der Agentur für nachhaltige Entwicklung	112		
40	12	33.80	08.20	C	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen : Bereich Volks- und Erwachsenenbildung und Kreative Ateliers	0		
40	12	52.11	08.20	C	Ausrüstungssubventionen für privatrechtliche Organisationen der Volks- und Erwachsenenbildung und Kreative Ateliers	5		
40	12	52.12	08.20	C	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im Bereich der privatrechtlichen Volks- und Erwachsenenbildung und Kreativen Ateliers		8	6
40	12	52.13	08.20	C	Ausstattungssubventionen für privatrechtliche Organisationen der Volks- und Erwachsenenbildung und Kreative Ateliers		2	2
40	12	63.20	08.20	C	Ausrüstungssubventionen für Volks- und Erwachsenenbildungseinrichtungen und Kreative Ateliers der Gemeinden	0		
40	12	63.21	08.20	C	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im Bereich der Volks- und Erwachsenenbildung und Kreativen Ateliers der Gemeinden		23	16
40	12	63.22	08.20	C	Ausstattungssubventionen für Volks- und Erwachsenenbildungseinrichtungen und Kreative Ateliers der Gemeinden		2	2
Gesamtbetrag Programm 12						1.545	35	26
Programm 13: Kultur								
40	13	12.11	08.20	B	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich der Kultur	31		
40	13	33.21	08.20	B	Funktionssubventionen zugunsten von Amateurkunstvereinigungen und Initiativen	121		

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK			Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
40	13	33.22	08.20	B	Funktionssubventionen zugunsten von Amateurkunstvereinigungen und Kammermusikensembles mit besonderer künstlerischer Auszeichnung	19		
40	13	33.23	08.20	B	Subventionen zugunsten der Föderkam als regionaler Verband	22		
40	13	33.24	08.20	B	Funktionssubventionen zugunsten von folkloristischen Vereinigungen	20		
40	13	33.25	08.20	B	Funktionssubventionen für privatrechtliche Kulturzentren	5		
40	13	33.26	08.20	B	Funktionssubventionen für Vereinigungen, die Musik, Theater, Tanz, Literatur und bildende Künste fördern	3		
40	13	33.27	08.20	B	Subventionen zugunsten von Museen und für Tätigkeiten im Zusammenhang mit Archäologie, Kunsterbgut, Geschichte und Heimatkunde und von allgemeinen populärwissenschaftlichen Tätigkeiten	102		
40	13	33.28	08.20	B	Subventionen zur Förderung und Verbreitung der Literatur, der Musik, der Bühnenkünste, der Filmkunst und der bildenden Künste sowie zur Organisation von bildenden Veranstaltungen, Ausstellungen, Ausbildungs- und Fortbildungskursen im Bereich Kultur	125		
40	13	33.29	08.20	B	Subventionen zur Professionalisierung im Kulturbereich	380		
40	13	33.30	08.20	B	Subventionen für die Initiative "Zentrum für Geschichte der Deutschsprachigen Gemeinschaft"	15		
40	13	33.80	08.20	B	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen : Bereich Kultur	35		
40	13	34.31	08.20	B	Subventionen, Stipendien und Beihilfen zugunsten von Künstlern und Wissenschaftlern	2		
	13	43.22	08.20	B	Subventionen für Kulturzentren der Gemeinden	5		
40	13	52.11	08.20	B	Ausrüstungssubventionen für privatrechtliche Kulturorganisationen und Verbände, für privatrechtliche Museen sowie für privatrechtliche Institutionen und Organisationen, die in den Bereichen Archäologie und Kunsterbe, Geschichte und Heimatkunde sowie im populärwissenschaftlichen Bereich tätig ist	80		
40	13	52.12	08.20	B	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung für privatrechtliche Kulturinfrastrukturen		9	6
40	13	52.13	08.20	B	Subventionen zugunsten von privatrechtlichen Organisationen für Maßnahmen zum Erhalt des Kulturerbes	3		
40	13	52.14	08.20	B	Ausstattungssubventionen für privatrechtliche Kulturorganisationen und Verbände, für privatrechtliche Museen sowie für privatrechtliche Institutionen und Organisationen, die in den Bereichen Archäologie und Kunsterbe, Geschichte und Heimatkunde sowie im populärwissenschaftlichen Bereich tätig ist		13	15
40	13	63.20	08.20	B	Ausrüstungssubventionen für Kultureinrichtungen der Gemeinden	2		

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM Euro*1000	VE Euro*1000	AE Euro*1000
		EWK	FUNK					
40	13	63.21	08.20	B	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung für Kulturinfrastrukturen von Gemeinden		256	179
40	13	63.22	08.20	B	Subventionen zugunsten von Gemeinden für Maßnahmen zum Erhalt des Kulturerbes	0		
40	13	63.23	08.20	B	Ausstattungssubventionen für Kultureinrichtungen der Gemeinden		2	2
40	13	63.52	08.20	B	Subventionen zugunsten von Kirchenfabriken für Maßnahmen zum Erhalt des Kulturerbes	3		
40	13	74.50	08.10	B	Ankauf von Kunstwerken	0		
Gesamtbetrag Programm 13						973	280	202
Programm 14: Bibliothekswesen und Medien								
40	14	12.11	08.20	A	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich des Bibliotheks- und Medienwesens	39		
40	14	12.13	08.20	A	Leasingkosten im Bereich des Bibliotheks- und Medienwesens	25		
40	14	31.32	08.20	A	Subventionen an die geschriebene Presse der Deutschsprachigen Gemeinschaft	174		
40	14	33.01	08.20	A	Subventionen an den Belgischen Berufsjournalistenverband	0		
40	14	33.02	08.20	A	Subventionen für Nachrichtentätigkeiten von Privatsendern	8		
40	14	33.21	08.20	A	Funktionssubventionen zugunsten von öffentlichen Bibliotheken	88		
40	14	33.22	08.20	A	Funktionssubventionen für Bibliotheken von Krankenhäusern und Altersheimen, sowie Fachbibliotheken	15		
40	14	33.23	08.20	A	Funktionssubventionen für den Verband der Bibliothekare	3		
40	14	33.24	08.20	A	Funktionssubventionen zugunsten von Offenen Kanälen	17		
40	14	33.25	08.20	A	Subventionen für besondere Initiativen im Bereich des Bibliotheks- und Medienwesens	15		
40	14	33.26	08.20	A	Subventionen für Kinos	18		
40	14	33.27	08.20	A	Subventionen an die Agentur für Neue Medien	0		
40	14	41.41	08.20	A	Funktionsdotation an den Dienst mit getrennter Geschäftsführung "Medienzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft" (mit Materialausleihstellen)	240		
40	14	52.11	08.20	A	Ausrüstungssubventionen für privatrechtliche Bibliotheken	15		

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK			Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
40	14	52.12	08.20	A	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Infrastrukturen von privatrechtlichen Bibliotheken		46	32
40	14	52.13	08.20	A	Ausstattungssubventionen für privatrechtliche Bibliotheken		2	3
40	14	63.20	08.20	A	Ausrüstungssubventionen für öffentliche Bibliotheken der Gemeinden	0		
40	14	63.21	08.20	A	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Infrastrukturen von öffentlichen Bibliotheken der Gemeinden			
40	14	63.22	08.20	A	Ausstattungssubventionen für öffentliche Bibliotheken der Gemeinden			
40	14	74.22	08.20	A	Ankauf von Material im Bereich Medien und Bibliothekswesen	70		
40	14	74.50	08.20	A	Ankauf von Wertgegenständen (Medien aller Art)	100		
Gesamtbetrag Programm 14						827	48	35
Programm 15: BRF								
40	15	41.41	08.40	A	Dotation für das Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft	4.250		
40	15	61.41	08.40	A	Außergewöhnliche Dotation für das Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum		0	0
40	15	61.42	08.40	A	Kapitaldotation für das Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum	170		
Gesamtbetrag Programm 15						4.420	0	0
Programm 16: Sport								
40	16	12.11	08.30	A	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich Sport	78		
40	16	33.40	08.30	A	Subventionen für Schwimmhallen der VoEs	25		
40	16	33.41	08.30	A	Subventionen für besondere Initiativen im Bereich des Behindertensports und des Seniorensports	10		
40	16	33.42	08.30	A	Subventionen für regionale Sportorganisationen, die im Breitensport tätig sind	39		
40	16	33.43	08.30	A	Subventionen für Sportlager	27		

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK			Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
40	16	33.44	08.30	A	Subventionen zur Förderung der Ausübung des Sports durch und für Behinderte	20		
40	16	33.45	08.30	A	Subventionen für lokale Sporträte	15		
40	16	33.46	08.30	A	Subventionen für regionale Leistungszentren	45		
40	16	33.47	08.30	A	Subventionen zur Förderung von Nachwuchssportlern	10		
40	16	33.48	08.30	A	Subventionen für das Nationale COIB sowie das BOIK der Deutschsprachigen Gemeinschaft	24		
40	16	33.49	08.30	A	Subventionen für regionale Sportfachverbände	45		
40	16	33.50	08.30	A	Subventionen für Sportvereine	160		
40	16	33.51	08.30	A	Subventionen zur Förderung von Initiativen im Bereich des Jugendsports	45		
40	16	33.52	08.30	A	Subventionen zur Förderung von Initiativen im Bereich des Breitensports	10		
40	16	33.53	08.30	A	Subventionen zur Förderung von Initiativen im Bereich des Sports	30		
40	16	33.80	08.30	A	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen : Bereich Sport	30		
40	16	34.48	08.30	A	Subventionen für Spitzensportler und hochqualifizierte Schiedsrichter	10		
40	16	43.22	08.30	A	Subventionen für Schwimmhallen der Gemeinden	12		
40	16	52.11	08.30	A	Ausrüstungssubventionen für privatrechtliche Sportorganisationen und Sportstätten	34		
40	16	52.12	08.30	A	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von privatrechtlichen Sportinfrastrukturen		144	101
40	16	52.13	08.30	A	Ausstattungssubventionen für privatrechtliche Sportorganisationen und Sportstätten		35	35
40	16	63.20	08.30	A	Ausrüstungssubventionen für Sportinfrastrukturen von Gemeinden	0		
40	16	63.21	08.30	A	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Sportinfrastrukturen von Gemeinden		334	234
40	16	63.22	08.30	A	Ausstattungssubventionen für Sportinfrastrukturen von Gemeinden		10	10
Gesamtbetrag Programm 16						669	523	380

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK			Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
Programm 17: Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität								
40	17	12.11	11.60	B	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität	35		
40	17	31.30	11.60	B	Beteiligung der Deutschsprachigen Gemeinschaft an den Betriebskosten der Vennbahn	0		
40	17	33.21	11.60	B	Subventionen für regionale Zusammenschlüsse von Verkehrsvereinen, provinzielle Touristikverbände sowie Touristikbünde und -vereinigungen	0		
40	17	33.22	11.60	B	Subventionen für Verkehrsvereine und Werbeausschüsse	69		
40	17	33.23	11.60	B	Subventionen für VoEs, die die Leitung touristischer Einrichtungen der Gemeinschaft oder regionaler Gästebetreuung wahrnehmen bzw. in deren Verwaltungsrat die Regierung einen Vertreter entsendet	0		
40	17	33.25	11.60	B	Mitgliedsbeiträge für nationale Tourismuseinrichtungen	0		
40	17	33.26	11.60	B	Subventionen für das Verkehrsamt der Ostkantone	555		
40	17	33.27	07.35	B	Subventionen in Bezug auf das Umweltamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft und zur Förderung der Lebensqualität	0		
40	17	33.28	11.60	B	Subventionen für internationale Tourismuseinrichtungen : Beitragsleistungen, Beteiligungen	8		
40	17	33.29	11.60	B	Subventionen für Vereinigungen im Bereich des Sozialtourismus : Miete und Werbung	3		
40	17	33.80	11.60	B	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen : Bereich Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität	8		
40	17	35.20	11.60	B	Übertragungen zugunsten ausländischer Behörden innerhalb der EU im Rahmen von Interreg III-Projekten	21		
40	17	43.00	11.60	B	Übertragungen zugunsten von Provinzen und Gemeinden im Rahmen von Interreg III-Projekten	2		
40	17	45.23	11.60	B	Subventionen an das "Office de Promotion du Tourisme" (OPT)	0		
40	17	51.01	11.60	B	Rückzahlbare Prämien für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Hotelbetrieben		75	53
40	17	51.02	11.60	B	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Campingplätzen		13	9
40	17	51.03	11.60	B	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Ferienwohnungen		38	27
40	17	52.10	11.60	B	Unterstützung im Rahmen der Bestimmungen über die Bewilligung von Subventionen zur Förderung des Sozialtourismus			

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM Euro*1000	VE Euro*1000	AE Euro*1000
		EWK	FUNK					
40	17	52.11	11.60	B	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von privatrechtlichen Infrastruktur im Bereich Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität mit Ausnahme der Einrichtungen für Sozialtourismus		24	17
40	17	52.13	11.60	B	Ausrüstungssubventionen für privatrechtliche Verkehrsvereine für deren Ausgaben im Bereich Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität	5		
40	17	52.14	11.60	B	Ausrüstungs- und Ausstattungssubventionen für die Vennbahn V.o.E. sowie für Ausgaben, die für die Aufrechterhaltung des Fahrbetriebes der Vennbahn notwendig sind	0		
40	17	52.15	11.60	B	Ausstattungssubventionen für privatrechtliche Vereinigungen für deren Ausgaben im Bereich Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität		7	7
40	17	63.01	11.60	B	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Infrastrukturen von Gemeinden im Bereich Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität		381	267
40	17	63.20	11.60	B	Ausrüstungssubventionen für Gemeinden, für deren Ausgaben im Bereich Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität	5		
40	17	63.22	11.60	B	Ausstattungssubventionen für Gemeinden, für deren Ausgaben im Bereich Tourismus und Verbesserung der Lebensqualität		13	13
40	17	71.02	11.60	B	Ankauf von Grundstücken zur Erhaltung von Eisenbahnlinien und Bahnhöfen als Benutzung für touristische Zwecke	0		
40	17	72.11	11.60	B	Ausführung von Arbeiten zur Erhaltung von Eisenbahnlinien und Bahnhöfen als Benutzung für touristische Zwecke			
40	17	74.22	11.60	B	Anschaffung von Ausstattungsmaterial im Bereich Tourismus	30		
Gesamtbetrag Programm 17						741	551	393
Programm 18: Gemeinschaftszentren								
40	18	12.11	01.20	A	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich der Gemeinschaftszentren sowie Kosten der Internet-Website	190		
40	18	33.02	08.20	A	Subventionen zugunsten der VoE "Haus Ternell"	20		
40	18	41.40	04.00	A	Subventionen für Gemeinschaftszentren	0		
40	18	41.41	04.00	A	Funktionsdotations an das Begegnungszentrum Burg-Reuland	25		

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK			Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
40	18	65.20	04.00	A	Rückzahlung des Anteils der Deutschsprachigen Gemeinschaft am Ankauf des Zentrums Worriken an die Französische Gemeinschaft	79		
40	18	71.01	04.00	A	Ankauf von Grundstücken und Gebäuden für Gemeinschaftszentren			
40	18	72.10	04.00	A	Bau, Umbau und Einrichtung von Gemeinschaftszentren		1.295	907
40	18	72.11	04.00	A	Ausrüstung von Gemeinschaftszentren	0		
40	18	72.12	04.00	A	Ausstattung von Gemeinschaftszentren		50	50
Gesamtbetrag Programm 18						314	1.345	957
Programm 19: Freizeitgestaltung								
40	19	12.11	08.30	A	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich Freizeitgestaltung	7		
40	19	33.21	08.30	A	Subventionen zugunsten von Amateurvereinigungen im Bereich der Landwirtschaft und des Tierschutzes sowie zugunsten von Vereinigungen im Bereich Freizeitgestaltung	10		
40	19	33.22	08.30	A	Subventionen für Initiativen im Bereich Freizeitgestaltung	5		
40	19	52.11	08.30	A	Ausrüstungssubventionen für privatrechtliche Vereinigungen im Bereich der Freizeitgestaltung	3		
40	19	52.12	08.30	A	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von privatrechtlichen Infrastrukturen im Bereich Freizeitgestaltung			
40	19	52.13	08.30	A	Ausstattungssubventionen für privatrechtliche Vereinigungen im Bereich der Freizeitgestaltung		2	2
40	19	63.20	08.30	A	Ausrüstungssubventionen im Bereich der Freizeitgestaltung der Gemeinden	0		
40	19	63.21	08.30	A	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Infrastrukturen im Bereich der Freizeitgestaltung der Gemeinden			
40	19	63.22	08.30	A	Ausstattungssubventionen im Bereich der Freizeitgestaltung der Gemeinden			
Gesamtbetrag Programm 19						25	2	2
Programm 21: Denkmal- und Landschaftsschutz, Ausgrabungen und Naturpflege								

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK			Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
40	21	12.11	08.10	C	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich Denkmal- und Landschaftsschutz, Ausgrabungen und Naturpflege	130		
40	21	33.22	08.30	C	Subventionen für besondere Initiativen im Bereich Denkmal- und Landschaftsschutz, Ausgrabungen und Naturpflege	12		
40	21	52.10	08.30	C	Subventionen für Instandsetzungsarbeiten an nicht unter Denkmalschutz stehenden schützenswerten Objekten im Besitz privatrechtlicher Personen	0		
40	21	52.11	08.10	C	Subventionen für die Restaurierung von Objekten im Besitz privatrechtlicher Organisationen im Bereich des Denkmalschutzes			
40	21	53.10	08.10	C	Subventionen für Instandsetzungsarbeiten an nicht unter Denkmalschutz stehenden schützenswerten Objekten im Besitz von natürlichen Personen	5		
40	21	53.11	08.10	C	Restaurierung von Objekten im Besitz von natürlichen Personen im Bereich des Denkmalschutzes		132	92
40	21	63.21	08.10	C	Restaurierung von Objekten im Besitz von Gemeinden im Bereich des Denkmalschutzes			
40	21	63.22	08.10	C	Subventionen für Instandsetzungsarbeiten an nicht unter Denkmalschutz stehenden schützenswerten Objekten im Besitz von Gemeinden	20		
40	21	63.51	08.10	C	Subventionen für die Restaurierung von Objekten im Besitz von Kirchenfabriken im Bereich des Denkmalschutzes		269	188
40	21	63.52	08.10	C	Subventionen für Instandsetzungsarbeiten an nicht unter Denkmalschutz stehenden schützenswerten Objekten im Besitz von Kirchenfabriken	5		
40	21	74.22	08.10	C	Anschaffung von Material im Bereich Denkmal- und Landschaftsschutz, Ausgrabungen und Naturpflege	12		
Gesamtbetrag Programm 21						184	401	280
Gesamtbetrag Organisationsbereich 40						10.711	3.389	2.420
Organisationsbereich 50 - Familie, Senioren, Gesundheit und Soziales								
Programm 11: Familie und Senioren								
50	11	12.11	06.36	C	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich der Familien und Senioren	220		
50	11	33.01	06.36	C	Vorhaben mit Modellcharakter im Bereich der Dienste zu Hause	42		
50	11	33.02	06.33	C	Subventionen für Tätigkeiten im Bereich der Senioren	21		
50	11	33.03	06.36	C	Subventionen an die Dienste der häuslichen Betreuung	1.622		

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK			Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
50	11	33.05	06.36	C	Subventionen für Organisationen, deren Zielsetzung in der individuellen und/oder allgemeinen Beratung im Bereich des Familienlebens stehen	18		
50	11	33.06	06.36	C	Koordination in der Heimpflege	42		
50	11	33.07	06.36	C	Maßnahmen im Bereich der Wohnungsanpassung	6		
50	11	33.08	06.36	C	Subventionen an den Palliativpflegeverband	27		
50	11	33.09	06.32	C	Subventionen für die Kleinkindbetreuung	530		
50	11	33.10	06.32	C	Subventionen für neue Initiativen im Bereich der Kleinkindbetreuung	75		
50	11	33.11	06.36	C	Allgemeine laufende Ausgaben für Ferientaufenthalte von Gruppen und/oder von bedürftigen Familien	22		
50	11	33.80	06.36	C	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen	5		
50	11	43.22	06.36	C	Subventionen an Öffentliche Sozialhilfezentren für Senioren- und Familienhilfsdienste	0		
50	11	43.23	06.36	C	Maßnahmen im Bereich der Wohnungsanpassung	10		
50	11	52.10	05.30	C	Ausstattungssubventionen für Alten- und Pflegeheime		100	50
50	11	52.11	06.32	C	Subventionen an Vereinigungen ohne Erwerbszweck für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtungen von Kinderkrippen, Kindertagesstätten und Heimen für Mütter sowie Beratungsstätten für Familien		31	22
50	11	52.12	06.33	C	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung in Bezug auf Senioreneinrichtungen			
50	11	52.13	05.30	C	Ausstattungssubventionen für Alten- und Pflegeheime			
50	11	52.14	05.30	C	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Alten- und Pflegeheimen und betreuten Wohnungen		200	140
50	11	52.15	05.30	C	Ausrüstungssubventionen für Alten- und Pflegeheime	0		
50	11	52.16	06.32	C	Ausrüstungssubventionen an Vereinigungen ohne Erwerbszweck von Kinderkrippen, Kindertagesstätten und Heimen für Mütter sowie Beratungsstätten für Familien	0		
50	11	52.17	06.32	C	Ausstattungssubventionen an Vereinigungen ohne Erwerbszweck von Kinderkrippen, Kindertagesstätten und Heimen für Mütter sowie Beratungsstätten für Familien			
50	11	52.21	06.33	C	Ausrüstungssubventionen für Senioreneinrichtungen	5		

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK			Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
50	11	52.22	06.33	C	Ausstattungssubventionen für Senioreneinrichtungen		20	0
50	11	63.21	06.33	C	Subventionen an öffentliche Einrichtungen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Senioreneinrichtungen		30	21
50	11	63.22	06.33	C	Ausrüstungssubventionen für Senioreneinrichtungen	0		
50	11	63.23	05.30	C	Ausstattungssubventionen für Alten- und Pflegeheime		70	80
50	11	63.24	05.30	C	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Alten- und Pflegeheimen			
50	11	63.25	05.30	C	Ausrüstungssubventionen für Alten- und Pflegeheime	0		
50	11	63.26	06.32	C	Subventionen an öffentliche Einrichtungen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtungen von Kinderkrippen, Kindertagesstätten und Heimen für Mütter sowie Beratungsstätten für Familien			
50	11	63.27	06.32	C	Ausrüstungssubventionen an öffentliche Einrichtungen von Kinderkrippen, Kindertagesstätten und Heimen für Mütter sowie Beratungsstätten für Familien	0		
50	11	63.28	06.33	C	Ausstattungssubventionen für Senioreneinrichtungen			
50	11	63.29	06.32	C	Ausstattungssubventionen an öffentliche Einrichtungen von Kinderkrippen, Kindertagesstätten und Heimen für Mütter sowie Beratungsstätten für Familien			
50	11	74.22	06.33	C	Ankauf von Material	0		
Gesamtbetrag Programm 11						2.645	451	313
Programm 13: Behindertenbereich								
50	13	12.11	06.34	A	Allgemeine laufende Ausgaben im Behindertenbereich		5	
50	13	33.01	06.34	A	Subventionen für Ferien- und Studienreisen von Behinderten		10	
50	13	33.02	06.34	A	Subventionen für besondere Initiativen für die soziale und berufliche Integration von Behinderten		22	
50	13	33.03	06.34	A	Subventionen jeglicher Art zur Förderung der internationalen und zwischengemeinschaftlichen Beziehungen im Behindertenbereich		2	
50	13	41.40	06.34	A	Dotation für die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit Behinderung	6.321		

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK			Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
50	13	52.11	06.34	A	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von privatrechtlicher Infrastruktur im Behindertenbereich		423	296
50	13	61.41	06.34	A	Kapitaldotation für die Dienststelle für Personen mit Behinderung zur Finanzierung von Infrastrukturmaßnahmen	190		
50	13	63.01	06.34	A	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Infrastrukturen von Gemeinden im Behindertenbereich			
Gesamtbetrag Programm 13						6.550	423	296
Programm 14: Besondere Hilfe für Kinder, Jugendliche und junge Erwachsene								
50	14	12.11	06.32	C	Laufende Ausgaben im Bereich Besondere Hilfe für Kinder, Jugendliche und junge Erwachsene	610		
50	14	12.21	06.32	C	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich Besondere Hilfe für Kinder, Jugendliche und junge Erwachsene getätigt innerhalb des öffentlichen Sektors	49		
50	14	33.01	06.32	C	Unterstützung von Projekten im Bereich der Jugendhilfe	202		
50	14	35.31	06.32	C	Unterbringung von Kindern und Jugendlichen im Ausland	0		
50	14	43.21	06.32	C	Subventionen zur Deckung der Funktions- und Personalkosten von Einrichtungen, denen aufgrund der Jugendhilfegesetzgebung Minderjährige anvertraut wurden	1.255		
50	14	43.22	06.32	C	Subventionen bei den laufenden Ausgaben für Minderjährige im Zentrum Mosaik	134		
50	14	52.10	06.32	C	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Infrastrukturen im Bereich der Jugendhilfe			
50	14	52.22	06.32	C	Ausrüstungssubventionen für Organisationen im Bereich der Jugendhilfe	0		
50	14	52.23	06.32	C	Ausstattungssubventionen für Organisationen im Bereich der Jugendhilfe			
50	14	63.21	06.32	C	Subventionen an untergeordnete Behörden für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im Bereich der Jugendhilfe			
50	14	63.22	06.32	C	Ausrüstungssubventionen im Bereich der Jugendhilfe der untergeordneten Behörden	0		
50	14	63.23	06.32	C	Ausstattungssubventionen im Bereich der Jugendhilfe der untergeordneten Behörden			
50	14	74.22	06.32	C	Ankauf von Ausstattungsmaterial im Jugendhilfebereich	0		

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung			Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK	Min				
Gesamtbetrag Programm 14						2.250	0	0
Programm 15: Aufnahme, Soziale Hilfe und Lebensbewältigung								
50	15	12.11	06.30	C	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich der Sozialhilfe	38		
50	15	33.01	06.30	C	Subventionen für Organisationen, die im Sozialbereich tätig sind	296		
50	15	33.02	06.36	C	Subventionen für die Integration von Gastarbeitern, Flüchtlingen und Mitbürgern, die aus der Dritten Welt stammen	12		
50	15	33.04	03.30	C	Subventionen an Vereinigungen, die im Bereich der Betreuung und der sozialen Wiedereingliederung von Strafgefangenen, Angehörigen von Strafgefangenen und Opfern von Straftaten tätig sind	5		
50	15	33.05	03.30	C	Subventionen im Bereich der Entwicklungshilfe, zur Förderung der Völkerverständigung und der Wahrung der Menschenrechte sowie humanitäre Hilfe in Krisengebieten	74		
50	15	33.20	06.36	C	Subventionen für Personal, Allgemeine laufende Ausgaben des S.P.Z. "Beratung und Lebenshilfe"	726		
50	15	33.26	06.36	C	Mietsubventionen an Träger von Notaufnahmewohnungen	5		
50	15	33.27	06.36	C	Subventionen für die Suchtvorbeugung an die "Arbeitsgemeinschaft für Suchtvorbeugung und Lebensbewältigung"	181		
50	15	33.28	06.36	C	Mietsubventionen an VoEs für die Unterbringung von Bedürftigen	3		
50	15	33.80	06.36	C	Subventionen zur Förderung der zwischengemeinschaftlichen und internationalen Beziehungen	2		
50	15	34.31	06.30	C	Unvorhergesehene Ausgaben für soziale Härtefälle	32		
50	15	43.20	06.36	C	Mietsubventionen an Träger von Notaufnahmewohnungen	0		
50	15	43.21	06.36	C	Ausgaben im Bereich des Sonderfonds für Sozialhilfe	720		
50	15	43.22	06.36	C	Mietsubventionen an ÖSHZ für die Unterbringung von Bedürftigen	5		
50	15	52.11	06.36	C	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im sozialen Bereich		21	15
50	15	52.21	06.36	C	Ausrüstungssubventionen im sozialen Bereich	5		
50	15	52.22	06.36	C	Ausstattungssubventionen im sozialen Bereich			
50	15	63.21	06.36	C	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im sozialen Bereich			

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	NAM	VE	AE
		EWK	FUNK			Euro*1000	Euro*1000	Euro*1000
50	15	63.22	06.36	C	Ausrüstungssubventionen im sozialen Bereich	0		
50	15	63.23	06.36	C	Ausstattungssubventionen im sozialen Bereich			
50	15	74.22	06.36	C	Ankauf von Material im sozialen Bereich	1		
Gesamtbetrag Programm 15						2.105	21	15
Programm 16: Gesundheitswesen								
50	16	12.11	05.00	C	Allgemeine laufende Ausgaben im Bereich Gesundheitswesen	260		
50	16	33.01	05.10	C	Subventionen an Organisationen, die im Bereich der Gesundheitsfürsorge tätig sind	130		
50	16	33.02	05.22	C	Fortbildung für Notärzte, Krankenpfleger, Hebammen, medizinisches Hilfspersonal, Seniorenbetreuer und Sanitäter	60		
50	16	33.04	05.10	C	Subventionen für zahngesundheitliche Untersuchungen in den Schulen	12		
50	16	33.05	05.30	C	Subventionen für schulärztliche Überwachung	100		
50	16	43.20	05.30	C	Subventionen für schulärztliche Überwachung an Gemeinden	100		
50	16	43.52	05.30	C	Subventionen für die Betreibung der Notarztwagendienste	0		
50	16	52.11	05.30	C	Subventionen an VoEs für den Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Sondereinrichtungen für die Volksgesundheit			
50	16	52.12	05.30	C	Ausstattungssubventionen an VoEs für Sondereinrichtungen der Volksgesundheit			
50	16	52.21	05.30	C	Subventionen für den Ankauf von Fahrzeugen und Material für den medizinischen Bereich	0		
50	16	53.25	05.30	C	Ausstattungssubventionen für Krankenhäuser		500	1.000
50	16	53.26	05.30	C	Subventionen für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im Krankenhausbereich		1.600	1.120
50	16	63.21	05.00	C	Subventionen an Gemeinden für den Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Sondereinrichtungen für die Volksgesundheit		192	134
50	16	63.22	05.30	C	Subventionen für den Ankauf von Fahrzeugen und Material für den medizinischen Bereich	0		
50	16	63.23	05.30	C	Ausstattungssubventionen an Gemeinden für Sondereinrichtungen der Volksgesundheit			
50	16	74.22	05.30	C	Ankauf von Material im Bereich der Volksgesundheit	0		
Gesamtbetrag Programm 16						662	2.292	2.254

b) Haushalt 2003 nach Organisationsbereichen, Programmen und Zuweisungen

OB	PR	Zuweisung			Bezeichnung	NAM Euro*1000	VE Euro*1000	AE Euro*1000
		EWK	FUNK	Min				
Gesamtbetrag Organisationsbereich 50						14.212	3.187	2.878
Organisationsbereich 60 - Schatzamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft								
Programm 00: Laufende Verrichtungen des Schatzamtes								
60	00	23.01	13.10	A	Finanzielle Kosten bei der Verwaltung des Schatzamtes - Auslandsüberweisungen	3		
Gesamtbetrag Programm 00						3	0	0
Programm 12: Rücklage								
50	12	01.01	13.90	ABC	Rücklage für unvorhergesehene Ausgaben	0		
60	12	01.02	13.90	ABC	Rücklage für unvorhergesehene Infrastrukturprojekte		100	385
Gesamtbetrag Programm 15						0	100	385
Gesamtbetrag Organisationsbereich 60						3	100	385
Gesamtbetrag Kapitel I						126.027	11.215	8.954

Abkürzungen

OB	Organisationsbereich
PR	Programm
NAM	nicht aufgegliederte Mittel
VE	Verpflichtungsermächtigungen
AE	Ausgabeermächtigungen
A	Minister-Präsident K.H. Lambertz
B	Minister B. Gentges
C	Minister H. Niessen
EWK	Europäische Wirtschaftsklassierung
FUNK	Europäische Funktionale Klassierung

Anhang c)

	Saldo 01.01.03	Einnahmen	Variable Kredite	Saldo 31.12.03
1 Fonds für Dienstleistungen der Deutschsprachigen Gemeinschaft Fonds zur Beteiligung der Deutschsprachigen Gemeinschaft an der	214	650	819	45
2 Ostbelgieninvest	0	0	0	0
3 Fonds zur Förderung der Schaffung von audiovisuellen Werken, Klangwerken und Multimediaprodukten	0	0	0	0
4 Fonds zum Schutz des ungeborenen Lebens	81	16	10	87
5 Entschuldungsfonds der Deutschsprachigen Gemeinschaft	17	18	25	10
6 Fonds zur Beteiligung der Deutschsprachigen Gemeinschaft am sozialen Wohnungsbau	0	0	0	0
7 Amortisierungsfonds der Deutschsprachigen Gemeinschaft	231	4.125	4.115	241
	543	4.809	4.969	383

c) Ausgaben auf Haushaltsfonds

OB	PR	Zuweisung			Bezeichnung	VK	
		EWK	FUNK	Min			
Organisationsbereich 20 - Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft							
Programm 00 : Allgemeine laufende Ausgaben							
20	00	11.94	01.33	A	Essensgutscheine für Personalmitglieder des Ministeriums und der Regierungskabinette	140	(1)
20	00	12.91	01.30	A	Entschädigungen für Dienstleistungen von Dritten	41	(1)
20	00	12.92	01.30	A	Verbrauchsausgaben - außer für Energiekosten - für Lokalkosten, Lieferungen	45	(1)
20	00	12.95	01.30	A	Entschädigungen verschiedenster Art zugunsten von Gemeinschaftsbediensteten für tatsächliche Aufwendungen und materielle Schäden sowie Transportkosten, die mit Dienstreisen zusammenhängen, (einschließlich des Teils des Sozialabonnements, den die Gemeinschaft als Arbeitgeber zahlt)	14	(1)
20	00	12.98	01.30	A	Werbe-, Empfangs-, Repräsentationskosten, Diplome, Abzeichen, Auszeichnungen, Preise - Ausgaben aller Art	17	(1)
20	00	12.99	01.43	A	Ausgaben im Bereich der Europäischen Programme	544	(1)
20	00	74.92	01.30	A	Ankauf von Maschinen und Mobiliar	18	(1)
Gesamtbetrag Programm 00						819	
Organisationsbereich 30 - Unterricht, Ausbildung und Arbeitsbeschaffung							
Programm 23 : Fernkurse, Umschulung, Arbeitsbeschaffung und Koordination im Bereich der beruflichen Ausbildung							
30	23	82.90	06.43	A	Bedingt rückzahlbare Beteiligung der Deutschsprachigen Gemeinschaft an der Ostbelgieninvest	0	(2)
Gesamtbetrag Programm 23						0	
Organisationsbereich 40 - Jugend, Volks- und Erwachsenenbildung, Kultur, Sport, Tourismus							
Programm 14 : Bibliothekswesen und Medien							
40	14	12.90	08.20	A	Kosten für und Ankauf von Printmedien, audiovisuellen und elektronischen Medien, Reparaturen und Mietkauf	0	(3)
40	14	12.91	08.20	A	Kosten und Dienstleistungen im Bereich der Produktion und Koproduktion sowie Rechteerwerb	0	(3)
40	14	33.90	08.20	A	Förderung der Schaffung von audiovisuellen Werken, Klangwerken und Multimediaprodukten	0	(3)
40	14	34.90	08.20	A	Förderung der Schaffung von audiovisuellen Werken, Klangwerken und Multimediaprodukten durch Privatpersonen	0	(3)
Gesamtbetrag Programm 14						0	
Organisationsbereich 50 - Familie, Senioren, Gesundheit und Soziales							
Programm 12 : Schutz des ungeborenen Lebens							
50	12	34.91	06.36	C	Maßnahmen zum Schutz des ungeborenen Lebens	10	(4)
Gesamtbetrag Programm 12						10	
Programm 15 : Aufnahme, Soziale Hilfe und Lebensbewältigung							
50	15	12.91	06.20	C	Ausgaben in bezug auf die Maßnahmen zur Entschuldungsberatung	25	(5)
50	15	85.90	07.10	C	Bedingt rückzahlbare Darlehen der Deutschsprachigen Gemeinschaft für den sozialen Wohnungsbau	0	(6)

c) Ausgaben auf Haushaltsfonds

OB	PR	Zuweisung		Min	Bezeichnung	VK	
		EWK	FUNK				
Gesamtbetrag Programm 15						25	
Organisationsbereich 60 - Schatzamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft							
Programm 11 : Anleihen							
60	11	21.91	13.10	A	Zinsen auf Anleihen der Deutschsprachigen Gemeinschaft	1756	(7)
60	11	91.91	14.10	A	Kapitaltilgung auf Anleihen der Deutschsprachigen Gemeinschaft	2359	(7)
Gesamtbetrag Programm 11						4115	
Gesamtbetrag Kapitel I						4.969	

ANHANG II

1. Haushaltspläne der Dienste mit getrennter Geschäftsführung
(Unterrichtswesen)

NAME	DIENSTE MIT GETRENNTER GESCHÄFTSFÜHRUNG						Haushaltsplan 2003			LAUFENDE VERRICHTUNGEN IM AUFT. DRITTER x 1000 Euro	
	LAUFENDE VERRICHTUNGEN x 1000 Euro			KAPITALVERRICHTUNGEN x 1000 Euro			AUSGABEN	EINNAHMEN	AUSGABEN	EINNAHMEN	AUSGABEN
	EINNAHMEN	AUSGABEN		EINNAHMEN	AUSGABEN						
	Intendanz	Dotation	Andere	Intendanz	Andere	Dotation	Andere				
R.S.I	100,00	537,70	45,00	76,00	537,70	13,54	0,00	13,54	0,00	0,00	0,00
K.A. EUPEN	112,50	541,48	15,49	112,50	541,48	20,47	0,00	20,47	0,00	0,00	0,00
K.A. KELMIS	69,41	321,94	2,48	68,05	321,94	14,06	0,00	14,06	0,00	1,50	1,50
K.A. ST. VITH	87,00	335,10	0,40	85,00	335,10	10,76	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00
K.A. BÜTGENBACH	0,00	137,07	0,12	0,00	137,07	3,27	0,00	3,27	0,00	132,30	132,30
PAUL-GERARDY G.S.											
G.S. RAEREN PLEI	100,50	319,36	7,20	97,00	319,36	14,10	0,00	14,00	0,00	6,50	6,50
I.D.G.S. EUPEN	16,50	141,11	5,25	15,40	141,11	12,51	0,00	12,51	0,00	0,77	0,77
G.D.U. ELSENBORN	0,00	6,19	0,62	0,00	6,19	3,95	0,00	3,84	0,00	14,87	14,87
ISW KELMIS	0,00	9,76	1,63	0,00	10,05	8,50	0,00	8,40	0,00	29,00	29,00
ISW EUPEN	0,00	13,77	1,29	0,00	13,77	4,96	0,00	4,96	0,00	16,86	16,86
ISW ST. VITH	6,50	109,25	1,00	4,75	109,25	5,40	0,00	5,40	0,00	12,25	12,25
PH EUPEN	0,00	86,32	0,30	0,00	86,32	1,98	0,00	1,98	0,00	0,00	0,00
P.M.S. EUPEN											
T O T A L	492,41	2 559,02	80,78	458,70	2 559,31	113,50	0,00	112,43	0,00	214,05	214,05

2. Medienzentrum**Einnahmen – Haushaltsplan 2003**

A. Laufende Verrichtungen		415.620
1. Ausleihen		272.708
A.1.1. Materialausleihe	114.994	
A.1.2. Medienausleihe	157.714	
2. Andere		142.912
A.2.1. Übertrag	0	
A.2.2. Dotation	142.912	
A.2.3. Verschiedene (Medienfonds Transfers)	0	
B. Kapitalverrichtungen		97.088
B.1.1. Übertrag	0	
B.1.2. Dotation	97.088	
B.1.3. Transfers	0	
C. Verrichtungen für Drittpersonen		24.703
C.1.1. Kautio Materialausleihe (Dauerkosten)	24.703	
C.1.2. Andere	0	
Gesamt Einnahmen		537.411

Ausgaben – Haushaltsplan 2003

A. Laufende Verrichtungen		260.164
1. Funktionskosten		67.000
A.1.1. Energie- und Wasserkosten	15.000	
A.1.2. Bürobedarf Versicherungen etc.	33.000	
A.1.3. Telefon und Fax	7.000	
A.1.4. Mieten	12.000	
2. Andere Anschaffungen		181.600
A.2.1. Materialausleihe	7.000	
A.2.2. Medienausleihe	167.600	
A.2.2.1. Mediathek	20.000	
A.2.2.2. Bibliothek	34.000	

A.2.2.2.1. Abonnements, Zeitschriften	5.000	
A.2.2.2.2. Dokumentation	18.000	
A.2.2.2.3. Andere	11.000	
A.2.2.3. Animation	15.000	
A.2.2.4. Multimedia Werkstatt	8.000	
A.2.2.5. Production/Location	40.000	
A.2.2.7. Andere (Betreuung Software, Computer usw.)	50.600	
A.2.3. Agentur für Neue Medien	7.000	
B. Kapitalverrichtungen		70.000
B.1.1. Anschaffungen Materialausleihe	35.000	
B.1.2. Anschaffungen Medienausleihe	35.000	
B.1.2.1. Bibliothek	22.000	
B.1.2.2. Multimediawerkstatt	8.000	
B.1.2.3. Production/Location	5.000	
C. Verrichtungen für Drittpersonen		18.000
C.1.1. Kautionen Materialausleihe	18.000	
C.1.2. Andere	0	
Gesamt Ausgaben		336.600

3. Kultur- und Begegnungszentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft Burg-Reuland

1. LAUFENDE VERRICHTUNGEN

A. Einnahmen – Haushaltsplan 2003

	Überschuss	
1.	Essen Primarschule	30 000,00 €
2.	Übernachtungen – Verpflegung KUZ	120 000,00 €
3.	Mieten	13 000,00 €
4.	Restaurant (Essen)	4 500,00 €
5.	Telefon	1 250,00 €
6.	Kopien	1 500,00 €
7.	Zinsen + Zinsen KUZ	4 000,00 €
8.	AEP vac.viv. (Energie ...)	8 650,00 €
9.	Briefmarken und Karten	300,00 €
10.	Fahrten	300,00 €
11.	Dotation Primarschule	126 000,00 €
12.	Dotation Deutschsprachige Gemeinschaft	
	Gesamt	309 500,00 €

B. Ausgaben – Haushaltsplan 2003

1.1.	Lebensmittel + 1.2 Material	85 000, 00€
2.1	Löhne	150 000,00 €
2.2	Informatik	
2.3	Telefon	4 500,00 €

2.4	Sekretariat	2 500,00 €
2.5	Miete Feuerlöscher	1 000,00 €
2.6	Rep. und Unterhalt	6 000,00 €
2.7	Anstrich – Rohstoffe / Unterhaltsprodukte - Müllabfuhr	10 000,00€
2.8	Erdöl – Gas – Benzin - Elektrizität	35 000,00 €
2.9	Kopiergerät	2 500,00 €
2.11	Wasser – didakt. Material ...	8 000,00 €
	Honorare Freizeitgestaltung	7 500,00 €
	Km-Geld	750,00 €
	Beförderungsgruppen Ausflüge	6 200,00 €
	Wäscherei	5 000,00 €
	Aktivität Gruppen Material	3 500,00 €
	Gesamt	327 450,00 €

4. Sport-, Freizeit- und Touristikzentrum Worriken**ABSCHNITT I – LAUFENDE VERRICHTUNGEN****A. Einnahmen – Haushaltsplan 2003**

1.	815 000,00 EUR
2.	235 500,00 EUR
3.	1 363 000,00 EUR
4.	40 000,00 EUR
5.	20 000,00 EUR
6.	2 500,00 EUR
7.	75 000,00 EUR
8.	220 000,00 EUR
9.	415 000,00 EUR
10.	50 000,00 EUR
11.	100 000,00 EUR
12.	240 000,00 EUR
13.	250 000,00 EUR
Gesamt	3 826 000,00 EUR

B. Ausgaben – Haushaltsplan 2003

1.	325 000,00 EUR
2.	150 000,00 EUR
3.	25 000,00 EUR
4.	225 000,00 EUR
5.	90 000,00 EUR
6.	80 000,00 EUR

7.	1 650 000,00 EUR
8.	15 000,00 EUR
9.	35 000,00 EUR
10.	25 000,00 EUR
11.	75 000,00 EUR
12.	50 000,00 EUR
13.	250 000,00 EUR
14.	681 000,00 EUR
Gesamt	3 676 000,00 EUR

ABSCHNITT II - KAPITALVERRICHTUNGEN

A. Einnahmen 0

B. Ausgaben

I. 150 000,00 EUR
Gesamt 150 000,00 EUR

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Eupen, den 2. Dezember 2002.

K.-H. LAMBERTZ

Ministerpräsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport

B. GENTGES,

Minister für Unterricht und Ausbildung,
Kultur und Tourismus

H. NIESSEN,

Minister für Jugend und Familie, Denkmalschutz,
Gesundheit und Soziales

Note

(1) *Sitzungsperiode 2002-2003*

Dekretentwurf. Europäische wirtschaftliche und funktionale Klassierung. Allgemeine Darstellung/Rechtfertigungserklärung. Haushaltspläne der paragemeinschaftlichen Einrichtungen. Haushaltspläne der Dienste mit getrennter Geschäftsführung. Abänderungsvorschläge. Allgemeine Darstellung/Rechtfertigungserklärung (+ Erratum). Bericht. Abänderungsvorschläge zu dem vom Ausschuss angenommenen Text.

Ausführlicher Bericht: Diskussion und Abstimmung - Sitzung vom 2. Dezember 2002.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 2003 — 1991

[2003/33017]

2 DECEMBRE 2002. — Décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté germanophone pour l'année budgétaire 2003 (1)

Le Conseil de la Communauté germanophone a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1

Il est ouvert pour les dépenses afférentes à l'année budgétaire 2003 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

	(en milliers d'euros) 2003
<hr style="border-top: 1px dashed black;"/>	
- crédits non dissociés	126.027
- crédits dissociés	
crédits d'engagement	11.215
crédits d'ordonnement	8.954

Ces crédits sont énumérés à l'Annexe 1, tableaux a) et b), par division organique, programme et allocation de base.

Article 2

Les recettes et dépenses des Fonds budgétaires ainsi que leurs soldes sont estimés comme suit au début et à la fin de l'année budgétaire correspondante :

(en milliers d'euros)

	Solde au 01.01.2003	Recettes 2003	Crédits variables 2003	Solde au 31.12.2003
Fonds budgétaires	543	4.809	4.969	383

La liste détaillée des Fonds budgétaires figure à l'annexe I c).

Article 3

Par dérogation à l'article 34 de la législation sur la Comptabilité de l'État, coordonnée le 17 juillet 1991, seuls les crédits non dissociés disponibles de l'année budgétaire 2003, déterminés au 31 décembre 2003, sont transférés à l'exercice budgétaire suivant.

Les autres crédits non dissociés disponibles deviennent automatiquement caducs au 31 décembre 2003.

Article 4

La part des crédits non dissociés constatés reportés qui devient caduque en fin d'année alimente le fonds d'amortissement l'année suivante.

Article 5

Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846 des avances de fonds peuvent être consenties à chacun des comptables extraordinaires du Gouvernement de la Communauté germanophone pour un montant maximal de 1,9 million € et du Ministère de la Communauté germanophone pour un montant maximal de 2,9 millions €.

Ces avances peuvent servir à couvrir toutes les dépenses courantes et de capital de la Communauté germanophone dans toutes les divisions organiques à concurrence d'un montant de 10.000 €. Ces dépenses ne sont pas soumises au visa préalable du contrôleur des liquidations.

Article 6

Les subventions-traitements allouées au personnel occupé dans le cadre de mesures en faveur de l'emploi, les subventions-traitements allouées au personnel de l'académie de musique de la Communauté germanophone, les traitements des enseignants et du personnel d'entretien dans les écoles, les dépenses effectuées en exécution du décret du 25 juin 1996 relatif à la fin de carrière et au congé spécial pour prestations réduites dans l'enseignement et dans les centres psycho-médico-sociaux et modifiant l'article 10 de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit ainsi que les traitements du personnel du Ministère de la Communauté germanophone peuvent être liquidés sous forme de dépenses fixes.

Article 7

Les indemnités pour frais funéraires, les allocations de naissance et les primes peuvent être liquidées de la même manière que les rémunérations des bénéficiaires.

Article 8

Par dérogation à l'article 76 de la législation sur la Comptabilité de l'État, coordonnée le 17 juillet 1991, l'origine des prestations n'est plus spécifiée dans le compte d'exécution du budget.

Article 9

Le Gouvernement est autorisé à prêter - aux conditions fixées par lui - à des groupements, associations et institutions le matériel acheté par la Communauté germanophone.

Article 10

Par dérogation à l'article 15 des lois sur la Comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, les allocations de base liées aux traitements dans l'enseignement peuvent aussi être redistribuées entre plusieurs programmes d'une même division organique.

Article 11

Par dérogation à l'article 15 des lois sur la Comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, les crédits d'ordonnancement peuvent aussi être redistribués entre plusieurs programmes et plusieurs divisions organiques s'il s'agit de dépenses reprises dans le plan d'infrastructure. Le Gouvernement justifie la nouvelle répartition en fonction du rythme d'exécution, plus rapide ou plus lent, des travaux.

Article 12

Le paiement des engagements non encore réglés, qui ont été fixés au cours des années budgétaires précédentes à charge de crédits d'engagement des allocations de base dont la numérotation a été modifiée entre-temps ou qui ont été repris sous d'autres allocations, peut être imputé sur les crédits de programme et allocations de base correspondants pour l'année budgétaire en cours.

Article 13

Le Gouvernement peut décider que les engagements effectués avant le 1er janvier 1998 en non sollicités en date du 31 décembre 2003 deviennent caducs.

Le Gouvernement transmet directement au Conseil un relevé des engagements ainsi devenus caducs et des projets y afférents.

Article 14

En exécution de l'article 12, alinéa 3, de la législation sur la Comptabilité de l'État, coordonnée le 17 juillet 1991, les subsides suivants peuvent être accordés :

DIVISION ORGANIQUE 20 - MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE

Programme 00 : Dépenses courantes généralement quelconques

20	00	33.01	Participation de la Communauté germanophone au coût des délégations syndicales
20	00	33.03	Subvention accordée à "la VoE Sozialdienst des Personals des Ministeriums und der Regierungskabinette der Deutschsprachigen Gemeinschaft" (asbl Service social du personnel du Ministère et des cabinets de la Communauté germanophone)
20	00	45.40	Paiement de la cotisation de responsabilisation - Secteur Ministère et Conseil de la Communauté germanophone

Programme 11 : Relations extérieures et communication

20	11	33.01	Subventions dans le cadre de la collaboration entre la Communauté germanophone et les autres communautés et régions
20	11	33.03	Subvention à l'association "Concours international de musique Reine Elisabeth de Belgique", Prix de la Communauté germanophone
20	11	33.04	Subventions dans le cadre des relations extérieures et de la communication
20	11	33.05	Subvention de la Communauté germanophone pour l'exposition "Belgissimo"
20	11	33.81	Subventions à la "Maison Belge" à Cologne
20	11	35.30	Subventions à l'Euregio Meuse-Rhin
20	11	35.31	Subventions à la Sprl "Europäisches Tourismusinstitut" (Institut européen du Tourisme) de l'Université de Trèves
20	11	35.43	Cotisations de la Communauté germanophone à des organisations internationales

DIVISION ORGANIQUE 30 - ENSEIGNEMENT, FORMATION ET EMPLOI

Programme 11 : Initiatives d'ordre général

30	11	33.01	Subvention à l'asbl "Patienten: Rat und Treff" pour l'initiative "cours pour enfants malades"
30	11	33.02	Subventions à des associations
30	11	33.40	Subventions en faveur de l'asbl "Pädagogisches Zentrum"
30	11	33.42	Subventions pour la promotion du sport à l'école
30	11	41.20	Subventions aux écoles supérieures et universités de l'enseignement communautaire

30	11	41.30	Subventions aux écoles supérieures et universités de l'enseignement libre subventionné
30	11	41.40	Subventions aux écoles et au centre P.M.S. de l'enseignement communautaire, à l'exception des écoles supérieures et universités
30	11	43.26	Subventions aux écoles et au centre P.M.S. de l'enseignement officiel subventionné
30	11	44.30	Subventions aux écoles et au centre P.M.S. de l'enseignement libre subventionné

Programme 12 : Transport scolaire

30	12	34.01	Remboursement des titres de transport (Abonnements TEC)
----	----	-------	---

Programme 21 : Enseignement artistique

30	21	43.51	Subventions de fonctionnement en faveur de l'académie intercommunale de musique de la Communauté germanophone
30	21	63.51	Subventions d'aménagement en faveur de l'académie intercommunale de musique de la Communauté germanophone

Programme 22 : Formation et formation continue extra-scolaire dans les Classes moyennes et l'Agriculture

30	22	33.21	Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales en faveur d'associations actives dans le secteur des Classes moyennes ou de l'Agriculture
30	22	33.30	Subventions pour la promotion de jeunes travailleurs indépendants et aidants
30	22	34.40	Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales en faveur de particuliers actifs dans le secteur des Classes moyennes ou de l'Agriculture
30	22	34.41	Subventions en faveur de particuliers en rapport avec la formation et le perfectionnement professionnels des personnes travaillant dans l'agriculture
30	22	52.11	Subventions d'aménagement pour des centres de formation et de formation continue dans les Classes moyennes
30	22	61.43	Subventions d'équipement pour la formation extrascolaire

Programme 23 : Emploi, reconversion, cours par correspondance et coordination dans le secteur de la formation professionnelle

30	23	33.01	Subventions dans le cadre du Programme "LIFE" de l'U.E.
30	23	33.02	Subventions à des associations et organismes de droit privé liées à des mesures en faveur de l'emploi
30	23	33.04	Subventions dans le cadre de la compétence "Emploi" en vue de soutenir des projets-pilotes, des initiatives du GABB (Alliance communautaire pour la formation et l'emploi), l'économie sociale et des études
30	23	33.05	Subventions dans le cadre du Fonds Social Européen 1994-1999
30	23	33.06	Subventions dans le cadre du Fonds Social Européen 2000-2006
30	23	33.07	Subventions dans le cadre de plans d'accompagnement du Gouvernement fédéral
30	23	33.08	Subventions pour la coordination dans le secteur Emploi et Formation professionnelle de travailleurs
30	23	33.09	Subventions à la "Ostbelgische Wirtschaftsförderungsgesellschaft" (société de promotion économique de l'Est de la Belgique)
30	23	33.80	Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales : Secteur Emploi et Formation de travailleurs
30	23	41.41	Subventions au Conseil économique et social
30	23	43.01	Subventions aux communes et organismes publics en rapport avec des mesures en faveur de l'emploi
30	23	52.10	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement en faveur d'asbl qui prennent des initiatives dans le domaine du recyclage et de la mise au travail de chômeurs
30	23	52.11	Subventions d'aménagement en faveur d'asbl qui prennent des initiatives dans le domaine du recyclage et de la mise au travail de chômeurs
30	23	52.12	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement destinées au pool d'infrastructure
30	23	52.13	Subventions d'équipement pour le pool d'infrastructure
30	23	63.21	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans le secteur Emploi et Formation professionnelle

Programme 24 : Bâtiments scolaires

30	24	43.26	Subventions pour la location de bâtiments dans le secteur de l'enseignement officiel subventionné
30	24	44.30	Subventions pour la location de bâtiments (bâtiments préfabriqués) dans le secteur de l'enseignement libre subventionné
30	24	63.23	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans l'enseignement officiel subventionné
30	24	64.10	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans l'enseignement libre subventionné

DIVISION ORGANIQUE 40 - JEUNESSE, ÉDUCATION POPULAIRE ET FORMATION DES ADULTES, CULTURE, SPORT, TOURISME**Programme 11 : Jeunesse**

40	11	33.23	Subventions en faveur de l'asbl "Jugendbüro der Deutschsprachigen Gemeinschaft" (Bureau de la Jeunesse de la Communauté germanophone)
40	11	33.24	Subventions pour la formation et la formation continue d'animateurs dans le secteur de la jeunesse
40	11	33.25	Subventions pour des initiatives spéciales dans le secteur de la jeunesse
40	11	33.80	Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales dans le secteur de la jeunesse
40	11	52.11	Subventions d'équipement en faveur d'organisations de jeunesse, de centres de jeunesse et de services pour jeunes de droit privé
40	11	63.20	Subventions d'équipement en faveur d'organismes de jeunesse communaux

Programme 12 : Éducation populaire et formation des adultes

40	12	33.23	Subventions en faveur du Conseil pour l'Éducation populaire et la Formation des Adultes
40	12	33.24	Subventions en faveur de l'asbl "Verbraucherschutzzentrale Ostbelgien" (Centrale pour la protection des consommateurs des Cantons de l'Est)
40	12	33.25	Subventions pour la formation et la formation continue d'animateurs dans le secteur de l'Éducation populaire, de la Formation des adultes et des Ateliers créatifs
40	12	33.26	Subventions pour des initiatives spéciales dans le secteur de l'Éducation populaire et de la Formation des adultes
40	12	33.27	Subventions pour des initiatives spéciales dans le secteur des Ateliers créatifs
40	12	33.28	Subventions en faveur de l'Agence pour le développement durable
40	12	33.80	Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales : Secteur Éducation populaire, Formation des Adultes et Ateliers créatifs
40	12	52.11	Subventions d'équipement pour des organisations de droit privé pour l'éducation populaire et la formation des adultes et pour des ateliers créatifs
40	12	63.20	Subventions d'équipement pour des organismes d'éducation populaire et de formation des adultes et des ateliers créatifs communaux

Programme 13 : Culture

40	13	33.23	Subventions en faveur du "Föderkam" en tant que fédération régionale
40	13	33.25	Subventions de fonctionnement en faveur de centres culturels de droit privé
40	13	33.26	Subventions de fonctionnement en faveur d'associations visant la promotion de la musique, du théâtre, de la danse, de la littérature et des arts plastiques
40	13	33.27	Subventions en faveur de musées et pour des activités en rapport avec l'archéologie, le patrimoine, l'histoire, la géographie régionale et la vulgarisation scientifique
40	13	33.28	Subventions en vue de la promotion et la diffusion de la littérature, de la musique, de l'art dramatique, du cinéma et des arts plastiques ainsi que pour l'organisation de manifestations éducatives, d'expositions, de cours de formation et de formation continue dans le secteur de la culture
40	13	33.29	Subventions pour frais de personnel en vue de la professionnalisation dans le secteur de la culture

40	13	33.80	Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales : secteur Culture
40	13	34.31	Subsides, bourses et aides en faveur d'artistes et de scientifiques
40	13	43.22	Subventions pour des centres culturels communaux
40	13	52.11	Subventions d'équipement en faveur d'organisations et de fédérations culturelles de droit privé, de musées de droit privé et d'institutions et organisations de droit privé actifs dans les domaines de l'archéologie et du patrimoine artistique, de l'histoire, de la géographie régionale et de la vulgarisation scientifique
40	13	52.13	Subventions en faveur d'organisations de droit privé pour des mesures visant la conservation du patrimoine culturel
40	13	63.20	Subventions d'équipement pour des établissements culturels communaux
40	13	63.22	Subventions en faveur de communes pour des mesures visant la conservation du patrimoine culturel
40	13	63.52	Subventions en faveur de fabriques d'église pour des mesures visant la conservation du patrimoine culturel

Programme 14 : Bibliothèques et Médias

40	14	33.01	Subventions à l'Association générale des journalistes professionnels de Belgique
40	14	33.02	Subventions pour des activités d'information de radios privées
40	14	33.22	Subventions de fonctionnement pour des bibliothèques d'hôpitaux et maisons de repos ainsi que pour des bibliothèques spécialisées
40	14	33.23	Subventions de fonctionnement pour l'Association des bibliothécaires
40	14	33.24	Subventions de fonctionnement en faveur de "canaux ouverts"
40	14	33.25	Subventions pour des initiatives spéciales : secteur Bibliothèques et Médias
40	14	33.26	Subventions pour les cinémas
40	14	33.27	Subventions octroyées à l'Agence pour les nouveaux médias
40	14	52.11	Subventions d'équipement pour des bibliothèques de droit privé

40 19 63.22 Subventions d'équipement dans le secteur des loisirs au sein des communes

Programme 21 : Protection des monuments et sites, fouilles et protection de la nature

40 21 33.22 Subventions pour des initiatives spéciales dans le secteur Protection des monuments et sites, fouilles et protection de la nature

40 21 52.10 Subventions pour des travaux de remise en état effectués à des biens non classés mais dignes d'être protégés et appartenant à des particuliers

40 21 53.10 Subventions pour des travaux de remise en état effectués à des biens non classés mais dignes d'être protégés et appartenant à des personnes physiques

40 21 63.22 Subventions pour des travaux de remise en état effectués à des biens non classés mais dignes d'être protégés et appartenant à des communes

40 21 63.52 Subventions pour des travaux de remise en état effectués à des biens non classés mais dignes d'être protégés et appartenant à des fabriques d'Eglise

DIVISION ORGANIQUE 50 - FAMILLE, PERSONNES AGEES, SANTE ET AFFAIRES

Programme 11 : Famille et personnes âgées

50 11 33.01 Expériences-types dans le secteur des services à domicile

50 11 33.02 Subventions pour des activités : Secteur Personnes âgées

50 11 33.03 Subventions octroyées aux services de guidance à domicile

50 11 33.05 Subventions pour des organisations dont le but consiste en une consultation individuelle et/ou générale en matière de vie familiale

50 11 33.06 Coordination des soins à domicile

50 11 33.07 Mesures dans le domaine de l'adaptation du logement

50 11 33.08 Subventions à l'Association en matière de soins palliatifs

50 11 33.09 Subventions pour l'accueil des jeunes enfants

50 11 33.10 Subventions pour de nouvelles initiatives dans le secteur de l'accueil des jeunes enfants

50 11 33.11 Dépenses courantes généralement quelconques pour des séjours de vacances de groupes et/ou de familles nécessiteuses

50 11 33.80 Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales

50	11	43.22	Subventions à des CPAS pour les services d'aide aux familles et aux personnes âgées
50	11	43.23	Mesures dans le secteur de l'adaptation du logement
50	11	52.11	Subventions à des asbl pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement de crèches, centres de jour pour enfants, foyers pour mères et des centres de consultation familiale
50	11	52.12	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'établissements pour personnes âgées
50	11	52.13	Subventions d'aménagement en faveur de maisons de repos et de soins
50	11	52.14	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement de maisons de repos et de soins et de résidences-services
50	11	52.15	Subventions d'équipement en faveur de maisons de repos et de soins
50	11	52.16	Subventions d'équipement à des asbl qui organisent des crèches, des centres de jour pour enfants et des foyers pour mères ainsi que des centres de consultation
50	11	52.21	Subventions d'équipement en faveur d'établissements pour personnes âgées
50	11	63.21	Subventions en faveur d'établissements publics pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'établissements pour personnes âgées
50	11	63.22	Subventions d'équipement en faveur d'établissements pour personnes âgées
50	11	63.23	Subventions d'aménagement en faveur de maisons de repos et de soins
50	11	63.24	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement de maisons de repos et de soins
50	11	63.27	Subventions d'équipement en faveur d'établissements publics qui organisent des crèches, des centres de jour pour enfants, des foyers pour mères et des centres de consultation familiale

Programme 13 : Handicapés

50	13	33.01	Subventions pour des vacances ou des voyages d'études de personnes handicapées
50	13	33.02	Subventions pour des initiatives particulières visant l'intégration sociale et professionnelle de personnes handicapées

50	13	33.03	Subventions généralement quelconques visant la promotion des relations internationales et intercommunautaires dans le secteur des personnes handicapées
50	13	41.40	Dotation en faveur du "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" (Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées)
50	13	61.41	Dotation spéciale en faveur du "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" (Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées) pour le financement de mesures d'infrastructure

Programme 14 : Aide spéciale pour les enfants, les jeunes et les jeunes adultes

50	14	33.01	Soutien de projets dans le secteur de l'aide à la jeunesse
50	14	35.31	Placement d'enfants et de jeunes à l'étranger
50	14	43.22	Intervention dans les dépenses courantes encourues par le centre Mosaïque pour mineurs d'âge
50	14	52.10	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et les infrastructures dans le secteur de l'aide à la jeunesse
50	14	52.22	Subventions d'équipement en faveur d'organisations dans le secteur Aide à la jeunesse
50	14	63.21	Subventions à des pouvoirs subordonnés pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans le secteur de l'aide à la jeunesse
50	14	63.22	Subventions d'équipement dans le secteur de l'aide à la jeunesse pour les pouvoirs subordonnés

Programme 15 : Accueil, Aide sociale et Assistance psychologique

50	15	33.01	Subventions aux organisations actives dans le secteur social
50	15	33.02	Subventions pour l'intégration de travailleurs migrants, de réfugiés et de concitoyens originaires de pays du Tiers-Monde
50	15	33.04	Subventions aux associations actives dans le secteur de la guidance et de la réinsertion sociale de détenus, de membres de leur famille, et de victimes d'actes de violence

50	15	33.05	Subventions dans le secteur de l'aide au développement, de la promotion de l'entente entre les peuples et du respect des droits de l'homme ainsi que de l'aide humanitaire dans les régions en crise
50	15	33.20	Subventions destinées à couvrir les frais en personnel et les dépenses courantes généralement quelconques du centre d'orientation et assistance psychologique ("Beratung und Lebenshilfe")
50	15	33.27	Subventions pour la prévention de la toxicomanie octroyées en faveur de la "Arbeitsgemeinschaft für Suchtvorbeugung und Lebensbewältigung" (Groupe de travail pour la lutte contre la toxicomanie et l'assistance psychologique)
50	15	33.80	Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales
50	15	34.31	Dépenses imprévues pour des cas sociaux graves
50	15	43.21	Dépenses relatives au Fonds spécial d'assistance sociale
50	15	43.22	Subventions-loyers en faveur des CPAS pour l'hébergement d'indigents
50	15	52.11	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans le secteur social
50	15	52.21	Subventions d'équipement dans le secteur social
50	15	63.21	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans le secteur social
50	15	63.22	Subventions d'équipement dans le secteur social

Programme 16 : Santé

50	16	33.01	Subventions à des organisations actives dans le secteur de la médecine préventive
50	16	33.02	Cours de perfectionnement pour des médecins des services d'urgence, infirmiers (ières), accoucheuses, auxiliaires médicaux, accompagnateurs pour personnes âgées et secouristes
50	16	33.04	Subventions pour examens dentaires dans les écoles
50	16	33.05	Subventions pour la surveillance médicale scolaire
50	16	43.20	Subventions aux communes pour la surveillance médicale scolaire
50	16	43.52	Subventions pour l'exploitation des services de véhicules d'aide médicale urgente

50	16	52.11	Subventions à des associations sans but lucratif pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'institutions spéciales pour la santé publique
50	16	52.21	Subventions pour l'achat de véhicules et de matériel pour le secteur médical
50	16	53.25	Subventions d'équipement en faveur des hôpitaux
50	16	53.26	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans le secteur hospitalier
50	16	63.21	Subventions à des communes pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'institutions spéciales pour la santé publique
50	16	63.22	Subventions pour l'achat de véhicules et de matériel pour le secteur médical
50	16	74.22	Achat de matériel dans le secteur de la santé publique

Article 15

Sans préjudice des dispositions des articles 41 et 50 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'État, chaque ordonnancement dans le secteur des infrastructures peut être effectué sans visa préalable de la Cour des Comptes jusqu'à 90% de la somme fixée.

Cette règle peut être appliquée pour tous les projets pour lesquels l'intervention totale de la Communauté germanophone s'élève à 150.000 € au moins et ce, dans les allocations de base ventilées comme suit :

DO	PR	All. base	DO	PR	All. base	DO	PR	All. base
30	23	52.10	40	16	52.13	50	11	52.11
30	23	52.12	40	16	63.21	50	11	52.12
30	23	52.13	40	16	63.22	50	11	52.14
30	23	52.14	40	17	51.01	50	11	52.17
30	23	63.21	40	17	51.02	50	11	52.22
30	24	63.23	40	17	51.03	50	11	63.21
30	24	64.10	40	17	52.10	50	11	63.23
30	24	72.10	40	17	52.11	50	11	63.24
40	11	52.12	40	17	52.15	50	11	63.28
40	11	52.13	40	17	63.01	50	11	63.29
40	11	52.14	40	17	72.11	50	13	52.11
40	11	63.21	40	18	65.20	50	13	63.01
40	11	63.22	40	18	71.01	50	14	52.10
40	12	52.12	40	18	72.10	50	14	52.23
40	12	52.13	40	18	72.12	50	14	63.21
40	12	63.21	40	19	52.12	50	14	63.23
40	12	63.22	40	19	52.13	50	15	52.11
40	13	52.12	40	19	63.21	50	15	52.22
40	13	52.14	40	19	63.22	50	15	63.21
40	13	63.21	40	21	52.10	50	15	63.23
40	13	63.23	40	21	53.10	50	16	52.11
40	14	52.12	40	21	53.11	50	16	53.25
40	14	63.21	40	21	63.21	50	16	53.26
40	14	63.22	40	21	63.22	50	16	63.21
40	16	52.12	40	21	63.51			

Annexe 1 a) Résumé du budget 2003

Division organique - programme		C.N.D.	C.E.	C.O.
		Milliers d' €	Milliers d' €	Milliers d' €
Division organique 01 - Conseil de la Communauté germanophone				
Programme 00	Dotation	3.300	0	0
Total pour la Division organique 01		3.300	0	0
Division organique 10 - Gouvernement de la Communauté germanophone				
Programme 00	Dépenses courantes généralement quelconques	2.443	0	0
Programme 01	Frais de personnel pour les personnes en dispense pour missions dans l'enseignement	85	0	0
Total pour la Division organique 10		2.528	0	0
Division organique 20 - Ministère de la Communauté germanophone				
Programme 00	Dépenses courantes généralement quelconques	8.253	0	0
Programme 11	Relations extérieures et communication	368	0	0
Programme 12	Etudes et enquêtes	120	0	0
Total pour la Division organique 20		8.741	0	0
Division organique 30 - Enseignement, Formation et Emploi				
Programme 00	Dépenses liées aux traitements dans l'enseignement	2.888	0	0
Programme 01	Traitements dans le domaine des P.M.S.	969	0	0
Programme 02	Traitements dans l'enseignement fondamental ordinaire	23.184	0	0
Programme 03	Traitements dans l'enseignement secondaire ordinaire	26.230	0	0
Programme 04	Traitements dans l'enseignement supérieur et universitaire	1.750	0	0
Programme 05	Traitements dans l'enseignement spécial	4.182	0	0
Programme 06	Traitements dans l'enseignement artistique	1.127	0	0
Programme 07	Traitements dans l'enseignement de promotion sociale	999	0	0
Programme 08	Dispenses pour missions dans l'enseignement	1.821	0	0
Programme 11	Initiatives d'ordre général	762	0	0
Programme 12	Transport scolaire	753	0	0
Programme 13	Centres P.M.S.	151	0	0
Programme 14	Enseignement fondamental ordinaire	2.102	0	0
Programme 15	Enseignement secondaire ordinaire	3.482	0	0
Programme 16	Enseignement supérieur et universitaire	203	0	0
Programme 17	Enseignement spécial	525	0	0
Programme 18	Formation scolaire continuée (cours du soir)	77	0	0
Programme 19	Allocations d'études, bourses et recherche scientifique	257	0	0
Programme 21	Enseignement artistique	31	4	4
Programme 22	Formation et Formation continue extra-scolaire dans les Classes moyennes et l'agriculture	2.486	0	0

Programme 23	Emploi, Reconversion, Cours par correspondance et Coordination dans le secteur de la Formation professionnelle	12.303	149	104
Programme 24	Bâtiments scolaires	250	4.386	3.163
	Total pour la Division organique 30	86.532	4.539	3.271
Division organique 40 - Jeunesse, Education populaire et Formation des Adultes, Culture, Sport, Tourisme				
Programme 11	Jeunesse	1.013	204	145
Programme 12	Éducation populaire et Formation des Adultes	1.545	35	26
Programme 13	Culture	973	280	202
Programme 14	Bibliothèques et Médias	827	48	35
Programme 15	B.R.F.	4.420	0	0
Programme 16	Sport	669	523	380
Programme 17	Tourisme et amélioration de la qualité de la vie	741	551	393
Programme 18	Centres communautaires	314	1.345	957
Programme 19	Loisirs	25	2	2
Programme 21	Protection des monuments et sites, fouilles et protection de la nature	184	401	280
	Total pour la Division organique 40	10.711	3.389	2.420
Division organique 50 - Famille, Personnes âgées, Santé et Affaires sociales				
Programme 11	Famille et personnes âgées	2.645	451	313
Programme 13	Handicapés	6.550	423	296
Programme 14	Aide spéciale pour enfants, jeunes et jeunes adultes	2.250	0	0
Programme 15	Accueil, aide sociale et assistance psychologique	2.105	21	15
Programme 16	Santé	662	2.292	2.254
	Total pour la Division organique 50	14.212	3.187	2.878
Division organique 60 - Trésorerie de la Communauté germanophone				
Programme 00	Opérations courantes de la Trésorerie	3	0	0
Programme 12	Réserve	0	100	385
	Total pour la Division organique 60	3	100	385
TOTAL CHAPITRE I		126.027	11.215	8.954

DO	PR	Alloc. de base	Min.	Intitulé	CND Milliers €	CE Milliers €	CO Milliers €
Division organique 01 - Conseil de la Communauté germanophone							
Programme 00 : Dotation							
01	00	41.40	01.10	Dotation pour le Conseil de la Communauté germanophone	3.250		
01	00	61.41	01.10	Dotation exceptionnelle au Conseil de la Communauté germanophone pour des projets d'infrastructure	50		
Total Programme 00					3.300	0	0
Total Division organique 01					3.300	0	0
Division organique 10 - Gouvernement de la Communauté germanophone							
Programme 00 : Dépenses courantes généralement quelconques							
10	00	11.11	01.10	ABC Traitements des ministres et des collaborateurs du Gouvernement	1.640		
10	00	11.20	01.10	ABC Charges sociales - cotisations patronales	220		
10	00	12.11	01.10	ABC Dépenses courantes généralement quelconques	500		
10	00	12.13	01.10	ABC Frais de leasing	33		
10	00	74.10	01.10	ABC Achat de moyens de transport	25		
10	00	74.22	01.10	ABC Achat de machines et de mobilier	25		
Total Programme 00					2.443	0	0

Programme 01 : Frais de personnel pour les personnes en dispense pour missions dans l'enseignement					
10 01 11.11 01.10	ABC	Traitements du personnel en dispense pour mission dans l'enseignement et occupé auprès d'un cabinet ministériel	81		
10 01 11.20 01.10	ABC	Charges sociales - cotisations patronales pour le personnel en dispense pour mission dans l'enseignement et occupé auprès d'un cabinet	4		
Total Programme 01			85		
Total Division organique 10			2.528	0	0
Division organique 20 - Ministère de la Communauté germanophone					
Programme 00 : Dépenses courantes généralement quelconques					
20 00 11.11 01.33	A	Traitements du personnel du Ministère de la Communauté germanophone	5.290		
20 00 11.20 01.33	A	Charges sociales de l'employeur	1.232		
20 00 12.11 01.30	A	Dépenses courantes généralement quelconques dans le secteur Ministère	1.262		
20 00 12.12 01.30	A	Location de biens immeubles pour les différents services du Ministère	83		
20 00 12.13 01.30	A	Frais de leasing	130		
20 00 33.01 01.30	A	Participation de la Communauté germanophone au coût des délégations syndicales	28		
20 00 33.03 01.30	A	Subvention accordée à la "VoE Sozialdienst des Personals des Ministeriums und der Regierungskabinette der Deutschsprachigen Gemeinschaft" (asbl Service social du personnel du Ministère et des cabinets de la Communauté germanophone)	60		
20 00 45.40 01.33	A	Paiement de la cotisation de responsabilisation - Secteur Ministère et Conseil de la Communauté germanophone	13		

20 00 74.10 01.30 A	Achat de moyens de transport	30	
20 00 74.22 01.30 A	Achat de machines et de mobilier	125	
Total Programme 00		8.253	0
Programme 11 : Relations extérieures et communication			
20 11 12.11 08.00 A	Dépenses courantes généralement quelconques dans le secteur Relations extérieures et communication	200	
20 11 33.01 08.00 A	Subventions dans le cadre de la collaboration entre la Communauté germanophone et les autres communautés et régions	5	
20 11 33.02 08.00 A	Subventions dans le cadre de la coopération entre la Communauté germanophone et la Communauté française en ce qui concerne les communes de Plombières, Welkenraedt, Baelen, Waimes et Malmedy	5	
20 11 33.03 08.10 A	Subvention à l'association "Concours international de musique Reine Elisabeth de Belgique", Prix de la Communauté germanophone	10	
20 11 33.04 01.40 A	Subventions dans le cadre des relations extérieures et de la communication	25	
20 11 33.05 01.40 A	Subvention de la Communauté germanophone pour l'exposition "Belgissimo"	25	
20 11 33.81 01.40 A	Subventions à la "Maison Belge" à Cologne	0	
20 11 35.30 01.40 A	Subventions à l'Euregio Meuse-Rhin	69	
20 11 35.31 11.60 A	Subventions à la Sprl "Europäisches Tourismusinstitut" (Institut européen du Tourisme) de l'Université de Trèves	19	
20 11 35.43 01.40 A	Cotisations de la Communauté germanophone à des organisations internationales	10	
20 11 81.42 11.60 A	Participation de la Communauté germanophone à l'Agence eurégionale 2008, SARL	0	

Total Programme 11		368	0	0				
Programme 12 : Etudes et enquêtes								
20	12	12.11	04.60	ABC	Etudes et enquêtes en matière de tourisme, affaires sociales, famille, santé publique, protection de la jeunesse, culture et sport, enseignement et formation	120	0	0
Total Programme 12		120	0	0				
Total Division organique 20		8.741	0	0				

Division organique 30 - Enseignement, formation et emploi								
Programme 00 : Dépenses liées aux traitements dans l'enseignement								
30	00	11.11	04.00	B	Avance sur les traitements des contractuels subventionnés	638		
30	00	11.12	04.00	B	Salaires et indemnités du personnel accompagnant dans les bus scolaires	52		
30	00	11.20	04.00	B	Charges sociales - cotisations patronales pour le personnel accompagnant dans les bus scolaires	21		
30	00	11.31	04.00	B	Paiement des allocations familiales et primes de naissance au personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, administratif et d'entretien ainsi qu'au personnel technique du centre P.M.S. (de tous les réseaux d'enseignement)	2.034		
30	00	12.11	04.00	B	Dépenses courantes généralement quelconques dans le secteur Enseignement	45		
30	00	45.40	04.00	B	Paiement de la cotisation de responsabilisation - Secteur Enseignement	98		
30	00	45.41	04.00	B	Remboursement des allocations d'interruption de carrière à l'ONEM	0		
Total Programme 00						2.888	0	0
Programme 01 : Traitements dans le secteur P.M.S.								
30	01	01.01	05.10	B	Plan social et régime de retraite anticipée dans le secteur P.M.S.	48		
30	01	11.11	05.10	B	Traitements et indemnités du personnel administratif ainsi que du personnel technique du centre P.M.S. dans l'enseignement communautaire	387		
30	01	11.20	05.10	B	Charges sociales - cotisations patronales pour le personnel administratif ainsi que pour le personnel technique du centre P.M.S. dans l'enseignement communautaire	53		
30	01	43.24	05.10	B	Subventions-traitements accordées aux écoles officielles subventionnées ainsi qu'au personnel technique du centre P.M.S.	223		
30	01	43.25	05.10	B	Subventions-pensions accordées aux écoles officielles subventionnées ainsi qu'au personnel technique du centre P.M.S.	30		

30 01 44.10 05.10 B	Subventions-traitements accordées aux écoles libres subventionnées ainsi qu'au personnel technique du centre P.M.S.	201		
30 01 44.20 05.10 B	Subventions-pensions accordées aux écoles libres subventionnées ainsi qu'au personnel technique du centre P.M.S.	27		
Total Programme 01		969	0	0
Programme 02 : Traitements dans l'enseignement fondamental ordinaire				
30 02 01.01 04.20 B	Plan social et régime de retraite anticipée dans le secteur de l'enseignement fondamental	1.598		
30 02 11.11 04.20 B	Traitements et indemnités du personnel enseignant, personnel auxiliaire d'éducation, administratif et d'entretien ainsi que du personnel technique de l'enseignement fondamental	4.047		
30 02 11.20 04.20 B	Charges sociales - cotisations patronales pour le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, administratif et d'entretien ainsi que du personnel technique de l'enseignement fondamental	552		
30 02 43.24 04.20 B	Subventions-traitements accordées aux écoles officielles subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement fondamental	13.621		
30 02 43.25 04.20 B	Subventions-pensions accordées aux écoles officielles subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement fondamental	1.893		
30 02 44.10 04.20 B	Subventions-traitements accordées aux écoles libres subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement fondamental	1.296		
30 02 44.20 04.20 B	Subventions-pensions accordées aux écoles libres subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement fondamental	177		
Total Programme 02		23.184	0	0

Programme 03 : Traitements dans l'enseignement secondaire ordinaire								
30	03	01.01	04.30	B	Plan social et régime de retraite anticipée dans le secteur de l'enseignement secondaire	884		
30	03	11.11	04.30	B	Traitements et indemnités du personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, administratif et d'entretien ainsi que du personnel technique de l'enseignement secondaire	11.212		
30	03	11.20	04.30	B	Charges sociales - cotisations patronales pour le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, administratif et d'entretien ainsi que pour le personnel technique de l'enseignement secondaire	1.529		
30	03	43.24	04.30	B	Subventions-traitements accordées aux écoles officielles subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement	107		
30	03	43.25	04.30	B	Subventions-pensions accordées aux écoles officielles subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement secondaire	15		
30	03	44.10	04.30	B	Subventions-traitements accordées aux écoles libres subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement secondaire	10.942		
30	03	44.20	04.30	B	Subventions-pensions accordées aux écoles libres subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement secondaire	1.541		
Total Programme 03						26.230	0	0
Programme 04 : Traitements dans l'enseignement supérieur et universitaire								
30	04	01.01	04.44	B	Plan social et régime de retraite anticipée dans le secteur de l'enseignement supérieur et universitaire	30		
30	04	11.11	04.44	B	Traitements et indemnités du personnel enseignant, personnel auxiliaire d'éducation, administratif et d'entretien ainsi que du personnel technique de l'enseignement supérieur et universitaire	917		

30	04	11.20	04.44	B	Charges sociales - cotisations patronales pour le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, administratif et d'entretien ainsi que pour le personnel technique de l'enseignement supérieur et universitaire	125		
30	04	44.10	04.44	B	Subventions-traitements accordées aux écoles libres subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement supérieur et universitaire	597		
30	04	44.20	04.44	B	Subventions-pensions accordées aux écoles libres subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement supérieur et universitaire	81		
Total Programme 04						1.750	0	0
Programme 05 : Traitements dans l'enseignement spécial								
30	05	01.01	04.36	B	Plan social et régime de retraite anticipée dans le secteur de l'enseignement spécial	119		
30	05	11.11	04.36	B	Traitements et indemnités du personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, administratif et d'entretien ainsi que du personnel technique de l'enseignement spécial	3.140		
30	05	11.20	04.36	B	Charges sociales - cotisations patronales pour le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, administratif et d'entretien ainsi que pour le personnel technique de l'enseignement spécial	456		
30	05	44.10	04.36	B	Subventions-traitements accordées aux écoles libres subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement spécial	411		
30	05	44.20	04.36	B	Subventions-pensions accordées aux écoles libres subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement spécial	56		
Total Programme 05						4.182	0	0
Programme 06 : Traitements dans l'enseignement artistique								
30	06	43.24	04.50	B	Subventions-traitements accordées à l'académie intercommunale de musique de la Communauté germanophone	992		
30	06	43.25	04.50	B	Subventions-pensions accordées à l'académie intercommunale de musique de la Communauté germanophone	135		
Total Programme 06						1.127	0	0

Programme 07 : Traitements dans l'enseignement de promotion sociale								
30	07	01.01	04.50	B	Plan social et régime de retraite anticipée dans le secteur de l'enseignement de promotion sociale	30		
30	07	11.11	04.50	B	Traitements et indemnités du personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, administratif et d'entretien dans l'enseignement de promotion sociale	550		
30	07	11.20	04.50	B	Charges sociales - cotisations patronales pour le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, administratif et d'entretien dans l'enseignement de promotion sociale	75		
30	07	43.24	04.50	B	Subventions-traitements accordées aux écoles officielles subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement de promotion sociale	227		
30	07	43.25	04.50	B	Subventions-pensions accordées aux écoles officielles subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement de promotion sociale	31		
30	07	44.10	04.50	B	Subventions-traitements accordées aux écoles libres subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement de promotion sociale	76		
30	07	44.20	04.50	B	Subventions-pensions accordées aux écoles libres subventionnées ainsi qu'au personnel technique de l'enseignement de promotion sociale	10		
Total Programme 07						999	0	0
Programme 08 : Dispenses pour missions dans l'enseignement								
30	08	11.11	04.00	B	Traitements et indemnités des chargés de mission nommés comme personnel directeur, enseignant et auxiliaire d'éducation	1.095		
30	08	11.20	04.00	B	Charges sociales - cotisations patronales pour des chargés de mission en tant que personnel enseignant ou auxiliaire d'éducation	149		
30	08	43.24	04.00	B	Subventions-traitements accordées aux établissements d'enseignement officiel subventionné pour des chargés de mission	144		
30	08	43.25	04.00	B	Subventions-pensions accordées aux établissements d'enseignement officiel subventionné pour des chargés de mission	20		
30	08	44.10	04.00	B	Subventions-traitements accordées aux établissements d'enseignement libre subventionné pour des chargés de mission	363		

30	08	44.20	04.00	B	Subventions-pensions accordées aux établissements d'enseignement libre subventionné pour des chargés de mission	50			0
Total Programme 08						1.821			0
Programme 11 : Initiatives d'ordre général									
30	11	12.11	04.00	B	Dépenses courantes généralement quelconques dans le secteur Enseignement	522			
30	11	33.01	04.00	B	Subvention à l'asbl "Patienten: Rat und Treff" pour l'initiative "cours pour enfants malades"	5			
30	11	33.02	04.00	B	Subventions à des associations	9			
30	11	33.40	04.00	B	Subventions en faveur de l'asbl "Pädagogisches Zentrum"	40			
30	11	33.42	04.00	B	Subventions pour la promotion du sport à l'école	10			
30	11	41.20	04.00	B	Subventions aux écoles supérieures et universités de l'enseignement communautaire	7			
30	11	41.30	04.00	B	Subventions aux écoles supérieures et universités de l'enseignement libre subventionné	7			
30	11	41.40	04.00	B	Subventions aux écoles et au centre P.M.S. de l'enseignement communautaire, à l'exception des écoles supérieures et universités	62			
30	11	43.26	04.00	B	Subventions aux écoles et au centre P.M.S. de l'enseignement officiel subventionné	46			
30	11	44.30	04.00	B	Subventions aux écoles et au centre P.M.S. de l'enseignement libre subventionné	54			
30	11	63.21	04.00	B	Subventions pour des initiatives dans l'enseignement officiel subventionné	0			
Total Programme 11						762			0

Programme 12 : Transport scolaire				
30	12 12.11 04.00 B	Dépenses courantes généralement quelconques dans le secteur du Transport scolaire	580	
30	12 12.21 04.00 B	Remboursement aux TEC	162	
30	12 34.01 06.36 B	Remboursement des titres de transport (abonnements aux TEC)	11	
30	12 74.10 06.36 B	Achat de moyens de transport	0	
	Total Programme 12		753	0
Programme 13 : Centres P.M.S.				
30	13 41.40 05.10 B	Dotation de fonctionnement	92	
30	13 43.26 05.10 B	Subvention de fonctionnement accordée à l'enseignement officiel subventionné	29	
30	13 44.31 05.10 B	Subvention de fonctionnement accordée à l'enseignement libre subventionné	30	
	Total Programme 13		151	0
Programme 14 : Enseignement fondamental ordinaire				
30	14 41.40 04.20 B	Dotation de fonctionnement	206	
30	14 43.20 04.20 B	Subventions pour le paiement de la surveillance de midi dans les écoles officielles subventionnées	78	
30	14 43.26 04.20 B	Subvention de fonctionnement accordée à l'enseignement officiel subventionné	1.652	
30	14 44.30 04.20 B	Subventions pour le paiement de la surveillance de midi dans les écoles libres subventionnées	9	

30	14	44.31	04.20	B	Subvention de fonctionnement accordée à l'enseignement libre subventionné	157		
Total Programme 14						2.102	0	0
Programme 15 : Enseignement secondaire ordinaire								
30	15	41.40	04.30	B	Dotation de fonctionnement	1.814		
30	15	44.31	04.30	B	Subvention de fonctionnement accordée à l'enseignement libre subventionné	1.668		
Total Programme 15						3.482	0	0
Programme 16 : Enseignement supérieur et universitaire								
30	16	41.40	04.44	B	Dotation de fonctionnement	113		
30	16	44.31	04.44	B	Subvention de fonctionnement accordée à l'enseignement libre subventionné	90		
Total Programme 16						203	0	0
Programme 17 : Enseignement spécial								
30	17	41.40	04.36	B	Dotation de fonctionnement	492		
30	17	44.30	04.36	B	Subventions pour le paiement de la surveillance de midi dans les écoles libres subventionnées	3		
30	17	44.31	04.36	B	Subvention de fonctionnement accordée à l'enseignement libre subventionné	30		
Total Programme 17						525	0	0
Programme 18 : Formation scolaire continuée (cours du soir)								
30	18	41.40	04.00	B	Dotation de fonctionnement	43		
30	18	43.26	04.00	B	Subvention de fonctionnement accordée à l'enseignement officiel subventionné	24		
30	18	44.31	04.00	B	Subvention de fonctionnement accordée à l'enseignement libre subventionné	10		
Total Programme 18						77	0	0

Programme 19 : Allocations d'études, bourses et recherche scientifique								
30	19	12.11	04.32	B	Dépenses courantes généralement quelconques dans le secteur allocations d'études, bourses et recherche scientifique	2		
30	19	34.40	04.32	B	Subventions pour des séjours de perfectionnement en Belgique et à l'étranger	1		
30	19	34.41	04.32	B	Bourses pour titulaires d'un diplôme délivré par une école supérieure ou une université	4		
30	19	34.42	04.32	B	Subventions en faveur de jeunes chercheurs et d'étudiants pour des missions scientifiques	2		
30	19	34.43	04.32	B	Allocations d'études pour élèves et étudiants	248		
Total Programme 19						257	0	0
Programme 21 : Enseignement artistique								
30	21	12.11	04.50	B	Dépenses courantes généralement quelconques liées à l'académie de musique de la Communauté germanophone	4		
30	21	43.51	04.50	B	Subventions de fonctionnement en faveur de l'académie intercommunale de musique de la Communauté germanophone	27		
30	21	63.51	04.50	B	Subventions d'aménagement en faveur de l'académie intercommunale de musique de la Communauté germanophone		4	4
Total Programme 21						31	4	4
Programme 22 : Formation extra-scolaire et formation continue extra-scolaire dans les Classes moyennes et l'Agriculture								
30	22	12.11	04.50	B	Dépenses courantes généralement quelconques relatives à la formation extra-scolaire et à la formation continue extra-scolaire	10		

30	22	33.21	04.50	B	Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales en faveur d'associations actives dans le secteur des Classes moyennes ou de l'Agriculture	8		
30	22	33.22	04.50	B	Subventions en faveur d'associations en rapport avec la formation et le perfectionnement professionnels des personnes travaillant dans l'agriculture	58		
30	22	33.30	04.50	B	Subventions pour la promotion de jeunes travailleurs indépendants et aidants	10		
30	22	34.40	04.50	B	Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales en faveur de particuliers actifs dans le secteur des Classes moyennes ou de l'Agriculture	0		
30	22	34.41	04.50	B	Subventions en faveur de particuliers dans le cadre de la formation et du perfectionnement professionnels des personnes travaillant dans l'agriculture	0		
30	22	41.41	04.50	B	Dotation en faveur de l'Institut pour la Formation et la Formation continue dans les Classes moyennes	2.388		
30	22	52.10	04.50	B	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement en faveur des centres de formation et de formation continue dans les Classes moyennes			
30	22	52.11	04.50	B	Subventions d'équipement en faveur des centres de formation et de formation continue dans les Classes moyennes	12		
30	22	52.12	04.50	B	Subventions d'aménagement en faveur des centres de formation et de formation continue dans les Classes moyennes			
30	22	61.43	04.50	B	Subventions d'équipement pour la formation extra-scolaire	0		
30	22	61.44	04.50	B	Subventions d'aménagement pour la formation extra-scolaire			
Total Programme 22						2.486	0	0

Programme 23 : Emploi, reconversion, cours par correspondance et coordination dans le secteur de la formation professionnelle

30	23	12.11	06.43	A	Dépenses courantes généralement liées à l'emploi, à la formation professionnelle et à la formation professionnelle continuée	37
30	23	33.01	06.43	A	Subventions dans le cadre du programme "LIFE" de l'U.E.	137
30	23	33.02	06.43	A	Subventions à des associations et organismes de droit privé en rapport avec des mesures en faveur de l'emploi	3.439
30	23	33.03	06.43	A	Subventions dans le cadre du système des chèques-services et des services de proximité	248
30	23	33.04	06.43	A	Subventions dans le cadre de la compétence Emploi en vue de soutenir des projets-pilotes, des initiatives du GABB (Alliance communautaire pour la formation et l'emploi), l'économie sociale et des études	124
30	23	33.05	06.43	A	Subventions dans le cadre du Fonds Social Européen 1994-1999	0
30	23	33.06	06.43	A	Subventions dans le cadre du Fonds Social Européen 2000-2006	1.779
30	23	33.07	06.43	A	Subventions dans le cadre de plans d'accompagnement du Gouvernement fédéral	446
30	23	33.08	06.43	A	Subventions pour la coordination dans le secteur Emploi et formation professionnelle des travailleurs	0
30	23	33.09	06.43	A	Subventions à la "Ostbelgische Wirtschaftsförderungsgesellschaft" (société de promotion économique de l'Est de la Belgique)	136
30	23	33.80	06.43	A	Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales : Secteur Emploi et formation des travailleurs	5
30	23	41.40	06.43	A	Dotation à l'Office de l'emploi	3.347
30	23	41.41	06.43	A	Subventions au Conseil économique et social	218

30	23	43.01	06.43	A	Subventions aux communes et organismes publics en rapport avec des mesures en faveur de l'emploi	2.261		
30	23	52.10	06.43	A	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement en faveur d'asbl qui prennent des initiatives dans le domaine du recyclage et de la création d'emplois pour les chômeurs		149	104
30	23	52.11	06.43	A	Subventions d'équipement en faveur d'asbl qui prennent des initiatives dans le domaine du recyclage et de la mise au travail de chômeurs	2		
30	23	52.12	06.43	AB	Subventions au pool d'infrastructure pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement			
30	23	52.13	06.43	AB	Subventions d'équipement pour le pool d'infrastructure	0		
30	23	52.14	06.43	AB	Subventions d'aménagement pour le pool d'infrastructure			
30	23	52.15	06.43	A	Subventions d'aménagement en faveur d'asbl qui prennent des initiatives dans le domaine du recyclage et de la mise au travail de			
30	23	61.41	06.43	A	Dotation exceptionnelle à l'Office de l'emploi			
30	23	61.42	06.43	A	Dotation en capital à l'Office de l'emploi	124		
30	23	63.21	06.43	A	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle			
Total Programme 23						12.303	149	104
Programme 24 : Bâtiments scolaires								
30	24	12.11	04.00	B	Dépenses courantes généralement quelconques dans le domaine des bâtiments scolaires	86		
30	24	12.21	04.00	B	Frais généraux en faveur des administrations et services publics	5		

30	24	43.13	04.00	B	Subventions-intérêts pour l'enseignement officiel subventionné	44			
30	24	43.26	04.00	B	Subventions pour la location de bâtiments dans le domaine de l'enseignement officiel subventionné	0			
30	24	44.30	04.00	B	Subventions pour la location de bâtiments (bâtiments préfabriqués) dans le domaine de l'enseignement libre subventionné	0			
30	24	63.21	04.00	B	Dépenses d'équipement pour l'enseignement officiel subventionné	4			
30	24	63.22	04.00	B	Dépenses d'aménagement pour l'enseignement officiel subventionné		90		90
30	24	63.23	04.00	B	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans l'enseignement officiel subventionné		1.024		717
30	24	64.10	04.00	B	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans l'enseignement libre subventionné				
30	24	64.20	04.00	B	Dépenses d'équipement pour l'enseignement libre subventionné	10		1.460	1.022
30	24	64.21	04.00	B	Dépenses d'aménagement pour l'enseignement libre subventionné			90	90
30	24	72.10	04.00	B	Achat, construction, transformation et aménagement dans l'enseignement communautaire			1.592	1.114
30	24	74.22	04.00	B	Dépenses d'équipement pour l'enseignement communautaire	101			
30	24	74.23	04.00	B	Dépenses d'aménagement pour l'enseignement communautaire			130	130
30	24	74.30	04.00	B	Droits d'enregistrement lors d'achats de bâtiments et de terrains pour l'enseignement communautaire	0			
Total Programme 24						250		4.386	3.163
Total Division organique 30						86.532		4.539	3.271

Division organique 40 - Jeunesse, éducation populaire et formation des adultes, culture, sport, tourisme
Programme 11 : Jeunesse

40	11	12.11	08.20	C	Dépenses courantes généralement quelconques dans le secteur de la jeunesse	25	
40	11	33.20	08.20	C	Subventions pour frais de personnel en fonction auprès d'organisations de jeunesse, de centres de jeunesse et de services pour jeunes	424	
40	11	33.21	08.20	C	Subventions de fonctionnement en faveur d'organisations de jeunesse, de centres de jeunesse et de services pour jeunes	261	
40	11	33.23	08.20	C	Subventions en faveur de l'asbl "Jugendbüro der Deutschsprachigen Gemeinschaft" (Bureau de la Jeunesse de la Communauté germanophone)	265	
40	11	33.24	08.20	C	Subventions pour la formation et la formation continue d'animateurs dans le secteur de la jeunesse	25	
40	11	33.25	08.20	C	Subventions pour des initiatives spéciales dans le secteur de la jeunesse	5	
40	11	33.80	08.20	C	Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales : Secteur Jeunesse	3	
40	11	52.11	08.20	C	Subventions d'équipement en faveur d'organisations de jeunesse, de centres de jeunesse et de services pour jeunes de droit privé	5	
40	11	52.12	08.20	C	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans le secteur des infrastructures pour jeunes de droit privé	109	76
40	11	52.13	08.20	C	Subvention pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement en faveur de l'asbl "Jugendbüro der Deutschsprachigen Gemeinschaft" (Bureau de la Jeunesse de la Communauté germanophone)		
40	11	52.14	08.20	C	Subventions d'aménagement en faveur d'organisations de jeunesse, de centres de jeunesse et de services pour jeunes de droit privé	2	2
40	11	63.20	08.20	C	Subventions d'équipement en faveur d'organismes de jeunesse communaux	0	

40	11	63.21	08.20	C	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans le secteur des infrastructures pour jeunes communales		87	61
40	11	63.22	08.20	C	Subventions d'aménagement en faveur d'organismes de jeunesse communales		6	6
Total Programme 11						1.013	204	145
Programme 12 : Education populaire et formation des adultes								
40	12	12.11	08.20	C	Dépenses courantes généralement quelconques dans le domaine de l'éducation populaire, de la formation des adultes, des ateliers créatifs et du développement durable	34		
40	12	33.20	08.20	C	Subventions pour les frais de personnel en fonction auprès d'organisations d'éducation populaire et de formation des adultes ou dans des ateliers créatifs	705		
40	12	33.21	08.20	C	Subventions de fonctionnement en faveur d'organisations et d'initiatives pour l'éducation populaire et la formation des adultes	253		
40	12	33.22	08.20	C	Subventions de fonctionnement en faveur d'ateliers créatifs et d'initiatives dans le domaine des ateliers créatifs	57		
40	12	33.23	08.20	C	Subventions en faveur du Conseil pour l'Education populaire et la Formation des Adultes	54		
40	12	33.24	08.20	C	Subventions en faveur de l'asbl "Verbraucherschutzzentrale Ostbelgien" (Centrale pour la protection des consommateurs des Cantons de l'Est)	184		
40	12	33.25	08.20	C	Subventions pour la formation et la formation continue d'animateurs dans le secteur de l'éducation populaire et de la formation des adultes et des ateliers créatifs	14		
40	12	33.26	08.20	C	Subventions pour des initiatives spéciales dans le domaine de l'éducation populaire et de la formation des adultes	107		
40	12	33.27	08.20	C	Subventions pour des initiatives spéciales : Secteur Ateliers créatifs	20		
40	12	33.28	08.20	C	Subventions en faveur de l'Agence pour le développement durable	112		
40	12	33.80	08.20	C	Subventions pour la promotion des relations intercommunales et internationales : Secteur Education populaire, Formation des Adultes et Ateliers créatifs	0		

40	12	52.11	08.20	C	Subventions d'équipement pour des organisations de droit privé pour l'éducation populaire et la formation des adultes et pour des ateliers créatifs	5			
40	12	52.12	08.20	C	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans le domaine des organisations de droit privé pour l'éducation populaire et la formation des adultes et des ateliers créatifs	8	6		
40	12	52.13	08.20	C	Subventions d'aménagement pour des organismes de droit privé pour l'éducation populaire et la formation des adultes et aux ateliers créatifs	2	2		
40	12	63.20	08.20	C	Subventions d'équipement pour des organismes communaux d'éducation populaire et de formation des adultes et aux ateliers créatifs des communes	0			
40	12	63.21	08.20	C	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans le domaine de l'éducation populaire et de la formation des adultes et des ateliers créatifs des communes	23	16		
40	12	63.22	08.20	C	Subventions d'aménagement pour des organismes d'éducation populaire et de formation des adultes et aux ateliers créatifs des communes	2	2		
Total Programme 12						1.545	35	26	
Programme 13 : Culture									
40	13	12.11	08.20	B	Dépenses courantes généralement quelconques dans le domaine de la culture	31			
40	13	33.21	08.20	B	Subventions de fonctionnement en faveur d'associations et initiatives d'art amateur	121			
40	13	33.22	08.20	B	Subventions de fonctionnement en faveur d'associations et d'art amateur et d'ensembles de musique de chambre ayant reçu des distinctions artistiques particulières	19			
40	13	33.23	08.20	B	Subventions en faveur du "Födëkam" en tant que fédération régionale	22			
40	13	33.24	08.20	B	Subventions de fonctionnement en faveur de sociétés folkloriques	20			

40	13	33.25	08.20	B	Subventions de fonctionnement en faveur de centres culturels de droit privé	5
40	13	33.26	08.20	B	Subventions de fonctionnement en faveur d'associations visant la promotion de la musique, du théâtre, de la danse, de la littérature et des arts plastiques	3
40	13	33.27	08.20	B	Subventions en faveur de musées et pour des activités en rapport avec l'archéologie, le patrimoine, l'histoire, la géographie régionale et la vulgarisation scientifique	102
40	13	33.28	08.20	B	Subventions en vue de la promotion et la diffusion de la littérature, de la musique, de l'art dramatique, du cinéma et des arts plastiques ainsi que pour l'organisation de manifestations éducatives, d'expositions, de cours de formation et de formation continue dans le secteur de la culture	125
40	13	33.29	08.20	B	Subventions pour la professionnalisation dans le secteur de la culture	380
40	13	33.30	08.20	B	Subventions pour l'initiative "Zentrum für Geschichte der Deutschsprachigen Gemeinschaft" (Centre d'histoire de la Communauté germanophone)	15
40	13	33.80	08.20	B	Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales : Secteur Culture	35
40	13	34.31	08.20	B	Subsides, bourses et aides en faveur d'artistes et de scientifiques	2
40	13	43.22	08.20	B	Subventions pour des centres culturels communaux	5
40	13	52.11	08.20	B	Subventions d'équipement en faveur d'organisations et de fédérations culturelles de droit privé, de musées de droit privé et d'institutions et organisations de droit privé actives dans les secteurs de l'archéologie et du patrimoine artistique, de l'histoire, de la géographie régionale et de la vulgarisation scientifique	80

40	13	52.12	08.20	B	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'infrastructures culturelles de droit privé				6
40	13	52.13	08.20	B	Subventions en faveur d'organisations de droit privé pour des mesures visant la conservation du patrimoine culturel	3		9	
40	13	52.14	08.20	B	Subventions d'aménagement en faveur d'organisations et de fédérations culturelles de droit privé, de musées de droit privé et d'institutions et organisations de droit privé actives dans les secteurs de de l'archéologie et du patrimoine artistique, de l'histoire, de la géographie régionale et de la vulgarisation scientifique		13		15
40	13	63.20	08.20	B	Subventions d'équipement pour des établissements culturels communaux	2			
40	13	63.21	08.20	B	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'infrastructures culturelles communales		256		179
40	13	63.22	08.20	B	Subventions en faveur de communes pour des mesures visant la conservation du patrimoine culturel	0			
40	13	63.23	08.20	B	Subventions d'aménagement pour des établissements culturels communaux		2		2
40	13	63.52	08.20	B	Subventions en faveur de fabriques d'église pour des mesures visant la conservation du patrimoine culturel	3			
40	13	74.50	08.10	B	Achat d'oeuvres d'art	0			
Total Programme 13						973		280	202

Programme 14 : Bibliothèques et médias

40	14	12.11	08.20	A	Dépenses courantes généralement quelconques dans le domaine des bibliothèques et des médias	39
40	14	12.13	08.20	A	Frais de leasing dans le domaine des bibliothèques et des médias	25
40	14	31.32	08.20	A	Subventions à la presse écrite de la Communauté germanophone	174
40	14	33.01	08.20	A	Subventions à l'Association générale des journalistes professionnels de Belgique	0
40	14	33.02	08.20	A	Subventions pour des activités d'information de radios privées	8
40	14	33.21	08.20	A	Subventions de fonctionnement en faveur de bibliothèques publiques	88
40	14	33.22	08.20	A	Subventions de fonctionnement pour des bibliothèques d'hôpitaux et de maisons de repos ainsi que pour des bibliothèques spécialisées	15
40	14	33.23	08.20	A	Subventions de fonctionnement pour l'Association des bibliothécaires	3
40	14	33.24	08.20	A	Subventions de fonctionnement en faveur de "canaux ouverts"	17
40	14	33.25	08.20	A	Subventions pour des initiatives spéciales : Secteur Bibliothèques et Médias	15
40	14	33.26	08.20	A	Subventions pour les cinémas	18
40	14	33.27	08.20	A	Subventions à l'Agence pour les nouveaux médias	0
40	14	41.41	08.20	A	Dotation de fonctionnement en faveur du service à gestion séparée "Medienzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft" (avec points de location de matériel)	240

40	14	52.11	08.20	A	Subventions d'équipement pour des bibliothèques de droit privé	15		
40	14	52.12	08.20	A	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'infrastructures pour des bibliothèques de droit privé	46	32	
40	14	52.13	08.20	A	Subventions d'aménagement pour des bibliothèques de droit privé	2	3	
40	14	63.20	08.20	A	Subventions d'équipement pour les bibliothèques publiques communales	0		
40	14	63.21	08.20	A	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'infrastructures pour des bibliothèques publiques communales			
40	14	63.22	08.20	A	Subventions d'aménagement pour des bibliothèques publiques communales			
40	14	74.22	08.20	A	Achat de matériel dans le domaine des médias et des bibliothèques	70		
40	14	74.50	08.20	A	Achat d'objets de valeur (médias de toute nature)	100		
Total Programme 14						827	48	35
Programme 15 : BRF								
40	15	41.41	08.40	A	Dotatoinp pour le Centre belge de Radiodiffusion-Télévision de la Communauté germanophone	4.250		
40	15	61.41	08.40	A	Dotation extraordinaire pour le Centre belge de Radiodiffusion -Télévision	0	0	0
40	15	61.42	08.40	A	Dotation en capital pour le Centre belge de Radiodiffusion -Télévision	170		
Total Programme 15						4.420	0	0
Programme 16 : Sport								
40	16	12.11	08.30	A	Dépenses courantes généralement quelconques dans le secteur du sport	78		

40	16	33.40	08.30	A	Subventions pour piscines couvertes d'asbl	25
40	16	33.41	08.30	A	Subventions pour des initiatives spéciales : Secteur Sport pour handicapés et personnes âgées	10
40	16	33.42	08.30	A	Subventions pour les organisations régionales de sport actives au niveau du sport de masse	39
40	16	33.43	08.30	A	Subventions pour camps sportifs	27
40	16	33.44	08.30	A	Subventions pour la promotion de la pratique du sport par et pour les handicapés	20
40	16	33.45	08.30	A	Subventions pour les conseils sportifs locaux	15
40	16	33.46	08.30	A	Subventions aux centres régionaux de compétition	45
40	16	33.47	08.30	A	Subventions pour la promotion de jeunes sportifs	10
40	16	33.48	08.30	A	Subventions pour le COIB national et pour le COIB de la Communauté germanophone	24
40	16	33.49	08.30	A	Subventions en faveur de fédérations sportives régionales	45
40	16	33.50	08.30	A	Subventions en faveur d'associations sportives	160
40	16	33.51	08.30	A	Subventions en vue de promouvoir des initiatives dans le secteur du sport pratiqué par les jeunes	45
40	16	33.52	08.30	A	Subventions en vue de promouvoir des initiatives dans le secteur du sport de masse	10

40	16	33.53	08.30	A	Subventions en vue de promouvoir des initiatives dans le secteur du sport	30		
40	16	33.80	08.30	A	Subventions en vue de la promotion des relations intercommunautaires et internationales : Secteur Sport	30		
40	16	34.48	08.30	A	Subventions en faveur de sportifs d'élite et d'arbitres hautement qualifiés	10		
40	16	43.22	08.30	A	Subventions pour piscines couvertes communales	12		
40	16	52.11	08.30	A	Subventions d'équipement pour des organisations et installations sportives de droit privé	34		
40	16	52.12	08.30	A	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'infrastructures sportives de droit privé		144	101
40	16	52.13	08.30	A	Subventions d'aménagement pour des organisations et installations sportives de droit privé		35	35
40	16	63.20	08.30	A	Subventions d'équipement pour des infrastructures sportives communales	0		
40	16	63.21	08.30	A	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'infrastructures sportives communales		334	234
40	16	63.22	08.30	A	Subventions d'aménagement pour des infrastructures sportives communales		10	10
Total Programme 16						669	523	380
Programme 17 : Tourisme et Amélioration de la qualité de la vie								
40	17	12.11	11.60	B	Dépenses courantes généralement quelconques dans le secteur du tourisme et de l'amélioration de la qualité de la vie	35		

40	17	31.30	11.60	B	Participation de la Communauté germanophone au coût d'exploitation de la Vennbahn (train des Fagnes)	0
40	17	33.21	11.60	B	Subventions pour des groupements régionaux de syndicats d'initiative, fédérations provinciales du tourisme et unions et associations touristiques	0
40	17	33.22	11.60	B	Subventions aux syndicats d'initiative et de tourisme	69
40	17	33.23	11.60	B	Subventions aux asbl qui assurent la direction d'établissements touristiques d'encadrement des hôtes aux niveaux communautaire et régional ou au conseil d'administration desquels le Gouvernement envoie un représentant	0
40	17	33.25	11.60	B	Cotisations de membres reversées aux organismes nationaux de tourisme	0
40	17	33.26	11.60	B	Subventions pour l'Office du Tourisme des Cantons de l'Est	555
40	17	33.27	07.35	B	Subventions concernant l'Office de la Communauté germanophone pour l'environnement et en vue de promouvoir la qualité de la vie	0
40	17	33.28	11.60	B	Subventions pour organismes de tourisme internationaux : cotisations - participations	8
40	17	33.29	11.60	B	Subventions aux associations du secteur du tourisme social : location et publicité	3
40	17	33.80	11.60	B	Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales : Secteur Tourisme et Amélioration de la qualité de la vie	8
40	17	35.20	11.60	B	Transferts en faveur d'autorités étrangères, au sein de l'UE, dans le cadre de projets Interreg III	21
40	17	43.00	11.60	B	Transferts en faveur de provinces et de communes dans le cadre de projets Interreg III	2
40	17	45.23	11.60	B	Subventions à l'Office de Promotion du Tourisme (OPT)	0

40	17	51.01	11.60	B	Primes remboursables pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'établissements hôteliers		75	53
40	17	51.02	11.60	B	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement de terrains de camping		13	9
40	17	51.03	11.60	B	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement de maisons de vacances		38	27
40	17	52.10	11.60	B	Aide dans le cadre des dispositions relatives à l'octroi de subventions pour la promotion du tourisme social			
40	17	52.11	11.60	B	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement de l'infrastructure de droit privé dans le secteur du tourisme et de l'amélioration de la qualité de la vie, à l'exception des établissements pour tourisme social		24	17
40	17	52.13	11.60	B	Subventions d'équipement en faveur des syndicats d'initiative de droit privé pour leurs dépenses en matière de tourisme et d'amélioration de la qualité de la vie	5		
40	17	52.14	11.60	B	Subventions d'équipement et d'aménagement en faveur de l'asbl "Vennbahn" (train des Fagnes) ainsi que pour des dépenses nécessaires au maintien en circulation du train	0		
40	17	52.15	11.60	B	Subventions d'aménagement en faveur des syndicats d'initiative de droit privé pour leurs dépenses en matière de tourisme et d'amélioration de la qualité de la vie		7	7
40	17	63.01	11.60	B	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'infrastructures communales dans le secteur du tourisme et de l'amélioration de la qualité de la vie		381	267
40	17	63.20	11.60	B	Subventions d'équipement en faveur de communes pour leurs dépenses en matière de tourisme et d'amélioration de la qualité de la vie	5		

40	17	63.22	11.60	B	Subventions d'aménagement en faveur des communes pour leurs dépenses en matière de tourisme et d'amélioration de la qualité de la vie				13
40	17	71.02	11.60	B	Achat de terrains en vue de maintenir des lignes de chemin de fer et des gares pour les utiliser à des fins touristiques	0			13
40	17	72.11	11.60	B	Exécution de travaux en vue de maintenir des lignes de chemin de fer et des gares pour les utiliser à des fins touristiques				
40	17	74.22	11.60	B	Achat de matériel d'aménagement dans le domaine du tourisme	30			
Total Programme 17						741			393
Programme 18 : Centres communautaires									
40	18	12.11	01.20	A	Dépenses courantes généralement quelconques dans le secteur des centres communautaires et coût du site Internet	190			
40	18	33.02	08.20	A	Subventions en faveur de l'asbl "Maison Temell"	20			
40	18	41.40	04.00	A	Subventions aux centres communautaires	0			
40	18	41.41	04.00	A	Dotation de fonctionnement en faveur du Centre de rencontre de Burg-Reuland	25			
40	18	65.20	04.00	A	Remboursement de la part de la Communauté germanophone dans l'achat du Centre de Worriken à la Communauté française	79			
40	18	71.01	04.00	A	Achat de terrains et bâtiments pour des centres communautaires				
40	18	72.10	04.00	A	Construction, transformation et aménagement de centres communautaires			1.295	907
40	18	72.11	04.00	A	Equipement de centres communautaires	0			
40	18	72.12	04.00	A	Aménagement de centres communautaires				50

Total Programme 18			314	1.345	957				
Programme 19 : Loisirs									
40	19	12.11	08.30	A	Dépenses courantes généralement quelconques dans le domaine des loisirs	7			
40	19	33.21	08.30	A	Subventions en faveur d'associations d'amateurs dans les domaines de l'agriculture et de la protection des animaux ainsi qu'en faveur d'associations dans le secteur des loisirs	10			
40	19	33.22	08.30	A	Subventions pour des initiatives en matière de loisirs	5			
40	19	52.11	08.30	A	Subventions d'équipement en faveur d'associations de droit privé en matière de loisirs	3			
40	19	52.12	08.30	A	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'infrastructures de droit privé dans le domaine des loisirs				
40	19	52.13	08.30	A	Subventions d'aménagement en faveur d'associations de droit privé en matière de loisirs			2	
40	19	63.20	08.30	A	Subventions d'équipement dans le secteur des loisirs au sein des communes	0			
40	19	63.21	08.30	A	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'infrastructures dans le secteur des loisirs au sein des communes				
40	19	63.22	08.30	A	Subventions d'aménagement dans le secteur des loisirs au sein des communes				
Total Programme 19						25	2	2	2

Programme 21 : Protection des monuments et sites, fouilles et protection de la nature								
40	21	12.11	08.10	C	Dépenses courantes généralement quelconques dans les domaines de la protection des monuments et sites, des fouilles et de la protection de la nature	130		
40	21	33.22	08.30	C	Subventions pour des initiatives spéciales en matière de protection des monuments et sites, de fouilles et de protection de la nature	12		
40	21	52.10	08.30	C	Subventions pour des travaux de remise en état effectués à des objets non classés mais dignes d'être protégés et appartenant à des personnes de droit privé	0		
40	21	52.11	08.10	C	Subventions pour la restauration d'objets appartenant à des organisations de droit privé dans le domaine de la protection des monuments			92
40	21	53.10	08.10	C	Subventions pour des travaux de remise en état effectués à des objets non classés mais dignes d'être protégés et appartenant à des personnes physiques	5		
40	21	53.11	08.10	C	Restauration d'objets appartenant à des personnes physiques dans le domaine de la protection des monuments		132	
40	21	63.21	08.10	C	Restauration d'objets appartenant à des communes dans le domaine de la protection des monuments			
40	21	63.22	08.10	C	Subventions pour des travaux de remise en état effectués à des objets non classés mais dignes d'être protégés et appartenant à des communes	20		
40	21	63.51	08.10	C	Subventions pour la restauration d'objets appartenant à des fabriques d'Eglise dans le domaine de la protection des monuments		269	188
40	21	63.52	08.10	C	Subventions pour des travaux de remise en état effectués à des objets non classés mais dignes d'être protégés et appartenant à des fabriques d'Eglise	5		
40	21	74.22	08.10	C	Achat de matériel dans le secteur de la protection des monuments et sites, des fouilles et de la protection de la nature	12		
Total Programme 21						184	401	280
Total Division organique 40						10.711	3.389	2.420

Division organique 50 - Famille, personnes âgées, santé et affaires sociales						
Programme 11 : Famille et personnes âgées						
50	11	12.11	06.36	C	Dépenses courantes généralement quelconques dans le domaine des familles et des personnes âgées	220
50	11	33.01	06.36	C	Expériences-types dans le secteur des Services à domicile	42
50	11	33.02	06.33	C	Subventions pour des activités : Secteur Personnes âgées	21
50	11	33.03	06.36	C	Subventions aux services de guidance à domicile	1.622
50	11	33.05	06.36	C	Subsides aux organisations dont le but consiste en une consultation individuelle et/ou générale en matière de vie familiale	18
50	11	33.06	06.36	C	Coordination des soins à domicile	42
50	11	33.07	06.36	C	Mesures dans le domaine de l'adaptation du logement	6
50	11	33.08	06.36	C	Subventions à l'Association en matière de soins palliatifs	27
50	11	33.09	06.32	C	Subventions pour l'accueil des jeunes enfants	530

50	11	33.10	06.32	C	Subventions pour de nouvelles initiatives dans le secteur de l'accueil des jeunes enfants	75		
50	11	33.11	06.36	C	Dépenses courantes généralement quelconques pour des séjours de vacances de groupes et/ou familles nécessiteuses	22		
50	11	33.80	06.36	C	Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales	5		
50	11	43.22	06.36	C	Subventions à des CPAS pour les services d'aide aux familles et aux personnes âgées	0		
50	11	43.23	06.36	C	Mesures dans le domaine de l'adaptation du logement	10		
50	11	52.10	05.30	C	Subventions d'aménagement en faveur de maisons de repos et de soins		100	50
50	11	52.11	06.32	C	Subventions à des asbl pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement de crèches, centres de jour pour enfants, foyers pour mères et centres de consultation familiale		31	22
50	11	52.12	06.33	C	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'établissements pour personnes âgées			
50	11	52.13	05.30	C	Subventions d'aménagement en faveur de maisons de repos et de soins			
50	11	52.14	05.30	C	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement de maisons de repos et de soins et de résidences-services		200	140
50	11	52.15	05.30	C	Subventions d'équipement en faveur de maisons de repos et de soins	0		
50	11	52.16	06.32	C	Subventions d'équipement en faveur d'asbl qui organisent des crèches, des centres de jour pour enfants, des foyers pour mères et des centres de consultation familiale	0		
50	11	52.17	06.32	C	Subventions d'aménagement en faveur d'asbl qui organisent des crèches, des centres de jour pour enfants et des foyers pour mères ainsi que des centres de consultation familiale			
50	11	52.21	06.33	C	Subventions d'équipement pour des établissements pour personnes âgées	5		

50	11	52.22	06.33	C	Subventions d'aménagement pour des établissements pour personnes âgées		20	0
50	11	63.21	06.33	C	Subventions octroyées à des établissements publics pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'établissements pour personnes âgées		30	21
50	11	63.22	06.33	C	Subventions d'équipement pour des établissements pour personnes âgées	0		
50	11	63.23	05.30	C	Subventions d'aménagement pour des maisons de repos et de soins		70	80
50	11	63.24	05.30	C	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement de maisons de repos et de soins			
50	11	63.25	05.30	C	Subventions d'équipement pour des maisons de repos et de soins	0		
50	11	63.26	06.32	C	Subventions octroyées à des établissements publics pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement de crèches, de centres de jour pour enfants, de foyers pour mères et de centres de consultation familiale			
50	11	63.27	06.32	C	Subventions d'équipement octroyées à des établissements publics qui organisent des crèches, des centres de jour pour enfants, des foyers pour mères et des centres de consultation familiale	0		
50	11	63.28	06.33	C	Subventions d'aménagement pour des établissements pour personnes âgées			
50	11	63.29	06.32	C	Subventions d'aménagement en faveur d'établissements publics qui organisent des crèches, des centres de jour pour enfants, des foyers pour mères et des centres de consultation familiale			
50	11	74.22	06.33	C	Achat de matériel	0		
Total Programme 11						2.645	451	313
Programme 13 : Handicapés								
50	13	12.11	06.34	A	Dépenses courantes généralement quelconques dans le domaine des personnes handicapées	5		

50	13	33.01	06.34	A	Subventions pour des vacances ou des voyages d'études de personnes handicapées	10	
50	13	33.02	06.34	A	Subventions pour des initiatives particulières visant l'intégration sociale et professionnelle de personnes handicapées	22	
50	13	33.03	06.34	A	Subventions généralement quelconques visant la promotion des relations internationales et intercommunautaires dans le secteur des personnes handicapées	2	
50	13	41.40	06.34	A	Dotation pour le "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" (Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées)	6.321	
50	13	52.11	06.34	A	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'infrastructures de droit privé dans le secteur des personnes handicapées	423	296
50	13	61.41	06.34	A	Dotation en capital en faveur du "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" (Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées) pour le financement de mesures d'infrastructure	190	
50	13	63.01	06.34	A	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'infrastructures des communes dans le secteur des personnes handicapées		
Total Programme 13						6.550	296
Programme 14 : Aide spéciale pour les enfants, les jeunes et les jeunes adultes							
50	14	12.11	06.32	C	Dépenses courantes dans le secteur de l'aide spéciale pour les enfants, les jeunes et les jeunes adultes	610	
50	14	12.21	06.32	C	Dépenses courantes généralement quelconques dans le secteur de l'aide spéciale pour les enfants, les jeunes et les jeunes adultes occupés dans le secteur public	49	
50	14	33.01	06.32	C	Soutien de projets dans le secteur Aide à la jeunesse	202	
50	14	35.31	06.32	C	Placement d'enfants et de jeunes à l'étranger	0	

50	14	43.21	06.32	C	Subventions pour couvrir les frais de fonctionnement et de personnel d'établissements auxquels des mineurs sont confiés en vertu de la législation sur l'aide à la jeunesse	1.255	
50	14	43.22	06.32	C	Subventions pour les dépenses courantes encourues par le Centre Mosaïque pour des mineurs d'âge	134	
50	14	52.10	06.32	C	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans le secteur Aide à la jeunesse		
50	14	52.22	06.32	C	Subventions d'équipement en faveur d'organisations dans le secteur Aide à la jeunesse	0	
50	14	52.23	06.32	C	Subventions d'aménagement en faveur d'organisations dans le secteur Aide à la jeunesse		
50	14	63.21	06.32	C	Subventions à des pouvoirs subordonnés pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans le secteur Aide à la jeunesse		
50	14	63.22	06.32	C	Subventions d'équipement dans le secteur Aide à la jeunesse pour les pouvoirs subordonnés	0	
50	14	63.23	06.32	C	Subventions d'aménagement dans le secteur Aide à la jeunesse pour les pouvoirs subordonnés		
50	14	74.22	06.32	C	Achat de matériel d'aménagement dans le secteur Aide à la jeunesse	0	
Total Programme 14						2.250	0
Programme 15 : Accueil, Aide sociale et Assistance psychologique							
50	15	12.11	06.30	C	Dépenses courantes généralement quelconques dans le secteur de l'aide sociale	38	
50	15	33.01	06.30	C	Subventions aux organisations actives dans le secteur social	296	
50	15	33.02	06.36	C	Subventions pour l'intégration de travailleurs migrants, de réfugiés et de concitoyens provenant de pays du Tiers-Monde	12	

50	15	33.04	03.30	C	Subventions aux associations actives dans le secteur de la guidance et de la réinsertion sociale des détenus, des membres de leur famille, et de victimes d'actes de violence	5
50	15	33.05	03.30	C	Subventions dans le secteur de l'aide au développement, de la promotion de l'entente entre les peuples et du respect des droits de l'homme ainsi que de l'aide humanitaire dans les régions en crise	74
50	15	33.20	06.36	C	Subventions destinées à couvrir les frais en personnel et les frais de fonctionnement du centre d'orientation et assistance psychologique ("Beratung und Lebenshilfe")	726
50	15	33.26	06.36	C	Subventions-loyers aux pouvoirs organisateurs d'habitations destinées à l'accueil d'urgence	5
50	15	33.27	06.36	C	Subventions pour la prévention de la toxicomanie octroyées à la "Arbeitsgemeinschaft für Suchtvorbeugung und Lebensbewältigung" (Groupe de travail pour la lutte contre la toxicomanie et l'assistance psychologique)	181
50	15	33.28	06.36	C	Subventions-loyers aux asbl pour l'hébergement d'indigents	3
50	15	33.80	06.36	C	Subventions pour la promotion des relations intercommunautaires et internationales	2
50	15	34.31	06.30	C	Dépenses imprévues pour des cas sociaux graves	32
50	15	43.20	06.36	C	Subventions-loyers aux pouvoirs organisateurs d'habitations destinées à l'accueil d'urgence	0
50	15	43.21	06.36	C	Dépenses relatives au Fonds spécial d'assistance sociale	720
50	15	43.22	06.36	C	Subventions-loyers en faveur des CPAS pour l'hébergement d'indigents	5
50	15	52.11	06.36	C	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans le secteur social	21
50	15	52.21	06.36	C	Subventions d'équipement dans le secteur social	15
50	15	52.22	06.36	C	Subventions d'aménagement dans le secteur social	5

50	15	63.21	06.36	C	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans le secteur social				
50	15	63.22	06.36	C	Subventions d'équipement dans le secteur social	0			
50	15	63.23	06.36	C	Subventions d'aménagement dans le secteur social				
50	15	74.22	06.36	C	Achat de matériel dans le secteur social	1			
Total Programme 15						2.105	21		15
Programme 16 : Santé									
50	16	12.11	05.00	C	Dépenses courantes généralement quelconques dans le secteur de la santé	260			
50	16	33.01	05.10	C	Subventions à des organisations actives dans le secteur de la médecine préventive	130			
50	16	33.02	05.22	C	Cours de perfectionnement pour des médecins des services d'urgence, infirmiers (ières), accoucheuses, auxiliaires médicaux, accompagnateurs pour personnes âgées et secouristes	60			
50	16	33.04	05.10	C	Subventions pour les examens dentaires dans les écoles	12			
50	16	33.05	05.30	C	Subventions pour la surveillance médicale scolaire	100			
50	16	43.20	05.30	C	Subventions aux communes pour la surveillance médicale scolaire	100			
50	16	43.52	05.30	C	Subventions pour l'exploitation des services de véhicules d'aide médicale urgente	0			
50	16	52.11	05.30	C	Subventions à des associations sans but lucratif pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'institutions spéciales pour la santé publique				
50	16	52.12	05.30	C	Subventions d'aménagement en faveur d'asbl pour des institutions spéciales de santé publique				

50	16	52.21	05.30	C	Subventions pour l'achat de véhicules et de matériel pour le secteur médical	0		
50	16	53.25	05.30	C	Subventions d'aménagement en faveur des hôpitaux		500	1.000
50	16	53.26	05.30	C	Subventions pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement dans le secteur hospitalier		1.600	1.120
50	16	63.21	05.00	C	Subventions en faveur des communes pour l'achat, la construction, la transformation et l'aménagement d'institutions spéciales pour la santé publique		192	134
50	16	63.22	05.30	C	Subventions pour l'achat de véhicules et de matériel pour le secteur médical	0		
50	16	63.23	05.30	C	Subventions d'aménagement en faveur des communes pour des institutions spéciales de santé publique			
50	16	74.22	05.30	C	Achat de matériel dans le secteur de la santé publique	0		
Total Programme 16						662	2.292	2.254
Total Division organique 50						14.212	3.187	2.878
Division organique 60 - Trésorerie de la Communauté germanophone								
Programme 00 : Opérations courantes de la Trésorerie								
60	00	23.01	13.10	A	Charges financières des comptes auprès de l'Administration de la Trésorerie - Virements à l'étranger	3		
Total Programme 00						3	0	0
Programme 12 : Réserve								
60	12	01.01	13.90	ABC	Réserve pour couvrir des dépenses imprévues	0		

60	12	01.02	13.90	ABC	Réserve pour des projets imprévus en matière d'infrastructure			385
Total Programme 12						0	0	0
Total Division organique 60						3	100	385
TOTAL CHAPITRE I						126.027	11.215	8.954

Abréviations

DO = Division organique

PR = Programme

CND = Crédits non dissociés

CE = Crédits d'engagement

CO = Crédits d'ordonnement

A = Ministre-Président K.-H. LAMBERTZ

B = Ministre B. GENTGES

C = Ministre H. NIESSEN

CEE = Classification économique européenne

CFE = Classification fonctionnelle européenne

Annexe I c) Dépenses sur fonds budgétaires

DO	PR	Alloc. CEE	base CFE	LIBELLE Min.	C.E.	Réf.
DIVISION ORGANIQUE 20 - MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE						
Programme 00 : Dépenses généralement quelconques						
20	00	11.94	01.33	A Chèques-repas pour les membres du personnel du Ministère et des cabinets ministériels	140	(1)
20	00	12.91	01.30	A Indemnités pour prestations de tiers	41	(1)
20	00	12.92	01.30	A Dépenses de consommation - à l'exclusion des dépenses énergétiques - pour les frais relatifs à l'occupation des locaux, les fournitures	45	(1)
20	00	12.95	01.30	A Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que pour frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de la Communauté en tant qu'employeur dans le prix des abonnements sociaux)	14	(1)
20	00	12.98	01.30	A Frais de publicité, de réception et de représentation, diplômes, insignes, décorations, prix - Dépenses de toute nature	17	(1)
20	00	12.99	01.43	A Dépenses dans le domaine des programmes européens	544	(1)
20	00	74.92	01.30	A Achat de machines et de mobilier	18	(1)
Total Programme 00					819	
DIVISION ORGANIQUE 30 - ENSEIGNEMENT, FORMATION ET EMPLOI						
Programme 23 : Cours par correspondance, reconversion, emploi et coordination dans le secteur de la formation professionnelle						
30	23	82.90	06.43	A Participation remboursable conditionnellement de la Communauté germanophone à Ostbelgieninvest	0	(2)
Total Programme 23					0	
DIVISION ORGANIQUE 40 - JEUNESSE, ÉDUCATION POPULAIRE ET FORMATION						
Programme 14 : Bibliothèques et Médias						
40	14	12.90	08.20	A Achat de médias écrits, audiovisuels et électroniques, réparations et location-vente	0	(3)

Annexe 1 - c)

	Solde au 01.01.03	Recettes	Crédits variables	Solde au 31.12.03
1. Fonds pour prestations de la Communauté germanophone	214,00	650,00	819,00	45,00
2. Fonds de participation de la Communauté germanophone à "Ostbelgieninvest"	0,00	0,00	0,00	0,00
3. Fonds pour la promotion de la création d'oeuvres audiovisuelles, sonores et multimédia	0,00	0,00	0,00	0,00
4. Fonds pour la protection de la vie encore à naître	81,00	16,00	10,00	87,00
5. Fonds de désendettement de la Communauté germanophone	17,00	18,00	25,00	10,00
6. Fonds de participation de la Communauté germanophone à la construction d'habitations sociales	0,00	0,00	0,00	0,00
7. Fonds d'amortissement de la Communauté germanophone	231,00	4.125,00	4.115,00	241,00
	543,00	4.809,00	4.969,00	383,00

ANNEXE II

1. Budgets des services à gestion séparée
(Enseignement)

Dénomination	SERVICES À GESTION SÉPARÉE - Budget 2003											
	Opérations courantes (milliers d'€)					Opérations de capital (milliers d'€)					Opérations courantes pour compte de tiers (milliers d'€)	
	Intendance	Recettes	Dépenses		Dotations	Recettes	Dépenses		Dotations	Recettes	Dépenses	
	Dotations	Diverses	Intendance	Diverses		Diverses	Diverses	Diverses				
Institut Robert Schumann	100,00	537,70	45,00	76,00	537,70	13,54	0,00	13,54	0,00	0,00	0,00	
A.R. Eupen	112,50	541,48	15,49	112,50	541,48	20,47	0,00	20,47	0,00	0,00	0,00	
A.R. La Calamine	69,41	321,94	2,48	68,05	321,94	14,06	0,00	14,06	1,50	1,50	1,50	
A.R. Saint-Vith	87,00	335,10	0,40	85,00	335,10	10,76	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00	
A.R. Butgenbach	0,00	137,07	0,12	0,00	137,07	3,27	0,00	3,27	132,30	132,30	132,30	
Ecole fondamentale Paul Gerardy												
Ecole fondamentale Raeren Plei												
I.D.G.S. Eupen	100,50	319,36	7,20	97,00	319,36	14,10	0,00	14,00	6,50	6,50	6,50	
Ecole fondamentale enseignement différencié Elsenborn	16,50	141,11	5,25	15,40	141,11	12,51	0,00	12,51	0,77	0,77	0,77	
ISW La Calamine	0,00	6,19	0,62	0,00	6,19	3,95	0,00	3,84	14,87	14,87	14,87	
ISW Eupen	0,00	9,76	1,63	0,00	10,05	8,50	0,00	8,40	29,00	29,00	29,00	
ISW Saint-Vith	0,00	13,77	1,29	0,00	13,77	4,96	0,00	4,96	16,86	16,86	16,86	
Institut supérieur pédagogique Eupen	6,50	109,25	1,00	4,75	109,25	5,40	0,00	5,40	12,25	12,25	12,25	
Centre P.M.S. Eupen	0,00	86,32	0,30	0,00	86,32	1,98	0,00	1,98	0,00	0,00	0,00	
TOTAL	492,41	2.559,02	80,78	458,70	2.559,31	113,50	0,00	112,43	214,05	214,05	214,05	

2. Centre des médias

Recettes - Budget 2003

A. Opérations courantes		415.620
1. Prêts		272.708
A.1.1. Prêt de matériel	114.994	
A.1.2. Prêt de médias	157.714	
2. Autres		142.912
A.2.1. Solde reporté	0	
A.2.2. Dotation	142.912	
A.2.3. Divers (Transfert fonds des médias)	0	
B. Opérations de capital		97.088
B.1.1. Solde reporté	0	
B.1.2. Dotation	97.088	
B.1.3. Transferts	0	
C. Opérations pour compte de tiers		24.703
C.1.1. Caution prêt de matériel (coûts permanents)	24.703	
C.1.2. Autres	0	
Total des recettes		537.411

Dépenses - Budget 2003

A. Opérations courantes		260.164
1. Frais de fonctionnement		67.000
A.1.1. Frais d'énergie et d'eau	15.000	
A.1.2. Fournitures de bureau, assurances, etc.	33.000	
A.1.3. Téléphone et fax	7.000	
A.1.4. Loyers	12.000	
2. Autres acquisitions		181.600
A.2.1. Prêt de matériel	7.000	
A.2.2. Prêt de médias	167.600	
A.2.2.1. Médiathèque	20.000	
A.2.2.2. Bibliothèque	34.000	

A.2.2.2.1. Abonnements, journaux	5.000	
A.2.2.2.2. Documentation	18.000	
A.2.2.2.3. Autres	11.000	
A.2.2.3. Animation	15.000	
A.2.2.4. Atelier multimédia	8.000	
A.2.2.5. Production/Location	40.000	
A.2.2.7. Autres (assistance logiciels, ordinateurs, etc.)	50.600	
A.2.3. Agence pour les nouveaux médias	7.000	
B. Opérations de capital		70.000
B.1.1. Acquisitions prêt de matériel	35.000	
B.1.2. Acquisitions prêt de médias	35.000	
B.1.2.1. Bibliothèque	22.000	
B.1.2.2. Atelier multimédia	8.000	
B.1.2.3. Production/location	5.000	
C. Opérations pour compte de tiers		18.000
C.1.1. Cautions prêt de matériel	18.000	
C.1.2. Autres	0	
Total des dépenses		336.600

3. Centre culturel et de rencontre de la Communauté germanophone à Burg-Reuland

1. OPÉRATIONS COURANTES

A. Recettes - Budget 2003

	Solde	
1.	Repas école primaire	30 000,00 €
2.	Nuitées - Repas KUZ (Centre culturel et d'enseignement)	120 000,00 €
3.	Loyers	13 000,00 €
4.	Restaurant (repas)	4 500,00 €
5.	Téléphone	1 250,00 €
6.	Photocopies	1 500,00 €
7.	Intérêts + intérêts KUZ (Centre culturel et d'enseignement)	4 000,00 €
8.	AEP Vacances vivantes (énergie, ...)	8 650,00 €
9.	Timbres et cartes	300,00 €
10.	Déplacements	300,00 €
11.	Dotation école primaire	126 000,00 €
12.	Dotation Communauté germanophone	
	Total	309 500,00 €

B. Dépenses - Budget 2003

1.1.	Denrées alimentaires + 1.2 Matériel	85 000,00 €
2.1	Salaires	150 000,00 €
2.2	Informatique	
2.3	Téléphone	4 500,00 €
2.4	Secrétariat	2 500,00 €
2.5	Loyers extincteurs	1 000,00 €
2.6	Réparation et entretien	6 000,00 €
2.7	Peinture - Matières premières / Produits d'entretien - Enlèvement des déchets	10 000,00 €
2.8	Pétrole - Gaz - Essence - Électricité	35 000,00 €

2.9	Photocopieuse	2 500,00 €
2.11	Eau - Matériel didactique, ...	8 000,00 €
	Honoraires organisation des loisirs	7 500,00 €
	Indemnités kilométriques	750,00 €
	Groupes de transport, excursions	6 200,00 €
	Blanchisserie	5 000,00 €
	Matériel pour activités de groupes	3 500,00 €
	Total	327 450,00 €

4. Centre de sports, de loisirs et de tourisme de Worriken**SECTION I - OPÉRATIONS COURANTES****A. Recettes - Budget 2003**

1. Solde	815 000,00 EUR
2. Restaurant touristique	235 500,00 EUR
3. Nuitées	1 363 000,00 EUR
4. Location	40 000,00 EUR
5. Location camping	20 000,00 EUR
6. Location club de tennis	2 500,00 EUR
7. Divers	75 000,00 EUR
8. Piscine / Hall sportif	220 000,00 EUR
9. Chalets	415 000,00 EUR
10. Hall polyvalent	50 000,00 EUR
11. Manège	100 000,00 EUR
12. Remboursement ACS	240 000,00 EUR
13. Barrage d'Eupen	250 000,00 EUR
Total	3 826 000,00 EUR

B. Dépenses - Budget 2003

1. Achat de denrées alimentaires	325 000,00 EUR
2. Entretien	150 000,00 EUR
3. Acquisition de matériel	25 000,00 EUR
4. Énergie	225 000,00 EUR
5. Chalets	90 000,00 EUR
6. Administration	80 000,00 EUR
7. Salaires	1 650 000,00 EUR
8. Divers	15 000,00 EUR
9. Matériel roulant	35 000,00 EUR

10. Hall polyvalent	25 000,00 EUR
11. Piscine / Hall sportif	75 000,00 EUR
12. Manège	50 000,00 EUR
13. Barrage d'Eupen	250 000,00 EUR
14. Solde reporté	681 000,00 EUR
Total	3 676 000,00 EUR

SECTION II - OPÉRATIONS DE CAPITAL

A. Recettes	0
B. Dépenses	
1.	<u>150 000,00 EUR</u>
Total	150 000,00 EUR

Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Eupen, le 2 décembre 2002.

K.-H. LAMBERTZ,

Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,
Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Médias et des Sports

B. GENTGES,

Ministre de l'Enseignement et de la Formation,
de la Culture et du Tourisme

H. NIESEN,

Ministre de la Jeunesse et de la Famille,
de la Protection des Monuments, de la Santé et des Affaires sociales

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents parlementaires. — Projet de décret. Classification économique et fonctionnelle européenne. Explication justificative. Budget des institutions paracommunautaires. Budgets des services à gestion séparée. Propositions d'amendement. Explication justificative (+ erratum). Rapport. Propositions d'amendement relatives au texte adopté par la commission.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1991

[2003/33017]

2 DECEMBER 2002. — Decreet houdende de algemene uitgevenbegroting van de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2003 (1)

De Raad van de Duitstalige Gemeenschap heet aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1

Voor de uitgaven met betrekking tot het begrotingsjaar 2003 worden kredieten geopend ten bedrage van :

	(in duizenden euro's) 2003

- niet-gesplitste kredieten	126.027
- gesplitste kredieten	
vastleggingskredieten	11.215
ordonnanceringskredieten	8.954

Deze kredieten worden volgens de organisatieafdelingen, programma's en basisallocaties in de Bijlage I, tabellen a) en b) opgenomen.

Artikel 2

De ontvangsten en uitgaven van de begrotingsfondsen en de saldi ervan worden als volgt geraamd op het begin en op het einde van het betrokken begrotingsjaar:

(in duizenden euro's)

	Saldo op 1.1.2003	Ontvangsten 2003	Variabele kredieten 2003	Saldo op 31.12.2003
Begrotings- fondsen	543	4.809	4.969	383

De gedetailleerde lijst met de begrotingsfondsen is in Bijlage I c) opgenomen.

Artikel 3

In afwijking van artikel 34 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetgeving op de Rijkscomptabiliteit worden slechts de beschikbare niet-gesplitste kredieten van het begrotingsjaar 2003 op het volgende begrotingsjaar overgedragen die op 31 december 2003 vastgelegd zijn.

De andere beschikbare niet-gesplitste kredieten zijn dan op 31 december 2003 nietig.

Artikel 4

Het gedeelte van de overgedragen vastgelegde niet-gesplitste kredieten dat op het einde van het jaar vervalst, zal het volgende jaar het afschrijvingsfonds spijzen.

Artikel 5

In afwijking van artikel 15 van de organieke wet van 29 oktober 1846 op het Rekenhof mogen geldvoorschotten worden verleend aan elk der buitengewone rekenplichtigen van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap tot een maximumbedrag van € 1,9 miljoen en aan elk der buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap tot een maximumbedrag van € 2,9 miljoenen.

Met deze voorschotten mogen alle lopende uitgaven en kapitaaluitgaven van de Duitstalige Gemeenschap in alle organisatieafdelingen tot een maximumbedrag van € 10.000 gedekt worden. Deze uitgaven zijn niet onderworpen aan het voorafgaand visum van de controleur van de vereffeningen.

Artikel 6

De weddetoelagen voor personen die tewerkgesteld zijn in het kader van tewerkstellingsbevorderende maatregelen, de weddetoelagen aan de personeelsleden van de muziekacademie van de Duitstalige Gemeenschap, de salarissen van de onderwijskrachten en van het onderhoudspersoneel in de scholen, de uitgaven gedaan ter uitvoering van het decreet van 25 juni 1996 betreffende het loopbaaneinde en het bijzonder verlof wegens verminderde dienstprestaties in het onderwijs en in de psychomedische centra alsmede tot wijziging van artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan alsmede de salarissen van het personeel van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap kunnen in de vorm van vaste uitgaven uitbetaald worden.

Artikel 7

De vergoedingen wegens begrafenis kosten, de geboortetoelagen en de premies kunnen op dezelfde wijze uitbetaald worden als de bezoldigingen der belanghebbenden.

Artikel 8

In afwijking van artikel 76 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit wordt de oorsprong van de prestaties niet meer gespecificeerd in de rekening van uitvoering van de begroting.

Artikel 9

De Regering is gerechtigd, het door de Duitstalige Gemeenschap aangekochte materieel tegen de door haar vastgelegde voorwaarden aan groeperingen, verenigingen en inrichtingen te verhuren.

Artikel 10

In afwijking van artikel 15 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit mogen de basisallocaties m.b.t. de wedden in het onderwijs ook onder meerdere programma's van éénzelfde organisatieafdeling worden herverdeeld.

Artikel 11

In afwijking van artikel 15 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit mogen de ordonnanceringskredieten ook onder meerdere programma's en meerdere organisatieafdelingen worden herverdeeld, als het om uitgaven gaat die in het infrastructuurplan zijn opgenomen. De Regering rechtvaardigt de zo uitgevoerde herverdeling op grond van het snellere of langzamere uitvoeringstempo van de werken.

Artikel 12

De betaling van de nog niet vereffende vastleggingen die in de loop van de vorige begrotingsjaren vastgesteld werden ten laste van vastleggingskredieten van de basisallocaties, waarvan de nummering intussen is gewijzigd of die onder andere allocaties zijn opgenomen, kan bij de overeenkomstige programmakredieten en basisallocaties van het lopende begrotingsjaar geboekt worden.

Artikel 13

De Regering kan beslissen dat vastleggingen die vóór 1 januari 1998 werden uitgevoerd en tot 31 december 2003 niet gebruikt worden, nietig worden.

De Regering maakt de Raad onmiddellijk een overzicht van de op die manier nietig geworden vastleggingen en van de desbetreffende projecten over.

Artikel 14

Met toepassing van artikel 12, lid 3, van de wetgeving op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, kunnen de volgende subsidies toegekend worden :

ORGANISATIEAFDELING 20 - MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**Programma 00 : Lopende uitgaven van welke aard dan ook**

- 20 00 33.01 Tussenkost van de Duitstalige Gemeenschap in de kosten van de vakbondsafvaardigingen
- 20 00 33.03 Toelage aan de v.z.w. "Sociale Dienst van het Personeel van het Ministerie en van de kabinetten van de Duitstalige Gemeenschap"(Sozialdienst des Personals des Ministeriums und der Regierungskabinette der Deutschsprachigen Gemeinschaft)
- 20 00 45.40 Uitbetaling van de responsabiliseringsbijdrage - Sector Ministerie en Raad van de Duitstalige Gemeenschap

Programma 11 : Externe betrekkingen en communicatie

- 20 11 33.01 Toelagen in het kader van de samenwerking tussen de Duitstalige Gemeenschap en de andere Gemeenschappen en Gewesten
- 20 11 33.03 Toelage aan de vereniging "Internationaal muziekconcours Koningin Elisabeth van België", Prijs van de Duitstalige Gemeenschap
- 20 11 33.04 Toelagen in het kader van de externe betrekkingen en van de communicatie
- 20 11 33.05 Toelage van de Duitstalige Gemeenschap voor de tentoonstelling "Belgissimo"
- 20 11 33.81 Toelagen aan het Belgisch Huis in Keulen
- 20 11 35.30 Toelagen aan de Euregio Maas-Rijn
- 20 11 35.31 Toelagen aan de BVBA "Europäisches Tourismusinstitut" (Europees Instituut voor Toerisme) bij de Universiteit van Trier
- 20 11 35.43 Bijdragen van de Duitstalige Gemeenschap aan internationale organisaties

ORGANISATIEAFDELING 30 - ONDERWIJS, VORMING EN ARBEIDSVOORZIENING**Programma 11 : Algemene initiatieven**

- 30 11 33.01 Toelagen aan de v.z.w. "Patienten: Rat und Treff" voor het initiatief "onderwijs voor zieke kinderen"
- 30 11 33.02 Toelagen aan verenigingen
- 30 11 33.40 Toelagen ten gunste van de v.z.w. "Pädagogisches Zentrum"
- 30 11 33.42 Toelagen ter bevordering van sport op school
- 30 11 41.20 Toelagen aan hogescholen en universiteiten van het gemeenschapsonderwijs

- | | | | |
|----|----|-------|--|
| 30 | 11 | 41.30 | Toelagen aan hogescholen en universiteiten van het gesubsidieerd vrij onderwijs |
| 30 | 11 | 41.40 | Toelagen aan de scholen en aan het PMS-centrum van het gemeenschapsonderwijs met uitzondering van de hogescholen en universiteiten |
| 30 | 11 | 43.26 | Toelagen aan de scholen en aan het PMS-centrum van het gesubsidieerd officieel onderwijs |
| 30 | 11 | 44.30 | Toelagen aan de scholen en aan het PMS-centrum van het gesubsidieerd vrij onderwijs |

Programma 12 : Leerlingenvervoer

- | | | | |
|----|----|-------|---|
| 30 | 12 | 34.01 | Terugbetaling van de reisbiljetten (TEC-abonnementen) |
|----|----|-------|---|

Programma 21 : Kunstonderwijs

- | | | | |
|----|----|-------|---|
| 30 | 21 | 43.51 | Werkingsstoelagen aan de intercommunale muziekacademie van de Duitstalige Gemeenschap |
| 30 | 21 | 63.51 | Inrichtingstoelagen aan de intercommunale muziekacademie van de Duitstalige Gemeenschap |

Programma 22 : Opleiding en voortgezette opleiding buiten schoolverband in de Middenstand en de landbouw

- | | | | |
|----|----|-------|--|
| 30 | 22 | 33.21 | Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen ten gunste van verenigingen die werkzaam zijn in de Sector Middenstand en Landbouw |
| 30 | 22 | 33.30 | Toelagen voor de promotie van jonge zelfstandigen en helpers |
| 30 | 22 | 34.40 | Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en de internationale betrekkingen ten gunste van particulieren die werkzaam zijn in de Sectoren Middenstand of Landbouw |
| 30 | 22 | 34.41 | Toelagen aan particulieren i.v.m. de beroepsopleiding en de bijscholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn |
| 30 | 22 | 52.11 | Inrichtingstoelagen ten gunste van de centra voor opleiding en voortgezette opleiding in de Middenstand |
| 30 | 22 | 61.43 | Uitrustingsstoelagen ten gunste van de opleiding buiten schoolverband |

- | | | | |
|----|----|-------|--|
| 30 | 24 | 44.30 | Toelagen voor de huur van gebouwen (geprefabriceerde gebouwen) in de sector van het gesubsidieerd vrij onderwijs |
| 30 | 24 | 63.23 | Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting in het gesubsidieerd officieel onderwijs |
| 30 | 24 | 64.10 | Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting in het gesubsidieerd vrij onderwijs |

ORGANISATIEAFDELING 40 - JEUGD, VOLKSONTWIKKELING EN VORMINGSWERK VOOR VOLWASSENEN, CULTUUR, SPORT, TOERISME

Programma 11 : Jeugd

- | | | | |
|----|----|-------|---|
| 40 | 11 | 33.23 | Toelagen ten gunste van de v.z.w. "Jugendbüro der Deutschsprachigen Gemeinschaft" (Bureau voor de Jeugd van de Duitstalige Gemeenschap) |
| 40 | 11 | 33.24 | Toelagen voor de vorming en bijscholing van animators in de sector Jeugd |
| 40 | 11 | 33.25 | Toelagen voor bijzondere initiatieven in de sector Jeugd |
| 40 | 11 | 33.80 | Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen in de sector Jeugd |
| 40 | 11 | 52.11 | Uitrustingstoelagen ten gunste van privaatrechtelijke jeugdorganisaties, -centra en -diensten |
| 40 | 11 | 63.20 | Uitrustingstoelagen voor de jeugdinrichtingen van de gemeenten |

Programma 12 : Volksontwikkeling en vormingswerk voor volwassenen

- | | | | |
|----|----|-------|---|
| 40 | 12 | 33.23 | Toelagen ten gunste van de Raad voor Volksontwikkeling en Vormingswerk voor Volwassenen |
| 40 | 12 | 33.24 | Toelagen ten gunste van de v.z.w. "Verbraucherschutzzentrale Ostbelgien" |
| 40 | 12 | 33.25 | Toelagen voor de vorming en bijscholing van animators in de sector Volksontwikkeling en Vormingswerk voor Volwassenen alsmede Creatieve Ateliers |
| 40 | 12 | 33.26 | Toelagen voor bijzondere initiatieven in de sector Volksontwikkeling en Vormingswerk voor Volwassenen |
| 40 | 12 | 33.27 | Toelagen voor bijzondere initiatieven in de sector Creatieve Ateliers |
| 40 | 12 | 33.28 | Toelagen voor het Agentschap voor duurzame ontwikkeling |
| 40 | 12 | 33.80 | Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen : Sector Volksontwikkeling en Vormingswerk voor Volwassenen en Creatieve Ateliers |

- 40 12 52.11 Uitrustingsstoelagen voor privaatrechtelijke organisaties op het gebied volksontwikkeling en vormingswerk voor volwassenen en creatieve ateliers
- 40 12 63.20 Uitrustingsstoelagen voor inrichtingen op het gebied volksontwikkeling en vormingswerk voor volwassenen en creatieve ateliers van de gemeenten

Programma 13 : Cultuur

- 40 13 33.23 Toelagen ten gunste van de "Föderkam" als gewestelijke federatie
- 40 13 33.25 Werkingstoelagen voor privaatrechtelijke cultuurcentra
- 40 13 33.26 Werkingstoelagen voor verenigingen tot bevordering van muziek, theater, dans, literatuur en beeldende kunsten
- 40 13 33.27 Toelagen ten gunste van musea en voor activiteiten i.v.m. oudheidkunde, kunstpatrimonium, geschiedenis en heemkunde en voor populair-wetenschappelijke activiteiten
- 40 13 33.28 Toelagen voor de bevordering en verspreiding van literatuur, muziek, dramatische kunst, filmen en beeldende kunsten alsmede tot organisatie van opleidende manifestaties, tentoonstellingen, opleidings- en voortgezette opleidingscursussen in de sector Cultuur
- 40 13 33.29 Toelagen voor personeelskosten met het oog op de professionalisering in de sector Cultuur
- 40 13 33.80 Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en de internationale betrekkingen in de sector Cultuur
- 40 13 34.31 Toelagen, beurzen en tegemoetkomingen ten gunste van kunstenaars en wetenschappers
- 40 13 43.22 Toelagen voor de cultuurcentra van de gemeenten
- 40 13 52.11 Uitrustingsstoelagen ten gunste van privaatrechtelijke culturele organisaties en federaties, privaatrechtelijke musea en privaatrechtelijke inrichtingen en organisaties voor activiteiten i.v.m. oudheidkunde en kunstpatrimonium, geschiedenis en heemkunde alsmede met populair-wetenschappelijke activiteiten
- 40 13 52.13 Toelagen ten gunste van privaatrechtelijke organisaties voor maatregelen met het oog op het behoud van het cultureel erfgoed
- 40 13 63.20 Uitrustingsstoelagen voor cultuurinrichtingen van de gemeenten
- 40 13 63.22 Toelagen ten gunste van gemeenten voor maatregelen met het oog op het behoud van het cultureel erfgoed
- 40 13 63.52 Toelagen ten gunste van kerkfabrieken voor maatregelen met het oog op het behoud van het cultureel erfgoed

Programma 14 : Bibliotheken en Media

- 40 14 33.01 Toelagen aan de Algemene Vereniging van Beroepsjournalisten in België

40	14	33.02	Toelagen aan de private radio's voor hun informatieactiviteiten
40	14	33.22	Werkingsstoelagen voor bibliotheken in de ziekenhuizen en bejaardentehuizen alsmede voor vakbibliotheken
40	14	33.23	Werkingsstoelagen voor de Federatie van de bibliothecarissen
40	14	33.24	Werkingsstoelagen ten gunste van "open kanalen"
40	14	33.25	Toelagen voor bijzondere initiatieven in de sector Bibliotheken en Media
40	14	33.26	Toelagen voor bioscopen
40	14	33.27	Toelagen aan het Agentschap voor nieuwe media
40	14	52.11	Uitrustingsstoelagen voor privaatrechtelijke bibliotheken
40	14	63.20	Uitrustingsstoelagen voor de openbare bibliotheken van de gemeenten

Programma 16 : Sport

40	16	33.41	Toelagen voor bijzondere initiatieven in de sector Sport voor gehandicapten en voor bejaarden
40	16	33.42	Toelagen aan gewestelijke sportbonden werkzaam op het gebied van massasport
40	16	33.48	Toelagen voor het nationaal BOIC en voor het BOIC van de Duitstalige Gemeenschap
40	16	33.80	Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen : Sector Sport
40	16	52.11	Uitrustingsstoelagen ten gunste van privaatrechtelijke sportorganisaties en -installaties
40	16	63.22	Uitustingstoelagen voor sportinfrastructuren van de gemeenten

Programma 17 : Toerisme en verbetering van de levenskwaliteit

40	17	33.21	Toelagen voor regionale samenvoegingen van V.V.V.'s, provinciale federaties voor toerisme alsmede bonden en verenigingen voor vreemdelingenverkeer
40	17	33.23	Toelagen aan v.z.w.'s die de leiding van toeristische inrichtingen waarnemen die op gemeenschappelijk of regionaal vlak gasten begeleiden of waarvoor de Regering een afgevaardigde in hun bestuurraad heeft
40	17	33.25	Lidmaatschapsbijdragen aan nationale organismen voor toerisme
40	17	33.26	Toelagen aan de Toeristische Dienst voor de Oostkantons
40	17	33.27	Toelagen aan de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor het Leefmilieu en tot bevordering van de levenskwaliteit

- | | | | |
|----|----|-------|---|
| 40 | 17 | 33.28 | Toelagen aan internationale organismen voor toerisme - bijdragen - deelnemingen |
| 40 | 17 | 33.29 | Toelagen voor verenigingen in de sector van het sociaal toerisme : huur en reclame |
| 40 | 17 | 35.20 | Overschrijvingen ten gunste van buitenlandse overheden binnen de EU in het kader van Interreg III-projecten |
| 40 | 17 | 33.80 | Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen : Sector Toerisme en verbetering van de levenskwaliteit |
| 40 | 17 | 45.23 | Toelagen aan de Dienst voor Reclame en Toerisme (OPT) |
| 40 | 17 | 43.00 | Overschrijvingen ten gunste van provincies en gemeenten in het kader van Interreg III-projecten |
| 40 | 17 | 52.10 | Ondersteuning in het kader van de bepalingen over het toekennen van toelagen voor de bevordering van het sociaal toerisme |
| 40 | 17 | 52.11 | Toelagen voor de aankoop, de bouw, de ombouw en de inrichting van privaatrechtelijke infrastructuren in de sector toerisme en verbetering van de levenskwaliteit, met uitzondering van het sociaal toerisme |
| 40 | 17 | 52.13 | Uitrustingsstoelagen ten gunste van privaatrechtelijke verenigingen voor vreemdelingenverkeer voor hun uitgaven op het gebied van het toerisme en van de verbetering van de levenskwaliteit |
| 40 | 17 | 52.14 | Uitrustings- en inrichtingsstoelagen ten gunste van de v.z.w. "Vennbahn", alsmede voor de uitgaven die noodzakelijk zijn voor het behoud van het spoorwegverkeer |
| 40 | 17 | 63.01 | Toelagen voor de aankoop, de bouw, de ombouw en de inrichting van infrastructuur behorende tot de gemeenten in de sector toerisme en verbetering van de levenskwaliteit |
| 40 | 17 | 63.22 | Uitrustingsstoelagen ten gunste van gemeenten voor hun uitgaven op het gebied van het toerisme en van de verbetering van de levenskwaliteit |

Programma 18 : Gemeenschapscentra

- | | | | |
|----|----|-------|--|
| 40 | 18 | 33.02 | Toelagen ten gunste van de v.z.w. "Haus Ternell" |
| 40 | 18 | 41.40 | Toelagen voor gemeenschapscentra |
| 40 | 18 | 41.41 | Werkingsdotatie aan het ontmoetingscentrum te Burg-Reuland |

Programma 19 : Vrijtijdsbesteding

- | | | | |
|----|----|-------|---|
| 40 | 19 | 33.21 | Toelagen ten gunste van amateurverenigingen in de landbouw en dierenbescherming en ten gunste van verenigingen en initiatieven in verband met de vrijtijdsbesteding |
| 40 | 19 | 33.22 | Toelagen voor initiatieven op het gebied Vrijtijdsbesteding |

- 40 19 52.11 Uitrustingsstoelagen ten gunste van privaatrechtelijke verenigingen op het gebied Vrijtijdsbesteding
- 40 19 63.22 Uitrustingsstoelagen ten gunste van de gemeenten op het gebied Vrijtijdsbesteding

Programma 21 : Monumenten- en landschapszorg, Opgravingen en Natuurbescherming

- 40 21 33.22 Toelagen voor bijzondere initiatieven op het gebied Monumenten- en landschapszorg, Opgravingen en Natuurbescherming
- 40 21 52.10 Toelagen voor instaatstellingswerken uitgevoerd aan goederen die behoren tot particulieren en beschermingswaardig zijn alhoewel ze niet onder monumentenzorg geplaatst zijn
- 40 21 53.10 Toelagen voor instaatstellingswerken uitgevoerd aan goederen die behoren tot natuurlijke personen en beschermingswaardig zijn alhoewel ze niet onder monumentenzorg geplaatst zijn
- 40 21 63.22 Toelagen voor instaatstellingswerken uitgevoerd aan goederen die behoren tot gemeenten en beschermingswaardig zijn alhoewel ze niet onder monumentenzorg geplaatst zijn
- 40 21 63.52 Toelagen voor instaatstellingswerken uitgevoerd aan goederen die behoren tot kerkfabrieken en beschermingswaardig zijn alhoewel ze niet onder monumentenzorg geplaatst zijn

ORGANISATIEAFDELING 50 - GEZIN, BEJAARDEN, GEZONDHEID EN SOCIALE

Programma 11 : Gezin en Bejaarden

- 50 11 33.01 Modelprojecten in de sector van de diensten te huis
- 50 11 33.02 Toelagen voor activiteiten i.v.m. de bejaarden
- 50 11 33.03 Toelagen aan de diensten voor begeleiding thuis
- 50 11 33.05 Toelagen aan organisaties die de individuele en/of algemene voorlichting op het gebied van het gezinsleven tot doel hebben
- 50 11 33.06 Coördinatie op het gebied van de thuisverzorging
- 50 11 33.07 Maatregelen op het gebied van de aanpassing van de woning
- 50 11 33.08 Toelagen aan het samenwerkingsverband inzake palliatieve zorg
- 50 11 33.09 Toelagen voor de opvang van kleine kinderen
- 50 11 33.10 Toelagen voor nieuwe initiatieven op het gebied van de opvang van kleine kinderen
- 50 11 33.11 Lopende uitgaven van welke aard dan ook i.v.m. vakantieverblijven van groepen en/of van behoeftige gezinnen
- 50 11 33.80 Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen

- | | | | |
|----|----|-------|---|
| 50 | 11 | 43.22 | Toelagen aan openbare centra voor maatschappelijk welzijn ten gunste van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp |
| 50 | 11 | 43.23 | Maatregelen op het gebied van de aanpassing van de woning |
| 50 | 11 | 52.11 | Toelagen aan v.z.w.'s voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van kribben, kinderbewaarplaatsen, tehuizen voor moeders en consultatiebureaus voor gezinnen |
| 50 | 11 | 52.12 | Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van instellingen voor bejaarden |
| 50 | 11 | 52.13 | Uitrustingstoelagen ten gunste van rust- en verzorgingstehuizen |
| 50 | 11 | 52.14 | Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van rust- en verzorgingstehuizen en van serviceflatgebouwen |
| 50 | 11 | 52.15 | Uitrustingstoelagen ten gunste van instellingen voor bejaarden |
| 50 | 11 | 52.16 | Uitrustingstoelagen ten gunste van v.z.w.'s die kribben, kinderbewaarplaatsen, tehuizen voor moeders en consultatiebureaus voor gezinnen organiseren |
| 50 | 11 | 52.21 | Uitrustingstoelagen aan bejaardentehuizen |
| 50 | 11 | 63.21 | Toelagen ten gunste van openbare inrichtingen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van instellingen voor bejaarden |
| 50 | 11 | 63.22 | Uitrustingstoelagen ten gunste van instellingen voor bejaarden |
| 50 | 11 | 63.23 | Uitrustingstoelagen ten gunste van rust- en verzorgingstehuizen |
| 50 | 11 | 63.24 | Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van rust- en verzorgingstehuizen |
| 50 | 11 | 63.27 | Uitrustingstoelagen ten gunste van openbare instellingen die kribben, kinderbewaarplaatsen, tehuizen voor moeders en consultatiebureaus voor gezinnen organiseren |

Programma 13 : Gehandicapten

- | | | | |
|----|----|-------|---|
| 50 | 13 | 33.01 | Toelagen voor de vakantie- en studiereizen van gehandicapten |
| 50 | 13 | 33.02 | Toelagen voor bijzondere initiatieven met het oog op de sociale en beroepsintegratie van gehandicapten |
| 50 | 13 | 33.03 | Allerhande toelagen voor de bevordering van de internationale betrekkingen en van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen in de sector van de gehandicapten |
| 50 | 13 | 41.40 | Dotatie voor de "Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap " |
| 50 | 13 | 61.41 | Buitengewone dotatie voor de "Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap" met het oog op de financiering van infrastructuurmaatregelen |

Programma 14 : Bijzondere hulp aan de kinderen, aan de jongeren en aan de jonge volwassenen

- 50 14 33.01 Ondersteuning van projecten in de Sector Hulp aan de Jeugd
- 50 14 35.31 Plaatsing van kinderen en jongeren in het buitenland
- 50 14 43.22 Tussenkost in de lopende uitgaven voor minderjarigen in het centrum Mozaïek
- 50 14 52.10 Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting in de Sector Hulp aan de Jeugd
- 50 14 52.22 Uitrustingstoelagen ten gunste van organisaties werkzaam in de sector Hulp aan de Jeugd
- 50 14 63.21 Toelagen aan ondergeschikte overheden voor de de aankoop, bouw, ombouw en inrichting in de sector Hulp aan de Jeugd
- 50 14 63.22 Uitrustingstoelagen voor de ondergeschikte overheden in de sector Hulp aan de Jeugd

Programma 15 : Onthaal, Sociale Hulp en psychologische Begeleiding

- 50 15 33.01 Toelagen aan organisaties die werkzaam zijn in de sociale sector
- 50 15 33.02 Toelagen voor de integratie van migrerende werknemers, vluchtelingen en burgers die uit landen van de Derde Wereld afkomstig zijn
- 50 15 33.04 Toelagen aan verenigingen die zich bezighouden met de begeleiding en de sociale reïntegratie van strafgevangenen, van hun familieleden en van slachtoffers van gewelddaden
- 50 15 33.05 Toelagen in de sector van de ontwikkelingshulp, voor de bevordering van de verstandhouding tussen de volkeren en de inachtneming van de mensenrechten, humanitaire hulp in crisisgebieden
- 50 15 33.20 Toelagen voor het personeel en de algemene lopende uitgaven van het sociaal psychologisch Centrum "Beratung und Lebenshilfe" SPZ
- 50 15 33.27 Toelagen voor het voorkomen van het druggebruik ten gunste van de "Arbeitsgemeinschaft für Suchtvorbeugung und Lebensbewältigung"
- 50 15 33.80 Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen
- 50 15 34.31 Onvoorziene uitgaven op het gebied van ernstige sociale gevallen
- 50 15 43.21 Uitgaven op het gebied van het Bijzonder Fonds voor Sociale Hulp
- 50 15 43.22 Huurtoelagen aan openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor de herberging van de behoeftigen
- 50 15 52.11 Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting op sociaal gebied

- | | | | |
|----|----|-------|--|
| 50 | 15 | 52.21 | Uitrustingsstoelagen op sociaal gebied |
| 50 | 15 | 63.21 | Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting op sociaal gebied |
| 50 | 15 | 63.22 | Uitrustingsstoelagen op sociaal gebied |

Programma 16 : Gezondheid

- | | | | |
|----|----|-------|--|
| 50 | 16 | 33.01 | Toelagen aan inrichtingen werkzaam in de sector Gezondheidszorg |
| 50 | 16 | 33.02 | Vervolmakingscursussen voor noodartsen, ziekenverplegers (verpleegsters), vroedvrouwen, andere geneeskundige helpers en begeleiders voor bejaarden alsmede voor EHBO-ers |
| 50 | 16 | 33.04 | Toelagen voor tandheelkundig onderzoek in de scholen |
| 50 | 16 | 33.05 | Toelagen voor het medisch schooltoezicht |
| 50 | 16 | 43.20 | Toelagen aan de gemeenten voor het medisch schooltoezicht |
| 50 | 16 | 43.52 | Toelagen voor de exploitatie van de ambulancediensten voor dringende medische hulp |
| 50 | 16 | 52.11 | Toelagen aan v.z.w.'s voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van speciale inrichtingen van volksgezondheid |
| 50 | 16 | 52.21 | Toelagen voor de aankoop van voertuigen en materieel voor de medische sector |
| 50 | 16 | 53.25 | Uitrustingsstoelagen voor ziekenhuizen |
| 50 | 16 | 53.26 | Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting in de sector ziekenhuizen |
| 50 | 16 | 63.21 | Toelagen aan gemeenten voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van speciale inrichtingen van volksgezondheid |
| 50 | 16 | 63.22 | Toelagen voor de aankoop van voertuigen en materieel voor de medische sector |
| 50 | 16 | 74.22 | Aankoop van materiaal in de sector Volksgezondheid |

Artikel 15

Onverminderd de bepalingen van de artikelen 41 en 50 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit mogen de ordonnancerings tot betaling in de sector van de infrastructuur tot 90% van de vastgelegde som zonder voorafgaand visum van het Rekenhof uitgevoerd worden.

Deze regeling kan toegepast worden op alle projecten waarbij de totale tussenkomst van de Duitstalige Gemeenschap ten minste € 150.000 bedraagt, en dit onder de als volgt gesplitste basisallocaties :

OA	PR	Basisallocaties	OA	PR	Basisallocaties	OA	PR	Basisallocaties
30	23	52.10	40	16	52.13	50	11	52.11
30	23	52.12	40	16	63.21	50	11	52.12
30	23	52.13	40	16	63.22	50	11	52.14
30	23	52.14	40	17	51.01	50	11	52.17
30	23	63.21	40	17	51.02	50	11	52.22
30	24	63.23	40	17	51.03	50	11	63.21
30	24	64.10	40	17	52.10	50	11	63.23
30	24	72.10	40	17	52.11	50	11	63.24
40	11	52.12	40	17	52.15	50	11	63.28
40	11	52.13	40	17	63.01	50	11	63.29
40	11	52.14	40	17	72.11	50	13	52.11
40	11	63.21	40	18	65.20	50	13	63.01
40	11	63.22	40	18	71.01	50	14	52.10
40	12	52.12	40	18	72.10	50	14	52.23
40	12	52.13	40	18	72.12	50	14	63.21
40	12	63.21	40	19	52.12	50	14	63.23
40	12	63.22	40	19	52.13	50	15	52.11
40	13	52.12	40	19	63.21	50	15	52.22
40	13	52.14	40	19	63.22	50	15	63.21
40	13	63.21	40	21	52.10	50	15	63.23
40	13	63.23	40	21	53.10	50	16	52.11
40	14	52.12	40	21	53.11	50	16	53.25
40	14	63.21	40	21	63.21	50	16	53.26
40	14	63.22	40	21	63.22	50	16	63.21
40	16	52.12	40	21	63.51			

Artikel 16

De Regering is ertoe gemachtigd de begrotingskredieten ingeschreven onder de organisatieafdeling 60, programma 12, onder basisallocaties naargelang hun categorie (niet-gesplitste of gesplitste kredieten) te verdelen. Een lijst met de uitgevoerde verdeling wordt de Raad van de Duitstalige Gemeenschap ter informatie toegezonden.

Artikel 17

De begrotingen van de diensten met autonoom beheer en van de diensten met afzonderlijk beheer zijn dit decreet als bijlage II bijgevoegd.

Artikel 18

De Regering laat de diensten met autonoom beheer toe hun middelen op rente te beleggen bij financiële instellingen erkend door de Regering.

De rente wordt als ontvangst geboekt in de begroting van deze diensten met autonoom beheer.

Artikel 19

Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2003.

Bijlage I - a) Samengevatte begroting 2003

Organisatieafdeling - Programma	N.G.K. Duizenden €	V.K. Duizenden €	O.K. Duizenden €
Organisatieafdeling 01- Raad van de Duitstalige Gemeenschap			
Programma 00 Dotatie	3.300	0	0
TOTAAL ORGANISATIEAFDELING 01	3.300	0	0
Organisatieafdeling 10 - Regering van de Duitstalige Gemeenschap			
Programma 00 Lopende uitgaven van welke aard ook	2.443	0	0
Programma 01 Personeelkosten voor opdrachthouders in het onderwijs	85	0	0
TOTAAL ORGANISATIEAFDELING 10	2.528	0	0
Organisatieafdeling 20 - Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap			
Programma 00 Lopende uitgaven van welke aard ook	8.253	0	0
Programma 11 Externe betrekkingen en communicatie	368	0	0
Programma 12 Studies en Onderzoeken	120	0	0
TOTAAL ORGANISATIEAFDELING 20	8.741	0	0
Organisatieafdeling 30 - Onderwijs, Vorming en Arbeidsvoorziening			
Programma 00 Uitgaven m.b.t. de wedden in het Onderwijs	2.888	0	0
Programma 01 Wedden Sector PMS	969	0	0
Programma 02 Wedden in het gewoon basisonderwijs	23.184	0	0
Programma 03 Wedden in het gewoon secundair onderwijs	26.230	0	0
Programma 04 Wedden in het universitair en hoger onderwijs	1.750	0	0
Programma 05 Wedden in het buitengewoon onderwijs	4.182	0	0
Programma 06 Wedden in het kunstonderwijs	1.127	0	0
Programma 07 Wedden in het onderwijs voor sociale promotie	999	0	0
Programma 08 Vrijstellingen in het onderwijs voor opdrachthouders	1.821	0	0
Programma 11 Algemene initiatieven	762	0	0
Programma 12 Leerlingenvervoer	753	0	0
Programma 13 PMS-Centra	151	0	0
Programma 14 Gewoon basisonderwijs	2.102	0	0
Programma 15 Gewoon secundair onderwijs	3.482	0	0
Programma 16 Universitair en hoger onderwijs	203	0	0
Programma 17 Buitengewoon onderwijs	525	0	0
Programma 18 Voortgezette schoolopleiding (avondcursussen)	77	0	0
Programma 19 Studietoelagen, beurzen en wetenschappelijk onderzoek	257	0	0
Programma 21 Kunstonderwijs	31	4	4
Programma 22 Opleiding en voortgezette opleiding buiten schoolverband in de Middenstand en de landbouw	2.486	0	0
Programma 23 Werkgelegenheid, Omscholing, Schriftelijke cursussen en coördinatie in de Sector van de beroepsopleiding	12.303	149	104
Programma 24 Schoolgebouwen	250	4.386	3.163
TOTAAL ORGANISATIEAFDELING 30	86.532	4.539	3.271

Organisatieafdeling 40 - Jeugd, Volksontwikkeling en Vormingswerk voor Volwassenen, Cultuur, Sport en Toerisme				
Programma 11	Jeugd	1.013	204	145
Programma 12	Volksontwikkeling en Vormingswerk voor Volwassenen	1.545	35	26
Programma 13	Cultuur	973	280	202
Programma 14	Bibliotheken en Media	827	48	35
Programma 15	BRF	4.420	0	0
Programma 16	Sport	669	523	380
Programma 17	Toerisme en Verbetering van de levenskwaliteit	741	551	393
Programma 18	Gemeenschapscentra	314	1.345	957
Programma 19	Vrijtijdsbesteding	25	2	2
Programma 21	Monumenten- en Landschapszorg alsmede Opgravingen en Natuurbescherming	184	401	280
TOTAAL ORGANISATIEAFDELING 40		10.711	3.389	2.420
Organisatieafdeling 50 - Gezin, Bejaarden, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden				
Programma 11	Gezin en Bejaarden	2.645	451	313
Programma 13	Gehandicapten	6.550	423	296
Programma 14	Bijzondere hulp aan de kinderen, aan de jongeren, en aan de jonge volwassenen	2.250	0	0
Programma 15	Onthaal, sociale hulp en psychologische begeleiding	2.105	21	15
Programma 16	Gezondheid	662	2.292	2.254
TOTAAL ORGANISATIEAFDELING 50		14.212	3.187	2.878
Organisatieafdeling 60 - Thesaurie van de Duitstalige Gemeenschap				
Programma 00	Lopende verrichtingen der Thesaurie	3	0	0
Programma 12	Reserve	0	100	385
TOTAAL ORGANISATIEAFDELING 60		3	100	385
TOTAAL HOOFDSTUK I		126.027	11.215	8.954

OA	PR	Basisallocatie		Min.	Teksten	N.G.K. Duizenden €	V.K. Duizenden €	O.K. Duizenden €
		EEC	EFC					
Organisatieafdeling 01 - Raad van de Duitstalige Gemeenschap								
Programma 00 : Dotatie								
01	00	41.40	01.10		Dotatie voor de Raad van de Duitstalige Gemeenschap	3.250		
01	00	61.41	01.10		Uitzonderlijke dotatie aan de Raad van de Duitstalige Gemeenschap voor infrastructuurprojecten	50	50	50
Totaal Programma 00						3.300	50	50
Totaal Organisatieafdeling 01						3.300	50	50
Organisatieafdeling 10 - Regering van de Duitstalige Gemeenschap								
Programma 00 : Lopende uitgaven van welke aard ook								
10	00	11.11	01.10	ABC	Wedden van de ministers en medewerkers van de Regering	1.640		
10	00	11.20	01.10	ABC	Sociale lasten - werkgeversbijdrage	220		
10	00	12.11	01.10	ABC	Lopende uitgaven van welke aard ook	500		
10	00	12.13	01.10	ABC	Leasekosten	33		
10	00	74.10	01.10	ABC	Aankoop van vervoermiddelen	25		
10	00	74.22	01.10	ABC	Aankoop van machines en meubels	25		
Totaal Programma 00						2.443	0	0

Programma 01 : Personeelskosten voor de opdrachthouders van het onderwijs					
10	01	11.11 01.10	ABC	Wedden van de opdrachthouders van het onderwijs die werkzaam zijn bij een kabinet	81
10	01	11.20 01.10	ABC	Sociale lasten - werkgeversbijdrage voor de opdrachthouders van het onderwijs die werkzaam zijn bij een kabinet	4
Totaal programma 01					85
Totaal Organisatieafdeling 10					0
Organisatieafdeling 20 - Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap					
Programma 00 : Lopende uitgaven van welke aard ook					
20	00	11.11 01.33	A	Wedden van het personeel van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap	5.290
20	00	11.20 01.33	A	Sociale lasten - werkgeversbijdrage	1.232
20	00	12.11 01.30	A	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector Ministerie	1.262
20	00	12.12 01.30	A	Huur van onroerende goederen voor de verschillende diensten van het Ministerie	83
20	00	12.13 01.30	A	Leasingkosten	130
20	00	33.01 01.30	A	Tussenkost van de Duitstalige Gemeenschap in de kosten van de vakbondsafvaardigingen	28
20	00	33.03 01.30	A	Toelage aan de v.z.w. "Sociale Dienst van het Personeel van het Ministerie en van de kabinetten van de Duitstalige Gemeenschap" (VoE "Sozialdienst des Personals des Ministeriums und der Regierungskabinette der Deutschsprachigen Gemeinschaft")	60
					0
					2.528

20 00 45.40 01.33 A	Uitbetaling van de responsabiliseringsbijdrage - Sector Ministerie en Raad van de Duitstalige Gemeenschap	13		
20 00 74.10 01.30 A	Aankoop van vervoermiddelen	30		
20 00 74.22 01.30 A	Aankoop van machines en meubels	125		
Totaal Programma 00		8.253	0	0
Programma 11 : Betrekkingen tussen de Gemeenschappen en internationale betrekkingen				
20 11 12.11 08.00 A	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector Externe Betrekkingen en communicatie	200		
20 11 33.01 08.00 A	Toelagen in het kader van de samenwerking tussen de Duitstalige Gemeenschap en de andere Gemeenschappen en Gewesten	5		
20 11 33.02 08.00 A	Toelagen in het kader van de samenwerking tussen de Duitstalige Gemeenschap en de Franse Gemeenschap m.b.t. de gemeenten Plombières, Welkenraedt, Baelen, Waimes en Malmedy	5		
20 11 33.03 08.10 A	Toelagen aan de vereniging "Internationaal muziekconcours Koningin Elisabeth van België", Prijs van de Duitstalige Gemeenschap	10		
20 11 33.04 01.40 A	Toelagen in het kader van de internationale betrekkingen	25		
20 11 33.05 01.40 A	Toelage van de Duitstalige Gemeenschap voor de tentoonstelling "Belgissimo"	25		
20 11 33.81 01.40 A	Toelagen voor het Belgisch Huis in Keulen	0		

20 11 35.30 01.40 A	Toelagen aan de Euregio Maas-Rijn	69		
20 11 35.31 11.60 A	Toelagen aan de B. V. B. A. "Europäisches Tourismusinstitut" (Europees Instituut voor Toerisme) bij de Universiteit van Trier	19		
20 11 35.43 01.40 A	Bijdragen van de Duitstalige Gemeenschap aan internationale organisaties	10		
20 11 81.42 11.60 A	Deelneming van de Duitstalige Gemeenschap in de BVBA "Euregionale 2008 Agentur"	0		
Totaal Programma 11		368	0	0
Programma 12 : Studies en Onderzoeken				
20 12 12.11 04.60 ABC	Studies en onderzoeken omtrent Toerisme, Sociale Angelegenheden, Gezin, Volksgezondheid, Jeugbescherming, Cultuur en Sport, Onderwijs en Vorming	120		
Totaal Programma 12		120	0	0
Totaal Organisatieafdeling 20		8.741	0	0
Organisatieafdeling 30 - Onderwijs, Vorming en Arbeidsvoorziening				
Programma 00 : Uitgaven m.b.t. de wedden in het onderwijs				
30 00 11.11 04.00 B	Voorschot op de bezoldigingen van het gesubsidieerd verdragspersoneel	638		
30 00 11.12 04.00 B	Salarissen en vergoedingen van het begeleidingspersoneel in de schoolbussen	52		

30 00 11.20 04.00 B	Sociale lasten - werkgeversbijdrage voor het begeleidingspersoneel in de schoolbussen	21
30 00 11.31 04.00 B	Uitbetaling van het kinderbijslag en van geboortepremies aan het onderwijzend, opvoedend hulp-, administratief en onderhoudspersoneel alsmede van het technisch personeel van het PMS-centrum (van alle onderwijsnetten)	2.034
30 00 12.11 04.00 B	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector Personeel van het onderwijs	45
30 00 45.40 04.00 B	Uitbetaling van de responsabiliseringsbijdrage - Sector Onderwijs	98
30 00 45.41 04.00 B	Terugbetaling van de loopbaanonderbrekingsuitkeringen aan de RvA	0
	Totaal Programma 00	2.888
	Programma 01 : Wedden in de sector van de PMS-centra	0
30 01 01.01 05.10 B	Sociaal plan en regeling inzake vervroegde rustpensioen in de sector van de PMS-centra	48
30 01 11.11 05.10 B	Wedden en vergoedingen van het administratief en technisch personeel van het PMS-centrum in het gemeenschapsonderwijs	387
30 01 11.20 05.10 B	Sociale lasten - werkgeversbijdrage voor het administratief en technisch personeel van het PMS-centrum in het gemeenschapsonderwijs	53
30 01 43.24 05.10 B	Weddetoelagen toegekend aan de gesubsidieerde officiële scholen en aan het technisch personeel van het PMS-centrum	223
30 01 43.25 05.10 B	Pensioenstoelagen toegekend aan de gesubsidieerde officiële scholen en aan het technisch personeel van het PMS-centrum	30

30	01	44.10	05.10	B	Weddetoelagen toegekend aan de gesubsidieerde vrije scholen en aan het technisch personeel van het PMS-centrum	201		
30	01	44.20	05.10	B	Pensioenstoelagen toegekend aan de gesubsidieerde vrije scholen en aan het technisch personeel van het PMS-centrum	27		
Totaal Programma 01						969	0	0
Programma 02 : Wedden in het gewoon basisonderwijs								
30	02	01.01	04.20	B	Sociaal plan en regeling inzake vervroegde rustpensioen in het basisonderwijs	1.598		
30	02	11.11	04.20	B	Wedden en vergoedingen van het onderwijzend, opvoedend hulp-, administratief en onderhoudspersoneel alsmede van het technisch personeel van het basisonderwijs	4.047		
30	02	11.20	04.20	B	Sociale lasten - werkgeversbijdrage voor het onderwijzend, opvoedend hulp-, het administratief en onderhoudspersoneel alsmede voor het technisch personeel van het basisonderwijs	552		
30	02	43.24	04.20	B	Weddetoelagen toegekend aan de gesubsidieerde officiële scholen en aan het technisch personeel van het basisonderwijs	13.621		
30	02	43.25	04.20	B	Pensioenstoelagen toegekend aan de gesubsidieerde officiële scholen en aan het technisch personeel van het basisonderwijs	1.893		
30	02	44.10	04.20	B	Weddetoelagen toegekend aan de gesubsidieerde vrije scholen en aan het technisch personeel van het basisonderwijs	1.296		
30	02	44.20	04.20	B	Pensioenstoelagen toegekend aan de gesubsidieerde vrije scholen en aan het technisch personeel van het basisonderwijs	177		
Totaal Programma 02						23.184	0	0

Programma 03 : Wedden in het gewoon secundair onderwijs				
30	03	01.01 04.30 B	Sociaal plan en regeling inzake vervroegde rustpensioen in het secundair onderwijs	884
30	03	11.11 04.30 B	Wedden en vergoedingen van het onderwijzend, opvoedend hulp-, administratief en onderhoudspersoneel alsmede van het technisch personeel van het secundair onderwijs	11.212
30	03	11.20 04.30 B	Sociale lasten - werkgeversbijdrage voor het onderwijzend, opvoedend hulp-, administratief en onderhoudspersoneel alsmede voor het technisch personeel in het secundair onderwijs	1.529
30	03	43.24 04.30 B	Weddetoelagen toegekend aan de gesubsidieerde officiële scholen en aan het technisch personeel van het secundair onderwijs	107
30	03	43.25 04.30 B	Pensioenstoelagen toegekend aan de gesubsidieerde officiële scholen en aan het technisch personeel van het secundair onderwijs	15
30	03	44.10 04.30 B	Weddetoelagen toegekend aan de gesubsidieerde vrije scholen en aan het technisch personeel van het secundair onderwijs	10.942
30	03	44.20 04.30 B	Pensioenstoelagen toegekend aan de gesubsidieerde vrije scholen en aan het technisch personeel van het secundair onderwijs	1.541
Totaal Programma 03				26.230
				0
Programma 04 : Wedden in het hoger en universitair onderwijs				
30	04	01.01 04.44 B	Sociaal plan en regeling inzake vervroegde rustpensioen in het hoger en universitair onderwijs	30

30	04	11.11	04.44	B	Wedden en vergoedingen van het onderwijzend, opvoedend hulp-, administratief en onderhoudspersoneel alsmede van het technisch personeel van het hoger en universitair onderwijs	917		
30	04	11.20	04.44	B	Sociale lasten - werkgeversbijdrage voor het onderwijzend, opvoedend hulp-, administratief en onderhoudspersoneel alsmede voor het technisch personeel van het hoger en universitair onderwijs	125		
30	04	44.10	04.44	B	Weddetoelagen toegekend aan de gesubsidieerde vrije scholen en aan het technisch personeel van het hoger en universitair onderwijs	597		
30	04	44.20	04.44	B	Pensioenstoelagen toegekend aan de gesubsidieerde vrije scholen en aan het technisch personeel van het hoger en universitair onderwijs	81		
Totaal Programma 04						1.750	0	0
Programma 05 : Wedden in het buitengewoon onderwijs								
30	05	01.01	04.36	B	Sociaal plan en regeling inzake vervroegde rustpensioenen in het buitengewoon onderwijs	119		
30	05	11.11	04.36	B	Wedden en toelagen van het onderwijzend, opvoedend hulp-, administratief en onderhoudspersoneel alsmede van het technisch personeel van het buitengewoon onderwijs	3.140		
30	05	11.20	04.36	B	Sociale lasten - werkgeversbijdrage voor het onderwijzend, opvoedend hulp-, administratief en onderhoudspersoneel alsmede voor het technisch personeel van het buitengewoon onderwijs	456		

30	05	44.10	04.36	B	Weddetoelagen toegekend aan de gesubsidieerde vrije scholen en aan het technisch personeel van het buitengewoon onderwijs	411		
30	05	44.20	04.36	B	Pensioenstoelagen toegekend aan de gesubsidieerde vrije scholen alsmede aan het technisch personeel van het buitengewoon onderwijs	56		
Totaal Programma 05						4.182	0	0
Programma 06 : Wedden in het kunstonderwijs								
30	06	43.24	04.50	B	Weddetoelagen toegekend aan de intercommunale muziekacademie van de Duitstalige Gemeenschap	992		
30	06	43.25	04.50	B	Pensioenstoelagen toegekend aan de intercommunale muziekacademie van de Duitstalige Gemeenschap	135		
Totaal Programma 06						1.127	0	0
Programma 07 : Wedden in het onderwijs voor sociale promotie								
30	07	01.01	04.50	B	Sociaal plan en regeling inzake vervroegde rustpensioen in de sector van de PMS-centra	30		
30	07	11.11	04.50	B	Wedden en toelagen van het onderwijzend, opvoedend hulp-, administratief en onderhoudspersoneel van het onderwijs voor sociale promotie	550		
30	07	11.20	04.50	B	Sociale lasten - werkgeversbijdrage voor het onderwijzend, opvoedend hulp-, administratief en onderhoudspersoneel van het onderwijs voor sociale promotie	75		

30	07	43.24	04.50	B	Weddetoelagen toegekend aan de gesubsidieerde officiële scholen en aan het technisch personeel van het onderwijs voor sociale promotie	227			
30	07	43.25	04.50	B	Pensioenstoelagen toegekend aan de gesubsidieerde officiële scholen en aan het technisch personeel van het onderwijs voor sociale promotie	31			
30	07	44.10	04.50	B	Weddetoelagen toegekend aan de gesubsidieerde vrije scholen en aan het technisch personeel van het onderwijs voor sociale promotie	76			
30	07	44.20	04.50	B	Pensioenstoelagen toegekend aan de gesubsidieerde vrije scholen en aan het technisch personeel van het onderwijs voor sociale promotie	10			
Totaal Programma 07						999	0	0	0
Programma 08 : Vrijstellingen voor opdrachthouders in het onderwijs									
30	08	11.11	04.00	B	Wedden en toelagen van de opdrachthouders die als leden van het bestuurspersoneel, het onderwijzend en opvoedend hulppersoneel benoemd zijn	1.095			
30	08	11.20	04.00	B	Sociale lasten - werkgeversbijdrage voor de opdrachthouders die als leden van het onderwijzend en opvoedend hulppersoneel benoemd zijn	149			
30	08	43.24	04.00	B	Weddetoelagen toegekend aan de gesubsidieerde officiële scholen ten gunste van de opdrachthouders	144			
30	08	43.25	04.00	B	Pensioenstoelagen toegekend aan de gesubsidieerde officiële scholen ten gunste van de opdrachthouders	20			

30	08	44.10	04.00	B	Weddetoelagen toegekend aan de gesubsidieerde vrije scholen ten gunste van de opdrachthouders	363		
30	08	44.20	04.00	B	Pensioenstoelagen toegekend aan de gesubsidieerde vrije scholen ten gunste van de opdrachthouders	50		
Totaal Programma 08						1.821	0	0
Programma 11 : Algemene initiatieven								
30	11	12.11	04.00	B	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector Onderwijs	522		
30	11	33.01	04.00	B	Toelagen aan de v.z.w. "Patienten: Rat und Treff" voor het initiatief "onderwijs voor zieke kinderen"	5		
30	11	33.02	04.00	B	Toelagen aan verenigingen	9		
30	11	33.40	04.00	B	Toelagen ten gunste van de v.z.w. "Pädagogisches Zentrum"	40		
30	11	33.42	04.00	B	Toelagen voor de bevordering van sport op school	10		
30	11	41.20	04.00	B	Toelagen aan hogescholen en universiteiten van het gemeenschapsonderwijs	7		
30	11	41.30	04.00	B	Toelagen aan hogescholen en universiteiten van het gesubsidieerd vrij onderwijs	7		
30	11	41.40	04.00	B	Toelagen aan de scholen en het PMS-centrum van het gemeenschapsonderwijs met uitzondering van de hogescholen en universiteiten	62		
30	11	43.26	04.00	B	Toelagen aan de scholen en het PMS-centrum van het gesubsidieerd officieel onderwijs	46		

30	11	44.30	04.00	B	Toelagen aan de scholen en het PMS-centrum van het gesubsidieerd vrij onderwijs	54		
30	11	63.21	04.00	B	Toelagen voor initiatieven in het gesubsidieerd officieel onderwijs	0		0
Totaal Programma 11						762	0	0
Programma 12 : Leerlingenvervoer								
30	12	12.11	04.00	B	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector Leerlingenvervoer	580		
30	12	12.21	04.00	B	Terugbetaling aan de Waalse Vervoermaatschappij (TEC)	162		
30	12	34.01	06.36	B	Terugbetaling van de reisbijjetten (TEC-abonnementen)	11		
30	12	74.10	06.36	B	Aankoop van vervoermiddelen	0		
Totaal Programma 12						753	0	0
Programma 13 : PMS-Centra								
30	13	41.40	05.10	B	Werkingsdotatie	92		
30	13	43.26	05.10	B	Werkingsstoelagte toegekend aan het gesubsidieerd officieel onderwijs	29		
30	13	44.31	05.10	B	Werkingsstoelagte toegekend aan het gesubsidieerd vrij onderwijs	30		
Totaal Programma 13						151	0	0

Programma 14 : Gewoon basisonderwijs				
30	14 41.40 04.20 B	Werkingsdotatie	206	
30	14 43.20 04.20 B	Toelagen voor de betaling van het toezicht tijdens het middaguur in de gesubsidieerde officiële scholen	78	
30	14 43.26 04.20 B	Werkingsstoelage toegekend aan het gesubsidieerd officieel onderwijs	1.652	
30	14 44.30 04.20 B	Toelagen voor de betaling van het toezicht tijdens het middaguur in de gesubsidieerde vrije scholen	9	
30	14 44.31 04.20 B	Werkingsstoelage toegekend aan het gesubsidieerd vrij onderwijs	157	
	Totaal Programma 14		2.102	0
Programma 15 : Gewoon secundair onderwijs				
30	15 41.40 04.30 B	Werkingsdotatie	1.814	
30	15 44.31 04.30 B	Werkingsstoelage toegekend aan het gesubsidieerd vrij onderwijs	1.668	
	Totaal Programma 15		3.482	0
Programma 16 : Hoger en universitair onderwijs				
30	16 41.40 04.44 B	Werkingsdotatie	113	
30	16 44.31 04.44 B	Werkingsstoelage toegekend aan het gesubsidieerd vrij onderwijs	90	
	Totaal Programma 16		203	0

Programma 17 : Buitengewoon onderwijs								
30	17	41.40	04.36	B	Werkingsdotatie	492		
30	17	44.30	04.36	B	Toelagen voor de betaling van het toezicht tijdens het middaguur in de gesubsidieerde vrije scholen	3		
30	17	44.31	04.36	B	Werkingsstoelagte toegekend aan het gesubsidieerd vrij onderwijs	30		
Totaal Programma 17						525	0	0
Programma 18 : Voortgezette schoolopleiding (avondcursussen)								
30	18	41.40	04.00	B	Werkingsdotatie	43		
30	18	43.26	04.00	B	Werkingsstoelagte toegekend aan het gesubsidieerd officieel onderwijs	24		
30	18	44.31	04.00	B	Werkingsstoelagte toegekend aan het gesubsidieerd vrij onderwijs	10		
Totaal Programma 18						77	0	0
Programma 19 : Studietoelagen, beurzen en wetenschappelijk onderzoek								
30	19	12.11	04.32	B	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector studietoelagen, beurzen en wetenschappelijk onderzoek	2		
30	19	34.40	04.32	B	Toelagen voor vervolmakingsverblijven in België en in het buitenland	1		
30	19	34.41	04.32	B	Beurzen voor houders van een diploma van het hoger of universitair onderwijs	4		

30	19	34.42	04.32	B	Toelagen ten gunste van jonge vorsers en studenten voor wetenschappelijke opdrachten	2		
30	19	34.43	04.32	B	Studietoelagen voor leerlingen en studenten	248		
Totaal Programma 19						257	0	0
Programma 21 : Kunstonderwijs								
30	21	12.11	04.50	B	Lopende uitgaven van welke aard ook m.b.t. de intercommunale muziekacademie van de Duitstalige Gemeenschap	4		4
30	21	43.51	04.50	B	Werkingsstoelagen aan de intercommunale muziekacademie van de Duitstalige Gemeenschap	27		
30	21	63.51	04.50	B	Inrichtingsstoelagen aan de intercommunale muziekacademie van de Duitstalige Gemeenschap		4	4
Totaal Programma 21						31	4	4
Programma 22 : Opleiding en voortgezette opleiding buiten schoolverband in de Middenstand en de landbouw								
30	22	12.11	04.50	B	Lopende uitgaven van welke aard ook m.b.t. de opleiding en voortgezette opleiding buiten schoolverband	10		
30	22	33.21	04.50	B	Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen ten gunste van verenigingen die werkzaam zijn in de sector Middenstand en Landbouw	8		
30	22	33.22	04.50	B	Toelagen ten gunste van verenigingen m.b.t. de opleiding en de bijscholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn	58		

30	22	33.30	04.50	B	Toelagen voor de promotie van jonge zelfstandigen en helpers	10		
30	22	34.40	04.50	B	Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen ten gunste van particulieren die werkzaam zijn in de sector Middenstand en Landbouw	0		
30	22	34.41	04.50	B	Toelagen aan particulieren i.v.m. de beroepsopleiding en de bijscholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn	0		
30	22	41.41	04.50	B	Dotatie ten gunste van het Instituut voor de opleiding en de voortgezette opleiding in de Middenstand	2.388		
30	22	52.10	04.50	B	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van centra voor opleiding en voortgezette opleiding in de Middenstand			
30	22	52.11	04.50	B	Uitrustingsoelagen ten gunste van de centra voor opleiding en voortgezette opleiding in de Middenstand	12		
30	22	52.12	04.50	B	Inrichtingsoelagen ten gunste van de centra voor opleiding en voortgezette opleiding in de Middenstand			
30	22	61.43	04.50	B	Uitrustingsoelagen ten gunste van de opleiding buiten schoolverband	0		
30	22	61.44	04.50	B	Inrichtingsoelagen ten gunste van de opleiding buiten schoolverband			
Totaal Programma 22						2.486	0	0
Programma 23 : Werkgelegenheid, omscholing, schriftelijke cursussen en coördinatie in de sector van de beroepsopleiding								
30	23	12.11	06.43	A	Lopende uitgaven van welke aard ook m.b.t. de tewerkstelling, de beroepsopleiding en de voortgezette beroepsopleiding	37		
30	23	33.01	06.43	A	Toelagen in het kader van het programma "LIFE" van de E.U.	137		

30	23	33.02	06.43	A	Toelagen aan verenigingen en aan instellingen van privaatrecht i. v. m. tewerkstellingsbevorderende maatregelen	3.439
30	23	33.03	06.43	A	Toelagen in het kader van het systeem van de dienstencheques en nabijheidsdiensten	248
30	23	33.04	06.43	A	Toelagen in het kader van de bevoegdheid "Werkgelegenheid" ter ondersteuning van pilootprojecten, initiatieven van de GABB (Gemeenschappelijke Alliantie voor de Opleiding en de Tewerksstelling), socio-economie en studies	124
30	23	33.05	06.43	A	Toelagen in het kader van het Europees Sociaal Fonds 1994-1999	0
30	23	33.06	06.43	A	Toelagen in het kader van het Europees Sociaal Fonds 2000-2006	1.779
30	23	33.07	06.43	A	Toelagen in het kader van begeleidingsplannen van de federale Regering	446
30	23	33.08	06.43	A	Toelagen voor de coördinatie in de Sector Tewerksstelling en beroepsopleiding van de werknemers	0
30	23	33.09	06.43	A	Toelagen aan de "ostbelgische Wirtschaftsförderungsgesellschaft"	136
30	23	33.80	06.43	A	Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen - Sector Tewerksstelling en opleiding van de werknemers	5
30	23	41.40	06.43	A	Dotatie aan de Dienst voor arbeidsbemiddeling	3.347
30	23	41.41	06.43	A	Toelagen aan de Sociaal-Economische Raad van de Duitstalige Gemeenschap	218

30	23	43.01	06.43	A	Toelagen aan de gemeenten en openbare inrichtingen i.v.m. tewerkstellingsbevorderende maatregelen	2.261		
30	23	52.10	06.43	A	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting ten gunste van v.z.w.'s die initiatieven nemen op het gebied van de omscholing en de tewerkstelling van werklozen		149	104
30	23	52.11	06.43	A	Uitrustingsstoelagen voor v.z.w.'s die initiatieven nemen op het gebied van de omscholing en de tewerkstelling van werklozen	2		
30	23	52.12	06.43	AB	Toelagen voor aankoop, bouw, ombouw en inrichting aan het infrastructuurpool			
30	23	52.13	06.43	AB	Uitrustingsstoelagen voor het infrastructuurpool	0		
30	23	52.14	06.43	AB	Inrichtingsstoelagen voor het infrastructuurpool			
30	23	52.15	06.43	A	Inrichtingsstoelagen voor v.z.w.'s die initiatieven nemen op hte gebied van de omscholing en de tewerkstelling van werklozen			
30	23	61.41	06.43	A	Uitzonderlijke dotatie aan de Dienst voor arbeidsbemiddeling			
30	23	61.42	06.43	A	Kapitaaldotatie aan de Dienst voor arbeidsbemiddeling	124		
30	23	63.21	06.43	A	Toelagen voor aankoop, bouw, ombouw en inrichting in de sector Werkgelegenheid en beroepsopleiding			
Totaal Programma 23						12.303	149	104
Programma 24 : Schoolgebouwen								
30	24	12.11	04.00	B	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector schoolgebouwen	86		
30	24	12.21	04.00	B	Algemene kosten ten gunste van openbare besturen en diensten	5		

30	24	43.13	04.00	B	Rentetoeelagen voor het gesubsidieerd officieel onderwijs	44		
30	24	43.26	04.00	B	Toelagen voor de huur van gebouwen in de sector van het gesubsidieerd officieel onderwijs	0		
30	24	44.30	04.00	B	Toelagen voor de huur van gebouwen (geprefabriceerde gebouwen) in de sector van het gesubsidieerd vrij onderwijs	0		
30	24	63.21	04.00	B	Uitgaven voor de uitrusting ten gunste van het gesubsidieerd officieel onderwijs	4		
30	24	63.22	04.00	B	Uitgaven voor de inrichting ten gunste van het gesubsidieerd officieel onderwijs		90	90
30	24	63.23	04.00	B	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting in het gesubsidieerd officieel onderwijs		1.024	717
30	24	64.10	04.00	B	Toelagen voor de de aankoop, bouw, ombouw en inrichting in het gesubsidieerd vrij onderwijs		1.460	1.022
30	24	64.20	04.00	B	Uitgaven voor de uitrusting ten gunste van het gesubsidieerd vrij onderwijs	10		
30	24	64.21	04.00	B	Uitgaven voor de inrichting ten gunste van het gesubsidieerd officieel onderwijs		90	90
30	24	72.10	04.00	B	Aankoop, bouw, ombouw en inrichting in het gemeenschapsonderwijs		1.592	1.114
30	24	74.22	04.00	B	Uitgaven voor de uitrusting ten gunste van het gemeenschapsonderwijs	101		
30	24	74.23	04.00	B	Uitgaven voor de inrichting ten gunste van het gemeenschapsonderwijs		130	130

30 24 74.30 04.00 B Registratierechten bij de aankoop van gebouwen en terreinen voor het
gemeenschapsonderwijs

0			
250	4.386	3.163	
86.532	4.539	3.271	

Totaal Programma 24

Totaal Organisatieafdeling 30

Organisatieafdeling 40 - Jeugd, volksonwikkeling en vormingswerk voor volwassenen, cultuur, sport, toerisme						
Programma 11 : Jeugd						
40	11	12.11	08.20	C	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector Jeugd	25
40	11	33.20	08.20	C	Toelagen voor personeelskosten ten gunste van jeugdorganisaties, -centra en -diensten	424
40	11	33.21	08.20	C	Werkingsstoelagen ten gunste van jeugdorganisaties, -centra en -diensten	261
40	11	33.23	08.20	C	Toelagen ten gunste van de v.z.w. "Jugendbüro der Deutschsprachigen Gemeinschaft" (Bureau voor de Jeugd van de Duitstalige Gemeenschap)	265
40	11	33.24	08.20	C	Toelagen voor de vorming en bijscholing van animators in de sector Jeugd	25
40	11	33.25	08.20	C	Toelagen voor bijzondere initiatieven : Sector Jeugd	5
40	11	33.80	08.20	C	Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen : Sector Jeugd	3
40	11	52.11	08.20	C	Uitrustingsstoelagen ten gunste van privaatrechtelijke jeugdorganisaties, -centra en -diensten	5
40	11	52.12	08.20	C	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van de privaatrechtelijke jeugdinfrastucturen	109
40	11	52.13	08.20	C	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting ten gunste van de v.z.w. "Jugendbüro der Deutschsprachigen Gemeinschaft" (Bureau voor de Jeugd van de Duitstalige Gemeenschap)	76

40	11	52.14	08.20	C	Inrichtingstoelagen ten gunste van privaatrechtelijke jeugdorganisaties, -centra en -diensten				
40	11	63.20	08.20	C	Uitrustingsstoelagen voor de jeugdinrichtingen van de gemeenten	2	2		
40	11	63.21	08.20	C	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting in de sector van de jeugdinfrastructuur van de gemeenten	87	61		
40	11	63.22	08.20	C	Inrichtingstoelagen voor de jeugdinrichtingen van de gemeenten	6	6		
Totaal Programma 11						1.013	204	145	
Programma 12 : Volksontwikkeling en vormingswerk voor volwassenen									
40	12	12.11	08.20	C	Lopende uitgaven van welke aard dan ook in de sector Volksontwikkeling, Vormingswerk voor volwassenen, Creatieve ateliers en duurzame ontwikkeling	34			
40	12	33.20	08.20	C	Toelagen voor personeelskosten ten gunste van organisaties op het gebied volksontwikkeling en vormingswerk voor volwassenen en van creatieve ateliers	705			
40	12	33.21	08.20	C	Werkingsstoelagen ten gunste van organisaties en initiatieven op het gebied volksontwikkeling en vormingswerk voor volwassenen	253			
40	12	33.22	08.20	C	Werkingsstoelagen ten gunste van creatieve ateliers en initiatieven op het gebied creatieve ateliers	57			
40	12	33.23	08.20	C	Toelagen ten gunste van de Raad voor Volksontwikkeling en Vormingswerk voor Volwassenen	54			
40	12	33.24	08.20	C	Toelagen ten gunste van de v.z.w. "Verbraucherschutzzentrale Ostbelgien"	184			

40	12	33.25	08.20	C	Toelagen voor de vorming en bijscholing van animators in de sector Volksontwikkeling, Vormingswerk voor Volwassenen en Creatieve Ateliers	14		
40	12	33.26	08.20	C	Toelagen voor bijzondere initiatieven in de sector Volksontwikkeling en Vormingswerk voor Volwassenen	107		
40	12	33.27	08.20	C	Toelagen voor bijzondere initiatieven in de sector Creatieve Ateliers	20		
40	12	33.28	08.20	C	Toelagen voor het Agentschap voor duurzame ontwikkeling	112		
40	12	33.80	08.20	C	Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen : Sector Volksontwikkeling en Vormingswerk voor Volwassenen en Creatieve Ateliers	0		
40	12	52.11	08.20	C	Uitrustingsoelagen ten gunste van privaatrechtelijke organisaties op het gebied volksontwikkeling en vormingswerk voor volwassenen en van creatieve ateliers	5		
40	12	52.12	08.20	C	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting op het gebied volksontwikkeling en vormingswerk voor volwassenen en creatieve ateliers	8	6	
40	12	52.13	08.20	C	Inrichtingsoelagen ten gunste van privaatrechtelijke organisaties op het gebied volksontwikkeling en vormingswerk voor volwassenen en van creatieveateliers	2	2	
40	12	63.20	08.20	C	Uitrustingsoelagen toegekend aan inrichtingen op het gebied volksontwikkeling en vormingswerk voor volwassenen en aan creatieve ateliers van de gemeenten	0		
40	12	63.21	08.20	C	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting op het gebied volksontwikkeling en vormingswerk voor volwassenen en creatieve ateliers van de gemeenten	23	16	

40	12	63.22	08.20	C	Inrichtingstoelagen toegekend aan inrichtingen op het gebied volksonwikkeling en vormingswerk voor volwassenen en aan creatieve ateliers van de gemeenten		2	2
Totaal Programma 12						1.545	35	26
Programma 13 : Cultuur								
40	13	12.11	08.20	B	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector Cultuur	31		
40	13	33.21	08.20	B	Werkingsstoelagen ten gunste van verenigingen en initiatieven op het gebied amateurkunst	121		
40	13	33.22	08.20	B	Werkingsstoelagen ten gunste van verenigingen voor amateurkunst en kamermuziekensembles met bijzondere kunstonderscheidingen op het gebied amateurkunst	19		
40	13	33.23	08.20	B	Toelagen ten gunste van de Föderkam als gewestelijke federatie	22		
40	13	33.24	08.20	B	Werkingsstoelagen voor folkloristische verenigingen	20		
40	13	33.25	08.20	B	Werkingsstoelagen voor privaatrechtelijke cultuurcentra	5		
40	13	33.26	08.20	B	Werkingsstoelagen voor verenigingen tot bevordering van muziek, theater, dans, literatuur en beeldende kunsten	3		
40	13	33.27	08.20	B	Toelagen ten gunste van musea, voor activiteiten i.v.m. oudheidkunde, kunstpatrimonium, geschiedenis en heemkunde en voor populair-wetenschappelijke activiteiten	102		

40	13	33.28	08.20	B	Toelagen tot bevordering en verspreiding van literatuur, muziek, dramatische kunst, filmen en beeldende kunsten alsmede tot organisatie van opleidende manifestaties, tentoonstellingen, opleidings- en voortgezette opleidingscursussen in de sector Cultuur	125
40	13	33.29	08.20	B	Toelagen voor personeelskosten met het oog op de professionalisering op cultureel gebied	380
40	13	33.30	08.20	B	Toelagen voor het initiatief "Zentrum für Geschichte der Deutschsprachigen Gemeinschaft" (Geschiedeniscentrum van de Duitstalige Gemeenschap)	15
40	13	33.80	08.20	B	Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en de internationale betrekkingen : Sector Cultuur	35
40	13	34.31	08.20	B	Toelagen, beurzen en tegemoetkomingen ten gunste van kunstenaars en wetenschappers	2
40	13	43.22	08.20	B	Toelagen aan cultuurcentra van de gemeenten	5
40	13	52.11	08.20	B	Uitrustings-toelagen voor privaatrechtelijke culturele organisaties en federaties, musea, inrichtingen en organisaties die werkzaam zijn op het gebied archeologie en kunstpatrimonium, geschiedenis, heemkunde en populair-wetenschappelijke activiteiten	80
40	13	52.12	08.20	B	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van privaatrechtelijke cultuurinfrastructuur	9
40	13	52.13	08.20	B	Toelagen ten gunste van privaatrechtelijke organisaties voor maatregelen met het oog op het behoud van het cultureel erfgoed	3
40	13	52.14	08.20	B	Inrichtings-toelagen voor privaatrechtelijke culturele organisaties en federaties, musea, inrichtingen en organisaties die werkzaam zijn op het gebied archeologie en kunstpatrimonium, geschiedenis, heemkunde en populair-wetenschappelijke activiteiten	13
						15

40	13	63.20	08.20	B	Uitrustings­toela­gen voor cultuurin­rich­tingen van de gemeen­ten	2		
40	13	63.21	08.20	B	Toela­gen voor de aan­koop, bouw, ombouw en in­rich­ting van de cultuurin­fra­struc­tuur van de gemeen­ten		256	179
40	13	63.22	08.20	B	Toela­gen ten gun­ste van gemeen­ten voor maat­rege­len met het oog op het behoud van het cul­tureel erfgoed	0		
40	13	63.23	08.20	B	In­rich­ting­toela­gen voor cultuurin­rich­tingen van de gemeen­ten		2	2
40	13	63.52	08.20	B	Toela­gen ten gun­ste van ker­kfab­rie­ken voor maat­rege­len met het oog op het behoud van het cul­tureel erfgoed	3		
40	13	74.50	08.10	B	Aan­koop van kunst­wer­ken	0		
Totaal Programma 13						973	280	202
Programma 14 : Bibliothe­ken et media								
40	14	12.11	08.20	A	Lopende uit­ga­ven van welke aard ook in de sector Biblio­the­ken en media	39		
40	14	12.13	08.20	A	Leasing­kos­ten in de sector Biblio­the­ken en media	25		
40	14	31.32	08.20	A	Toela­gen aan de geschre­ven pers van de Duit­stalige Gemeen­schap	174		
40	14	33.01	08.20	A	Toela­gen aan de Alge­mene Ver­eniging van Beroeps­jour­na­listen in België	0		
40	14	33.02	08.20	A	Toela­gen ten gun­ste van de in­for­ma­tie-acti­vi­teit­en van de pri­vate radio's	8		
40	14	33.21	08.20	A	Werkings­toela­gen voor open­bare biblio­the­ken	88		
40	14	33.22	08.20	A	Werkings­toela­gen voor biblio­the­ken in de zie­ken­huizen en bejaardent­huizen als­mede voor vak­biblio­the­ken	15		

40	14	33.23	08.20	A	Werkingsstoelagen voor de Federatie van de bibliothecarissen	3		
40	14	33.24	08.20	A	Werkingsstoelagen ten gunste van "open kanalen"	17		
40	14	33.25	08.20	A	Toelagen voor bijzondere initiatieven in de sector Bibliotheken en Media	15		
40	14	33.26	08.20	A	Toelagen voor bioscopen	18		
40	14	33.27	08.20	A	toelagen aan het Agentschap voor nieuwe media	0		
40	14	41.41	08.20	A	Werkingsdotatie aan de dienst met autonoom beheer "Mediecentrum der Duitschsprachigen Gemeinschaft" (met materieelverhuurkantoren)	240		
40	14	52.11	08.20	A	Uitrustingsstoelagen voor privaatrechtelijke bibliotheken	15		
40	14	52.12	08.20	A	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van de infrastructuren van de privaatrechtelijke bibliotheken		46	
40	14	52.13	08.20	A	Inrichtingsstoelagen voor privaatrechtelijke bibliotheken		2	
40	14	63.20	08.20	A	Uitrustingsstoelagen voor de openbare bibliotheken van de gemeenten	0		
40	14	63.21	08.20	A	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van de infrastructuren van de openbare bibliotheken van de gemeenten			
40	14	63.22	08.20	A	Inrichtingsstoelagen voor de openbare bibliotheken van de gemeenten			
40	14	74.22	08.20	A	Aankoop van uitrustingsmaterieel op het gebied media en bibliotheken	70		
40	14	74.50	08.20	A	Aankoop van waardevolle objecten (media van welke aard ook)	100		
Totaal Programma 14						827	48	35

Programma 15 : BRF						
40	15	41.41	08.40	A	Dotatie voor het BRF van de Duitstalige Gemeenschap	4.250
40	15	61.41	08.40	A	Buitengewone dotatie aan het BRF	0
40	15	61.42	08.40	A	Kapitaaldotatie aan het BRF	170
					Totaal Programma 15	4.420
Programma 16 : Sport						
40	16	12.11	08.30	A	Lopende uitgaven van welke aard in de sector Sport	78
40	16	33.40	08.30	A	Toelagen voor overdekte zwembaden van v.z.w.'s	25
40	16	33.41	08.30	A	Toelagen voor bijzondere initiatieven in de sector Sport voor gehandicapten en voor bejaarden	10
40	16	33.42	08.30	A	Toelagen aan gewestelijke sportbonden werkzaam op het gebied van massasport	39
40	16	33.43	08.30	A	Toelagen voor sportkampen	27
40	16	33.44	08.30	A	Toelagen voor de bevordering van sportactiviteiten door en voor gehandicapten	20
40	16	33.45	08.30	A	Toelagen voor plaatselijke sportraden	15
40	16	33.46	08.30	A	Toelagen aan gewestelijke centra voor competitiesport	45
40	16	33.47	08.30	A	Toelagen voor de promotie van jonge sportbeoefenaars	10
40	16	33.48	08.30	A	Toelagen voor het nationaal BOIC en voor het BOIC van de Duitstalige Gemeenschap	24

40	16	33.49	08.30	A	Toelagen ten gunste van gewestelijke sportfederaties	45		
40	16	33.50	08.30	A	Toelagen ten gunste van sportverenigingen	160		
40	16	33.51	08.30	A	Toelagen voor de bevordering van initiatieven in de sector Sport voor jongelui	45		
40	16	33.52	08.30	A	Toelagen voor de bevordering van initiatieven in de sector Massasport	10		
40	16	33.53	08.30	A	Toelagen voor de bevordering van initiatieven in de sector Sport	30		
40	16	33.80	08.30	A	Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen : Sector Sport	30		
40	16	34.48	08.30	A	Toelagen ten gunste van elitesportmannen en hooggekwalificeerde scheidsrechters	10		
40	16	43.22	08.30	A	Toelagen voor overdekte zwembaden van de gemeenten	12		
40	16	52.11	08.30	A	Uitrustingsloelagen ten gunste van privaatrechtelijke sportorganisaties en -installaties	34		
40	16	52.12	08.30	A	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van privaatrechtelijke sportinfrastructuren	144		
40	16	52.13	08.30	A	Inrichtingsloelagen ten gunste van privaatrechtelijke sportorganisaties en -installaties	35		
40	16	63.20	08.30	A	Uitrustingsloelagen voor sportinfrastructuren van de gemeenten	0		
40	16	63.21	08.30	A	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van de sportinfrastructuren van de gemeenten	334		
40	16	63.22	08.30	A	Inrichtingsloelagen voor sportinfrastructuren van de gemeenten	10		
Totaal Programma 16						669	523	380

Programma 17 : Toerisme en verbetering van de levenskwaliteit

40	17	12.11	11.60	B	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector Toerisme en verbetering van de levenskwaliteit	35
40	17	31.30	11.60	B	Deelname van de Duitstalige Gemeenschap aan de werkingskosten van de "Vennbahn"	0
40	17	33.21	11.60	B	Toelagen voor regionale samenvoegingen van V.V.V.'s, provinciale federaties voor toerisme alsmede bonden en verenigingen voor vreemdelingenverkeer	0
40	17	33.22	11.60	B	Toelagen aan de verenigingen voor vreemdelingenverkeer of voor toerisme	69
40	17	33.23	11.60	B	Toelagen aan v.z.w.'s die de leiding van toeristische inrichtingen waarnemen of die op gemeenschappelijk of regionaal vlak gasten begeleiden of waarvoor de Regering een afgevaardigde in hun bestuurraad heeft	0
40	17	33.25	11.60	B	Bijdragen aan nationale organismen voor toerisme	0
40	17	33.26	11.60	B	Toelagen aan de Toeristische Dienst voor de Oostkantons	555
40	17	33.27	07.35	B	Toelagen aan de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor het Leefmilieu en tot bevordering van de verbetering van de levenskwaliteit	0
40	17	33.28	11.60	B	Toelagen aan internationale organismen voor toerisme - bijdragen - deelnemingen	8
40	17	33.29	11.60	B	Toelagen voor verenigingen in de sector van het sociaal toerisme : huur en reclame	3
40	17	33.80	11.60	B	Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen : Sector Toerisme en verbetering van de levenskwaliteit	8

40	17	35.20	11.60	B	Overschrijvingen ten gunste van buitenlandse overheden binnen de EU in het kader van Interreg III-projecten	21		
40	17	43.00	11.60	B	Overschrijvingen ten gunste van provincies en gemeenten in het kader van Interreg III-projecten	2		
40	17	45.23	11.60	B	Toelagen aan de Dienst voor Reclame en Toerisme (OPT)	0		
40	17	51.01	11.60	B	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van hotelbedrijven	75	53	
40	17	51.02	11.60	B	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van kampeerterreinen	13	9	
40	17	51.03	11.60	B	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van vakantiewoningen	38	27	
40	17	52.10	11.60	B	Ondersteuning in het kader van de bepalingen over het toekennen van toelagen voor de bevordering van het sociaal toerisme			
40	17	52.11	11.60	B	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van de privaatrechtelijke infrastructuur in de sector Toerisme en verbetering van de levenskwaliteit, met uitzondering van de inrichtingen voor sociaal toerisme	24	17	
40	17	52.13	11.60	B	Uitrustings- en inrichtingstoelagen ten gunste van privaatrechtelijke verenigingen voor vreemdelingenverkeer voor hun uitgaven op het gebied van het toerisme en van de verbetering van de levenskwaliteit	5		
40	17	52.14	11.60	B	Uitrustings- en inrichtingstoelagen ten gunste van de v.z.w. "Vennbahn", alsmede voor de uitgaven die noodzakelijk zijn voor het behoud van het spoorwegverkeer	0		
40	17	52.15	11.60	B	Inrichtingstoelagen ten gunste van privaatrechtelijke verenigingen voor hun uitgaven op het gebied van het toerisme en van de verbetering van de levenskwaliteit	7	7	

40	17	63.01	11.60	B	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van infrastructuren van de gemeenten in de sector Toerisme en verbetering van de levenskwaliteit			381	267
40	17	63.20	11.60	B	Uitrustingsoelagen ten gunste van gemeenten voor hun uitgaven op het gebied van het toerisme en van de verbetering van de levenskwaliteit	5			
40	17	63.22	11.60	B	Inrichtingsoelagen ten gunste van gemeenten voor hun uitgaven op het gebied van het toerisme en van de verbetering van de levenskwaliteit		13	13	
40	17	71.02	11.60	B	Aankoop van terreinen met het oog op het behoud van de spoorwegen en van stations om ze tot toeristische doeleinden te gebruiken	0			
40	17	72.11	11.60	B	Uitvoering van werken met het oog op het behoud van de spoorwegen en van stations om ze tot toeristische doeleinden te gebruiken				
40	17	74.22	11.60	B	Aankoop van inrichtingsmaterieel op het gebied toerisme	30			
Totaal Programma 17						741	551	393	
Programma 18 : Gemeenschapscentra									
40	18	12.11	01.20	A	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector Gemeenschapscentra alsmede kosten m.b.t. de Website op Internet	190			
40	18	33.02	08.20	A	Toelagen ten gunste van de vzw. "Haus Ternell"	20			
40	18	41.40	04.00	A	Toelagen voor gemeenschapscentra	0			

40	18	41.41	04.00	A	Werkingsdotatie aan het ontmoetcentrum te Burg-Reuland		25			
40	18	65.20	04.00	A	Terugbetaling van het gedeelte van de Duitstalige Gemeenschap wat de koop van het Centrum Worriken aan de Franse Gemeenschap betreft		79			
40	18	71.01	04.00	A	Aankoop van terreinen en gebouwen voor de gemeenschapscentra					
40	18	72.10	04.00	A	Aankoop, bouw, ombouw en inrichting van gemeenschapscentra			1.295	907	
40	18	72.11	04.00	A	Uitrusting van gemeenschapscentra		0			
40	18	72.12	04.00	A	Inrichting van gemeenschapscentra			50	50	
Totaal Programma 18							314	1.345	957	
Programma 19 : Vrijtijdsbesteding										
40	19	12.11	08.30	A	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector Vrijtijdsbesteding		7			
40	19	33.21	08.30	A	Toelagen ten gunste van amateurverenigingen in de landbouw en dierenbescherming en ten gunste van verenigingen en initiatieven in verband met de vrijtijdsbesteding		10			
40	19	33.22	08.30	A	Toelagen voor initiatieven op het gebied vrijtijdsbesteding		5			
40	19	52.11	08.30	A	Uitrustingstoelagen ten gunste van privaatrechtelijke inrichtingen op het gebied vrijtijdsbesteding		3			
40	19	52.12	08.30	A	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van privaatrechtelijke infrastructures op het gebied vrijtijdsbesteding					

40	19	52.13	08.30	A	Inrichtingstoelagen ten gunste van privaatrechtelijke inrichtingen op het gebied vrijetijdsbesteding			2	2
40	19	63.20	08.30	A	Uitrustingsstoelagen voor de gemeenten in de sector Vrijetijdsbesteding		0		
40	19	63.21	08.30	A	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van infrastructuren van de gemeenten op het gebied vrijetijdsbesteding				
40	19	63.22	08.30	A	Inrichtingstoelagen voor de gemeenten in de sector Vrijetijdsbesteding				
Totaal Programma 19							25	2	2
Programma 21 : Monumenten- en landschapszorg, Opgravingen en Natuurbescherming									
40	21	12.11	08.10	C	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector Monumenten- en landschapszorg, Opgravingen en Natuurbescherming,		130		
40	21	33.22	08.30	C	Toelagen voor bijzondere initiatieven op het gebied Monumenten- en landschapszorg, Opgravingen en Natuurbescherming		12		
40	21	52.10	08.30	C	Toelagen voor instaatstellingswerken aan goederen die tot privaatrechtelijke personen behoren en die alhoewel ze niet onder monumentenzorg geplaatst werden beschermingswaard zijn		0		
40	21	52.11	08.10	C	Toelagen voor de restauratie van objecten behorend tot privaatrechtelijke instellingen - sector monumentenzorg				
40	21	53.10	08.10	C	Toelagen voor instaatstellingswerken aan goederen die tot natuurlijke personen behoren en die alhoewel ze niet onder monumentenzorg geplaatst werden beschermingswaard zijn		5		
40	21	53.11	08.10	C	Restauratie van objecten behorend tot natuurlijke personen - Sector monumentenzorg			132	92
40	21	63.21	08.10	C	Restauratie van objecten behorend tot gemeenten - Sector monumentenzorg				

40	21	63.22	08.10	C	Toelagen voor in staatstellingswerken aan goederen die tot gemeenten behoren en die alhoewel ze niet onder monumentenzorg geplaatst werden beschermingswaard zijn	20	269	188
40	21	63.51	08.10	C	Toelagen voor de restauratie van objecten behorend tot kerkfabrieken - Sector monumentenzorg			
40	21	63.52	08.10	C	Toelagen voor in staatstellingswerken aan goederen die tot kerkfabrieken behoren en die alhoewel ze niet onder monumentenzorg geplaatst werden beschermingswaard zijn	5		
40	21	74.22	08.10	C	Aanschaffing van uitrustingsmaterieel op het gebied Monumenten- en landschapszorg, Opgravingen en Natuurbescherming	12		
Totaal Programma 21						184	401	280
Totaal Organisatieafdeling 40						10.711	3.389	2.420
Organisatieafdeling 50 - Gezin, bejaarden, gezondheid en sociale aangelegenheden								
Programma 11 : Gezin en bejaarden								
50	11	12.11	06.36	C	Lopende uitgaven van welke aard ook op het gebied Gezin en bejaarden	220		
50	11	33.01	06.36	C	Modelprojecten in de sector van de diensten te huis	42		
50	11	33.02	06.33	C	Toelagen voor activiteiten i.v.m. de bejaarden	21		
50	11	33.03	06.36	C	Toelagen aan de diensten voor begeleiding te huis	1.622		
50	11	33.05	06.36	C	Toelagen aan organisaties die de individuele en/of algemene voorlichting op het gebied van het gezinsleven tot doel hebben	18		

50	11	33.06	06.36	C	Coördinatie op het gebied van de thuisverzorging	42	
50	11	33.07	06.36	C	Maatregelen op het gebied van de aanpassing van de woning	6	
50	11	33.08	06.36	C	Toelagen aan de samenwerkingsverbanden inzake palliatieve zorg	27	
50	11	33.09	06.32	C	Toelagen voor de opvang van jonge kinderen	530	
50	11	33.10	06.32	C	Toelagen voor nieuwe initiatieven op het gebied van de opvang van jonge kinderen	75	
50	11	33.11	06.36	C	Lopende uitgaven van welke aard ook i.v.m. vakantieverblijven van groepen en/of van behoeftige gezinnen	22	
50	11	33.80	06.36	C	Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen	5	
50	11	43.22	06.36	C	Toelagen aan OCMW's m.b.t. de diensten voor gezins- en bejaardenhulp	0	
50	11	43.23	06.36	C	Maatregelen op het gebied van de aanpassing van de woning	10	
50	11	52.10	05.30	C	Inrichtingstoelagen ten gunste van rust- en verzorgingstehuizen	100	50
50	11	52.11	06.32	C	Toelagen aan v.z.w.'s voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van kribben, kinderbewaarloaatsen, tehuizen voor moeders en consultatiebureaus voor gezinnen	31	22
50	11	52.12	06.33	C	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting m.b.t. instellingen voor bejaarden		
50	11	52.13	05.30	C	Inrichtingstoelagen ten gunste van rust- en verzorgingstehuizen		
50	11	52.14	05.30	C	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting m.b.t. rust- en verzorgingstehuizen en serviceflatgebouwen	200	140

50	11	52.15	05.30	C	Uitrustings­toelagen ten gunste van rust- en verzorgings­tehuizen	0		
50	11	52.16	06.32	C	Uitrustings­toelagen ten gunste van v.z.w.'s die kribben, kinderbewaar­plaatsen en tehuizen voor moeders en consul­ta­tie­bureaus voor gezinnen organiseren	0		
50	11	52.17	06.32	C	Inrichtings­toelagen ten gunste van v.z.w.'s die kribben, kinderbewaar­plaatsen en tehuizen voor moeders en consul­ta­tie­bureaus voor gezinnen organiseren	5		
50	11	52.21	06.33	C	Uitrustings­toelagen ten gunste van instellingen voor bejaarden			
50	11	52.22	06.33	C	Inrichtings­toelagen ten gunsten van instellingen voor bejaarden		20	0
50	11	63.21	06.33	C	Toelagen ten gunste van openbare inrichtingen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting m.b.t. instellingen voor bejaarden		30	21
50	11	63.22	06.33	C	Uitrustings­toelagen ten gunste van instellingen voor bejaarden	0		
50	11	63.23	05.30	C	Inrichtings­toelagen ten gunste van rust- en verzorgings­tehuizen		70	80
50	11	63.24	05.30	C	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van rust- en verzorgings­tehuizen			
50	11	63.25	05.30	C	Uitrustings­toelagen ten gunste van rust- en verzorgings­tehuizen	0		
50	11	63.26	06.32	C	Toelagen ten gunste van openbare instellingen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van kribben, kinderbewaar­plaatsen, tehuizen voor moeders en consul­ta­tie­bureaus voor gezinnen			

50 11 63.27 06.32 C	Uitrustings­toelagen ten gunste van openbare instellingen die kribben, kinderbewaarp­laatsen, tehuizen voor moeders en consul­tatiebureaus voor gezinnen organiseren	0	
50 11 63.28 06.33 C	Inrichting­toelagen ten gunsten van instellingen voor bejaarden		
50 11 63.29 06.32 C	Inrichting­toelagen ten gunste van openbare instellingen die kribben, kinderbewaarp­laatsen en tehuizen voor moeders en consul­tatiebureaus voor gezinnen organiseren		
50 11 74.22 06.33 C	Aankoop van materieel	0	
Totaal Programma 11		2.645	451
Programma 13 : Gehandicapten			
50 13 12.11 06.34 A	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector "Gehandicapten"	5	
50 13 33.01 06.34 A	Toelagen voor vakantie- en studiereizen van gehandicapten	10	
50 13 33.02 06.34 A	Toelagen voor bijzondere initiatieven voor de sociale en professionele integratie van gehandicapten	22	
50 13 33.03 06.34 A	Allerhande toelagen ter bevordering van de internationale betrekkingen en van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen op het gebied "Gehandicapten"	2	
50 13 41.40 06.34 A	Dotatie voor de "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit Behinderung" (Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap)	6.321	
		313	

50	13	52.11	06.34	A	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van privaatrechtelijke infrastructuur op het gebied "Gehandicapten"			423	296
50	13	61.41	06.34	A	Kapitaaldotatie voor de "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit Behinderung" (Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap) met het oog op de financiering van infrastructuurmaatregelen	190			
50	13	63.01	06.34	A	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting van infrastructuur van de gemeenten op het gebied "Gehandicapten"				
Totaal Programma 13						6.550		423	296
Programma 14 : Bijzondere hulp aan de kinderen, aan de jongeren en aan de jonge volwassenen									
50	14	12.11	06.32	C	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector Bijzondere hulp aan de kinderen, aan de jongeren en aan de jonge volwassenen	610			
50	14	12.21	06.32	C	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector Bijzondere hulp aan de kinderen, aan de jongeren en aan de jonge volwassenen gedaan binnen de openbare sector	49			
50	14	33.01	06.32	C	Ondersteuning van projecten in de Sector Hulp aan de Jeugd	202			
50	14	35.31	06.32	C	Plaatsing van kinderen en jongeren in het buitenland	0			
50	14	43.21	06.32	C	Toelagen om de werkings- en personeelskosten van de inrichtingen te dekken waaraan minderjarige krachtens de wetgeving op de jeugdbijstand toevertrouwd worden	1.255			
50	14	43.22	06.32	C	Toelagen m.b.t. de lopende uitgaven voor minderjarigen in het centrum Mozaiek	134			

50	14	52.10	06.32	C	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting in de sector Hulp aan de Jeugd	0
50	14	52.22	06.32	C	Uitrustingsoelagen ten gunste van organisaties werkzaam in de sector Hulp aan de Jeugd	0
50	14	52.23	06.32	C	Inrichtingsoelagen ten gunste van organisaties werkzaam in de sector Hulp aan de Jeugd	0
50	14	63.21	06.32	C	Toelagen aan ondergeschikte overheden voor aankoop, bouw, ombouw en inrichting in de sector Hulp aan de Jeugd	0
50	14	63.22	06.32	C	Uitrustingsoelagen voor de ondergeschikte overheden in de sector Hulp aan de Jeugd	0
50	14	63.23	06.32	C	Inrichtingsoelagen voor de ondergeschikte overheden in de sector Hulp aan de Jeugd	0
50	14	74.22	06.32	C	Aankoop van uitrustingsmaterieel in de sector Hulp aan de Jeugd	0
Totaal Programma 14						2.250
Programma 15 : Onthaal, Sociale Hulp en Psychologische Begeleiding						0
50	15	12.11	06.30	C	Lopende uitgaven van welke aard ook in de sector Sociale hulp	38
50	15	33.01	06.30	C	Toelagen aan organisaties die werkzaam zijn in de sociale sector	296
50	15	33.02	06.36	C	Toelagen voor de integratie van migrerende werknemers, vluchtelingen en burgers die uit landen van de Derde Wereld afkomstig zijn	12
50	15	33.04	03.30	C	Toelagen aan verenigingen die zich bezighouden met de begeleiding en de sociale reïntegratie van strafgevangenen, van hun familieleden en van slachtoffers van geweldadaden	5
50	15	33.05	03.30	C	Toelagen in de sector van de ontwikkelingshulp, voor de bevordering van de verstandhouding tussen de volkeren en de inachtneming van de mensenrechten, humanitaire hulp in crisisgebieden	74

50	15	33.20	06.36	C	Toelagen voor personeels- en lopende uitgaven van welke aard ook van het sociaal psychologisch Centrum "Beratung und Lebenshilfe" SPZ	726	
50	15	33.26	06.36	C	Huurtoelagen aan de inrichtende machten van noodopvangwoningen	5	
50	15	33.27	06.36	C	Toelagen voor het voorkomen van het druggebruik ten gunste van de "Arbeitsgemeinschaft für Suchtvorbeugung und Lebensbewältigung"	181	
50	15	33.28	06.36	C	Huurtoelagen aan v.z.w.'s voor de herberging van de behoeftigen	3	
50	15	33.80	06.36	C	Toelagen voor de bevordering van de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en van de internationale betrekkingen	2	
50	15	34.31	06.30	C	Onvoorziene uitgaven op het gebied van ernstige sociale gevallen	32	
50	15	43.20	06.36	C	Huurtoelagen aan de inrichtende machten van noodopvangwoningen	0	
50	15	43.21	06.36	C	Uitgaven op het gebied van het Bijzonder Fonds voor Sociale Hulp	720	
50	15	43.22	06.36	C	Huurtoelagen aan openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor de herberging van de behoeftigen	5	
50	15	52.11	06.36	C	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting op sociaal gebied	21	
50	15	52.21	06.36	C	Uitrustingstoelagen op sociaal gebied	5	
50	15	52.22	06.36	C	Inrichtingstoelagen op sociaal gebied	15	
50	15	63.21	06.36	C	Toelagen voor de aankoop, bouw, ombouw en inrichting op sociaal gebied	0	
50	15	63.22	06.36	C	Uitrustingstoelagen op sociaal gebied	0	
50	15	63.23	06.36	C	Inrichtingstoelagen op sociaal gebied	0	
50	15	74.22	06.36	C	Aankoop van materieel op sociaal gebied	1	
Totaal Programma 15						2.105	15

50	16	63.21	05.00	C	Toelagen voor de uitvoering van de gewone werken m. b. t. de hygiëne en de volksgezondheid			192	134
50	16	63.22	05.30	C	Toelagen voor de aankoop van voertuigen en materieel voor de medische sector	0			
50	16	63.23	05.30	C	Inrichtingstoelagen aan gemeenten voor speciale instellingen van volksgezondheid				
50	16	74.22	05.30	C	Aankoop van materieel in de sector Volksgezondheid	0			
Totaal Programma 16						662		2.292	2.254
Totaal Organisatieafdeling 50						14.212		3.187	2.878
Organisatieafdeling 60 - Thesaurie van de Duitstalige Gemeenschap									
Programma 00 : Lopende verrichtingen der Thesaurie									
60	00	23.01	13.10	A	Financiële lasten van de rekeningen bij het Bestuur der Thesaurie	3			
Totaal Programma 00						3		0	0
Programma 12 : Reserve									
60	12	01.01	13.90	ABC	Reserve om onvoorziene uitgaven te dekken	0		100	385
60	12	01.02	13.90	ABC	Reserve voor onvoorziene infrastructuurprojecten				
Totaal Programma 12						0		100	385
Totaal Organisatieafdeling 60						3		100	385
TOTAAL HOOFDSTUK I						126.027		11.215	8.954

Afkortingen	
OA	Organisatieafdeling
PR	Programma
NGK	Niet-gesplitste kredieten
VK	Vastleggingskredieten
OK	Ordonneringskredieten
A	Minister-President K.-H. LAMBERTZ
B	Minister B. GENTGES
C	Minister H. NIESSEN
EEC	Europese economische classificatie
EFC	Europese functionele classificatie

Bijlage I c) Uitgaven op begrotingsfondsen

OA	PR	Basisalloc. EEC EFC	TEKST Min.		V.K.	Ref.
ORGANISATIEAFDELING 20 - MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP						
Programma 00 : Lopende uitgaven van welke aard ook						
20	00	11.94 01.33	A Maaltijdbonnen voor de personeelsleden van het Ministerie en van de kabinetten		140	(1)
20	00	12.91 01.30	A Vergoedingen voor prestaties van derden		41	(1)
20	00	12.92 01.30	A Verbruiksuitgaven in verband met het bezetten van lokalen - met uitsluiting van de uitgaven voor energie - en met leveringen		45	(1)
20	00	12.95 01.30	A Allerhande vergoedingen aan het gemeenschapspersoneel voor werkelijke lasten en materiële schade, alsmede de vervoerskosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Gemeenschap als werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)		14	(1)
20	00	12.98 01.30	A Reclame-, receptie-, representatiekosten, diploma's, insignes, onderscheidingen, prijzen. - Allerhande uitgaven		17	(1)
20	00	12.99 01.43	A Uitgaven m.b.t. Europese programma's		544	(1)
20	00	74.92 01.30	A Aankoop van machines en meubels		18	(1)
Totaal programma 00					819	(1)
ORGANISATIEAFDELING 30 - ONDERWIJS, VORMING EN ARBEIDSVOORZIENING						
Programma 23 : Schriftelijke cursussen, omscholing, werkgelegenheid en coördinatie in de Sector Beroepsopleiding						
30	23	82.90 06.43	A Voorwaardelijk terug te betalen participatie van de Duitstalige Gemeenschap aan "Ostbelgieninvest"		0	(2)
Totaal programma 23					0	(2)

**ORGANISATIEAFDELING 40 - JEUGD, VOLKSONTWIKKELING EN VORMINGSWERK
VOOR VOLWASSENEN, CULTUUR, SPORT, TOERISME**
Programma 14 : Bibliotheken en Media

40	14	12.90	08.20	A	Kosten m.b.t. en aankoop van geschreven, audiovisuele en elektronische media, reparaties en huurkoop	0	(3)
40	14	12.91	08.20	A	Kosten en prestaties op het gebied van de productie en coproductie en verkrijging van auteursrechten	0	(3)
40	14	33.90	08.20	A	Bevordering van de schepping van audiovisuele, geluids- en multimediale werken	0	(3)
40	14	34.90	08.20	A	Bevordering van de schepping van audiovisuele, geluids- en multimediale werken door particulieren	0	(3)

Totaal programma 14

0

**ORGANISATIEAFDELING 50 - GEZIN, BEJAARDEN, GEZONDHEID EN SOCIALE
AANGELEGENHEDEN**
Programma 12 : Bescherming van het ongeboren leven

50	12	34.91	06.36	C	Maatregelen voor de bescherming van het ongeboren leven	10	(4)
----	----	-------	-------	---	---	----	-----

Totaal programma 12

10

Programma 15 : Onthaal, Sociale Hulp en psychologische Begeleiding

50	15	12.91	06.20	C	Uitgaven m.b.t. de maatregelen voor de schuldbemiddeling	25	(5)
50	15	85.90	07.10	C	Voorwaardelijk terug te betalen lening van de Duitstalige Gemeenschap voor de bouw van sociale woningen	0	(6)

Totaal programma 15

25

ORGANISATIEAFDELING 60 - THESAURIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP
Programma 11 : Leningen

60	11	21.91	13.10	A	Rente van leningen van de Duitstalige Gemeenschap	1.756	(7)
60	11	91.91	14.10	A	Kapitaalafschrijving van de leningen van de Duitstalige Gemeenschap	2.359	(7)

Totaal programma 11

4.115

TOTAAL HOOFDSTUK I

4.969

Bijlage I - c)

	Saldo op 01.01.03	Ontvangsten	Variabele kredieten	Saldo op 31.12.03
1 Fonds voor prestaties van de Duitstalige Gemeenschap	214,00	650,00	819,00	45,00
2 Fonds voor de participatie van de Duitstalige Gemeenschap aan "Ostbelgieninvest"	0,00	0,00	0,00	0,00
3 Fonds ter bevordering van de schepping van audiovisuele werken, geluidswerken en multimedia	0,00	0,00	0,00	0,00
4 Fonds tot bescherming van het ongeboren leven	81,00	16,00	10,00	87,00
5 Fonds van de Duitstalige Gemeenschap voor de afbetaling van schulden	17,00	18,00	25,00	10,00
6 Fonds voor de participatie van de Duitstalige Gemeenschap aan de bouw van sociale woningen	0,00	0,00	0,00	0,00
7 Afschrijvingsfonds van de Duitstalige Gemeenschap	231,00	4.125,00	4.115,00	241,00
Totaal	543,00	4.809,00	4.969,00	383,00

BIJLAGE II

1. Begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer
(Onderwijs)

Benaming	DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER - Begroting 2003											
	Lopende verrichtingen (duizenden €)					Kapitaalverrichtingen (duizenden €)					Lopende verrichtingen voor orde (duizenden €)	
	Ontvangsten		Uitgaven			Ontvangsten		Uitgaven			Ontvangs- ten	Uitgaven
Intendance	Dotatie	Diverse	Intendance	Diverse	Dotatie	Diverse	Dotatie	Diverse	Uitgaven	Ontvangs- ten	Uitgaven	
Instituut Robert Schumann	100,00	537,70	45,00	76,00	537,70	0,00	13,54	0,00	13,54	0,00	0,00	
K.A. Eupen	112,50	541,48	15,49	112,50	541,48	0,00	20,47	0,00	20,47	0,00	0,00	
K.A. Kelmis	69,41	321,94	2,48	68,05	321,94	0,00	14,06	0,00	14,06	1,50	1,50	
K.A. Sankt Vith	87,00	335,10	0,40	85,00	335,10	0,00	10,76	0,00	10,00	0,00	0,00	
K.A. Bütgenbach												
Basisschool Paul Gerardy	0,00	137,07	0,12	0,00	137,07	0,00	3,27	0,00	3,27	132,30	132,30	
Basisschool Raeren Plei												
I.D.G.S. Eupen	100,50	319,36	7,20	97,00	319,36	0,00	14,10	0,00	14,00	6,50	6,50	
G.D.U. Eisenborn	16,50	141,11	5,25	15,40	141,11	0,00	12,51	0,00	12,51	0,77	0,77	
ISW Kelmis												
ISW Eupen	0,00	6,19	0,62	0,00	6,19	0,00	3,95	0,00	3,84	14,87	14,87	
ISW Sankt Vith	0,00	9,76	1,63	0,00	10,05	0,00	8,50	0,00	8,40	29,00	29,00	
PH Eupen	0,00	13,77	1,29	0,00	13,77	0,00	4,96	0,00	4,96	16,86	16,86	
PMS Centrum Eupen	6,50	109,25	1,00	4,75	109,25	0,00	5,40	0,00	5,40	12,25	12,25	
	0,00	86,32	0,30	0,00	86,32	0,00	1,98	0,00	1,98	0,00	0,00	
TOTAL	492,41	2559,02	80,78	458,7	2559,31	0	113,5	0	112,43	214,05	214,05	

2. Mediacentrum

Ontvangsten - Begroting 2003

A. Lopende verrichtingen		415.620
1. Leningen		272.708
A.1.1. Uitlenen van materieel	114.994	
A.1.2. Uitlenen van media	157.714	
2. Overige		142.912
A.2.1. Overdracht	0	
A.2.2. Dotatie	142.912	
A.2.3. Diversen (Transfers Fonds voor media)	0	
B. Kapitaalverrichtingen		97.088
B.1.1. Overdracht	0	
B.1.2. Dotatie	97.088	
B.1.3. Transfers	0	
C. Verrichtingen voor orde		24.703
C.1.1. Borgsom Uitlenen van materieel (bestendige kosten)	24.703	
C.1.2. Overige	0	
Totaal van de ontvangsten		537.411

Uitgaven - Begroting 2003

A. Lopende verrichtingen		260.164
1. Werkingskosten		67.000
A.1.1. Energie- en waterkosten	15.000	
A.1.2. Kantoorbenodigdheden, verzekeringen, enz..	33.000	
A.1.3. Telefoon en fax	7.000	
A.1.4. Huur	12.000	
2. Andere aanschaffingen		181.600
A.2.1. Uitlenen van materieel	7.000	
A.2.2. Uitlenen van media	167.600	
A.2.2.1. Mediatheek	20.000	

3. Cultureel en ontmoetingscentrum van de Duitstalige Gemeenschap te Burg-Reuland

1. LOPENDE VERRICHTINGEN

A. Ontvangsten - Begroting 2003

	Overschot	
1	Maaltijden lagere school	€ 30 000,00
2	Overnachtingen - Maaltijden KUZ (Cultureel- en onderwijscentrum)	€ 120 000,00
3	Huurprijzen	€ 13 000,00
4	Restaurant (maaltijden)	€ 4 500,00
5	Telefoon	€ 1 250,00
6	Fotokopiën	€ 1 500,00
7	Intresten + intresten KUZ (Cultureel- en onderwijscentrum)	€ 4 000,00
8	AEP Vacances vivantes. (energie, ...)	€ 8 650,00
9	Postzegels en kaarten	€ 300,00
10	Verplaatsingen	€ 300,00
11	Dotatie lagere school	€ 126 000,00
12	Dotatie Duitstalige Gemeenschap	
	Totaal	€ 309 500,00

B. Uitgaven - Begroting 2003

11	Voedselproducten + 1.2 Materieel	€ 85 000,00
21	Lonen	€ 150 000,00
22	Informatica	
23	Telefoon	€ 4 500,00
24	Secretariaat	€ 2 500,00
25	Huurprijs blusapparaten	€ 1 000,00
26	Reparatie en onderhoud	€ 6 000,00
27	Verf - Grondstoffen / Onderhoudsproducten - Ophalen van huisvuil	€ 10 000,00
28	Aardolie - Gas - benzine - Elektriciteit	€ 35 000,00

29	fotokopieerapparaat	€ 2 500,00
2.11	Water - Leermiddelen, ...	€ 8 000,00
	Erelonen Vrijtijdsbesteding	€ 7 500,00
	Kilometervergoedingen	€ 750,00
	Transportbedrijven, uitstapjes	€ 6 200,00
	Wasserij	€ 5 000,00
	Materieel voor activiteiten in groepen	€ 3 500,00
	Totaal	€ 327 450,00

4. Sport-, vrijetijds- en toerismecentrum van Worriken**AFDELING I - LOPENDE VERRICHTINGEN****A. Ontvangsten - Begroting 2003**

1. Overdracht	815 000,00 EUR
2. Restaurant voor toeristen	235 500,00 EUR
3. Overnachtingen	1 363 000,00 EUR
4. Huurprijzen	40 000,00 EUR
5. Huurprijzen kampeerterrein	20 000,00 EUR
6. Huurprijzen tennisclub	2 500,00 EUR
7. Diverse ontvangsten	75 000,00 EUR
8. Zwembad / sporthal	220 000,00 EUR
9. Chalets	415 000,00 EUR
10. Zaal voor veelzijdig gebruik	50 000,00 EUR
11. Manege	100 000,00 EUR
12. Terugbetaling gesco	240 000,00 EUR
13. Stuwdam van Eupen	250 000,00 EUR
Totaal	3 826 000,00 EUR

B. Uitgaven - Begroting 2003

1. Aankoop - voedingsmiddelen	325 000,00 EUR
2. Onderhoud	150 000,00 EUR
3. Aankoop - materieel	25 000,00 EUR
4. Energie	225 000,00 EUR
5. Chalets	90 000,00 EUR
6. Bestuur	80 000,00 EUR
7. Wedden	1 650 000,00 EUR
8. Diverse uitgaven	15 000,00 EUR
9. Rollend materieel	35 000,00 EUR

10. Zaal met veelzijdig gebruik	25 000,00 EUR
11. Zwembad / sporthal	75 000,00 EUR
12. Manege	50 000,00 EUR
13. Stuwdam van Eupen	250 000,00 EUR
14. Overdracht	681 000,00 EUR
Totaal	3 676 000,00 EUR

AFDELING II - KAPITAALVERRICHTINGEN

A. Ontvangsten	0
B. Uitgaven	
1.	<u>150 000,00 EUR</u>
Totaal	150 000,00 EUR

Wij Kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Gegeven te Eupen, op 2 december 2002.

K.-H. LAMBERTZ,
Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport

B. GENTGES,
Minister van Onderwijs en Vorming,
Cultuur en Toerisme

H. NIESEN,
Minister van Jeugd en Gezien, Monumentenzorg,
Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Parlementaire stukken. — Ontwerp van decreet. Europese economische en functionele classificatie. Rechtvaardigingsverklaring. Begrotingen van de paracommunautaire instellingen. Begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer. Voorstellen tot wijziging. Rechtvaardigingsverklaring (+ erratum). Verslag. Voorstellen tot wijziging betreffende de tekst aangenomen door de commissie.